



CHAPITRE 102

LOI CONCERNANT LES CITÉS ET LES VILLES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des cités et villes*. 13 Geo. V, c. 65, s. 1. Loi titre
abrégé.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

2. 1. La présente loi s'applique:

a) A toute municipalité de cité ou de ville, existant à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, constituée en corporation par une loi spéciale à quelque époque que ce soit, avant ladite date, et régie par les dispositions de la loi 40 Victoria, chapitre 29, (clauses générales des corporations de ville), ou par les dispositions des Statuts refondus, 1888, (articles 4178 à 4615), concernant les corporations de ville, ou par une partie desdites dispositions; pourvu que, si une loi spéciale constituant une telle municipalité contient des dispositions dérogatoires à ces lois générales, ces dispositions continuent d'être en vigueur et de s'appliquer, nonobstant le présent article. Application
de la loi.

b) A toute municipalité de cité ou de ville existant à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, constituée en corporation par une loi spéciale ou par lettres patentes, à quelque époque que ce soit avant ladite date, et régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38, ou de la Loi des cités et villes contenue aux articles 5256 à 5884 des Statuts refondus, 1909, ou de la Loi des cités et villes, 1922, (13 Geo. V, c. 65), ou par une partie des dites dispositions; pourvu que, si une loi spéciale constituant une telle municipalité contient des dispositions dérogatoires à ces lois générales, ces dispositions continuent d'être en vigueur et de s'appliquer, nonobstant le présent article, et que, si une loi spéciale régissant une municipalité requiert l'application des dispositions

abrogées par la Loi des cités et villes 1922 (13 Geo. V, c. 65), ou par la présente loi, toutes telles dispositions demeureront en force pour telle municipalité ;

c) A toute municipalité de cité ou de ville constituée à l'avenir en corporation par charte de la Législature, sauf les dispositions spéciales contenues dans cette charte et incompatibles avec celles de la présente loi ;

d) A toute municipalité de cité ou de ville constituée à l'avenir par lettres patentes sous son empire ;

Modifications
autorisées en
certains cas.

2. S'il est nécessaire, pour le fonctionnement d'une municipalité de cité ou de ville visée par le sous-paragraphe a du paragraphe 1 du présent article que des modifications soient faites à sa charte, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil de la municipalité, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation en y remplaçant certaines dispositions par celles de la présente loi qui y correspondent.

Effet.

Ces modifications ne peuvent, en aucun cas, avoir pour effet d'augmenter les pouvoirs possédés par une municipalité en vertu de la charte qu'elle demande de modifier.

Procédure.

La procédure à suivre pour l'obtention de ces lettres patentes est la même que celle prescrite par la présente loi pour l'obtention d'une charte par lettres patentes, en y faisant les changements nécessaires ; mais ces lettres patentes devront être publiées dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les statuts de la province. Ces lettres patentes entreront en vigueur à la date qui y sera indiquée.

Application
des présentes
dispositions
à une corpora-
tion déjà cons-
tituée.

3. Toute municipalité de cité ou de ville constituée par une loi spéciale peut également, quel que soit le chiffre de sa population, sur abandon de sa charte, obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil des lettres patentes, dont l'effet est d'abroger sa charte spéciale et de rendre applicables à ladite cité ou ville les dispositions de la présente loi. 13 Geo. V, c. 65, s. 2.

Mention des
exceptions.

3. Pour empêcher l'incorporation de quelques articles de la présente loi dans une charte, ils doivent en être exclus expressément par leurs numéros d'ordre. 13 Geo. V, c. 65 s. 3.

Interpréta-
tion :

4. A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions termes et mots suivants ont, dans la présente loi et dans la charte, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

- 1° Le mot "charte" désigne toute loi de la Législa- "Charte";
ture ou toutes lettres patentes, suivant le cas, établis-
sant une municipalité de cité ou de ville;
- 2° Le mot "district" signifie un district judiciaire "District";
établi par la loi, et nommément le district dans lequel
est située la cité ou la ville;
- 3° Les mots "Cour de circuit du comté" ou "de "Cour de cir-
comté" désignent la Cour de circuit dans et pour le cuit du com-
comté dans lequel est située la cité ou la ville, et, s'il y a té" ou "de
plus d'une Cour de circuit établie dans le comté, ils les comté";
comprennent toutes;
- 4° Les mots "Cour de magistrat" désignent la Cour "Cour de ma-
de magistrat du district, du comté ou de la localité, ayant gistrat";
juridiction dans les limites de la municipalité, établie
par proclamation du lieutenant-gouverneur et présidée
par le magistrat de district;
- 5° Les mots "membre du conseil" désignent et com- "Membre du
prennent le maire ou tout échevin de la cité ou de la ville; conseil";
- 6° Les mots "charge municipale" désignent toutes "Charge mu-
les charges et toutes les fonctions que remplissent les nicipale";
membres ou les officiers du conseil;
- 7° Le mot "séance", employé seul, désigne indis- "Séance";
tinctement une séance ordinaire ou générale ou une
séance spéciale du conseil;
- 8° Les mots "jour suivant" ne signifient ni ne com- "Jour sui-
prennent les jours de fête, à moins que l'acte dont il est vant";
question ne puisse être fait un jour de fête;
- 9° Le mot "contribuable" signifie toute personne "Contribua-
tenue de payer à la municipalité quelque contribution ble";
ou taxe, y compris la taxe ou le prix de l'eau;
- 10° Le mot "propriétaire" signifie toute personne qui "Proprié-
possède un immeuble en son nom propre à titre de pro- taire";
priétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé dans le cas de
substitution;
- 11° Le mot "occupant" signifie toute personne qui "Occupant";
occupe un immeuble en son nom propre à titre autre que
celui de propriétaire, ou d'usufruitier, ou de grevé, et
qui jouit des revenus provenant dudit immeuble;
- 12° Le mot "locataire" signifie toute personne tenue "Locataire";
de payer un loyer en argent ou de donner une partie des
fruits ou revenus de l'immeuble qu'elle occupe. Un
locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire de maga-
sin, boutique, bureau ou place d'affaires;
- 13° Les mots "officier d'élection" désignent l'officier- "Officier
rapporteur et le secrétaire d'élection, et tous sous-offi- d'élection".
ciers-rapporteurs et greffiers de bureau de votation,
nommés pour une élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 4.

§ 149. 163.V.C.35-4.1

Manière de
signer en cer-
tains cas.

Restriction.

Allégations
inutiles.

Erreur ou
insuffisance
dans les dési-
gnations.

Objections à
la forme ou
fondées sur
l'omission de
formalités.

Prestation
des serments.

Réception des
serments.

Information
sous serment
de la part de
la municipa-
lité.

5. Quiconque est, par les dispositions de la présente loi ou d'un règlement du conseil, tenu de signer son nom sur un document et ne peut le faire, doit y apposer sa marque, en présence d'un témoin qui y signe.

Cette disposition ne s'applique pas aux membres du conseil, ni aux officiers, qui, aux termes de la présente loi, doivent savoir lire et écrire. 13 Geo. V, c. 65, s. 5.

6. Les allégations ou expressions inutiles, qui peuvent se rencontrer dans quelque disposition relative à des matières municipales, n'en affectent en aucune manière la validité, si l'ensemble de la disposition interprétée dans son sens naturel est suffisant pour en rendre l'intention. 13 Geo. V, c. 65, s. 6.

7. L'erreur ou l'insuffisance de la désignation d'une municipalité dans un acte municipal fait par le conseil, ses officiers ou toute autre personne, ou de l'énonciation des qualités de tel officier ou de telle personne, ne peuvent entacher cet acte de nullité, pourvu qu'il n'en résulte ni surprise, ni injustice. 13 Geo. V, c. 65, s. 7.

8. Nulle action, défense ou exception, fondée sur l'omission de formalités, même impératives, dans un acte du conseil ou d'un officier municipal, n'est recevable, à moins que l'omission n'ait causé un préjudice réel, ou à moins qu'il ne s'agisse d'une formalité dont l'inobservation entraîne, d'après les dispositions de la loi, la nullité de l'acte où elle a été omise. 13 Geo. V, c. 65, s. 8.

9. Un serment requis par la présente loi ou par la charte peut être prêté devant le maire, le greffier, un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure ou un notaire.

Toute personne devant laquelle un serment peut être prêté, est autorisée et tenue, chaque fois qu'elle en est requise, de le recevoir et de délivrer sans honoraires un certificat de sa prestation à la partie qui l'a prêté. 13 Geo. V, c. 65, s. 9.

10. Lorsqu'une corporation municipale est tenue de donner une déposition ou une information sous serment, cette déposition ou information peut être donnée par l'un des membres ou l'un des officiers du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 10.

11. Quiconque refuse ou néglige, sans motif raisonnable, d'accomplir un acte ou un devoir qui lui est imposé par quelque disposition de la présente loi ou de la charte, ou qui est requis de lui en vertu de ces dispositions, encourt, outre les dommages causés, une amende de pas moins de quatre dollars ni de plus de vingt dollars, sauf les cas au sujet desquels il est autrement décrété. 13 Geo. V, c. 65, s. 11.

Pénalité pour refus d'accomplir certains actes. etc.

SECTION II

DE LA CONSTITUTION DES CITÉS ET VILLES PAR LETTRES PATENTES

12. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger par lettres patentes, et après l'accomplissement des formalités prescrites dans les dispositions qui suivent, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes, et le territoire d'une municipalité de village ou de ville, en municipalité de cité, s'il renferme une population d'au moins six mille âmes.

Constitution d'une cité ou d'une ville par lettres patentes.

2. Le chiffre de la population contenue dans le territoire que l'on veut ériger en cité ou en ville est établi par un recensement fait, sur ordre du conseil de la municipalité de village ou de ville, par deux personnes ou plus, nommées à cette fin par le conseil, et qui en attestent la fidélité sous serment. 13 Geo. V, c. 65, s. 12.

Comment le chiffre de la population est établi.

13. 1. Le conseil de la municipalité qui demande l'érection de son territoire en municipalité de cité ou de ville doit donner au préalable un avis de son intention à cet effet.

Avis de la demande des lettres patentes.

2. Cet avis doit être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié, durant le même laps de temps, de la manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité et énoncer :

Publication de l'avis.

a) Le nom de la municipalité projetée de cité ou de ville;

Son contenu.

b) Les limites de la municipalité;

c) Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil;

d) La déclaration que la municipalité sera érigée en cité ou en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

13 Geo. V, c. 65, s. 13.

14. 1. En tout temps, mais pas plus d'un mois après la dernière publication de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le conseil de la municipalité qui demande l'érec-

Requête au lieutenant-gouverneur en conseil.

tion de son territoire en municipalité de cité ou de ville peut présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes.

2. Cette requête doit énoncer:

Contenu de la
requête.

a) Le chiffre de la population du territoire dont l'érection en cité ou en ville est demandée;

b) Le nom de la municipalité;

c) Les limites de la municipalité;

d) Le nombre des quartiers en lesquels la municipalité sera divisée;

e) L'endroit où aura lieu la première session générale du conseil;

f) Le nombre total des échevins et le nombre des échevins de chaque quartier. 13 Geo. V, c. 65, s. 14.

Conditions
préalables à
l'octroi des
lettres paten-
tes.

15. 1. La requête est transmise au ministre des affaires municipales et elle doit être accompagnée d'une déposition sous serment attestant le chiffre de la population démontré par le recensement. Le ministre des affaires municipales peut, en outre, exiger que le conseil de la municipalité établisse que les avis ont été donnés conformément à la loi, que les faits allégués dans la requête sont vrais et qu'il est de l'intérêt de la municipalité et de ses habitants que l'érection demandée ait lieu.

Pouvoirs du
ministre, etc.

2. A cette fin, le ministre des affaires municipales ou la personne qu'il charge de faire un rapport sur la demande du conseil peut examiner des témoins et prendre, sous serment ou affirmation qu'il peut recevoir lui-même, leur témoignage par écrit ou par le moyen de la sténographie, entendre les représentants du conseil et toute personne qui s'oppose à la demande du conseil ou ses représentants, et faire rapport sur le tout au lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission des
lettres paten-
tes.

3. Si le lieutenant-gouverneur en conseil croit qu'il est de l'intérêt de la municipalité et de ses habitants que l'érection demandée ait lieu, il ordonne l'émission des lettres patentes, lesquelles récitent entre autres choses les assertions contenues dans la requête, telles qu'établies.

Nom de la
municipalité.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, donner à la municipalité un nom différent de celui choisi par le conseil.

Avis de l'é-
mission des
lettres paten-
tes.

5. Le ministre des affaires municipales donne avis de l'émission des lettres patentes en les publiant dans la *Gazette officielle de Québec*; et, à compter de la date des lettres patentes, la municipalité est érigée en cité ou en ville tombant sous l'empire de la présente loi.

6. En tout temps après l'émission des lettres patentes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, modifier le nom de la municipalité, le nombre des quartiers, le nombre total des échevins et le nombre des échevins par quartier, et il peut à ces fins émettre des lettres patentes supplémentaires, qui sont publiées de la même manière. Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes originaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 15.

Lettres patentes supplémentaires.

Procédures pour les obtenir.

16. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif des honoraires payables sur demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, et le modifier ou le changer à sa discrétion; il peut désigner le département d'où elles doivent émaner, et prescrire la forme des procédures et des minutes à leur sujet, et toutes les autres formalités nécessaires pour atteindre l'objet de la présente section.

Tarif des honoraires pour lettres patentes.

2. Ces honoraires peuvent être fixés de manière à varier dans leur montant, en proportion de la population de la municipalité concernée, ou autrement.

Mode de le fixer.

3. Il n'est fait aucune procédure dans aucun département pour l'émission de lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires en vertu de la présente section avant que le montant de tous les honoraires auxquels elles donnent lieu ait été payé. 13 Geo. V, c. 65, s. 16.

Paiement des honoraires.

SECTION III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MUNICIPALITÉS NOUVELLES

17. Dans une municipalité nouvellement érigée, la présentation des candidats et la votation à la première élection générale ont lieu aux jours fixés par le ministre des affaires municipales.

Première élection générale.

En attendant telle élection, à moins qu'il n'y soit spécialement pourvu par les dispositions de la charte, le maire et les officiers du conseil de l'ancienne municipalité, alors en fonction, continuent d'occuper leurs charges pour les affaires courantes, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés suivant la loi.

Maintien en office du maire, etc.

La deuxième élection générale a lieu le premier jour juridique du deuxième mois de février après l'entrée en vigueur de la charte; et les élections générales subséquentes ont ensuite lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février. 13 Geo. V, c. 65, s. 17.

Deuxième élection générale et élections subséquentes.

Officier-rap-
porteur de
la première
élection.

18. L'officier-rapporteur de la première élection générale est la personne désignée par le ministre des affaires municipales pour remplir cette charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 18.

Liste servant
à la première
élection.

19. La première élection générale se fait d'après la liste des électeurs, s'il en est, ou le rôle d'évaluation de toute municipalité dont est détachée la nouvelle municipalité, mais peuvent seules voter les personnes dont les noms sont inscrits sur ces listes ou rôles qui ont le cens électoral requis par la présente loi ou par la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 19.

Copies des
listes.

20. Tout greffier ou secrétaire-trésorier, dépositaire des listes d'électeurs ou des rôles d'évaluation mentionnés dans l'article 19, doit, sous peine d'une amende de deux cents dollars au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, permettre à l'officier-rapporteur de la nouvelle municipalité de faire ou faire faire, dans le bureau du conseil où ils sont déposés, les copies ou extraits de ces listes et rôles, requis pour la première élection générale. 13 Geo. V, c. 65, s. 20.

Garde des
documents.

21. L'officier-rapporteur de la première élection générale garde tous les documents et choses qui ont servi à l'élection jusqu'à la nomination du greffier de la municipalité, et les remet à cet officier aussitôt après son entrée en fonction. 13 Geo. V, c. 65, s. 21.

Première
séance du
conseil.

22. Dans toute municipalité nouvellement organisée, la première séance générale du conseil est tenue au lieu indiqué par la charte, et, si ce lieu n'y est pas indiqué, à celui fixé par le ministre des affaires municipales, le mercredi suivant l'avis public du résultat des élections donné par l'officier-rapporteur.

Présidence.

Si le maire doit être nommé par le conseil, cette séance est présidée par un échevin choisi parmi les échevins présents, jusqu'à ce que le maire ait été nommé et assermenté. 13 Geo. V, c. 65, s. 22.

Rôle d'éva-
luation exis-
tant.

23. Dans une municipalité nouvellement organisée, l'évaluation des biens-fonds imposables du territoire dont est formée cette municipalité continue à valoir; et le rôle d'évaluation de ces biens ou un extrait de ce rôle, est le rôle d'évaluation en vigueur des biens imposables de la municipalité jusqu'à ce qu'il en soit fait un conformément à la loi. 13 Geo. V, c. 65, s. 23.

24. Les règlements, résolutions et ordonnances, les rôles et procès verbaux qui régissaient le territoire avant son érection en municipalité de cité ou de ville, et les contrats passés par l'ancienne corporation continuent d'être en vigueur; et le conseil de la nouvelle municipalité possède à leur égard les mêmes pouvoirs et est sujet aux mêmes obligations que le conseil de l'ancienne municipalité, sauf les dispositions contraires dans une loi spéciale. 13 Geo. V, c. 65, s. 24.

SECTION IV

DE L'ORGANISATION DE LA MUNICIPALITÉ

§ 1.—*De la constitution de la corporation*

25. Les habitants et les contribuables d'une municipalité de cité ou de ville, et leurs successeurs, sont une corporation connue sous le nom désigné dans la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 25.

26. Cette corporation a, sous son nom corporatif, succession perpétuelle et peut:

1° Avoir un sceau commun, qu'elle peut modifier à volonté;

2° Acquérir pour des fins de sa compétence des biens meubles ou immeubles, par achat, donation, legs ou autrement, et en disposer à titre onéreux quand elle n'en a plus besoin ;

3° Contracter, transiger, s'obliger et obliger les autres envers elle dans les limites de ses attributions;

4° Sujet aux dispositions de la présente loi, souscrire, tirer, endosser, transporter, négocier, donner, accepter ou recevoir des billets, lettres de change, chèques, bons, obligations ou autres valeurs et effets négociables ou non, en exécution de tous les pouvoirs, droits et attributions qui lui sont conférés par la loi, et de tous les devoirs et obligations qui lui incombent;

5° Ester en justice;

6° Et en général, exercer tous les pouvoirs que la loi lui accorde, ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement des devoirs que la loi lui impose. 13 Geo. V, c. 65, s. 26.

§ 2.—*Des limites de la municipalité et de la juridiction de la corporation*

27. La municipalité comprend le territoire spécifié par la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 27.

Maintien de
règlements,
etc., régissant
le territoire
érigé en cité
ou ville.

Pouvoirs
généraux.

Territoire de
la municipa-
lité.

Juridiction de la corporation. **28.** La corporation a juridiction, pour les fins municipales et de police et pour l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés, sur toute l'étendue de son territoire, et en dehors de son territoire pour les fins particulières où plus ample autorité lui est conférée. 13 Geo. V, c. 65, s. 28.

Juridiction si la municipalité est bornée par des eaux. **29.** Lorsqu'une municipalité est bornée de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette eau, la juridiction de la corporation pour les fins de police s'étend, en face de la municipalité, jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent, si cette étendue ne forme pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville ou de village.

Restrictions. Si, cependant, l'eau en face de la municipalité a une largeur de plus de deux milles, cette juridiction ne peut être exercée au delà d'un mille de la rive ou du rivage. 13 Geo. V, c. 65, s. 29.

§ 3.—*De la division de la municipalité en quartiers*

Division en quartiers. **30.** La municipalité est divisée en autant de quartiers que le prescrit la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 30.

Modification des quartiers. **31.** Sur un vote des deux tiers de ses membres, le conseil peut, par règlement, changer les bornes des quartiers et en augmenter ou diminuer le nombre, et fixer, diminuer ou augmenter le nombre des échevins à élire dans chaque quartier, pourvu que le nombre total soit le même que celui fixé par la charte, sauf le cas de l'article 32, et qu'un nombre égal d'échevins soit attribué à chaque quartier; mais un intervalle d'au moins quatre ans doit s'écouler entre chaque modification, à moins que l'annexion d'un nouveau territoire ne la rende nécessaire plus tôt.

Entrée en vigueur. Toute telle modification entre en vigueur pour les élections générales qui la suivent. 13 Geo. V, c. 65, s. 31.

Représentation des nouveaux quartiers. **32.** Lorsque le nombre de quartiers de la municipalité est augmenté par la création d'un ou de plusieurs quartiers à même un territoire annexé, chaque nouveau quartier est représenté par le même nombre d'échevins que les autres quartiers de la municipalité, et les échevins de ces quartiers peuvent être en sus du nombre d'échevins fixé par la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 32.

§ 4.—*De l'annexion de nouveaux territoires*

33. Le conseil de la municipalité peut, par le vote Annexion. affirmatif de la majorité absolue de ses membres, faire des règlements pour étendre les limites de la municipalité en y annexant, pour des fins municipales, en tout ou en partie, toute autre municipalité contiguë.

Le règlement doit contenir une désignation complète Contenu du règlement d'annexion. du territoire à annexer, énoncer les termes et conditions de l'annexion, et déterminer si le territoire ainsi annexé formera un seul ou plus d'un quartier, ou s'il sera annexé, en tout ou en partie, à quelqu'un ou à quelques-uns des quartiers de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 33.

34. Avant sa dernière lecture et son adoption finale Approbation du règlement avant son adoption. par le conseil de la cité ou de la ville, ce règlement doit avoir été approuvé par le conseil de la municipalité qui doit être annexée en tout ou en partie, et avoir reçu la sanction des électeurs propriétaires de ladite municipalité ou partie de municipalité, selon le cas, en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent. 13 Geo. V, c. 65, s. 34.

35. Une copie de ce règlement doit être publiée une Publication du règlement et convocation d'une assemblée pour l'approuver. fois la semaine, pendant un mois, dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la municipalité ou partie de municipalité qui doit être annexée, s'il en est, et, s'il n'y a qu'un seul journal, ou que tous soient publiés dans la même langue, dans les deux langues dans le même journal, et, qu'il y ait publication ou non dans un ou des journaux, être affichée à la porte de l'hôtel de ville, à la porte de l'église paroissiale de la municipalité intéressée, à la porte de la salle ou de l'édifice où le conseil de cette municipalité tient d'ordinaire ses séances, et dans au moins six autres endroits publics de cette municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, avec un avis, signé par le greffier de la cité ou de la ville, certifiant que cette copie est conforme à l'original du règlement qui doit être pris en considération par le conseil de la cité ou de la ville, après l'expiration de trente jours à dater de l'affichage comme susdit, et énonçant qu'à tel jour, à telle heure et en tel lieu dans ladite municipalité ou partie de municipalité, fixés par le maire de la municipalité et nommés et désignés dans l'avis, lequel jour ne devra pas être moins de quinze ni plus de vingt jours après la date de l'affichage, une assemblée générale des électeurs propriétaires de ladite municipalité ou partie de municipalité, aura lieu

afin de prendre ce règlement en considération et de l'approuver ou de le rejeter. 13 Geo. V, c. 65, s. 35.

Président de
l'assemblée
des électeurs

36. Cette assemblée est présidée par le maire de la municipalité où elle se tient, ou, en son absence ou sur son refus, par quelque autre personne que choisit l'assemblée, et qui doit être un membre du conseil de cette municipalité, s'il s'en trouve à l'assemblée et s'il consent à remplir ces fonctions.

Secrétaire de
l'assemblée.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de cette municipalité doit assister à cette assemblée, et avoir les rôles de cotisation et la liste alors en vigueur des électeurs propriétaires de la municipalité, ou une copie certifiée de ces documents, et il remplit les fonctions de secrétaire.

Question
soumise à
l'assemblée.

La seule question qui doit être décidée à cette assemblée est celle de savoir si la majorité des électeurs propriétaires de cette municipalité ou partie de municipalité, ayant qualité pour voter et présents à l'assemblée, approuve ou désapprouve le règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 36.

Déclaration
du président
après avoir
posé la ques-
tion.
Décision du
président.

37. Après que la question a été posée, le président de l'assemblée déclare si, dans son opinion, la majorité de ces électeurs, soutient ou rejette le règlement.

Sa décision, s'il n'en est pas appelé dans le délai d'une heure, est finale, et, dans les huit jours qui suivent, elle est communiquée au conseil de la cité ou de la ville désirant faire l'annexion, par un certificat signé par le secrétaire de l'assemblée. 13 Geo. V, c. 65, s. 37.

Demande de
votation.

38. Cinq des électeurs présents à l'assemblée peuvent appeler de la décision du président et demander la votation, laquelle est accordée, et le vote est recueilli immédiatement par le président, le secrétaire-trésorier de la municipalité agissant comme greffier de votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 38.

Votation.

39. Chacun desdits électeurs se présente alors à tour de rôle au président, et donne sa voix par "oui" ou "non", le mot "oui" signifiant qu'il approuve, et le mot "non" qu'il désapprouve le règlement proposé.

Nul vote n'est reçu à moins qu'il n'apparaisse, d'après les rôles de cotisation et la liste des électeurs, que celui qui vote est électeur et qu'il a qualité pour voter comme propriétaire d'immeuble dans la municipalité ou partie de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 39.

Ajournement
de la vota-
tion.

40. Si, à cinq heures de l'après-midi, le jour de l'assemblée, les votes de tous les électeurs présents n'ont

pas été enregistrés, le président doit ajourner la votation au lendemain, à dix heures du matin, et alors la votation se continue comme le premier jour, et elle est close à cinq heures de l'après-midi du second jour.

Si le premier ou le deuxième jour, il s'écoule une heure sans qu'un vote soit donné, la votation doit être close. Clôture de la votation.
13 Geo. V, c. 65, s. 40.

41. A la clôture de la votation, le président compte les "oui" et les "non", et constate si la majorité des électeurs ayant voté approuve ou désapprouve le règlement. Compte des votes.

Il rédige ensuite et signe un certificat exposant le résultat de la votation, et ce certificat est contresigné par le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité remplissant les fonctions de secrétaire de l'assemblée, et conservé par lui, avec le livre de votation, dans les archives de son bureau. Certificat du résultat de la votation.

Le greffier ou secrétaire-trésorier est tenu de transmettre au greffier de la cité ou de la ville qui désire faire l'annexion, dans les huit jours qui suivent la clôture de la votation, une copie dûment authentiquée du certificat et du livre de votation. Copie des certificats, etc., au greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 41.

42. Si le règlement n'a pas été approuvé, le conseil de la cité ou de la ville qui désire faire l'annexion ne l'adopte pas; mais s'il a été approuvé, il est soumis au conseil, avec un préambule exposant qu'il a reçu l'approbation des électeurs de ladite municipalité ou partie de municipalité, suivant le cas, à une assemblée convoquée et tenue conformément aux dispositions de la présente loi. Si le règlement est désapprouvé.

Si le règlement est ensuite adopté par un vote de la majorité des échevins, il devient exécutoire après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S'il est approuvé.
13 Geo. V, c. 65, s. 42. Approbation du règlement par le lt.-gouv. en conseil.

43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil de l'une et de l'autre municipalité, tous les documents et renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer de l'opportunité de ce règlement ou de certaines de ses dispositions; et les officiers de l'un et de l'autre conseil sont tenus de les fournir. Documents à soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement. Décision du lt.-gouv. en conseil.

Entrée en
vigueur du
règlement.

Le règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil a force de loi, et sa validité devient incontestable. 13 Geo. V, c. 65, s. 43.

Effet de l'an-
nexion sur le
territoire
annexé.

44. Dès qu'une municipalité ou partie de municipalité a été annexée à une cité ou ville, suivant les dispositions de la présente loi, elle reste sujette aux dispositions des différents actes, règlements et ordonnances en vigueur au moment de l'annexion ou qui pourront l'être par la suite en vertu des pouvoirs conférés par la loi à la corporation de la cité ou ville, excepté en autant que ces dispositions sont incompatibles avec les conditions du règlement en vertu duquel l'annexion s'est effectuée.

Certaine liste
des électeurs.
continué.

Cependant, la liste des électeurs de la municipalité ou de la partie de la municipalité annexée, reste en vigueur, en ce qui la concerne, tant qu'une autre liste n'a pas été valablement dressée et mise en vigueur dans la cité ou la ville à laquelle la municipalité ou la partie de municipalité a été annexée. 13 Geo. V, c. 65, s. 44.

Amende pour
refus d'ac-
complir un
devoir imposé
par ce para-
graphe.

45. Tout officier municipal ou membre d'un conseil municipal qui néglige ou refuse d'accomplir un acte ou une fonction officielle qui lui incombe, ou d'y concourir, pour la mise à exécution des dispositions du présent paragraphe est coupable d'une infraction et passible d'une amende de cinquante dollars, dont le recouvrement peut se faire au nom de Sa Majesté, devant toute cour compétente, dans les six mois qui suivent la commission de l'infraction. 13 Geo. V, c. 65, s. 45.

§ 5.—*Du conseil, du maire, des échevins et des commissions du conseil*

Attributions
du conseil.

46. La corporation est représentée et ses affaires sont administrées par son conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 46.

Composition
du conseil.

47. Le conseil municipal est composé d'un maire et du nombre d'échevins déterminé par la charte, élus en la manière ci-après prescrite. 13 Geo. V, c. 65, s. 47.

Durée de la
charge de
maire.
Élection du
maire par le
conseil.

48. Le maire est élu pour deux années à la majorité des électeurs municipaux ayant voté.

Néanmoins, si le conseil municipal passe un règlement à cet effet à la majorité des deux tiers de ses membres, le maire peut être élu pour deux années par le conseil municipal, et, dans ce cas, l'élection est régie par les dispositions des articles 342, 343 et 344. 13 Geo. V, c. 65, s. 48.

49. Les échevins sont élus pour la même période, au nombre, dans chaque quartier, déterminé en la charte, par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 49.

Durée de la charge d'échevin.

50. Le terme de la charge de maire expire lorsque le nouveau maire est assermenté; celui de la charge d'échevin, à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après les élections générales. 13 Geo. V, c. 65, s. 50.

Quand expirent les charges de maire et d'échevin.

51. Le maire exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les officiers de la municipalité, et voit spécialement à ce que les revenus de la municipalité soient perçus et dépensés suivant la loi, et à ce que les dispositions de la loi, les règlements et les ordonnances du conseil soient fidèlement et impartialement mis à exécution. Il soumet au conseil tout projet qu'il croit nécessaire ou utile, et lui communique toutes informations et suggestions relatives à l'amélioration des finances, de la police, de la santé, de la sûreté, de la propreté, au bien-être et au progrès de la municipalité.

Pouvoirs, etc., du maire.

Dans l'exercice de ses fonctions comme chef exécutif de l'administration municipale, le maire a droit, en tout temps, de suspendre un officier ou employé au service de la municipalité, mais il doit, à la plus prochaine occasion, faire rapport de la chose au conseil ou à la commission ayant la surveillance immédiate de l'officier ou employé suspendu, et donner par écrit les raisons de cette suspension. 13 Geo. V, c. 65, s. 51.

Droit du maire de suspendre les employés de la municipalité.

52. Les règlements, résolutions, obligations ou contrats sont, dans les quarante-huit heures de leur approbation par le conseil, présentés par le greffier au maire pour qu'il y donne son assentiment et y appose sa signature.

Signature des règlements, etc.

Si le maire refuse de les signer, il les remet avec ses objections par écrit au greffier, qui les soumet de nouveau à la considération du conseil, à la séance suivante, comme matière d'urgence et de priorité.

Si le maire refuse de signer les règlements.

Si une majorité absolue des échevins approuve de nouveau tels règlements, résolutions, obligations, ou contrats, le maire est tenu de les signer et approuver, et, s'il refuse, ces règlements, résolutions, obligations ou contrats sont légaux et valides comme s'il les avait signés et approuvés, sauf néanmoins les cas où il est déclaré par les dispositions de la loi, qu'une majorité spécifique est requise pour l'approbation d'un règlement, Réserve.

Devoir du maire de signer, en certains cas, les règlements, etc.

résolution, obligation ou contrat, ou que l'assentiment du maire est spécialement requis pour telle approbation. 13 Geo. V, c. 65, s. 52.

Lecture des communications du ministre, etc.

53. Le maire est tenu de lire, au conseil en séance, toute circulaire ou communication adressée, soit à lui soit au conseil, par le ministre des affaires municipales et, s'il en est requis par le conseil ou par le ministre des affaires municipales, de les rendre publiques dans la municipalité, en la manière prescrite pour les avis publics. 13 Geo. V, c. 65, s. 53.

Renseignements au lieutenant-gouv., etc.

54. Il est tenu de fournir au lieutenant-gouverneur ou au ministre des affaires municipales, sur sa demande, tout renseignement sur l'exécution de la loi municipale, et tout autre renseignement qu'il est en son pouvoir de donner avec le concours du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 54.

Démission du maire.

55. Le maire peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité; mais cette démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 55.

Remplacement du maire dans le cas de vacance.

56. Si la charge de maire devient vacante, le greffier de la municipalité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des échevins pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste du terme d'office, et le conseil, à cette assemblée, doit faire cette élection. L'acceptation de la charge de maire rend vacant le siège de l'échevin qui accepte cette charge, et, dans ce cas, il doit être procédé à une nouvelle élection pour remplir cette vacance. 13 Geo. V, c. 65, s. 56.

Maire suppléant.

57. Le conseil élit, tous les trois mois, un de ses membres comme maire suppléant, lequel possède et exerce en cette qualité tous les pouvoirs du maire lorsque celui-ci est absent de la municipalité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 57.

Vacance de la charge de maire.

58. Lorsque la charge de maire devient vacante, le maire suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à ce qu'un nouveau maire soit nommé. 13 Geo. V, c. 65, s. 58.

Démission des échevins.

59. Tout échevin peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au greffier de la municipalité; mais sa démission est de nul

effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 59.

60. La charge de maire ou d'échevin est également vacante: Vacance de la charge de maire ou d'échevin.

1° Lorsqu'il y a refus d'accepter ou de continuer à exercer cette charge ;

2° Lorsqu'il y a absence de la municipalité, sans la permission du conseil, pendant trois mois consécutifs ;

3° Lorsqu'il y a, chez celui qui exerce la charge de maire ou d'échevin, incapacité d'agir comme tel, soit par maladie, infirmité ou autrement, pendant trois mois consécutifs ;

4° Lorsque celui qui exerce la charge n'assiste pas aux séances du conseil pendant trois mois consécutifs ;

5° Lorsque la personne occupant la charge fait cession judiciaire de ses biens ou devient insolvable. 13 Geo. V, c. 65, s. 60.

61. S'il survient une vacance dans la charge d'échevin, le maire fixe, dans les huit jours qui suivent cette vacance, un jour pour la nomination des candidats, ainsi que pour l'élection en cas d'opposition. Cette élection doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la vacance. aj. 17920 r. c. 32. 51. Remplacement d'échevins dans les cas de vacance.

Si la majorité des membres du conseil offre à la fois leur démission, de sorte que le conseil ne puisse plus siéger et accepter les démissions faute de quorum, les charges des démissionnaires deviennent vacantes et il est du devoir du greffier d'en informer le lieutenant-gouverneur en conseil. Celui-ci peut alors ordonner qu'une élection soit tenue pour la nomination d'un maire, si le maire est parmi ceux qui ont offert leur démission, et du nombre d'échevins qu'il faut pour remplir les vacances. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe un jour pour la nomination des candidats ainsi que pour l'élection en cas d'opposition. Id., en certains cas.

Dix jours au moins avant le jour fixé pour la nomination des candidats, le greffier de la municipalité, par une commission sous sa signature et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et donner l'avis public prescrit par l'article 179 et rédigé suivant la formule 7. Avis de l'élection.

Pour le surplus, la nomination et l'élection se font de la manière prescrite pour les élections générales, et la personne élue reste en fonction jusqu'à l'expiration du terme d'office de l'échevin qu'elle a remplacé. 13 Geo. V, c. 65, s. 61. Procédure de l'élection.

Serment du
maire et des
échevins.

62. Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin avant d'avoir prêté, devant le greffier de la municipalité, le serment d'office suivant la formule 1.

Mention au
livre des déli-
bérations.

Une entrée de la prestation du serment est faite dans le livre des délibérations du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 62.

Omission de
prêter ser-
ment.

63. L'omission, pendant quinze jours, de la part du maire ou d'un échevin de prêter le serment d'office, rend par là même le maire ou cet échevin déchu de sa charge.

Pouvoir du
maire et des
échevins de
reprandre
leurs fonc-
tions.

Néanmoins, sans préjudice des frais de procédures judiciaires intentées contre lui, le maire ou l'échevin qui a ainsi négligé de prêter serment pendant le délai fixé peut toujours, tant que la vacance créée par sa négligence n'a pas été remplie, en prêtant le serment requis, reprendre ses fonctions et les exercer. 13 Geo. V, c. 65, s. 63.

Gratuité des
services du
maire et des
échevins.

64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Rémunéra-
tion des mem-
bres du con-
seil, en cer-
tains cas.

Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération, mais ce règlement n'entre en vigueur et n'a d'effet qu'après avoir été approuvé par la majorité des propriétaires qui ont droit de voter aux élections municipales, et ce vote est pris suivant les formalités établies pour l'approbation des règlements par les électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 64.

Actes d'une
personne
occupant illé-
galement la
charge de
maire, etc.

65. Nul vote donné par une personne qui occupe illégalement la charge de maire ou d'échevin, et nul acte auquel elle a participé en cette qualité, ne peuvent être invalidés par le seul fait de l'exercice illégal de la charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 65.

Maire et éche-
vins juges de
paix.

66. Le maire et les échevins sont d'office juges de paix durant l'exercice de leur charge, dans les limites de la municipalité, sans être tenus de prêter les serments requis des juges de paix.

Leur compé-
tence.

Ils sont compétents à entendre et décider les causes dans lesquelles la municipalité ou ses officiers sont parties intéressées. 13 Geo. V, c. 65, s. 66.

Assignment
dans les cas
d'enquête.

67. Si, dans les affaires soumises au conseil ou à ses commissions, il est nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou de toute autre ma-

nière, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la municipalité, de faire des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au conseil, concernant des matières de son ressort, toute commission chargée par le conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, ou la commission devant laquelle ces questions sont soulevées, peut faire signifier une citation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant elle, afin de donner son témoignage sur les faits ou questions faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, et qui sont décrits dans la citation.

Si une personne ainsi assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans la citation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous serment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les papiers ou documents mentionnés dans la citation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de la citation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au maire, qui alors peut contraindre cette personne à comparaître et la forcer à répondre à toutes les questions légales, par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province.

Toute personne négligeant ou refusant ainsi de comparaître ou refusant de produire des papiers ou d'être interrogée comme susdit, est passible, si elle est trouvée coupable, d'une amende n'excédant pas quarante dollars.

Le président de toute commission du conseil est autorisé à faire prêter le serment aux témoins. 13 Geo. V, c. 65, s. 67.

68. Le conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales, composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut, par règlement ou résolution, leur confier.

Les commissions permanentes sont constituées, pour deux années, à la première séance qui suit les élections générales, et les commissions spéciales, en tout temps où il est nécessaire ou utile de les former.

- Remplacement des membres.** Maire. Le conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre des commissions.
- Rapports.** Le maire fait partie d'office de toutes les commissions, et il a droit d'y voter.
- Adoption des rapports** Les commissions rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions au moyen de rapports signés par leur président, ou par la majorité des membres qui les composent.
- Nul rapport d'une commission n'a d'effet s'il n'est ratifié ou adopté par le conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 68.

§ 6.—*Des officiers du conseil*

1.—*Dispositions générales*

- Nomination des officiers municipaux, etc.** **69.** Le conseil peut nommer les officiers qu'il juge nécessaires pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés et leur accorder le traitement ou l'indemnité qu'il juge à propos. Il peut, à la majorité absolue de tous les échevins, destituer tout officier et en nommer un autre à sa place. 13 Geo. V, c. 65, s. 69.
- Serment d'office.** **70.** Avant d'entrer en fonction, l'officier municipal prête serment, suivant la formule 1, de bien et fidèlement remplir les devoirs de sa charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 70.
- Dépôt des certificats de prestation de serment.** **71.** Tout certificat, attestant qu'un serment d'office a été prêté par un officier municipal, est déposé sans délai, au bureau du conseil, par la personne qui l'a prêté. 13 Geo. V, c. 65, s. 71.
- Cautionnement des officiers municipaux.** **72.** Le conseil peut exiger, des personnes qu'il emploie, le cautionnement qu'il juge nécessaire pour assurer la parfaite et fidèle exécution des devoirs qui leur incombent. 13 Geo. V, c. 65, s. 72.
- Définition des devoirs des officiers municipaux.** **73.** Le conseil peut, par règlement, définir les devoirs, non déterminés par la présente loi ou par la charte, de ses officiers, et leur imposer des pénalités ou amendes pour cause de négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs. 13 Geo. V, c. 65, s. 73.
- Actes faits par plus de deux.** **74.** Lorsqu'un acte ou une procédure doit être exécuté par plus de deux officiers municipaux, il peut l'être valablement par la majorité de ces officiers, sauf les cas particuliers qui sont autrement prévus. 13 Geo. V, c. 65, s. 74.

75. Tout officier municipal qui a cessé d'exercer sa charge doit, dans les huit jours après la cessation de ses fonctions, livrer au maire ou au bureau du conseil, les deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses appartenant au conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 75.

Remise des deniers, etc., par un démissionnaire.

76. Dans le cas d'absence de la municipalité ou de décès d'un officier municipal, ses représentants ou héritiers sont obligés de livrer au maire ou au bureau du conseil, dans le délai d'un mois après le décès ou l'absence, les deniers, clefs, livres, papiers, objets, documents, archives et autres choses appartenant au conseil, et dont cet officier avait la garde ou l'usage dans l'exercice de ses fonctions. 13 Geo. V, c. 65, s. 76.

Remise des documents, etc., par les héritiers, etc.

77. Dans les cas des articles 75 ou 76, le conseil, en sus de tout recours légal, peut revendiquer, de l'officier ou de ses représentants, lesdits deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses, sans préjudice des dommages-intérêts, avec dépens.

Recours du conseil par revendication.

Le conseil peut exercer les mêmes droits et recours contre toute personne quelconque détenant ces objets et refusant de les rendre. 13 Geo. V, c. 65, s. 77.

Autre recours du conseil.

78. Dans l'exercice des droits et recours judiciaires visés par l'article 77, le conseil peut conclure à la contrainte par corps, qui peut être prononcée contre le défendeur condamné. 13 Geo. V, c. 65, s. 78.

Contrainte par corps.

79. Tout officier municipal est tenu de faire au conseil ou à toute personne autorisée, de la manière fixée par le conseil, un rapport par écrit sur les matières relevant de ses fonctions, et de rendre compte des deniers qu'il a perçus et de ceux qu'il a payés ou déboursés pour le conseil et sous son contrôle, en spécifiant les objets pour lesquels les deniers ont été ainsi payés ou déboursés. 13 Geo. V, c. 65, s. 79.

Rapport des officiers.

80. Le conseil peut poursuivre en reddition de compte, tout employé comptable des deniers de la municipalité, lequel est, s'il y a lieu, condamné à rendre compte et à payer le montant dont il est reconnu débiteur, avec intérêt, frais et dépens.

Poursuites en reddition de compte.

La condamnation emporte contrainte par corps. 13 Geo. V, c. 65, s. 80.

Contrainte.

81. Le conseil peut établir un tarif des honoraires payables aux officiers municipaux, pour leurs services,

Tarif d'honoraires.

soit par les personnes qui les ont requis, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la municipalité, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par la loi.

Affichage du tarif. Ce tarif doit être affiché à un endroit apparent dans le bureau du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 81.

II.—Greffier

Greffier. 82. Le conseil doit toujours avoir un officier préposé à la garde de son bureau et de ses archives.

Nom. Cet officier est appelé greffier de la cité ou greffier de la ville, selon le cas. 13 Geo. V, c. 65, s. 82.

Bureau du greffier. 83. Le bureau du greffier est établi au lieu où se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place fixée par résolution du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 83.

Documents etc., dont il a la garde. 84. Le greffier a la garde des livres, registres, plans, cartes, archives et autres documents et papiers appartenant à la municipalité, ou qui sont produits, déposés et conservés dans le bureau de la municipalité.

Dessaisissement. Il ne peut se dessaisir de la possession d'aucune de ces choses sans la permission du conseil ou l'ordre d'un tribunal. 13 Geo. V, c. 65, s. 84.

Sa présence aux séances, etc. 85. Il est tenu d'assister aux séances du conseil et de dresser le procès-verbal de tous ses actes et délibérations. 13 Geo. V, c. 65, s. 85.

Signature des procès-verbaux. 86. Tout procès-verbal des séances du conseil est signé par le président et contresigné par le greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 86.

Délivrance de copies ou extraits des rôles, etc. 87. Le greffier est tenu de livrer à quiconque en fait la demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier faisant partie des archives. 13 Geo. V, c. 65, s. 87.

Force probante des copies certifiées par le greffier. 88. Les copies et extraits, certifiés par le greffier, des livres, registres, archives, documents et papiers conservés dans le bureau de la municipalité, font preuve de leur contenu. 13 Geo. V, c. 65, s. 88.

Examen des registres, etc. 89. Les registres et documents en la possession du greffier et faisant partie des archives du conseil sont ouverts, durant les heures du bureau, à l'inspection

et à l'examen des contribuables de la municipalité et de leurs procureurs. 13 Geo. V. c. 65, s. 89.

90. Dans le cours du mois de janvier de chaque année, le greffier transmet au ministre des affaires municipales, en duplicata, un état indiquant:

État transmis
au ministre
des affaires
municipales,
et son con-
tenu.

- 1° Le nom de la municipalité;
- 2° La valeur estimée des biens-fonds imposables;
- 3° La valeur estimée des biens-fonds non imposables;
- 4° Le nombre de personnes payant des taxes;
- 5° Le taux dans le dollar pour cotisation imposée pour toutes fins quelconques;
- 6° La valeur des biens appartenant à la municipalité;
- 7° Le montant des taxes perçues dans l'année;
- 8° Les montants perçus imputables aux fonds d'amortissement;
- 9° Toutes autres sommes perçues;
- 10° Le montant des arrérages de taxes;
- 11° Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal;
- 12° Le montant des emprunts contractés par obligations ou autrement, par la municipalité;
- 13° Le taux et le montant des intérêts dus sur les emprunts;
- 14° Toutes autres dettes;
- 15° Le montant prélevé par emprunt dans l'année;
- 16° Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour l'administration municipale;
- 17° Toutes autres dépenses;
- 18° Le nombre des personnes résidant dans la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 90.

91. Le greffier qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 90 et de fournir les renseignements énoncés dans les formules prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par le ministre des affaires municipales, si ces formules lui ont été adressées par le ministre des affaires municipales dans le mois de décembre précédent, est passible d'une amende de cinquante à deux cents dollars, en sus des frais. 13 Geo. V, c. 65, s. 91.

Amende contre le greffier qui néglige de transmettre les renseignements au ministre.

92. L'assistant-greffier, s'il en est nommé par le conseil, peut exercer tous les devoirs de la charge de greffier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, et sous les mêmes obligations et pénalités.

Pouvoirs du greffier adjoint.

Ses devoirs.
s'il n'y a pas
de greffier.

Au cas de vacance dans la charge de greffier, l'assistant-greffier doit exercer les devoirs de cette charge, jusqu'à ce que la vacance soit remplie. 13 Geo. V, c. 65, s. 92.

III.—Trésorier

Trésorier.

93. Le conseil doit avoir un officier, appelé trésorier, qui est le percepteur et le dépositaire de tous les deniers de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 93.

Bureau du
trésorier.

94. Le bureau du trésorier doit être établi au lieu où se tiennent les séances du conseil, ou à toute autre place fixée par résolution du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 94.

Dépôt des
deniers de la
municipalité.

95. Sauf toutes autres dispositions légales, le trésorier peut déposer, dans une banque légalement constituée, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales et tous autres deniers appartenant à la municipalité, et les y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil.

Idem.

Il est tenu de le faire s'il en est requis par le conseil ou par le maire. 13 Geo. V, c. 65, s. 95.

Livres de
comptes.

96. 1. Le trésorier doit tenir des livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, les recettes et les dépenses, en faisant mention des personnes qui ont versé des deniers entre ses mains ou à qui il a fait quelque paiement.

Pièces justifi-
catives.

2. Il doit obtenir et conserver les pièces justificatives de tous les paiements qu'il a faits pour la municipalité, les produire pour la vérification et l'inspection, et les déposer dans les archives de la municipalité.

Mode de tenir
les livres.

3. Ces livres doivent être tenus dans la forme prescrite ou approuvée par le ministre des affaires municipales, ou suivant le système établi par le lieutenant-gouverneur en conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 96.

Défense:

97. Sous peine d'une amende de vingt dollars pour chaque infraction, le trésorier ni aucun autre officier du conseil ne peut:

De donner
une quittance
sans paie-
ment;

1° Donner quittance à un débiteur de la municipalité sans avoir reçu paiement de la dette, soit en espèces, soit par un chèque accepté par une banque;

De prêter des
deniers muni-
cipaux.

2° Prêter à qui que ce soit, directement ou indirectement, par lui-même ou par d'autres, des deniers appartenant à la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 97.

98. Les livres de comptes du trésorier et les pièces justificatives de ses déboursés, sont ouverts, durant les heures de bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de la municipalité ou de leurs procureurs. Examen des livres de comptes, etc. 13 Geo. V, c. 65, s. 98.

99. Le trésorier est tenu de livrer à quiconque en fait la demande, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil et qui doivent être versés dans la caisse municipale, des copies ou extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier dont il a la garde. Délivrance de copies ou extraits de documents, etc. 13 Geo. V, c. 65, s. 99.

100. Les copies et extraits, certifiés par le trésorier, des livres, registres, archives, documents et papiers dont il a la garde font preuve de leur contenu. Force probante des copies certifiées. 13 Geo. V, c. 65, s. 100.

101. Une fois, chaque année, au temps fixé par le conseil, et plus souvent s'il en est requis, le trésorier doit rendre un compte en détail des recettes et dépenses de la municipalité. Reddition de compte. 13 Geo. V, c. 65, s. 101.

102. Les actions, droits ou réclamations contre le trésorier, résultant de sa gestion, se prescrivent par cinq ans à compter de la dernière reddition de comptes de cet officier. Prescription des actions contre le trésorier. 13 Geo. V, c. 65, s. 102.

iv.—Secrétaire-trésorier

103. S'il le juge opportun, le conseil peut nommer une seule personne pour remplir les charges de greffier et de trésorier. L'officier remplissant ces charges est alors désigné sous le nom de secrétaire-trésorier, et il possède les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et est soumis aux mêmes obligations et pénalités que ceux déterminés et prescrits à l'égard de ces charges. Nomination d'un secrétaire-trésorier. 13 Geo. V, c. 65, s. 103.

v.—Vérificateurs

104. A la première séance qu'il tient après les élections générales, le conseil doit nommer un ou deux vérificateurs, qui restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs. Nomination de vérificateurs. Durée de leur charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 104.

105. Les vérificateurs sont tenus de faire l'examen des comptes de la municipalité pour l'année financière courante. Ils doivent faire rapport au conseil de leur Leurs devoirs. Rapport.

examen dans les trente jours qui suivent l'expiration de l'année financière.

Transmission d'une copie du rapport au ministre. Une copie de ce rapport, certifiée par le trésorier, doit être transmise sans délai par ce dernier au ministre des affaires municipales.

Vérification additionnelle. Le conseil peut ordonner toute autre vérification qu'il juge nécessaire et exiger un rapport. 13 Geo. V, c. 65, s. 105.

VI.—*Estimateurs*

Nomination d'estimateurs. **106.** Le conseil doit nommer chaque année au moins trois estimateurs.

Durée de leur charge. Les estimateurs restent en charge jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Leurs émoluments. Le conseil fixe les émoluments des estimateurs et désigne celui qui doit agir comme président du bureau.

Partage du travail. Le conseil détermine de quelle façon les estimateurs doivent se partager le travail.

Remplacement des estimateurs. Si, à l'époque fixée pour procéder à la confection du rôle d'évaluation, les trois estimateurs, ou l'un ou quelques-uns d'entre eux, sont incapables d'agir, pour cause de maladie ou d'absence ou pour toute autre raison jugée suffisante par le conseil, celui-ci leur nomme des remplaçants qui ont, pour la confection de ce rôle, tous les pouvoirs et toutes les obligations des estimateurs en office. 13 Geo. V, c. 65, s. 106.

Pouvoirs, etc. des remplaçants.

Emploi d'écrivains. **107.** Les estimateurs peuvent, dans l'accomplissement de leurs devoirs, requérir les services du greffier ou de toute autre personne lettrée.

Rémunération de ceux-ci. Le greffier ou toute autre personne lettrée, dont les services ont été requis, a droit, pour chaque jour d'emploi, à la somme qui est déterminée par le conseil pour ces services, et qui est payable par la municipalité sur le certificat des estimateurs qui l'ont employé. 13 Geo. V, c. 65, s. 107.

VII.—*Gérant*

Gérant. **108.** Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs municipaux et par le lieutenant-gouverneur en conseil, la création d'une charge municipale, dont le titulaire appelé "Gérant" sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter. 13 Geo. V, c. 65, s. 108.

Devoirs, etc. de cet officier. **109.** Les devoirs et les pouvoirs du gérant sont les suivants:

1° Prendre connaissance de la correspondance et des communications adressées à la municipalité, et voir à ce qu'elles soient promptement traitées par les officiers;

2° Examiner et signer, si elles sont exactes, les listes de paie hebdomadaires ou mensuelles, et en faire rapport respectivement aux comités en charge des divers départements et au conseil;

3° Examiner les comptes dont le paiement est réclamé de la municipalité et, s'ils sont exacts, les initialer après leur vérification par le trésorier, et en faire rapport au conseil pour paiement;

4° Préparer, avec les officiers en chef des départements, pour chaque assemblée mensuelle du conseil, un rapport complet des travaux exécutés durant le mois précédent avec les suggestions qu'il croit utile de proposer pour les travaux du mois suivant;

5° Examiner les ordres ou réquisitions pour achat de fournitures, les certifier s'ils sont exacts et conformes aux décisions ou ordonnances du conseil, et en faire rapport au conseil et au comité qui en a le contrôle;

6° Préparer, avec les officiers en chef des départements, les estimations annuelles et en faire rapport au conseil et à chacun des comités;

7° Préparer, avec l'officier en chef de chaque département ou l'officier chargé d'un service dans l'administration, les plans et devis des travaux qui doivent être donnés à l'entreprise, les soumettre au conseil pour approbation, rédiger les avis pour demande de soumissions et les faire publier par le greffier;

8° Ouvrir en présence des membres du conseil réunis en assemblée, les soumissions reçues pour des travaux à l'entreprise, et recommander celle des soumissions qu'il croit devoir être acceptée par le conseil;

9° Étudier les projets de règlements, y compris les règlements qui décrètent un emprunt, et faire part au conseil de ses observations et de ses suggestions sur les dispositions que ces projets de règlements ont pour but d'édicter;

10° Aviser le conseil sur les mesures à prendre pour exécuter les règlements et les faire observer;

11° Voir à ce que les sommes d'argent votées par le conseil soient employées aux fins pour lesquelles elles ont été votées;

12° Examiner les plaintes et les réclamations contre la municipalité, et faire rapport de son opinion au conseil ainsi qu'au comité chargé de leur examen;

13° Étudier les besoins et tout ce qui peut être dans l'intérêt de la municipalité; suggérer les mesures qu'il convient de prendre pour administrer avec efficacité et

économie, et pour promouvoir le progrès de la municipalité et le bien-être des citoyens;

14° Convoquer une commission en séance spéciale lorsqu'il le juge nécessaire, après en avoir conféré avec le président;

15° Assister aux séances du conseil et des commissions et, avec la permission du président, donner son avis et présenter les observations et les suggestions qu'il juge opportunes sur les questions en délibération, mais sans avoir le droit de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 109.

Règlement
soumis aux
électeurs et
formalités.

110. Le règlement doit être soumis aux électeurs municipaux suivant les formalités prescrites par les articles 399 à 410, sauf que tous les électeurs municipaux habiles à voter à l'élection des membres du conseil, ont droit de voter sur le règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 110.

Approbation
du règlement.

111. Le règlement est censé approuvé par les électeurs de la municipalité, s'il est l'objet d'un vote affirmatif de la majorité des électeurs qui ont voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 111.

Nomination
du gérant.

112. Après l'entrée en vigueur du règlement, le conseil nomme par résolution un gérant pour un terme de quatre années.

Nouveau
terme.

A l'expiration de son terme d'office, le gérant peut être nommé à la même position pour un nouveau terme. 13 Geo. V, c. 65, s. 112.

Serment
d'office.

113. Avant d'entrer en fonction le gérant doit prêter serment, suivant la formule 1, de bien et fidèlement remplir les devoirs de sa charge.

Cautionnement.

Il doit aussi fournir le cautionnement dont le montant a été fixé par la résolution du conseil qui l'a nommé. 13 Geo. V, c. 65, s. 113.

Salaire.

114. Le salaire du gérant est fixé par résolution du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 114.

Suspension,
etc., des
employés par
le gérant.

115. Tous les fonctionnaires et employés de la municipalité, sauf le greffier et le trésorier, sont sous le contrôle et la direction du gérant, qui a le pouvoir de les suspendre de leurs fonctions. Mais le gérant doit immédiatement faire rapport au conseil de cette suspension, et le conseil, après enquête, décide en dernier ressort. 13 Geo. V, c. 65, s. 115.

Démission du
gérant.

116. Le gérant peut démissionner avant l'expiration de son terme d'office, en donnant au conseil un avis de trois mois. 13 Geo. V, c. 65, s. 116.

117. Le conseil peut destituer son gérant par résolution adoptée à la majorité absolue de ses membres. Destitution du gérant par résolution du conseil. Cette résolution doit être publiée comme le sont les avis publics dans la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 117.

118. Si demande en est faite par le gérant, un échevin ou par dix électeurs, la résolution du conseil à l'effet de destituer le gérant doit être soumise à l'approbation des électeurs municipaux. Résolution soumise aux électeurs, sur demande. Cette demande doit être par écrit, adressée au greffier de la municipalité et être faite dans les huit jours de la publication de la résolution. 13 Geo. V, c. 65, s. 118.

119. La question est soumise aux électeurs et le vote est pris conformément aux articles 399 à 410, sauf que tous les électeurs municipaux, propriétaires ou non, sont admis à voter. Vote des électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 119.

120. A compter de la publication de la résolution et jusqu'à ce que le résultat du vote lui soit soumis, le conseil peut prendre en mains l'administration des affaires de la ville et exercer tous les pouvoirs attribués au gérant par les articles qui précèdent. Administration temporaire par le conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 120.

121. Si la résolution est confirmée par les électeurs, le conseil procède à la nomination d'un nouveau gérant; si la majorité des votants s'est prononcée contre la destitution du gérant, celui-ci reprend ses fonctions. Effet du vote. 13 Geo. V, c. 65, s. 121.

SECTION V

DES PERSONNES HABLES OU INHABLES AUX CHARGES MUNICIPALES

122. Est habile à exercer une charge municipale tout habitant mâle de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi. Habilité. 13 Geo. V, c. 65, s. 122.

123. Ne peuvent être mis en nomination pour les charges de maire ou d'échevin, ni être élus à ces charges, ni être nommés aux autres charges municipales ni les occuper: Personnes inhabiles.

- 1° Les aubains;
- 2° Les mineurs;
- 3° Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse;

4° Les membres du Conseil privé ;

5° Les juges ou magistrats recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou provincial, ou de la municipalité ;

6° Les officiers en pleine paye de l'armée ou de la marine de Sa Majesté ;

7° Les hôteliers, taverniers, restaurateurs, et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents ;

8° Quiconque n'a pas sa résidence ou sa principale place d'affaires dans la municipalité depuis au moins les douze mois précédant l'élection ou la nomination ; telle personne pouvant cependant être nommée secrétaire-trésorier, inspecteur municipal, vérificateur, estimateur, gérant ou surintendant spécial ;

9° Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la municipalité.

Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la municipalité, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil ; mais il est censé intéressé, s'il s'agit de délibérer, ou en conseil ou dans une commission du conseil, sur quelque mesure concernant cette compagnie ;

10° Quiconque n'a pas payé toutes ses redevances municipales, exception faite de sommes à parfaire, par suite d'erreur ou d'omission involontaire ;

11° Quiconque ne sait ni lire ni écrire couramment ; il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé et écrire son nom ;

12° Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'un acte criminel punissable de deux années d'emprisonnement ou plus ;

13° Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou d'échevin, les personnes qui sont responsables des deniers de la municipalité, ou qui sont cautions pour un employé du conseil, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la municipalité pour leurs services. 13 Geo. V, c. 65, s. 123 ; 15 Geo. V, c. 58, s. 1.

Cens d'éligibilité du maire et des échevins.

124. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin ni être élu à cette charge, ni l'occuper, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement le jour de sa mise en nomination, il n'ait eu et possédé dans la municipalité, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de sa femme des biens-fonds de la valeur de six cents dollars, après paiement ou déduction faite de toute hypothèque et de

tout privilège enregistrés sur tels biens-fonds; le cens d'éligibilité prescrit par le présent article devant être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination. 13 Geo. V, c. 65, s. 124.

125. Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin, ni ne peut remplir une autre charge municipale, à moins qu'il ne possède en tout temps le cens d'éligibilité ou les qualités exigés par la loi. Qualités requises pendant la durée de la charge.

Quiconque étant maire ou échevin, ou remplissant une autre charge municipale, devient incapable pendant qu'il exerce ses fonctions, est par là même déchu de ses fonctions et sa charge devient vacante. 13 Geo. V, c. 65, s. 125. Incapacité.

126. Le maire ou tout échevin votant dans une assemblée du conseil ou d'une commission sans avoir alors qualité suivant la loi, est passible d'une amende de cent dollars pour chaque vote qu'il donne dans une telle assemblée. 13 Geo. V, c. 65, s. 126. Amende pour avoir voté sans qualité requise.

127. Dans le cas où le maire ou un échevin aliène l'immeuble qui le rend éligible, ou l'hypothèque ou le grève de manière à affecter le montant requis pour son cens d'éligibilité, deux électeurs ayant le cens électoral peuvent présenter une requête au conseil à l'effet de mettre ledit maire ou échevin en demeure de produire ses titres comme propriétaire de tout autre immeuble qui le rend éligible, ainsi que la déclaration sous serment et le certificat établissant la valeur des immeubles prescrits par l'article 186; et, à défaut par lui de ce faire dans un délai de trente jours sa charge devient vacante. 13 Geo. V, c. 65, s. 127. Aliénation de la propriété qui donne la qualité requise.

SECTION VI

DE LA LISTE DES ÉLECTEURS

§ 1.—Des personnes inscrites sur la liste et du lieu où elles votent

128. 1. Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, sujets britanniques, et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente loi ou de la charte, sont électeurs et sont inscrites sur les listes des électeurs, savoir: Personnes inscrites sur la liste des électeurs:

a) Toute personne du sexe masculin et les veuves ou filles majeures, inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaires ou occupantes de bonne foi Propriétaires.

de biens-fonds, dans la municipalité, d'une valeur de deux cents dollars ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt dollars ou au-dessus, telle que portée audit rôle d'évaluation. Dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale;

Mari dont la femme possède des biens;

b) Le mari dont la femme possède, à titre de propriétaire ou d'usufruitière, ou de grevée, des biens-fonds dans la municipalité d'une valeur de deux cents dollars ou plus, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, ou tient un commerce ou établissement d'affaires qui la rend sujette au paiement de taxes, et est inscrite comme telle au rôle de perception pour une valeur annuelle de pas moins de vingt dollars;

Locataires;

c) Toute personne du sexe masculin, et toute veuve ou fille majeure, tenant feu et lieu dans la municipalité, en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, d'une valeur de deux cents dollars ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de vingt dollars ou au-dessus, d'après ledit rôle;

Locataires de magasin, etc.

d) Toute personne du sexe masculin, n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, qui est inscrite sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, comme locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou place d'affaires, dans la municipalité; pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires, ou la part que cette personne y possède comme associée, soit estimée à une valeur réelle d'au moins deux cents dollars ou à une valeur annuelle d'au moins vingt dollars, suivant le rôle d'évaluation ou de perception.

Exceptions.

2. Néanmoins, le cens électoral accordé au coassocié ou au locataire par la disposition précédente ne s'étend pas aux membres d'associations de personnes se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie et autres de même nature. 13 Geo. V, c. 65, s. 128.

Copropriétaires, etc.

129. Quand deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires, colocataires ou cooccupantes de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces copropriétaires, colocataires ou cooccupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste. 13 Geo. V, c. 65, s. 129.

130. Les électeurs votent dans le quartier où se trouve la propriété qui les qualifie. Endroit où les électeurs doivent voter.

Si une personne a qualité pour voter comme propriétaire ou occupant dans plus d'un quartier, ou comme locataire dans un quartier et comme propriétaire ou tenant feu et lieu dans un autre, elle peut voter à l'élection des échevins dans chacun des quartiers où elle a qualité pour le faire, et elle est inscrite sur la liste des électeurs de chacun de ces quartiers; pourvu que, pour l'élection du maire, cette personne ne vote qu'une fois, et ce vote ne doit être accepté, si l'électeur est habile à voter à raison de sa résidence, qu'au bureau de votation le plus rapproché de sa résidence. 13 Geo. V, c. 65, s. 130. Plusieurs votes en certains cas. Réserve.

131. Toute personne dont le nom a été omis de la liste des électeurs, mais qui est inscrite au rôle d'évaluation et possédait, à l'époque de la préparation de la liste, le cens électoral, a droit de voter aux élections municipales et sur les règlements d'emprunts, en produisant un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité que ce dernier est tenu de délivrer sur demande, à l'effet que le nom de cette personne a été omis de la liste par inadvertance ou erreur, et en prêtant serment devant le sous-officier-rapporteur d'un des bureaux de votation, qu'elle a le cens électoral requis par la loi et qu'elle n'a pas déjà voté sous l'autorité de ce certificat. Le certificat produit doit être laissé entre les mains du sous-officier-rapporteur qui le rapporte, à la fermeture du bureau de votation, avec les autres documents qui ont servi à la votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 131. Si le nom d'un électeur est omis de la liste.

132. Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le greffier doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu à l'élection du maire. 13 Geo. V, c. 65, s. 132. Le greffier fixe l'endroit du vote en certains cas.

133. Les personnes suivantes sont privées du droit d'avoir leurs noms inscrits sur la liste des électeurs: Personnes dont les noms ne peuvent être inscrits sur la liste.

1° Les officiers ou employés permanents de la municipalité, recevant un salaire annuel, mensuel ou hebdomadaire;

2° Les personnes qui, lors de la confection de la liste, ne sont pas en possession, comme propriétaires, de l'immeuble qui leur a donné le cens électoral;

3° Les personnes logeant dans un hôtel, une maison de pension ou une maison privée, et non autrement habiles à voter;

4° Les locataires de logement qui, à l'époque de la confection de la liste des électeurs, ne tiennent plus feu et lieu dans le quartier, et aussi les locataires d'un bureau, ayant qualité pour voter comme tels, qui n'ont pas réellement occupé ce bureau depuis le mois de mai immédiatement précédent, ou qui ont cessé de l'occuper à l'époque de la revision des listes des électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 133.

134. Le défaut de payer les taxes qu'il doit à la municipalité ne prive pas l'électeur du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs et d'exercer le droit de vote. 13 Geo. V, c. 65, s. 134.

§ 2.—De la préparation de la liste des électeurs

135. Chaque année, avant le 1er décembre, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis. 13 Geo. V, c. 65, s. 135.

136. Cette liste mentionne les noms et prénoms des électeurs, leur occupation, la rue et le numéro (s'il en est) de la rue où se trouve la propriété à raison de laquelle ils ont qualité pour voter, et, dans une colonne séparée, la nature du cens électoral desdits électeurs, soit comme propriétaires, locataires ou occupants. 13 Geo. V, c. 65, s. 136.

137. Le greffier divise la liste des électeurs de la municipalité en autant de parties qu'il y a de quartiers dans la municipalité, et subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois deux cent cinquante électeurs, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre.

Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 137.

138. Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste alphabétique des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule 2. 13 Geo. V, c. 65, s. 138.

139. Dans les deux jours qui suivent celui où il a Avis du dépôt de la liste. prêté le serment requis par l'article 138, le greffier doit donner et publier un avis, dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi, et qu'elle est déposée à son bureau, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

Cet avis est rédigé suivant la formule 3 et est publié Publication de l'avis. de la même manière que le sont les avis publics municipaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 139.

140. La liste des électeurs de tous les arrondissements de votation de chacun des quartiers de la municipalité est considérée être la liste des électeurs pour ce même quartier, et la liste des électeurs de tous les quartiers est considérée être la liste des électeurs pour toute la municipalité, dans chaque élection qui a lieu en vertu de la présente loi ou de la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 140. Ce qui constitue la liste pour la municipalité.

141. Si le greffier refuse ou néglige de faire la liste alphabétique des électeurs suivant les prescriptions de la loi ou si, en faisant cette liste, il y inscrit ou en omet sciemment des noms qui ne devraient pas être inscrits ou omis, et s'il la remet ainsi après l'avoir attestée sous serment, il est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois. 13 Geo. V, c. 65, s. 141. Amende imposée au greffier en certains cas.

142. Le maire est tenu de voir à ce que la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la municipalité soit faite conformément à la loi, et il peut suspendre de ses fonctions le greffier qui refuse ou néglige de la faire. 13 Geo. V, c. 65, s. 142. Devoir du maire quant à la confection de la liste.

143. Si, le troisième jour du mois de décembre, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou la Cour de magistrat doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 143. Nomination d'un greffier spécial pour préparer la liste.

144. Le greffier est personnellement responsable des frais de cette requête ainsi que de ceux de la confection Responsabilité du greffier en défaut.

de la liste par le greffier spécial, à moins que, pour des raisons spéciales, le juge ou la Cour de magistrat ne croie devoir en ordonner autrement, et, dans ce cas, les frais sont laissés à sa discrétion.

Ses pouvoirs. Le greffier peut cependant dresser la liste, tant que le greffier spécial n'a pas été nommé. 13 Geo. V, c. 65, s. 144.

Devoirs du greffier spécial.

145. Dans les quinze jours de l'avis de sa nomination, le greffier spécial doit dresser la liste des électeurs et diviser les quartiers en arrondissements de votation.

Ses pouvoirs et sa responsabilité.

Il est, pour cette fin, un officier du conseil municipal, et il exerce les mêmes pouvoirs, remplit les mêmes devoirs et, au cas d'omission ou de négligence de sa part, encourt les mêmes peines que le greffier de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 145.

Devoirs du maire, etc.

146. En autant qu'il dépend d'eux, le maire et les officiers du conseil sont tenus, chacun sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, de délivrer au greffier spécial, sur sa demande, le rôle d'évaluation et le rôle de perception des taxes qui doivent servir de base à la liste des électeurs. 13 Geo. V, c. 65, s. 146.

Peines.

§ 3.—*De l'examen et de la mise en vigueur de la liste*

Examen de la liste.

147. Sur demande déposée à cet effet, au bureau du greffier, en vertu des articles 148 ou 150, mais dans ce cas seulement, la liste des électeurs peut être examinée et corrigée par le conseil de la municipalité, dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour sa confection, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, dans les trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 139. 13 Geo. V, c. 65, s. 147.

Demande en inscription ou en radiation du nom du plaignant.

148. Quiconque croit que son nom a été omis ou inscrit sans droit sur la liste, peut, par lui-même ou par son procureur, déposer à ce sujet une demande écrite en inscription ou en radiation, selon le cas, au bureau du greffier, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou, si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 139. 13 Geo. V, c. 65, s. 148.

149. Quiconque croit que le nom de quelque personne a été inscrit sans droit sur la liste, parce que cette personne n'a pas les qualités requises d'un électeur, ou que celui de quelque autre personne qui n'y a pas été inscrit aurait dû l'être, parce que cette autre personne a les qualités requises, peut déposer à ce sujet, dans le même délai de quinze jours, au bureau du greffier, une semblable demande par écrit. 13 Geo. V, c. 65, s. 150.

Demande en inscription ou en radiation d'autres personnes.

150. Avant de procéder à l'examen ou à la correction de la liste des électeurs, le conseil fait donner, par le greffier, par le greffier spécial ou par quelque autre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen. Il peut, à sa discrétion, faire spécifier dans l'avis des jours différents pour l'examen et la correction de la liste pour chacun des quartiers.

Avis avant l'examen.

Avant de prendre en considération les demandes par écrit produites au bureau du conseil au sujet de la liste des électeurs, le conseil doit aussi en faire donner un avis spécial à toute personne dont la demande a pour objet de faire inscrire ou radier le nom sur la liste.

Avis spécial avant de considérer les demandes.

L'avis public et l'avis spécial requis par le présent article sont de cinq jours; et ils doivent être donnés et publiés ou signifiés de la même manière que le sont les avis municipaux.

Délais de l'avis.

Il est alloué au greffier, aux frais du plaignant, un honoraire de vingt-cinq centins pour chaque avis spécial par lui donné à toute personne dont le nom n'est ni ajouté ni retranché de la liste par le conseil, ou par le juge, s'il y a appel tel que ci-après prévu.

Honoraires du greffier.

L'avis public et les autres avis spéciaux font partie des devoirs généraux du greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 149.

Qui donne les avis.

151. Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, doit vérifier d'abord si elle a été préparée régulièrement et dresser procès-verbal de cette vérification, puis il prend les demandes écrites en considération, entend les parties intéressées et, s'il le juge nécessaire, reçoit leur preuve sous serment.

Examen de la liste et audition de témoins.

Par la décision qu'il prend sur chaque demande, le conseil peut confirmer ou corriger la liste; puis, s'il y a lieu, il redivise la liste en conséquence, suivant les arrondissements de votation, en conservant l'ordre alphabétique des électeurs compris dans ces arrondissements. 13 Geo. V, c. 65, s. 151.

Décision du conseil.

Titre frauduleux.

152. Si, sur preuve suffisante, le conseil est d'avis qu'une propriété a été louée ou a été cédée ou transportée en vertu d'un titre quelconque, dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il doit, sur demande écrite à cet effet et sur preuve sous serment prêté devant le maire ou le greffier, rayer de la liste le nom de cette personne. 13 Geo. V, c. 65, s. 152.

Correction des erreurs de copiste.

153. En tout temps avant l'entrée en vigueur de la liste, le conseil peut corriger les erreurs de copiste dans les noms des électeurs ou dans les autres indications qui apparaissent sur la liste. 13 Geo. V, c. 65, s. 153.

Certificat des corrections.

154. Toute addition, rature ou correction faite sur la liste en vertu des articles 151, 152 et 153, doit être authentiquée par les initiales du président du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 154.

Entrée en vigueur et durée de la liste.

155. La liste des électeurs entre en vigueur le trente et unième jour qui suit l'expiration du délai prescrit pour sa confection, ou, si elle a été complétée après l'expiration de ce délai, le trente et unième jour qui suit l'avis donné en vertu de l'article 139, et elle reste en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle liste ait été dressée et mise en vigueur en vertu de la présente loi.

Remplacement de la liste.

Cependant, lorsque la liste en vigueur est détruite ou perdue, la liste que celle-ci avait remplacée entre de nouveau en vigueur, et reste ainsi en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle liste ait été valablement dressée et mise en vigueur.

Effet de l'appel.

Malgré l'appel au sujet d'une partie de la liste, la partie de liste que vise l'appel reste en vigueur jusqu'à la décision finale du juge ou du tribunal. 13 Geo. V, c. 65, s. 155.

Valeur de la liste.

156. Sauf, néanmoins, toute correction faite en vertu de l'article 170, toute liste des électeurs ainsi mise en vigueur, lors même que le rôle d'évaluation et le rôle de perception des taxes qui ont servi de base seraient défectueux ou seraient cassés ou annulés, est, censée être, durant le temps qu'elle reste en vigueur, la seule liste exacte des électeurs municipaux dans la division territoriale à laquelle elle se rapporte. 13 Geo. V, c. 65, s. 156.

Effet de l'annulation de la liste d'un quartier.

157. L'annulation de la partie de la liste se rapportant à un quartier, pour quelque raison que ce soit, n'a pas pour effet d'invalider les autres parties de la liste. 13 Geo. V, c. 65, s. 157.

158. Dès que la liste des électeurs est entrée en vigueur, il est du devoir du greffier d'inscrire à la fin de cette liste un certificat suivant la formule 4. 13 Geo. V, c. 65, s. 158. Certificat à inscrire à la fin de la liste.

159. Aucune erreur de forme dans la préparation, confection, revision ou mise en vigueur de la liste n'a pour effet de l'invalider, à moins qu'il n'en résulte une injustice réelle. 13 Geo. V, c. 65, s. 159. Vices de forme.

160. La liste des électeurs doit être conservée dans les archives de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 160. Garde de la liste.

§ 4.—De l'appel au juge

161. Tout électeur municipal de la municipalité peut dans les quinze jours, par requête énonçant brièvement les moyens d'appel, interjeter, auprès du juge de la Cour supérieure du district, ou à la Cour de circuit de district ou de comté, appel de toute décision du conseil confirmant, corrigeant ou modifiant la liste des électeurs. Appel des décisions du conseil, etc.

Dans tout district où il n'y a pas de juge de la Cour supérieure résidant, l'appel peut être porté devant la Cour de magistrat qui y a juridiction, de la même manière et avec le même effet que devant le juge de la Cour supérieure. 13 Geo. V, c. 65, s. 161, *partie*, et 162.

162. Si, dans le délai prescrit, le conseil a omis ou refusé de prendre en considération une demande en inscription ou en radiation déposée en temps utile, toute personne peut interjeter appel au même juge ou tribunal, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des trente jours mentionnés dans l'article 147. 13 Geo. V, c. 65, s. 163. Appel en cas de refus de considérer une demande.

163. L'appelant doit faire signifier une copie de la requête en appel au greffier de la municipalité, lequel doit en donner aussitôt un avis spécial au maire et aux parties intéressées. 13 Geo. V, c. 65, s. 164. Signification de la requête.

164. Dans tout appel, l'intimé peut obtenir que la procédure soit suspendue jusqu'à ce que l'appelant ait fourni le cautionnement ou déposé au bureau du greffier de la cour la somme que le juge ou le tribunal, usant de sa discrétion, juge nécessaire pour garantir le paiement des frais de cet appel. 13 Geo. V, c. 65, s. 161, *partie*. Cautionnement pour les frais.

Audience. **165.** Au jour et au lieu qu'il a fixés, le juge ou le tribunal peut entendre et décider l'appel d'une manière sommaire. Il doit procéder de jour en jour, pendant les jours d'audience ou de vacances.

Priorité de l'appel. Cet appel a priorité sur les autres causes. 13 Geo. V, c. 65, s. 165.

Pouvoirs du juge. **166.** Le juge ou le tribunal peut ordonner qu'un nouvel avis soit donné à toute partie en cause, assigner devant lui et interroger sous serment toute partie ou tout témoin, et exiger la production de tout document, papier ou chose.

Il peut d'office ordonner d'y corriger tout vice de forme ou erreur d'écriture manifeste et donner tout ordre nécessaire à la mise à exécution de la présente loi.

Il a, pour ces fins, tous les pouvoirs que possède la Cour supérieure quant aux affaires pendantes devant elle. 13 Geo. V, c. 65, s. 166.

Vices de forme. **167.** Nulle procédure de cet appel ne doit être annulée pour un vice de forme. 13 Geo. V, c. 65, s. 167.

Frais de l'appel. **168.** Le juge ou le tribunal a le pouvoir discrétionnaire de taxer les frais de l'appel, et de les adjuger à ou contre l'une ou l'autre des parties, même contre la municipalité.

Ces frais sont recouvrables par bref d'exécution décerné en la forme ordinaire.

Ils ne doivent pas excéder les frais d'une cause de quatrième classe en Cour supérieure. 13 Geo. V, c. 65, s. 168.

Décision sans appel. **169.** La décision du juge ou du tribunal est finale et sans appel. 13 Geo. V, c. 65, s. 169.

Correction de la liste. **170.** Dès qu'une copie authentique de la décision du juge ou du tribunal lui a été signifiée, le greffier doit corriger en conséquence la liste dont il est le dépositaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 170.

§ 5.—*Dispositions diverses*

Délivrance de copies de la liste. **171.** Le greffier est tenu de délivrer, aux contribuables qui en font la demande, une copie ou un extrait de la liste électorale de l'année, sur paiement d'un honoraire de dix centins par cent mots. 13 Geo. V, c. 65, s. 171.

172. Le greffier qui délivre une copie ou un extrait de la liste qu'il sait ne pas être conforme à l'original commet une infraction qui le rend passible d'une amende n'excédant pas cent dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois. 13 Geo. V, c. 65, s. 172.

Peine contre le greffier pour insertion ou omission dans les copies de liste etc.

SECTION VII

DES ÉLECTIONS

§ 1.—*De l'époque des élections*

173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février, conformément aux dispositions ci-après.

Époque des élections générales.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections par lettres patentes.

Changement par lettres patentes.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Procédure, etc.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature. 13 Geo. V, c. 65, s. 173.

Avis.

§ 2.—*Des officiers d'élection*

174. Le greffier de la municipalité agit comme officier-rapporteur pour toute élection qui se fait en vertu de la présente loi.

Officier-rapporteur.

Si le greffier refuse, ou s'il lui est interdit, ou s'il est incapable d'agir comme officier-rapporteur avant la nomination du secrétaire d'élection en vertu de l'article 175, le maire doit, par commission sous sa signature, nommer officier-rapporteur une personne qu'il juge compétente. 13 Geo. V, c. 65, s. 174.

Refus ou incapacité du greffier d'agir.

175. Dix jours au moins avant le vingtième jour de janvier, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés. 13 Geo. V, c. 65, s. 175.

Secrétaire d'élection.

Serment du
secrétaire.

176. Le secrétaire d'élection doit, avant d'agir comme tel, prêter le serment d'office suivant la formule 6. 13 Geo. V, c. 65, s. 176.

Fonctions du
secrétaire
d'élection.

177. Le secrétaire d'élection aide l'officier-rapporteur dans l'accomplissement de ses devoirs et le remplace lorsque celui-ci refuse, ou qu'il lui est interdit, ou qu'il est incapable de remplir ses fonctions, et qu'un autre officier-rapporteur n'a pas été nommé à sa place.

Remplace-
ment de
l'officier-rap-
porteur.

Au cas du remplacement de l'officier-rapporteur, le secrétaire d'élection reste en fonction, à moins que le nouvel officier-rapporteur ne juge à propos de le remplacer en la manière ci-dessus prescrite. 13 Geo. V, c. 65, s. 177.

Peine pour
refus ou négli-
gence de rem-
plir ses de-
voirs.

178. Tout officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation qui refuse ou néglige d'accomplir quelque une des obligations ou formalités requises de lui par la présente loi, encourt, pour chaque tel refus ou négligence, en sus du montant de tous dommages réellement occasionnés, une amende n'excédant pas cinq cents dollars. 13 Geo. V, c. 65, s. 178.

§ 3.—*De l'avis de l'élection par l'officier-rapporteur*

Avis de l'é-
lection et
son contenu.

179. Huit jours au moins avant le vingtième jour de janvier, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3 La nomination du secrétaire d'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 179.

Lieu de la
mise en can-
didature.

180. L'endroit désigné pour la présentation des candidats doit être l'hôtel de ville, le bureau du conseil municipal ou quelque édifice public ou particulier, dans la partie la plus centrale ou la plus commode pour la majorité des électeurs de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 180.

§ 4.—*De la présentation des candidats*

Date de la
mise en can-
didature.

181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le 20 janvier, de midi à deux heures de

l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures. 13 Geo. V, c. 65, s. 181.

182. 1. Dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur de la municipalité, peuvent présenter un candidat à la charge de maire, et dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale de la municipalité pour le quartier dans lequel l'élection a lieu, peuvent présenter un candidat à la charge d'échevin pour ce quartier, en signant un bulletin de présentation selon la formule 8 s'il s'agit du maire, et selon la formule 9 s'il s'agit d'un échevin, portant les nom et prénoms, la résidence et la profession ou l'occupation du candidat présenté, de telle manière que l'identité de ce candidat puisse être suffisamment établie, et en remettant ce bulletin de présentation à l'officier-rapporteur au jour, à l'heure et à l'endroit indiqués dans l'avis publié conformément à l'article 179, ou en le faisant remettre à l'officier-rapporteur ainsi qu'il est ci-après mentionné. *al. 9, 168, V. C. 35, 4, 3.*

2. La marque apposée sur le bulletin de présentation par un électeur qui ne sait pas écrire, est réputée la signature de cet électeur, au sens de la présente loi. *Marque de ceux qui ne savent pas écrire.*

3. Ces bulletins de présentation peuvent aussi être remis à l'officier-rapporteur à tout autre endroit, en tout autre temps entre la date de l'avis publié conformément à l'article 179 et le jour de la présentation, avec le même effet que s'ils étaient produits à l'époque et au lieu fixés pour la présentation. *Dépôt des bulletins de présentation.*

A l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats, l'officier-rapporteur doit délivrer à chaque candidat, qui en fait la demande ou à son agent, une liste dûment certifiée des noms des différents candidats qui ont été présentés; et tous les votes donnés à l'élection pour d'autres candidats que ceux ainsi présentés sont nuls. 13 Geo. V, c. 65, s. 182. *Liste des candidats.*

183. S'il y a plus d'un échevin par quartier, les charges d'échevin pour chacun des quartiers de la municipalité sont désignées par des numéros. 13 Geo. V, c. 65, s. 183. *Cas où il y a plusieurs échevins par quartier.*

184. Le bulletin de présentation doit être accompagné du consentement écrit de la personne présentée (formules 8, 9) sauf si cette personne n'est pas alors présente dans la municipalité; dans ce dernier cas, son absence est mentionnée dans le bulletin de présentation. 13 Geo. V, c. 65, s. 184. *Consentement du candidat.*

Dépôt qui doit accompagner le bulletin.

185. 1. La somme de cinquante dollars, en monnaie pouvant servir à des offres réelles ou en billets d'une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada, ou un chèque pour cette somme tiré sur une banque de ce genre et accepté par elle, doit être déposé entre les mains de l'officier-rapporteur lorsque le bulletin de présentation lui est remis.

Reçu de l'officier-rapporteur.

2. Le reçu de l'officier-rapporteur est dans chaque cas une preuve suffisante de la production du bulletin de présentation, du consentement du candidat et du dépôt ci-dessus mentionné.

Remise du dépôt.

3. La somme ainsi déposée par un candidat est insaisissable et lui est remise s'il est élu ou s'il reçoit un nombre de votes au moins égal au tiers du nombre des votes donnés en faveur du candidat élu; sinon, sauf le cas prévu par l'article 193, elle appartient à la municipalité; et les sommes ainsi déposées et non remises, tel que ci-dessus prescrit, sont appliquées par l'officier-rapporteur au paiement des frais de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 185.

Emploi du dépôt confisqué.

Documents qui accompagnent le bulletin de présentation.

186. Il doit être produit en même temps que chaque bulletin de présentation:

1° Une déclaration du candidat ou d'une autre personne établissant sous serment que le candidat est sujet britannique et qu'il a le cens d'éligibilité requis, et contenant une description des biens immobiliers sur lesquels le cens d'éligibilité du candidat est basé;

2° Un certificat du greffier établissant la valeur desdits biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation en vigueur. 13 Geo. V, c. 65, s. 186.

Attestation du bulletin de présentation.

187. 1. L'officier-rapporteur doit requérir la personne ou l'une ou plusieurs des personnes qui lui présentent ou remettent un bulletin de présentation, de jurer devant lui qu'elles savent que les différentes personnes qui l'ont signé ou y ont apposé leurs marques sont des électeurs ayant droit de vote, qu'elles l'ont signé ou y ont apposé leurs marques en leur présence, et que le consentement du candidat a été signé en leur présence, ou que la personne mise en candidature n'est pas actuellement dans la municipalité.

Prestation et forme du serment.

2. Ce serment peut être selon la formule 10 s'il s'agit de la charge du maire, et selon la formule 11 s'il s'agit de la charge d'échevin, et mention de sa prestation est inscrite au dos du bulletin de présentation. 13 Geo. V, c. 65, s. 187.

188. Si le candidat remet lui-même le bulletin de présentation, l'officier-rapporteur doit le requérir de jurer devant lui que la signature apposée au bas du consentement déposé est la sienne, ce qui est consigné à la suite ou au dos de tel bulletin; et, dans ce cas, le serment de nulle autre personne au sujet du consentement du candidat n'est requis. 13 Geo. V, c. 65, s. 188.

Serment du candidat.

189. Nul bulletin de présentation n'est valide et ne doit être mis à effet par l'officier-rapporteur s'il n'a pas été préparé et déposé suivant les prescriptions des articles 182 à 188.

Conditions de validité du bulletin.

En le recevant, l'officier-rapporteur doit l'examiner et déclarer sur-le-champ s'il le considère valide ou non et mettre sa déclaration à effet, en y inscrivant sous sa signature le mot "admis", ou le mot "rejeté", avec, en ce dernier cas, les motifs du rejet.

Déclaration de l'officier-rapporteur.

Ce bulletin peut alors être corrigé ou être remplacé par un autre bulletin tant que le délai pour la présentation des candidats n'est pas expiré. 13 Geo. V, c. 65, s. 189.

Nouveau bulletin.

190. Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à l'une ou à l'autre des charges de maire ou d'échevin, il n'y a que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour lesdites charges, ces candidats se trouvent élus par le fait même, et il est du devoir de l'officier-rapporteur de proclamer immédiatement les candidats élus, et de donner le lendemain avis public de ces élections. 13 Geo. V, c. 65, s. 190.

Proclamation des candidats qui n'ont pas de concurrent.

191. Le rapport de l'officier-rapporteur au conseil municipal doit être accompagné d'un procès-verbal de ses opérations, dans lequel il mentionne toute candidature proposée et écartée pour cause d'informalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 191.

Procès-verbal qui doit accompagner le rapport au conseil.

192. Un candidat peut se désister en tout temps avant la clôture du scrutin, en transmettant à l'officier-rapporteur une déclaration écrite à cet effet, signée par lui-même; et tous les votes donnés en faveur du candidat qui s'est ainsi désisté sont nuls et non avenue; et si, après ce désistement, il ne reste qu'un seul candidat pour la charge à remplir, l'officier-rapporteur doit le déclarer élu, sans attendre le jour fixé pour le scrutin, ni à la clôture du scrutin au cas où le désistement lui est signifié le jour de la votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 192.

Désistement des candidats.

Décès d'un
candidat.

193. 1. Si un candidat meurt après avoir été mis en candidature et avant la clôture du scrutin, l'officier-rapporteur est tenu de commencer de nouveau sans délai les procédures de cette élection, en donnant l'avis mentionné dans l'article 179, et de fixer le jour de la présentation des candidats et celui de la votation avec un délai intermédiaire de dix jours.

Remise du
dépôt.

2. Le dépôt du candidat décédé est remis à ses représentants légaux.

Opérations
électorales.

3. L'élection doit être, à tout autre égard, conduite comme les autres élections régies par la présente loi.

Rapport dans
ce cas.

4. Dans son rapport de l'élection au conseil, l'officier-rapporteur énonce la cause qui a occasionné l'ajournement de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 193.

S'il y a plu-
sieurs candi-
dats.

194. S'il est régulièrement présenté plus d'un candidat pour l'une desdites charges, l'officier-rapporteur doit annoncer la tenue d'un scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 194.

Défaut de
présentation
des candidats.

195. 1. Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à l'une ou à l'autre des charges de maire ou d'échevin, il n'a pas été mis en nomination le nombre voulu de candidats pour remplir la ou les charges municipales, l'officier-rapporteur est tenu de commencer de nouveau sans délai les procédures de l'élection pour les charges non ainsi remplies, en donnant l'avis mentionné dans l'article 179, et de fixer le jour de la présentation des candidats et celui du scrutin avec un délai intermédiaire de dix jours.

Procédure
de l'élection.

2. Les élections, dans le cas du présent article, doivent être, à tout autre égard, conduites comme les autres élections régies par la présente loi.

Rapport spé-
cial.

3. Dans son rapport de l'élection, l'officier-rapporteur doit transmettre au conseil municipal un rapport spécial des causes qui ont occasionné l'ajournement de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 195.

§ 5.—*Des opérations électorales entre la mise en candidature et le scrutin*

Devoirs de
l'officier-rap-
porteur :
Avis de scru-
tin ;

196. Lorsqu'un scrutin est nécessaire, l'officier-rapporteur doit :

1° Six jours au moins avant la votation, donner avis public qu'il y aura votation, et indiquant les noms, prénoms, résidences et professions des candidats présentés, selon l'ordre dans lequel le tout doit être imprimé sur les bulletins de vote ci-après mentionnés,

et la date et le lieu où il fera l'addition du nombre des suffrages donnés en faveur des divers candidats. Ces avis sont rédigés dans les termes de la formule 12;

2° Nommer, par une commission sous sa signature et suivant la formule 13, un sous-officier-rapporteur pour chaque bureau de votation, lequel doit, avant d'agir comme tel, prêter le serment d'office suivant la formule 14;

Nomination de sous-officiers-rapporteurs ;

3° Fournir au sous-officier-rapporteur de chaque arrondissement de votation une copie par lui certifiée de la liste des électeurs de l'arrondissement, un exemplaire des instructions, approuvées par le conseil municipal, qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter, et un exemplaire de la partie de la présente loi relative aux élections;

Remise de la liste des électeurs, etc. ;

4° Remettre à chaque sous-officier-rapporteur, deux jours au moins avant la votation, un registre de scrutin, des formules de serment à faire prêter aux électeurs, des enveloppes, de la cire à cacheter et une boîte de scrutin, ainsi qu'un écran si c'est nécessaire;

Remise de la boîte de scrutin, etc. ;

5° Remettre à chaque sous-officier-rapporteur un nombre suffisant de bulletins de vote (qui tous doivent être de la même forme et aussi semblables que possible), pour en fournir à tous les électeurs inscrits sur la liste de l'arrondissement de votation, et un certificat du nombre de ces bulletins de vote, ainsi que les instruments nécessaires pour permettre aux électeurs de marquer leurs bulletins;

Remise de bulletins de vote, etc. ;

6° Remettre à chaque sous-officier-rapporteur au moins dix exemplaires imprimés, suivant la formule 15, des instructions aux électeurs sur la manière de voter, lesquelles instructions imprimées le sous-officier-rapporteur doit faire afficher, avant ou à l'ouverture du bureau, le jour de la votation, dans quelques endroits apparents en dehors du bureau de votation, de même que dans chaque compartiment du bureau;

Remise d'instructions sur la manière de voter ;

7° Fournir à chaque candidat, au moins deux jours avant la date fixée pour la votation, une liste de tous les sous-officiers-rapporteurs chargés d'agir à cette élection, avec le nom ou le numéro du bureau de votation où chacun d'eux doit agir. 13 Geo. V, c. 65, s. 196.

Communication de la liste des sous-officiers-rapporteurs.

197. L'officier-rapporteur doit établir un bureau de votation dans chaque arrondissement de votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 197.

Bureaux de vote.

198. Les bureaux de votation sont établis à des places centrales et commodes. 13 Geo. V, c. 65, s. 198.

Lieu des bureaux de vote.

Nomination
d'un greffier
de bureau de
votation.

199. 1. Chaque sous-officier-rapporteur doit nommer immédiatement, par commission sous sa signature, suivant la formule 16, un greffier de bureau de votation qui, avant d'agir comme tel, est tenu de prêter serment suivant la formule 17.

Renseignements à fournir.

2. Chaque sous-officier-rapporteur doit, s'il est possible, fournir à l'officier-rapporteur, pas plus tard qu'à neuf heures du matin la veille du jour fixé pour la votation, le nom et l'occupation de son greffier de bureau de votation; et l'officier-rapporteur doit, pas plus tard qu'à midi la veille du jour fixé pour la votation, afficher dans son bureau une liste des noms et occupations des sous-officiers-rapporteurs et greffiers de bureau de votation, indiquant le bureau où chacun doit agir, et permettre libre accès à cette liste et fournir toute facilité pour la consulter à tous candidats ou électeurs, jusqu'à six heures de l'après-midi du même jour. 13 Geo. V, c. 65, s. 199.

Devoirs des
greffiers de
bureau de
votation.

200. Le greffier du bureau de votation doit seconder dans l'exécution de ses devoirs le sous-officier-rapporteur du bureau de votation pour lequel il a été nommé, et obéir à ses ordres. 13 Geo. V, c. 65, s. 200.

Nomination
d'un nouveau
greffier de
bureau de
votation.

201. Si le greffier du bureau de votation meurt, est dans l'impossibilité d'agir ou néglige de remplir les devoirs de sa charge, le sous-officier-rapporteur doit nommer une autre personne compétente pour agir comme greffier du bureau de votation, lequel prête le serment requis par l'article 199. 13 Geo. V, c. 65, s. 201.

Devoir du
greffier au
cas de décès
du sous-offi-
cier-rapporteur.

202. 1. Si un sous-officier-rapporteur meurt, refuse ou est dans l'impossibilité d'agir, l'officier-rapporteur peut nommer une autre personne pour agir à sa place comme sous-officier-rapporteur; et si cette nomination n'est pas faite, le greffier du bureau de votation doit agir comme sous-officier-rapporteur sans prêter d'autre serment d'office.

Nomination
d'un nouveau
greffier de
bureau de
votation.

2. Lorsque le greffier du bureau de votation agit comme sous-officier-rapporteur, il doit, par une commission rédigée suivant la formule 18, nommer un greffier pour agir à sa place, lequel prête le serment requis par l'article 199. 13 Geo. V, c. 65, s. 202.

Confection
des boîtes.

203. L'officier-rapporteur peut faire faire les boîtes de scrutin qui sont nécessaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 203.

204. Lorsque l'officier-rapporteur n'a pas fourni au sous-officier-rapporteur d'un arrondissement de votation la boîte du scrutin et l'écran, ou l'un ou l'autre, dans le délai prescrit par l'article 196, ou que l'un ou l'autre ou les deux ont été enlevés ou perdus, le sous-officier-rapporteur doit en faire faire. 13 Geo. V, c. 65, s. 204.

Le sous-offi.-rapp. doit faire faire des boîtes et des écrans en certains cas.

205. Toute boîte de scrutin doit être construite avec des matériaux solides, être munie d'une serrure et d'une clé, et il doit y être ménagé, sur le dessus, une ouverture étroite de manière que les bulletins de vote puissent être introduits dans la boîte, mais n'en puissent être retirés sans qu'elle ait été ouverte. 13 Geo. V, c. 65, s. 205.

Mode de construction des boîtes de scrutin.

206. 1. Le bulletin de vote est un papier sur lequel les noms des candidats sont inscrits et imprimés alphabétiquement avec les prénoms, résidences, adresses et professions ou occupations de chacun, suivant qu'ils apparaissent dans les bulletins de présentation. Il doit être muni d'un talon, avec ligne perforée entre le bulletin et le talon, le tout suivant la formule 19.

Forme des bulletins de vote.

2. Le bulletin de vote doit être imprimé sur papier à écrire suffisamment fort pour qu'une marque au crayon ne se distingue pas à travers.

Papier à employer.

3. Tous les bulletins de vote destinés à servir à une élection doivent avoir la même forme et être aussi semblables que possible.

Forme des bulletins.

4. Tout bulletin de vote doit porter le nom de l'imprimeur qui en a fait l'impression.

Nom de l'imprimeur.

5. En délivrant à un officier-rapporteur les bulletins qu'il a imprimés, l'imprimeur doit lui remettre une déclaration sous serment contenant la description de ces bulletins, indiquant le nombre des bulletins fournis à cet officier-rapporteur et affirmant qu'il n'a pas fourni d'autres bulletins à qui que ce soit. 13 Geo. V, c. 65, s. 206.

Déclaration de l'imprimeur.

207. Si un candidat s'est desisté, mais trop tard pour que l'officier-rapporteur ait pu faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, et qu'il y ait lieu de procéder au scrutin parce qu'il reste plus d'un candidat, le sous-officier-rapporteur se sert des bulletins qu'il a, après en avoir rayé visiblement et uniformément par un trait à l'encre le nom du candidat qui s'est desisté, et ces bulletins suffisent pour toutes les fins de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 207.

Bulletins à employer au cas de désistement d'un candidat.

Propriété
des boîtes,
etc.

208. Est attribuée à la municipalité la propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des enveloppes et des instruments servant à marquer les bulletins, qui ont été fournis pour un scrutin ou qui y ont été employés. 13 Geo. V, c. 65, s. 208.

§ 6.—*Du scrutin*

Lieu du scrutin.

209. Le scrutin, dans chaque arrondissement de votation, doit avoir lieu dans une pièce ou un bâtiment d'un accès facile, ayant une porte extérieure pour l'entrée des électeurs, et, si c'est possible, une autre porte pour leur sortie après qu'ils ont voté.

Compartiments.

Un ou deux compartiments doivent être aménagés dans la pièce où a lieu le scrutin et disposés de manière que chaque votant puisse se soustraire aux regards et marquer son bulletin de vote sans intervention ni interruption de la part de qui que ce soit.

Table et crayon.

Pour permettre au votant d'y marquer son bulletin, il doit être placé, dans chaque compartiment, un pupitre ou une table à surface dure et unie et, sur ce pupitre ou cette table, un bon crayon de mine de plomb noire, lequel doit être tenu convenablement aiguisé durant tout le temps du scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 209.

Heures du scrutin.

210. Les bureaux de votation doivent être ouverts à sept heures du matin et rester ouverts jusqu'à cinq heures de l'après-midi du même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau; mais depuis sept heures jusqu'à neuf heures, les ouvriers, artisans et employés des manufactures ont la préséance pour déposer leur vote. Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure plus avancée que cinq heures, mais pas plus tard que huit heures de l'après-midi, pour la fermeture des bureaux de votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 210.

Personnes
qui peuvent
se tenir dans
les bureaux
de votation.

211. En sus du sous-officier-rapporteur et du greffier du bureau de votation, sont seuls admis, durant le temps que le bureau reste ouvert, à se tenir dans la pièce où se donnent les votes: les candidats et leurs agents (qui ne doivent pas être plus de deux par chaque candidat dans chaque bureau de votation) ou, à défaut d'agents, deux électeurs, qui en font la demande, pour représenter chaque candidat.

Tout agent porteur d'une autorisation par écrit d'un candidat a toujours le droit de représenter ce candidat de préférence à toute personne qui pourrait réclamer le droit de le représenter au seul titre d'électeur. 13 Geo. V, c. 65, s. 211.

Agents porteurs d'une autorisation.

212. Une personne qui, en quelque temps que ce soit, présente à l'officier-rapporteur ou à un sous-officier-rapporteur un écrit d'un candidat portant autorisation de représenter celui-ci au scrutin ou à quelque opération du scrutin, est réputé agent de ce candidat pour les fins du scrutin seulement. 13 Geo. V, c. 65, s. 212.

Agent d'un candidat.

213. Lorsque, aux termes de la présente section, une chose peut ou doit être faite ou un acte peut ou doit être accompli en présence des agents des candidats, cela doit s'entendre des agents de candidats qui sont autorisés à être présents et qui sont présents aux temps et lieu où la chose est faite ou l'acte accompli.

Présence des agents.

L'absence des agents en ces temps et lieu n'a pas pour effet, si la chose est d'ailleurs régulièrement faite ou l'acte régulièrement accompli, d'invalider en quoi que ce soit cet acte ou cette chose. 13 Geo. V, c. 65, s. 213.

214. Un candidat peut remplir lui-même les fonctions qu'un de ses agents, s'il en eut nommés, aurait pu remplir; il peut aider son agent dans l'exercice de ces fonctions; et il peut être présent en tout endroit où son agent est, en vertu de la présente section, autorisé à être présent. 13 Geo. V, c. 65, s. 214.

Candidat agissant comme agent.

215. Tout officier-rapporteur ou sous-officier-rapporteur et tout associé, clerc et commis de l'un ou de l'autre, qui agit comme agent d'un candidat dans l'organisation ou la conduite de son élection, se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de deux cents dollars. 13 Geo. V, c. 65, s. 215.

Personnes inhabiles à agir comme agents.

216. L'un des agents de chaque candidat ou, en l'absence d'agent, l'un des électeurs qui représentent ce candidat doit, lorsqu'il est admis à se tenir dans la salle du scrutin, prêter serment, suivant la formule 20, de tenir secret le nom des candidats en faveur de qui les votants marqueront leur bulletin de vote en sa présence. 13 Geo. V, c. 65, s. 216.

Serment de garder le secret du vote.

217. Les agents et électeurs autorisés à se tenir dans la salle du scrutin durant le scrutin, s'ils y sont

Examen des bulletins, etc., avant

L'ouverture
du scrutin.

présents au moins un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, ont droit, avant l'ouverture du bureau, de faire soigneusement compter en leur présence les bulletins de vote qui doivent servir au scrutin et d'examiner ces bulletins ainsi que tous autres papiers, formules et documents qui se rapportent au scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 217.

Certificat
d'habilité à
voter délivré
aux sous-offi-
ciers-rap-
porteurs et greffiers de bu-
reaux de
votation.

218. 1. A la demande de tout électeur qui a été nommé sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent de l'un des candidats et qui est habile à voter dans un arrondissement de votation autre que celui où il doit être employé, l'officier-rapporteur doit donner à cet électeur un certificat constatant qu'il a droit de voter à cette élection au bureau de votation où il doit être employé durant le jour du scrutin.

Nombre de
certificats aux
agents.

Toutefois, l'officier-rapporteur ne peut donner un tel certificat à plus de deux agents de chaque candidat pour chaque bureau de votation.

Droit que
confère le cer-
tificat.

2. Sur présentation d'un tel certificat, un sous-officier-rapporteur, un greffier de bureau de votation ou un agent de candidat a droit de voter au bureau de l'arrondissement de votation où il est employé durant le jour du scrutin, au lieu du bureau de l'arrondissement où il est inscrit.

Toutefois un tel certificat n'autorise un électeur à voter à ce bureau-là que s'il y est réellement employé comme sous-officier-rapporteur, greffier du bureau de votation ou agent d'un candidat durant le jour du scrutin ; et pas plus de deux agents d'un même candidat ne sont admis à voter à un bureau de votation en vertu d'un tel certificat.

Serment à
prêter.

3. Tout électeur qui a été nommé sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent d'un candidat et qui réclame le droit de voter en vertu d'un tel certificat doit, s'il en est requis, prêter serment suivant la formule 21 avant de voter.

Remise du
serment et du
certificat.

4. Ce serment et le certificat de l'officier-rapporteur sont remis au sous-officier-rapporteur du bureau de votation où a voté l'électeur qui a prêté serment. 13 Geo. V, c. 65, s. 218.

Examen et
fermeture de
la boîte de
scrutin.

219. A l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation doivent, en présence des candidats, des agents de candidat et des électeurs qui sont présents, ouvrir la boîte de scrutin et constater qu'elle ne renferme ni bulletin de vote, ni autre papier.

Le sous-officier-rapporteur ferme ensuite la boîte à clé et il en garde la clé. 13 Geo. V, c. 65, s. 219.

220. A sept heures précises du matin, immédiate-
ment après avoir ainsi fermé la boîte de scrutin, le sous-
officier-rapporteur invite les électeurs à voter. Invitation à voter.

Le sous-officier-rapporteur doit faciliter l'entrée de
chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce
qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur, non plus
qu'aux abords du bureau. 13 Geo. V, c. 65, s. 220. Facilité à donner aux votants.

221. Sauf les dispositions de l'article 211, il ne doit
jamais y avoir, dans le bureau de votation, plus de
votants qu'il n'y a de compartiments. Nombre de votants admis à la fois.

En entrant dans le bureau de votation, le votant doit
décliner son nom et dire sa profession. Devoir du votant.

Le greffier du bureau de votation inscrit ces détails
dans un registre de scrutin, en ayant le soin d'inscrire un
numéro d'ordre avant le nom de toute personne qui a
demandé à voter. Le registre est tenu suivant la for-
mule 22. Inscription au registre de scrutin.

Si le nom de la personne qui demande à voter se
trouve sur la liste qui doit servir au scrutin dans le
bureau, elle a droit de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 221. Droit de voter.

222. Avant de recevoir son bulletin de vote, toute
personne qui se présente pour voter doit, si elle en est
requis par le sous-officier-rapporteur ou le greffier du
bureau de votation, par l'un des candidats ou un de
ses agents, ou par un électeur présent, prêter le serment
ou, si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer
dans les causes civiles, faire l'affirmation ci-après, et
répondre affirmativement aux questions numéros 1, 2
et 4 et, s'il s'agit de l'élection du maire, négativement
aux questions numéros 3, 5, 7, 8, 9 et 10, et, s'il s'agit de
l'élection d'un échevin, négativement aux questions nu-
méros 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la formule suivante : Serment du votant.

FORMULE DU SERMENT OU AFFIRMATION

"Vous jurez (ou affirmez solennnellement, sincèrement
et véritablement), de répondre la vérité et rien autre
chose que la vérité aux questions qui vont vous être
posées. Ainsi Dieu vous soit en aide! Formule du serment.

1. Êtes-vous la personne désignée ou que l'on entend
désigner par le nom inscrit comme suit (nom de l'élec-
teur inscrit sur la liste), sur la liste des électeurs pour cet
arrondissement de votation? Questions.

2. Êtes-vous sujet de Sa Majesté ?

3. Êtes-vous naturalisé dans un autre pays ou y avez-
vous prêté le serment d'allégeance?

4. Avez-vous vingt et un ans accomplis ?

5. Avez-vous déjà voté aujourd'hui à cette élection pour maire, à ce bureau de votation ou à quelque autre dans la municipalité ?

6. Avez-vous déjà voté aujourd'hui à cette élection pour échevin, à ce bureau de votation ou à quelque autre dans ce quartier ?

7. Quelque promesse vous a-t-elle été faite à vous ou à votre femme, ou à quelqu'un de vos parents ou de vos amis, ou à quelque autre pour vous engager à voter ou à ne pas voter à cette élection ?

8. Avez-vous reçu quelque chose, soit par vous-même, soit par votre femme, soit par quelque membre de votre famille, soit de quelque autre manière, pour vous engager à voter à cette élection, ou relativement à votre vote à la présente élection ?

9. Agissez-vous, avez-vous agi ou devez-vous agir dans l'intérêt de l'un des candidats à la présente élection, soit comme agent, commissionnaire, employé, charretier ou cabaleur payé, en vue de recevoir quelque chose pour votre peine et d'être par là influencé dans votre manière de voter ?

10. Avez-vous commis une ou participé à quelque manœuvre frauduleuse vous rendant inhabile à voter à cette élection ?" 13 Geo. V, c. 65, s. 222.

Si l'on ne
désire poser
que quelques
questions.

223. Celui à la demande de qui le serment est prêté peut déclarer qu'il entend qu'une seule ou que quelques-unes seulement des questions mentionnées dans la formule ci-dessus soient posées au votant. Dans ce cas, le sous-officier-rapporteur ne pose que les questions indiquées. 13 Geo. V, c. 65, s. 223.

Refus de prêter
serment,
etc.

224. Il ne doit pas être donné de bulletin de vote à une personne qui a refusé de prêter le serment ou de faire l'affirmation mentionnés aux articles 222 ou 223, ou qui, l'ayant prêté ou l'ayant faite, n'a pas répondu ainsi que le prescrivent ces articles. 13 Geo. V, c. 65, s. 224.

Cas où le sous-
off.-rapp. doit
faire prêter
le serment.

225. Quand il sait ou a lieu de croire que la personne qui se présente pour voter à déjà voté à l'élection, se présente sous un faux nom ou sous une désignation fausse, se représente faussement comme étant inscrite sur la liste des électeurs, le sous-officier-rapporteur, qu'il en soit requis ou non, doit faire prêter à cette personne le serment ou donner l'affirmation que prescrit l'article 222, sous peine de se rendre coupable d'une

infraction punissable par voie sommaire et d'encourir une amende de deux cents dollars.

Si le sous-officier-rapporteur fait ainsi prêter ce serment ou donner cette affirmation, il est fait mention de cette formalité dans le registre du scrutin, en y ajoutant, après le mot "assermenté" ou "affirmé" les mots : "en vertu de l'article 225 de la Loi des cités et villes." 13 Geo. V, c. 65, s. 225.

Mention au registre du scrutin.

226. Les votes sont donnés au scrutin secret.

Avant de remettre un bulletin à une personne qui a droit de voter au bureau, le sous-officier-rapporteur doit apposer, sur le dos du bulletin, les initiales de ses nom et prénoms, et, sur le dos du talon de ce bulletin, le même numéro que celui qu'il a inscrit en regard du nom du votant dans le cahier de votation, de manière que ces initiales et ce numéro restent visibles lorsque le bulletin de vote est plié. 13 Geo. V, c. 65, s. 226.

Mode du scrutin. Apposition d'initiales sur le dos du bulletin.

227. Le sous-officier-rapporteur doit renseigner le votant sur la manière de marquer et de plier son bulletin, mais sans lui demander pour qui il a l'intention de voter, sauf dans les cas prévus par l'article 231. 13 Geo. V, c. 65, s. 227.

Renseignements aux votants.

228. Le votant, en recevant son bulletin de vote, doit se rendre immédiatement dans l'un des compartiments du bureau. Là, il marque son bulletin en y faisant, avec un crayon de mine de plomb noire, une croix dans l'espace blanc qui contient le nom du candidat en faveur de qui il veut voter ; puis, il le plie de manière que les initiales et le numéro que le sous-officier-rapporteur y a apposées puissent se voir sans qu'on ait à déplier le bulletin. Il rapporte ensuite son bulletin au sous-officier-rapporteur.

Opérations du vote.

Celui-ci, sans le déplier, vérifie d'abord, par l'examen de ses initiales et du numéro inscrit sur le talon, que ce bulletin est bien celui qu'il a fourni au votant ; puis, à la vue de tous ceux qui sont présents, y compris le votant, il détache le talon du bulletin, détruit ce talon et dépose le bulletin dans la boîte du scrutin, qui doit être sur une table et bien à la vue de toutes les personnes présentes. 13 Geo. V, c. 65, s. 228.

Dépôt du bulletin dans la boîte de scrutin.

229. Tout votant qui a par inadvertance marqué, maculé ou déchiré son bulletin de telle sorte qu'il ne puisse convenablement servir, peut, en le remettant au sous-officier-rapporteur, en obtenir un autre pour le remplacer.

Nouveau bulletin.

Annulation
du premier.

Le sous-officier-rapporteur doit annuler le premier en y inscrivant le mot "nul" avec les initiales de ses nom et prénoms. 13 Geo. V, c. 65, s. 229.

Si quelqu'un
a déjà voté
sous le nom
de celui qui
se présente.

230. Si quelqu'un se présente comme un des électeurs dont le nom figure sur la liste, et demande un bulletin de vote après qu'un autre a voté sous le nom de cet électeur, il a, après avoir prêté serment suivant la formule 23, et avoir autrement justifié de son identité de manière à convaincre le sous-officier-rapporteur, droit de recevoir un bulletin de vote et de voter comme tout autre électeur.

Mention au
registre.

Il est fait mention au registre de scrutin:

1° Du fait que cet électeur a voté après qu'un autre a voté sous le même nom, et qu'il a prêté serment suivant la formule 23;

2° Des objections qui ont été faites à ce vote au nom de l'un des candidats;

3° Du nom de ce candidat. 13 Geo. V, c. 65, s. 230.

Si un élec-
teur ne peut
préparer son
bulletin.

231. A la demande de tout votant qui ne sait pas lire ou qui, pour cause de cécité ou d'une autre infirmité corporelle, est incapable de voter de la manière prescrite par la présente section, le sous-officier-rapporteur doit, en la seule présence des agents assermentés ou des électeurs assermentés qui représentent les candidats dans le bureau, aider ce votant à marquer ce bulletin suivant que le votant le requiert.

Serment.

Toutefois, le sous-officier-rapporteur doit, avant de lui permettre de voter, exiger du votant qui lui fait cette demande, qu'il atteste, par serment suivant la formule 24, son incapacité à voter sans cette aide.

Mention au
registre du
scrutin.

Lorsqu'un votant a fait marquer son bulletin, il en est fait mention au registre du scrutin, en regard de son nom, et, en sus des inscriptions qu'exige l'article 235, il y est aussi fait mention de la raison pour laquelle le sous-officier-rapporteur a marqué ce bulletin. 13 Geo. V, c. 65, s. 231.

Nomination
d'interprète.

232. Si le sous-officier-rapporteur ne comprend pas la langue que parle une personne qui se présente pour voter, il doit assermenter un interprète qui sert d'intermédiaire entre lui et cette personne au sujet de tout ce qui peut être nécessaire pour permettre à celle-ci de voter; et, si l'on ne peut trouver d'interprète, il n'est pas permis à cette personne de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 232.

233. Chaque électeur doit voter sans retard inutile, et sortir du bureau de votation aussitôt que son bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin. Diligence à voter.

S'il tarde indûment à voter, il doit être expulsé avant d'avoir voté. Dans ce cas, son bulletin est mis avec les bulletins à écarter. 13 Geo. V, c. 65, s. 233. Au cas de retard indu.

234. Nul ne peut voter plus qu'une fois à la même élection, dans la même municipalité pour l'élection du maire, et dans le même quartier pour l'élection d'un même échevin. 13 Geo. V, c. 65, s. 234. Limitation du droit de vote.

235. Le greffier doit inscrire dans le registre du scrutin, en regard du nom de chaque électeur qui vote, le mot "*voité*", aussitôt que le bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin, et il inscrit aussi, dans le même registre, les mots "*assermenté*" ou "*affirmé*", en regard du nom de chaque électeur qui a prêté le serment ou affirmé, et les mots "*refusé de jurer*", ou "*refusé d'affirmer*", ou "*refusé de répondre*", en regard du nom de chaque électeur qui a refusé de prêter serment ou d'affirmer lorsqu'il en a été légalement requis, ou de répondre aux questions qui lui ont été légalement posées. 13 Geo. V, c. 65, s. 235. Inscription au registre du scrutin.

236. Se rendent coupables d'une infraction punissable par voie sommaire et encouront une amende de vingt-cinq à deux cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement d'un à six mois, avec ou sans travail forcé : Infractions et peines.

1° Toute personne qui fabrique, contrefait, altère frauduleusement, mutile ou détruit frauduleusement un bulletin de vote ou le paraphe qu'un sous-officier-rapporteur y a apposé ;

2° Toute personne qui, sans en avoir l'autorité, fournit un bulletin de vote à qui que ce soit ;

3° Toute personne qui dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin un papier autre que le bulletin que la loi l'autorise à y déposer ;

4° Toute personne qui emporte frauduleusement un bulletin de vote hors du bureau de votation ;

5° Toute personne qui, sans y être dûment autorisée, détruit, emporte, ouvre ou viole de quelque autre manière une boîte de scrutin ou un paquet de bulletins de vote qui sert alors aux opérations électorales ;

6° Tout sous-officier-rapporteur qui, par fraude, appose, autrement que l'autorise l'article 226, les initiales de ses nom et prénoms sur le dos d'un papier qui paraît

être un bulletin de vote ou paraît être employé comme bulletin de vote dans une élection ;

7° Toute personne qui, avec l'intention de frauder, imprime un bulletin de vote, ou un papier qui paraît être un bulletin de vote ou peut être employé comme bulletin de vote dans une élection ;

8° Toute personne qui, autorisée par l'officier-rapporteur à imprimer les bulletins de vote nécessaires à cette élection, en imprime, dans l'intention de frauder, plus qu'elle n'est autorisée à en imprimer ;

9° Toute personne qui tente de commettre une des infractions énoncées dans le présent article.

Si la personne qui se rend coupable de l'une des infractions susmentionnées est un officier d'élection, elle encourt alors une amende de cent à cinq cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de deux mois à un an. 13 Geo. V, c. 65, s. 236.

Dispense de
comparaître
comme té-
moin.

237. Nul électeur, assigné comme témoin devant un juge ou un tribunal quelconque dans la province, n'est tenu de comparaître ni d'être présent devant ce juge ou ce tribunal, le jour de la votation dans un quartier où il a droit de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 237.

Devoir des
maîtres et
patrons de
donner à
leurs em-
ployés le
temps d'aller
voter.

238. Les maîtres et les patrons et autres personnes qui ont sous leur contrôle des employés qui sont électeurs et qui habitent la municipalité où ils sont inscrits sont tenus de donner, sans molestation et sans indemnité, à ces électeurs, un temps raisonnable pour aller voter, sous peine, pour chaque refus, d'être coupables d'une infraction punissable par voie sommaire et d'être passibles d'une amende de cent dollars. 13 Geo. V, c. 65, s. 238.

Interruption,
etc., des opé-
ration électo-
rales.

239. Si la mise en candidature n'a pu avoir lieu par suite d'accident, de force majeure, d'émeute, d'enlèvement de documents ou pour toute autre cause de même nature, ou bien si le scrutin n'a pu commencer à l'heure fixée, a été interrompu pour des causes semblables, ou n'a pu être terminé faute de bulletins, l'officier-rapporteur et le sous-officier-rapporteur doivent, chacun en ce qui le concerne, recommencer l'opération le jour suivant et faire ainsi de jour en jour, si c'est nécessaire, jusqu'à ce que la mise en candidature et le scrutin aient pu avoir lieu librement. S'il s'agit d'un scrutin, celui-ci est repris en commençant à sept heures du matin, et il doit se poursuivre jusqu'à ce qu'il ait duré dix heures, de manière que tous les électeurs qui veulent voter aient le temps de le faire. 13 Geo. V, c. 65, s. 239.

§ 7.—*De la clôture du scrutin et des opérations subséquentes*

240. 1. A cinq heures de l'après-midi, le bureau de Clôture du votation est fermé et le scrutin est clos. Il en est fait ^{scrutin.} mention au registre du scrutin.

2. Immédiatement après la clôture du scrutin le sous-officier-rapporteur doit d'abord mettre dans une ^{Dépouille-ment du scrutin.} enveloppe qu'il scelle, tous les bulletins gatés. Il doit ensuite compter le nombre des électeurs qui d'après les inscriptions au registre du scrutin, ont donné leur vote, inscrire ce nombre comme suit immédiatement au-dessous du nom du dernier votant : *Le nombre des électeurs qui, dans cette élection, ont voté à ce bureau de votation est de..... (inscrire le nombre en toutes lettres)*, et y apposer sa signature. Puis il doit, en présence du greffier du bureau de votation et des candidats ou de leurs agents, ou si les candidats et leurs agents ou quelqu'un d'entre eux sont absents, en présence de ceux d'entre eux qui sont dans le bureau, et de trois électeurs au moins, ouvrir la boîte du scrutin et procéder à compter le nombre des votes donnés en faveur de chaque candidat. Chacune des personnes présentes a le droit d'examiner chaque bulletin.

3. Le sous-officier-rapporteur, en faisant le dépouille-ment, doit écarter : ^{Bulletins à écarter.}

- a) Tout bulletin qu'il n'a pas fourni ;
- b) Tout bulletin qui contient plus d'un vote ;
- c) Tout bulletin sur lequel il a été écrit quelque mot ou fait quelque marque autre que le numéro inscrit par le sous-officier-rapporteur dans les cas ci-après prévus et qui puisse faire reconnaître le votant ;
- d) Tout bulletin blanc ou qui est nul parce que la volonté du votant n'y est pas clairement exprimée ;
- e) Tout bulletin qui ne porte pas les initiales du sous-officier-rapporteur, sauf le cas de l'article 241. 13 Geo. V, c. 65, s. 240.

241. Lorsqu'au dépouillement du scrutin, il a été constaté que le nombre des bulletins trouvés dans la boîte correspond à celui des bulletins qui, d'après le registre du scrutin, y ont été déposés et que les bulletins trouvés dans la boîte ne sont autres que ceux qui ont été fournis par le sous-officier-rapporteur, celui-ci, s'il s'aperçoit, en les comptant pour les attribuer à chaque candidat, qu'il a omis, par mégarde ou oubli, d'apposer ses initiales sur le dos de quelque bulletin ou de tous les bulletins, peut le faire alors en présence ^{Si le sous-officier-rapporteur a oublié d'apposer ses initiales sur des bulletins.}

des personnes qui sont dans le bureau de votation. Il doit, dans ce cas, inscrire sur ces bulletins, à la suite de ses initiales, une note indiquant que ses initiales ont été apposées comme correction, et il en est fait mention au registre du scrutin suivant les prescriptions de l'article 242.

Déclaration
sous serment.

Avant d'apposer ainsi ses initiales, le sous-officier-rapporteur doit écrire, signer et attester sous serment devant le greffier du bureau de votation, la déclaration suivante :

Forme de la
déclaration.

“ Je jure que c'est par oubli et mégarde que je n'ai pas apposé mes initiales sur (*indiquer le nombre*) bulletins, que je reconnais avoir fournis au cours du scrutin et que j'ai trouvés dans la boîte du scrutin. Ainsi Dieu me soit en aide !”

Dépôt de la
déclaration.

Cette déclaration doit être déposée dans la boîte du scrutin avec les autres documents.

Entrée au
compte des
bulletins.

Ces bulletins sont alors comptés comme si toutes les formalités avaient été régulièrement remplies à leur égard 13 Geo. V, c. 65, s. 241.

Décision des
objections.

242. Le sous-officier-rapporteur doit prendre note de toute objection qu'un candidat, l'agent d'un candidat ou un électeur fait à un bulletin de vote trouvé dans la boîte de scrutin et décider immédiatement toute question que soulève cette objection. Sa décision est définitive et ne peut être infirmée qu'au cas d'un nouveau dépouillement des votes par un juge ou d'une pétition contestant l'élection.

Numérotage
des objec-
tions, et des
bulletins con-
testés.
Mention des
objections au
registre.

Chaque objection à un bulletin de vote doit être numérotée et un numéro correspondant inscrit au dos du bulletin et paraphé par le sous-officier-rapporteur. Il est fait mention de chaque objection, ainsi que de la nature de celle-ci, à la fin du registre du scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 242.

Mise sous
enveloppes ou
en paquets
des bulletins.

243. Après avoir compté les bulletins de vote et dressé un état du nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, ainsi que du nombre des bulletins écartés, le sous-officier-rapporteur doit mettre tous les bulletins attribués à chaque candidat dans une enveloppe séparée ou en un paquet distinct.

Bulletins
écartés, etc.

Il doit de même mettre dans des enveloppes séparées ou en paquets distincts, les bulletins qui ont été écartés, ceux qui ont été gâtés et ceux qui n'ont pas servi.

Apposition
de sceau sur
les envelop-
pes et les pa-
quets.

Le sous-officier-rapporteur doit sceller tous ces paquets et enveloppes et faire sur chacun d'eux une inscription qui en indique le contenu. Tout agent présent dans le bureau de votation peut, s'il le désire, apposer sa signa-

ture et son sceau sur les pattes de ces enveloppes et de ces paquets. 13 Geo. V, c. 65, s. 243.

244. 1. Le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation, immédiatement après avoir fini de compter les votes, doivent prêter et signer respectivement les serments selon les formules 25 et 26 lesquels restent annexés au registre du scrutin.

Déclaration du sous-officier-rapp. et du greffier.

Le sous-officier-rapporteur doit ensuite dresser un relevé en triplicata suivant la formule 27. Une copie en reste annexée au registre du scrutin, il en garde une pour lui-même et il met la troisième dans une enveloppe qui lui a été spécialement fournie pour cette fin et qu'il scelle et dépose dans la boîte du scrutin.

Relevé du scrutin.

2. Le sous-officier-rapporteur doit remettre alors, sur demande à cet effet, à chacun des candidats ou à ses agents, ou, en l'absence des candidats et de leurs agents, aux électeurs présents représentant les candidats, un certificat, selon la formule 28, du nombre des votes donnés en faveur de chaque candidat et du nombre des bulletins écartés; il doit en outre, immédiatement après la clôture du scrutin, expédier par la poste, sous pli recommandé, un certificat semblable, à chaque candidat, à son adresse telle qu'elle figure sur les bulletins de vote.

Certificat à délivrer aux agents et à envoyer aux candidats.

3. Le sous-officier-rapporteur doit mettre dans une grande enveloppe, qui lui est fournie pour cette fin, le registre du scrutin, les enveloppes qui contiennent des bulletins, l'enveloppe qui contient les listes électorales, ainsi que tous autres documents qui ont servi à l'élection, sauf le relevé du scrutin. Il doit sceller cette grande enveloppe et la déposer dans la boîte du scrutin.

Mise des paquets de bulletins, etc., sous une grande enveloppe.

4. Le sous-officier-rapporteur doit ensuite fermer à clé la boîte du scrutin et la sceller de son sceau, puis la remettre à l'officier-rapporteur ou au secrétaire d'élection, qui doit la recevoir, ou à une ou plusieurs personnes que l'officier-rapporteur a spécialement autorisées à recevoir la boîte.

Fermeture et remise des boîtes de scrutin.

Ces personnes, en remettant une boîte de scrutin à l'officier-rapporteur, doivent prêter serment suivant la formule 29. 13 Geo. V, c. 65, s. 244.

Serment des personnes chargées du transport des boîtes.

245. L'officier-rapporteur, en recevant chaque boîte de scrutin, doit la sceller de son propre sceau, de manière qu'elle ne puisse être ouverte sans que ce sceau soit brisé, et il doit le faire de manière à ne pas effacer ni couvrir les sceaux qui y ont déjà été apposés.

Boîtes doivent être scellées.

Précaution à prendre.

Il doit aussi prendre toutes les précautions possibles pour la garder en sûreté et pour empêcher d'y avoir accès toute personne autre que lui-même et son secrétaire d'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 245.

Addition des votes par l'officier-rapporteur.

246. 1. Après avoir reçu toutes les boîtes du scrutin, l'officier-rapporteur doit, au jour, à l'heure et à l'endroit fixés dans l'avis mentionné en l'article 196, ouvrir les boîtes en présence du secrétaire d'élection, ainsi que des candidats ou de leurs représentants, s'ils sont présents, ou de deux électeurs au moins si les candidats ou leurs représentants sont absents, et additionner le nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, d'après les relevés du scrutin que les sous-officiers-rapporteurs ont dressés et ont déposés dans les boîtes du scrutin.

Relevé du scrutin sous enveloppe dans la boîte du scrutin.

2. Si, lors du recensement des votes, l'officier-rapporteur ne trouve pas de relevé des bulletins de vote dans une boîte qui a servi au scrutin, il peut ouvrir la grande enveloppe qui a été déposée par le sous-officier-rapporteur et en tirer le relevé des bulletins de vote qui y a été mis par erreur. Toutefois, l'officier-rapporteur ne doit, sous aucun prétexte, ouvrir les enveloppes qui contiennent des bulletins de votes, et, dès qu'il a terminé ses recherches, il doit remettre le contenu de la grande enveloppe (sauf le relevé du scrutin) dans une nouvelle enveloppe, qui est scellée de son sceau et du sceau des personnes présentes qui désirent l'apposer.

Réserve.

Proclamation du candidat élu.

3. Le candidat qui, après cette addition des votes, se trouve avoir reçu le plus grand nombre de suffrages, doit être proclamé élu. 13 Geo. V, c. 65, s. 246.

Voix prépondérante de l'officier-rapporteur.

247. Si, après l'addition des votes par l'officier-rapporteur, deux candidats ou plus se trouvent avoir reçu le même nombre de suffrages et qu'un vote additionnel à l'un de ces candidats lui donnerait le droit d'être proclamé élu, l'officier-rapporteur doit donner immédiatement ce vote additionnel ou prépondérant en déclarant par écrit et sous sa signature pour qui il vote.

Défense à l'off.-rapp. de voter en d'autres cas.

Dans aucun autre cas l'officier-rapporteur n'a le droit de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 247.

Ajournement s'il manque des boîtes.

248. Si, le jour fixé pour le recensement des votes donnés aux différents candidats, l'officier-rapporteur n'a pas reçu toutes les boîtes du scrutin, il doit ajourner les opérations à un jour ultérieur; toutefois, ce jour ultérieur ne doit pas être éloigné de plus d'une semaine du jour primitivement fixé pour tel recensement.

Si quelque sous-officier-rapporteur n'a pas, suivant les prescriptions de la présente section, déposé dans la boîte de scrutin le relevé des bulletins de vote comptés par lui, ou si, pour quelque autre raison, l'officier-rapporteur ne peut, au jour et à l'heure qu'il a fixés pour cette fin, constater le nombre exact des votes donnés en faveur de chaque candidat, il peut alors ajourner le recensement à une autre heure ou à un autre jour et, au besoin, de jour en jour, à condition que ces ajournements ne dépassent pas ensemble deux semaines. 13 Geo. V, c. 65, s. 248.

Ajournement
s'il manque
des relevés,
etc.

249. 1. Si une boîte du scrutin a été détruite, perdue ou n'a pas, pour quelque autre cause, été produite au temps fixé pour l'addition des votes, l'officier-rapporteur doit constater la cause de la disparition de cette boîte et se procurer auprès du sous-officier-rapporteur dont la boîte de scrutin manque, ou auprès de toute autre personne qui les a en sa possession, l'original ou une copie des listes, relevés et certificats que ce sous-officier-rapporteur a dressés suivant les prescriptions de la présente section et qui indiquent le nombre des suffrages donnés en faveur de chaque candidat, le tout vérifié sous serment.

Perte de
boîtes de
scrutin.

S'il lui est impossible de se procurer l'original ou la copie d'une de ces listes ou d'un de ces relevés, l'officier-rapporteur doit constater, par toute preuve qu'il peut obtenir, le nombre total des suffrages donnés en faveur de chaque candidat au bureau de votation dont la boîte de scrutin manque. A cette fin, il peut assigner le sous-officier-rapporteur et le greffier de ce bureau ou toute autre personne à comparaître devant lui à un jour et à une heure qu'il fixe, et leur ordonner d'apporter avec eux tous les papiers et documents qui sont nécessaires. Il doit prévenir les candidats du jour et de l'heure où doit avoir lieu cette comparution, et, au jour et à l'heure fixés, il peut interroger sous serment le sous-officier-rapporteur et le greffier ainsi que toute autre personne au sujet de cette affaire.

Interroga-
toire des
sous-officier-
rapporteur
et greffier du
bureau de
votation.

2. Dans le cas d'un ajournement nécessité par l'absence de relevé dans une boîte de scrutin, l'officier-rapporteur doit, dans l'intervalle, faire tous les efforts raisonnables pour s'assurer du nombre exact des votes donnés en faveur de chaque candidat dans le bureau de votation où la boîte a servi. A cette fin, il est revêtu des pouvoirs qui lui sont conférés par le paragraphe 1 du présent article.

Absence de
relevés dans
des boîtes.

Déclaration
du résultat
de l'élection.

3. Dans les cas prévus par le présent article, l'officier-rapporteur doit déclarer élu celui des candidats qui paraît avoir reçu le plus grand nombre de suffrages, et il doit mentionner, au procès-verbal qu'il transmet avec son rapport au conseil municipal, les circonstances de la disparition des boîtes de scrutin ou de l'absence des relevés, ainsi que les moyens qu'il a pris pour s'assurer du nombre des votes donnés en faveur de chaque candidat.

Refus d'ob-
tempérer à un
ordre de
l'officier-
rapporteur.

4. Toute personne qui refuse ou néglige d'obtempérer à l'ordre de comparaître que l'officier-rapporteur a émis en vertu du présent article, se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cent dollars ou un emprisonnement, avec ou sans travail forcé, de six mois au plus. 13 Geo. V, c. 65, s. 249.

§ 8.—*Du nouveau recensement et du nouveau dépouillement des votes*

Cas où il y a
lieu à nou-
veau recen-
sement ou
dépouille-
ment.

250. Il doit être procédé à une nouvelle addition des votes si la déclaration sous serment d'une personne digne de foi fait voir que l'officier-rapporteur a mal additionné les votes, et à un nouveau dépouillement si elle fait voir qu'un sous-officier-rapporteur a compté ou écarté illégalement quelque bulletin ou fait un relevé inexact du nombre des bulletins attribués à l'un des candidats. 13 Geo. V, c. 65, s. 250, *partie*.

A qui la
demande doit
en être faite.

251. La demande d'une nouvelle addition ou d'un nouveau dépouillement doit être portée devant le juge de la Cour supérieure à qui est assigné le district judiciaire dans lequel la municipalité ou le quartier se trouve situé entièrement ou en partie, ou, en son absence devant tout autre juge de la Cour supérieure. 13 Geo. V, c. 65, s. 250, *partie*.

Dans quel
délai elle doit
être formée.

252. La demande, pour être recevable, doit être formée dans les quatre jours qui suivent celui où l'officier-rapporteur, après avoir recensé les votes, a déclaré l'un des candidats élu. 13 Geo. V, c. 65, s. 250, *partie*.

Garantie des
frais.

253. La demande ne peut être reçue si le requérant n'a pas, dans le même délai, pour garantir les frais que la nouvelle addition ou le nouveau dépouillement pourra occasionner au candidat élu, déposé au bureau du protonotaire du district où elle est portée, la somme de cinquante dollars en monnaie pouvant servir à des offres

réelles ou en billets d'une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada. 13 Geo. V, c. 65, s. 250, *partie*.

254. Le juge, en accordant la demande, doit fixer à l'un des quatre jours subséquents les opérations de la nouvelle addition ou du nouveau dépouillement. 13 Geo. V, c. 65, s. 250, *partie*. Date où le nouveau recensement ou dépouillement doit commencer.

255. Le juge doit immédiatement notifier par écrit aux candidats ou à leurs agents le jour, l'heure et le lieu où il procédera à la nouvelle addition ou au nouveau dépouillement des votes. 13 Geo. V, c. 65, s. 251, *partie*. Avis aux candidats.

256. Le juge peut, en accordant ou après avoir accordé la demande, statuer que la signification de l'avis aux candidats ou à leurs agents pourra se faire soit à leurs procureurs, soit par la poste, soit par affichage, soit de toute autre manière qu'il juge convenable. 13 Geo. V, c. 65, s. 251, *partie*. Signification des avis.

257. Le juge doit aussi assigner l'officier-rapporteur et le secrétaire de l'élection à comparaître au jour et au lieu indiqués et leur ordonner d'apporter, selon le cas, les relevés originaux des sous-officiers-rapporteurs ou les bulletins de vote qui ont servi à l'élection. Assignment de l'officier-rapporteur et du secrétaire de l'élection.

L'officier-rapporteur et le secrétaire de l'élection doivent obtempérer à cet ordre, et l'officier-rapporteur doit différer l'envoi de son rapport au conseil municipal jusqu'à ce qu'il ait reçu du juge un certificat du résultat de la nouvelle addition ou du nouveau dépouillement des votes. 13 Geo. V, c. 65, ss. 252, 259.

258. L'addition et le dépouillement des votes par un juge doivent se faire en présence de l'officier-rapporteur et du secrétaire de l'élection. Personnes qui peuvent assister au recensement et au dépouillement.

Chaque candidat a droit d'y assister avec trois agents au plus qu'il a nommés pour cette fin.

Si un candidat n'y est pas représenté, trois électeurs qui demandent à le représenter ont droit d'y assister.

Nulle autre personne ne peut assister à l'addition ou au dépouillement des votes, à moins d'y être autorisée par le juge. 13 Geo. V, c. 65, s. 253.

259. Au jour, à l'heure et au lieu fixés, le juge procède, en présence de celles des personnes susnommées qui sont venues y assister, à faire, selon le cas, une nouvelle addition conformément à l'article 246 ou un nouveau dépouillement des votes et bulletins que les diffé- Opérations du recensement et du dépouillement.

rents sous-officiers-rapporteurs ont transmis à l'officier-rapporteur.

Bulletins qui
peuvent être
examinés.

Dans ce dernier cas, il ne doit ouvrir que les enveloppes et les paquets scellés qui contiennent les bulletins attribués aux candidats, les bulletins écartés et les bulletins gâtés. 13 Geo. V, c. 65, s. 254.

Heures du
recensement
et du dépouil-
lement.

260. Le juge doit, autant que possible, procéder à l'addition ou au dépouillement des votes sans désenvelopper, sauf les dimanches, le temps requis pour le goûter et, à moins d'accord entre lui et les intéressés, le temps compris entre six heures du soir et neuf heures du lendemain matin. 13 Geo. V, c. 65, s. 255, *partie*.

Précautions
concernant
les bulletins,
etc.

261. Avant de suspendre ses opérations, le juge doit toujours mettre les bulletins et autres documents relatifs à l'élection sous enveloppe scellée de son sceau et du sceau des personnes présentes qui désirent l'y apposer, et il doit prendre d'ailleurs toutes les précautions nécessaires à la sûreté de ces bulletins et documents. 13 Geo. V, c. 65, s. 255, *partie*.

Manière de
faire le nou-
veau dépouil-
lement ou
recensement.

262. Le juge doit procéder au dépouillement et à l'addition des votes de la manière prescrite à l'article 240, et il doit vérifier ou rectifier le compte des bulletins ainsi que les relevés du nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat.

Mise en pa-
quets des
bulletins.

Le dépouillement et l'addition terminés, il doit mettre tous les bulletins en paquets distincts et les sceller. 13 Geo. V, c. 65, s. 256.

Revision des
décisions de
l'off.-rapp.

263. Le juge doit aussi, si la chose est nécessaire ou demandée, reviser la décision que l'officier-rapporteur a rendue au sujet du nombre des votes donnés en faveur d'un candidat à un bureau de votation dont la boîte de scrutin n'avait pas été reçue ou ne contenait pas le relevé et les documents requis, lorsque l'officier-rapporteur a rendu sa décision.

Pouvoirs du
juge.

Pour constater les faits, le juge est revêtu de tous les pouvoirs d'un officier-rapporteur quant à l'assignation et à l'interrogatoire de témoins. 13 Geo. V, c. 65, s. 257.

Certificat du
résultat du
dépouille-
ment ou re-
censement.
Proclamation
du résultat.

264. Dès que le nouveau dépouillement ou la nouvelle addition est terminé, le juge doit en certifier le résultat et remettre ce certificat à l'officier-rapporteur.

Celui-ci doit alors proclamer élu le candidat qui a reçu le plus grand nombre de votes.

Au cas d'égalité de voix, l'officier-rapporteur doit donner immédiatement son vote prépondérant conformément à l'article 247. 13 Geo. V, c. 65, s. 258.

265. Si le nouveau dépouillement ou la nouvelle addition ne change pas l'état du scrutin de manière à changer le résultat de l'élection, le juge doit mettre à la charge du requérant les frais du candidat qui paraît avoir été élu. Frais du candidat élu.

Le juge doit taxer ces frais en rendant sa décision. 13 Geo. V, c. 65, s. 260, *partie*. Taxe des frais.

266. Pour la taxe des frais, le juge doit suivre, autant que possible, le tarif des frais à accorder dans les procédures de la Cour supérieure. 13 Geo. V, c. 65, s. 260, *partie*. Tarif des frais.

267. Les deniers qui ont été déposés en garantie des frais sont remis au candidat qui paraît avoir été élu, à compte ou jusqu'à concurrence de ses frais. Emploi du dépôt.

Si la somme déposée est insuffisante, la partie en faveur de qui les frais sont adjugés a droit d'action pour le surplus. 13 Geo. V, c. 65, s. 260, *partie*. Insuffisance du dépôt.

§ 9.—De l'avis et du rapport de l'élection

268. A moins qu'il n'ait été plus tôt avisé d'avoir à se rendre devant un juge qui doit procéder à un nouveau dépouillement ou à une nouvelle addition des votes donnés à l'élection, l'officier-rapporteur, à l'expiration des six jours qui suivent celui où il a additionné en vertu de l'article 246, ou constaté, en vertu de l'article 249, le nombre de votes donné en faveur de chaque candidat, doit donner un avis public désignant les candidats élus et transmettre à chacun des candidats un certificat d'élection suivant la formule 30. Publication de l'avis de l'élection des candidats et rapport.

A la première séance générale tenue après l'élection, il doit faire au conseil municipal un rapport mentionnant les noms, résidences et professions ou occupations des candidats élus, tels qu'indiqués dans le bulletin de présentation, et certifiant qu'il a donné un avis public du résultat de l'élection. Rapport au conseil.

S'il y a eu un nouveau dépouillement ou une nouvelle addition par un juge, l'officier-rapporteur doit donner les avis, transmettre le certificat et faire le rapport visé par le présent article, dès que ce dépouillement ou ce recensement est terminé. 13 Geo. V, c. 65, s. 261. Rapport dans le cas de recensement ou de dépouillement nouveau.

Garde des documents.

269. Le greffier de la municipalité doit conserver, dans les archives de la municipalité, les papiers que l'officier-rapporteur lui a transmis avec son rapport :

• 1° Durant au moins un an, si la validité de l'élection n'est pas contestée dans l'intervalle ;

2° Durant un an à compter de la décision de la contestation, si la validité de l'élection est contestée. 13 Geo. V, c. 65, s. 262.

§ 10.—*Du secret du vote*

Secret durant le scrutin au sujet des noms des votants.

270. Les candidats, officiers d'élection, agents ou représentants de candidat qui sont de service dans un bureau de votation, doivent garder et aider à garder le secret du vote à ce bureau, et aucun d'eux ne doit, avant la clôture du scrutin, faire connaître à qui que ce soit qu'un électeur inscrit a ou n'a pas voté ou demandé à voter à ce bureau. 13 Geo. V, c. 65, s. 263.

Défense de chercher à savoir pour qui on a voté.

271. Nul candidat, officier d'élection, agent ou autre personne ne doit intervenir ni tenter d'intervenir auprès d'un électeur qui est à préparer son bulletin, ni autrement essayer de savoir, dans le bureau de votation, en faveur de quel candidat un électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau. 13 Geo. V, c. 65, s. 264.

Défense de montrer son bulletin.

272. Sauf le cas prévu à l'article 231, nul électeur ne doit, après que son bulletin a été préparé, le montrer à qui que ce soit de manière à faire connaître le nom du candidat en faveur de qui il a voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 265.

Défense d'engager un votant à montrer son bulletin.

273. Aucune personne ne doit, ni directement ni indirectement, induire ou chercher à induire un électeur qui a préparé son bulletin à le montrer ou à le laisser voir, de manière à faire connaître à qui que ce soit le nom du candidat en faveur de qui ou contre qui il l'a marqué. 13 Geo. V, c. 65, s. 266.

Secret au sujet des votes donnés.

274. Nul candidat, officier d'élection, agent ou autre personne ne doit communiquer à qui que ce soit et à quelque époque que ce soit des renseignements qu'il a obtenus, dans l'intérieur du bureau de votation, au sujet du nom du candidat en faveur de qui un électeur se propose de voter ou a voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 267.

Discretion lors du dépouillement

275. Les candidats, officiers d'élection, agents ou représentants de candidat, présents au dépouillement

du scrutin, doivent garder et aider à garder le secret du scrutin, et aucun d'eux ne doit chercher, pendant le dépouillement, à connaître le nom du candidat en faveur de qui un électeur a voté, ni communiquer à qui que ce soit des renseignements qu'il a obtenus à ce sujet lors du dépouillement. 13 Geo. V, c. 65, s. 268.

et défense de
faire connaître
le vote d'un
votant.

276. Quiconque enfreint une des dispositions des articles 270 à 275 se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cent dollars au plus et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travail forcé. 13 Geo. V, c. 65, s. 269.

Peines contre
ceux qui vio-
lent le secret
du vote.

277. Aucune personne qui a voté à une élection ne peut, dans une poursuite en justice contestant la validité de l'élection, être contrainte de déclarer pour qui elle a voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 270.

Protection du
secret du
vote.

278. Le greffier de la municipalité doit, sur demande qui lui en est faite et sur paiement d'honoraires de dix centins par cent mots, délivrer des copies certifiées conformes de tout registre de scrutin, procès-verbal, rapport ou autre papier qui se rapporte à une élection et dont il a la garde, sauf de bulletins de vote.

Livraison de
copies des do-
cuments par
le greffier de la
municipalité.

Chaque copie ainsi certifiée fait preuve par elle-même devant tout juge et tout tribunal de la province. 13 Geo. V, c. 65, s. 271.

Force pro-
bante des
copies.

279. Nul n'est admis à examiner un bulletin de vote commis à la garde du greffier de la municipalité, à moins que ce ne soit en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure ou d'un des juges de cette cour.

Examen des
bulletins de
vote.

Le tribunal ou le juge peut décerner une telle ordonnance s'il est suffisamment établi, par preuve sous serment, que l'examen ou la production des bulletins sont nécessaires pour permettre d'intenter ou de soutenir la poursuite d'une infraction commise à l'égard de ces bulletins, ou pour les fins d'une contestation d'élection.

Ordonnance
autorisant
l'examen, etc.
des bulletins
de vote.

L'ordonnance qui autorise l'examen ou la production de bulletins de vote peut imposer, quant aux personnes ou aux temps, lieu et mode d'examen ou de production, les conditions que le tribunal ou le juge croit convenables.

Conditions
imposées par
l'ordonnance.

Le greffier de la municipalité doit se conformer à l'ordonnance. 13 Geo. V, c. 65, s. 272.

Devoir du
greffier de la
municipalité.

§ 11.—*Du maintien du bon ordre dans les élections*

Pouvoirs de l'officier-rapporteur et des sous-off.-rapp. **280.** L'officier-rapporteur et chaque sous-officier-rapporteur, depuis le moment où ils ont prêté le serment d'office jusqu'au lendemain de la clôture de l'élection, sont des conservateurs de la paix dans la municipalité et revêtus de tous les pouvoirs attribués à un juge de paix. 13 Geo. V, c. 65, s. 273.

Assistance de constables spéciaux, etc. **281.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur peut requérir l'assistance de tout juge de paix, constable ou autre personne présente, pour lui aider à maintenir la paix et le bon ordre à l'élection. Il peut aussi, sur la demande par écrit qui lui en est faite par un candidat ou par deux électeurs, assermenter autant de constables spéciaux qu'il le juge nécessaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 274.

Arrestation des personnes qui troublent la paix. **282.** L'officier-rapporteur ou tout sous-officier-rapporteur peut arrêter, ou faire arrêter sur un ordre verbal et placer sous la garde de constables ou autres personnes, quiconque trouble la paix et le bon ordre à l'élection. Il peut aussi, sur un ordre signé de sa main, le faire emprisonner jusqu'à l'heure de la clôture du scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 275.

Saisie des armes, etc. **283.** Pendant le jour de la présentation des candidats et celui du scrutin, l'officier-rapporteur ou sous-officier-rapporteur peut se faire remettre tous assommoirs, armes à feu, épées ou autres armes offensives qu'une personne a entre les mains ou sur elle dans un rayon d'un demi-mille du lieu de la présentation des candidats ou d'un bureau de votation.

Peines contre ceux qui refusent de livrer les armes. Quiconque refuse de livrer ces armes se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cent dollars au plus et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de trois mois au plus. 13 Geo. V, c. 65, s. 276.

Défense aux étrangers de venir armés dans un arrondissement de votation. **284.** Sauf l'officier-rapporteur, le sous-officier-rapporteur, le greffier du bureau de votation, les constables et constables spéciaux que l'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur a nommés pour maintenir la paix et le bon ordre pendant l'élection ou le scrutin, aucune personne qui n'a pas un domicile fixe dans le quartier où a lieu la votation depuis au moins six mois ne doit, en n'importe quel temps de la journée où il se tient un scrutin dans ce quartier, y venir armée d'un assommoir, d'une arme à feu, d'une épée ou de quelque arme offensive semblable. 13 Geo. V, c. 65, s. 277, *partie*.

285. A moins qu'elle ne soit appelée à le faire par l'autorité légitime, aucune personne qui se trouve dans le quartier où a lieu la votation ne doit, en n'importe quel temps de la journée où il s'y tient un scrutin, s'armer d'arme offensive et approcher, ainsi armée, à moins d'un mille du lieu où se tient un bureau de votation. 13 Geo. V, c. 65, s. 277, *partie*.

Défense d'approcher d'un bureau de vote avec des armes.

286. Aucune personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit une enseigne, un étendard, une bannière ou autre drapeau avec l'intention de les faire porter ou servir dans la municipalité, en aucun temps depuis le jour de la présentation des candidats inclusivement jusqu'à la clôture du scrutin, comme drapeau de parti qui permette de classer celui qui le porte ou qui le suit parmi les partisans d'un candidat, ou parmi les partisans des opinions que ce candidat professe ou est supposé professer.

Défense de fournir des drapeaux, etc.

Nul ne doit, sous quelque prétexte que ce soit, porter ou faire servir une enseigne, un étendard, une bannière ou autre drapeau, comme un drapeau ou un insigne de parti, dans la municipalité, en aucun temps depuis le jour de la présentation des candidats inclusivement jusqu'à la clôture du scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 278.

Défense de porter des drapeaux, etc.

287. Aucune personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit un ruban, une cocarde ou un autre insigne semblable avec l'intention de les faire porter ou servir dans les limites de la municipalité, en aucun temps depuis le jour de la présentation des candidats inclusivement jusqu'à la clôture du scrutin, comme insigne de parti, qui permette de classer celui qui le porte parmi les partisans d'un candidat, ou parmi les partisans des opinions que ce candidat professe ou est supposé professer.

Défense de fournir des insignes, etc.

Nul ne doit, sous quelque prétexte que ce soit porter ou faire servir un ruban, une cocarde ou un autre insigne comme un insigne de parti dans les limites de la municipalité, en aucun temps depuis le jour de la présentation des candidats inclusivement jusqu'à la clôture du scrutin. 13 Geo. V, c. 65, s. 279.

Défense de porter des insignes, etc.

288. Toute personne qui enfreint quelqu'une des dispositions des articles 284 à 287 se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cent dollars au plus, et un emprisonnement de trois mois au plus à défaut de paiement. 13 Geo. V, c. 65, s. 280.

Peines contre qui enfreint les arts. 284 à 287.

Fermeture
des tavernes,
etc., le jour
du scrutin.

289. Pendant le jour du scrutin, toute personne qui tient ouvert, dans les quartiers d'une municipalité où les bureaux de votation sont établis, une buvette d'hôtel ou de club, une taverne, une boutique ou un magasin, muni ou non de licence, où il se vend ordinairement des liqueurs alcooliques, se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cinquante dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de trois mois au plus. 13 Geo. V, c. 65, s. 281.

Défense de
vendre des
spiritueux.

290. Le jour du scrutin, aucune personne ne doit, dans les limites d'un quartier où des bureaux de votation sont ouverts, sous peine de se rendre coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et d'encourir une amende de cinquante dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de trois mois au plus, ni vendre pour un prix en argent, ni échanger pour un objet quelconque, ni prêter, ni livrer, ni donner gratuitement une quantité quelconque de liqueur alcoolique, à moins que ce ne soit pour l'usage d'un malade; et, dans ce cas d'exception, la preuve incombe à l'accusé. De plus, la liqueur ne peut être vendue, prêtée, livrée ou donnée que sur remise du certificat d'un médecin ou d'un prêtre ou ministre de quelque religion.

Faux certi-
cat.

Quiconque donne ou livre à ce sujet un faux certificat se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cinquante dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement d'un mois au plus. 13 Geo. V, c. 65, s. 282.

Défense de
transporter
des spiri-
tueux.

291. Pendant le jour mentionné à l'article 290 et sous les mêmes peines, mais sauf la même exception en cas de maladie, il est défendu de faire apporter ou transporter et d'apporter ou de transporter une quantité quelconque de liqueur alcoolique, soit dans le quartier où ces bureaux de votation sont ouverts, soit d'un lieu à un autre dans ce quartier.

Exception
pour les négo-
cians et mar-
chands.

Cette défense ne s'applique pas à la vente, au transport, à la livraison ni à l'achat de liqueurs alcooliques qu'un négociant ou marchand a faits de bonne foi et dans le cours ordinaire de ses affaires, à condition que les caisses, futailles, bouteilles ou enveloppes qui contiennent les boissons ne soient ni ouvertes, ni brisées, ni défaites pendant le jour ci-dessus mentionné. 13 Geo. V, c. 65, s. 283.

Défense de
louer une
taverne com-

292. Toute personne qui prend ou donne à louage, comme lieu de réunion d'un comité d'élection ou d'une

assemblée d'électeurs, une maison, une partie de maison ou un local où se débitent des liqueurs alcooliques et où l'on donne ordinairement à manger et à boire pour de l'argent, ou qui se sert de pareille maison ou de pareil local pour ces fins, se rend coupable d'une infraction punissable par voie sommaire et encourt une amende de cinquante dollars au plus et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement d'un mois au plus. 13 Geo. V, c. 65, s. 284.

293. Les mots " liqueurs alcooliques ", dans la présente loi, ont le sens qui leur est donné par la Loi des liqueurs alcooliques (chap. 37). 13 Geo. V, c. 65, s. 285.

§ 12.—*Des manœuvres frauduleuses et autres illégalités*

294. Se rendent coupables d'une infraction, désignée dans la présente loi sous le nom de corruption :

1° Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, donne, prête, convient de donner, convient de prêter, offre, promet, promet de procurer ou promet de travailler à procurer des deniers ou des valeurs, soit à un électeur ou à une personne agissant ou n'agissant pas au nom d'un électeur, soit pour un électeur ou pour une personne agissant ou n'agissant pas au nom d'un électeur, en vue d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou bien à raison de ce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter dans une élection;

2° Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, donne, procure, convient de donner, convient de procurer, offre, promet, promet de procurer ou promet de travailler à procurer quelque charge, place ou emploi, soit à quelque électeur ou autre personne, soit pour quelque électeur ou autre personne, en vue d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou bien à raison de ce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter dans une élection;

3° Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention ou procure quelque avantage, ainsi qu'il est ci-dessus prévu, soit à une personne, soit pour une personne, en vue de l'induire à favoriser ou à s'efforcer de favoriser l'élection d'un candidat à la charge de maire ou d'échevin, ou de l'induire à obtenir ou à s'efforcer d'obtenir le vote d'un électeur dans une élection;

Travailler au succès d'un candidat à raison de dons, etc.;

4° Toute personne qui, par suite ou en considération de don, prêt, offre, promesse, avantage ou convention comme susdit, s'efforce ou s'engage de favoriser, favoriser ou promet l'élection d'un candidat à la charge de maire ou d'échevin, ou bien s'efforce ou s'engage d'obtenir, obtient ou promet le vote d'un électeur dans une élection;

Avancer ou donner de l'argent pour des fins de corruption;

5° Toute personne qui avance, remet ou fait remettre des deniers à une autre ou pour l'usage d'une autre, dans l'intention de faire servir ces deniers, en totalité ou en partie, à corrompre des électeurs ou à commettre des manœuvres frauduleuses dans une élection, ou qui sciemment remet ou fait remettre des deniers à quelque personne à l'acquit ou en remboursement de deniers qui ont servi, en totalité ou en partie, à corrompre des électeurs ou à commettre des manœuvres frauduleuses dans une élection;

Demander de l'argent, etc. à un candidat pour son appui;

6° Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, demande à un candidat dans une élection ou à ses agents, soit un don ou un prêt de deniers ou valeurs, soit la promesse d'un don ou d'un prêt de deniers ou valeurs, soit un emploi ou la promesse d'un emploi, en considération et comme rémunération du vote qu'elle donne, qu'elle a donné ou qu'illégalement elle offre ou a offert de donner en faveur de ce candidat, ou en considération et comme rémunération de l'aide qu'elle lui a illégalement donnée ou qu'elle offre illégalement de lui donner;

Recevoir de l'argent, etc., pour voter ou s'abstenir de voter;

7° Tout électeur qui, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, reçoit, agréé ou stipule, soit avant, soit pendant une élection, quelque somme d'argent, don, prêt, valeur, charge, place ou emploi pour lui-même ou pour toute autre personne, soit pour voter ou consentir à voter, soit pour s'abstenir ou consentir à s'abstenir de voter dans une élection;

Recevoir de l'argent, etc., pour avoir voté ou s'être abstenu;

8° Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre reçoit, après une élection, des deniers ou des valeurs pour avoir voté ou s'être abstenu de voter, ou pour avoir engagé une autre personne à voter ou à s'abstenir de voter dans une élection;

Actes de corruption concernant les candidatures.

9° Toute personne qui, en vue d'en induire une autre à se laisser mettre en candidature, à ne pas poser sa candidature ou à se désister de sa candidature, donne, procure, convient de donner, convient de procurer, offre, promet de procurer ou travaille à procurer une charge, une place ou un emploi à cette personne ou à une autre;

10° Tout candidat ou agent de candidat qui fait avec ^{Paris.} un électeur habile à voter un pari ou une gageure au sujet ou à l'occasion d'une élection, ainsi que l'électeur qui a tenu le pari ou la gageure et toute autre personne qui fournit de l'argent pour le pari ou la gageure.

Chacun des actes ci-dessus mentionnés est punissable ^{Peines pour ces infractions.} par voie sommaire, et la personne qui s'en rend coupable encourt un emprisonnement de six mois au plus, ainsi qu'une amende de deux cents dollars, payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 286.

295. Les dépenses personnelles qu'un candidat a ^{Dépenses légales.} réellement faites, ses déboursés pour des services professionnels qui lui ont été réellement rendus, les sommes qu'il a payées de bonne foi pour le juste prix d'impressions et d'annonces, ainsi que les autres dépenses qu'il a faites à l'occasion de l'élection et qui ne sont pas prohibées par la loi, sont tenus pour des dépenses légalement faites, et le paiement de ces dépenses ne constitue pas une infraction à la présente section. 13 Geo. V, c. 65, s. 287.

296. Se rend coupable d'une infraction, désignée ^{Régalaide.} dans la présente section sous le nom de "régalaide", tout candidat qui, en quelque temps que ce soit, avant ou pendant une élection, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'une autre personne, soit de quelque autre manière qui favorise ses intérêts, directement ou indirectement, et par motif de corruption, donne, fournit, fait donner, fait fournir, contribue à donner, contribue à fournir ou paie, en totalité ou en partie, des dépenses faites pour donner ou fournir à une personne ou pour une personne des mets, des boissons, des rafraîchissements ou des vivres, soit en vue de se faire élire ou pour avoir été élu, soit en vue d'influencer cette personne ou une autre à donner ou à s'abstenir de donner son vote dans cette élection.

Le candidat qui se rend coupable de cette infraction ^{Peines pour infractions.} encourt, en sus de toute autre peine qui peut lui être infligée à raison de cette infraction par application d'une autre disposition de la présente section, une amende de deux cents dollars, payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice.

A l'instruction d'une contestation d'élection, il doit ^{Défalcation de votes.} être défalcqué du nombre des suffrages donnés en faveur de ce candidat, un vote par chaque personne qui a voté et qui, d'après la preuve faite dans cette instruction,

s'est rendue coupable d'avoir accepté ou pris, par motif de corruption, de ces mets, boissons, rafraîchissements ou vivres. 13 Geo. V, c. 65, s. 289.

Accepter des
mets ou bois-
sons.

297. Toute personne qui, pendant une élection, fournit ou donne à un électeur, aux frais du candidat, des mets, boissons ou rafraîchissements, ou s'engage à payer pour ces mets, boissons ou rafraîchissements, est coupable d'une infraction poursuivable sommairement, et passible d'une amende de cent dollars au plus, et d'un emprisonnement de trois mois au plus à défaut de paiement.

Peines.

Distribuer
des mets ou
boissons.

Tout électeur qui, par motif de corruption, accepte ou prend de ces mets, boissons, rafraîchissements ou vivres se rend, lui aussi, coupable de l'infraction qualifiée "régalade" et encourt une amende de dix à cinquante dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de trois mois. 13 Geo. V, c. 65, ss. 288 et 290.

Régaler les
électeurs le
jour de la
mise en can-
didature ou
du scrutin,
etc.

298. Le jour de la présentation des candidats ou du scrutin, il est défendu de donner ou de faire donner à un électeur, à raison du fait que cet électeur a voté ou est sur le point de voter, soit des mets, boissons, rafraîchissements ou vivres, soit de l'argent ou un billet qui permette à cet électeur de s'en procurer.

Peine pour
infractions.

Toute personne qui enfreint cette défense encourt, pour chaque infraction, une amende de dix dollars, payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 291.

Abus d'in-
fluence.

299. 1. Se rend coupable d'une infraction désignée dans la présente section sous le nom "d'abus d'influence" toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre:

a) Emploie ou menace d'employer la force, la violence ou la contrainte, cause ou menace de causer elle-même ou par une autre quelque mal, dommage, préjudice ou perte, ou a, de quelque façon que ce soit, recours à l'intimidation soit pour induire ou forcer quelqu'un à voter ou à s'abstenir de voter, soit parce qu'il a voté ou s'est abstenu de voter dans une élection;

b) Ou par enlèvement, séquestration, artifices ou machinations, entrave, empêche ou gêne le libre exercice du droit qu'un électeur a de voter dans une élection;

c) Ou par les mêmes moyens, force, induit ou entraîne un électeur à voter ou à s'abstenir de voter dans une élection.

2. Toute personne qui se rend coupable de cette infraction encourt, en sus de toute autre peine qui peut être infligée à raison de cet acte, une amende de deux cents dollars, payable avec dépens à toute personne qui en poursuit le recouvrement en justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 292.

Peine contre ceux qui s'en rendent coupables.

300. 1. Se rend coupable d'un acte illicite tout candidat qui, dans une élection, par lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne:

Actes illicites:

a) Loue de qui que ce soit un véhicule ou bien promet de payer ou paie pour l'usage d'un véhicule, soit en vue de transporter un électeur à un bureau de votation ou aux environs d'un bureau de votation, soit en vue de le ramener d'un bureau de votation ou des environs d'un bureau de votation; ou

Transport des électeurs;

b) Avance les dépenses de voyage ou autres qu'un électeur doit faire, ou rembourse celles qu'il a faites pour se rendre à l'élection ou en revenir.

Dépenses de voyages.

Tout candidat ou autre personne qui se rend coupable d'un tel acte illicite encourt une amende de cent dollars, payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice.

Pénalité.

2. Tout électeur qui loue à qui que ce soit un véhicule pour un candidat ou l'agent d'un candidat en vue de conduire un électeur à un bureau de votation ou de l'en ramener, est par le fait privé du droit de voter à l'élection et encourt, pour chaque infraction, une amende de cent dollars payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice.

Location de véhicules.

Pénalité.

3. Pour l'interprétation du présent article, le mot "véhicule" s'entend de tout moyen de transport par terre, par eau ou par air. 13 Geo. V, c. 65, s. 293.

Définition de "véhicule".

301. Se rendent coupables d'une infraction désignée dans la présente section sous le nom de supposition de personne et encourrent une amende de cinquante à deux cents dollars et un emprisonnement de trois mois à deux ans:

Supposition de personne.

1° Quiconque, dans une élection, demande un bulletin de vote au nom d'une autre personne, que ce nom soit celui d'une personne vivante, morte ou imaginaire ;

2° Quiconque, après avoir voté dans une élection, demande un bulletin de vote en son propre nom et dans la même élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 294.

Participation
à une suppo-
sition de per-
sonne.

302. Toute personne qui aide, pousse, incite ou participe à la commission, par une autre, de l'infraction qualifiée supposition de personne, encourt une amende de cinquante à deux cents dollars et un emprisonnement de trois mois à deux ans. 13 Geo. V, c. 65, s. 295.

Subornation
de parjure,
etc.

303. Tout candidat qui, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'une autre personne, soit avec une autre personne, par corruption, contraint, induit ou tente d'induire quelqu'un à se faire passer pour un électeur ou à faire un faux serment dans toute matière où le serment est requis en vertu de la présente section, encourt, en sus de toute autre peine, une amende de deux cents dollars payable avec dépens à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 296.

Vote illégal.

304. Toute personne qui, dans une élection, vote sachant qu'elle n'a pas le droit d'y voter, ou induit une personne à voter ou la fait voter, sachant que celle-ci n'a pas le droit d'y voter, se rend coupable d'un acte illicite et encourt une amende de cent dollars, payable avec dépens à toute personne qui en poursuit le recouvrement en justice.

Preuve du
droit de vote.

Dans la poursuite en recouvrement de l'amende, il incombe au prévenu de prouver que cette personne avait le droit de voter dans l'élection, et non au poursuivant de prouver qu'elle n'avait pas le droit de voter. 13 Geo. V, c. 65, s. 297.

Fausse nou-
velle du dési-
stement
d'un candi-
dat.

305. Toute personne qui, avant ou pendant une élection, publie sciemment la nouvelle mensongère du désistement d'un candidat à cette élection, en vue de favoriser ou d'obtenir l'élection d'un autre candidat, se rend coupable d'un acte illicite et encourt une amende de cent dollars, payable avec dépens à toute personne qui en poursuit le recouvrement en justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 298.

Responsabi-
lité du candi-
dat.

306. Un candidat n'est pas responsable des actes illicites prévus aux articles 304 et 305, lorsqu'ils sont commis par un tiers sans son autorisation. 13 Geo. V, c. 65, s. 299.

Définition des
manœuvres
frauduleuses.

307. Toute infraction volontaire mentionnée dans un des articles 294, 296, 297, 1er alinéa, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304 et 305, est une manœuvre frauduleuse au sens de la présente section. 13 Geo. V, c. 65, s. 300.

308. Sont nuls et sans effet, même s'il s'agit de Nullité de paiement de dépenses légitimes ou de l'exécution d'un contrats, etc. acte légal, les engagements, les promesses et les contrats qui se rapportent de quelque manière à une élection tenue sous l'empire de la présente section, qui en résultent ou qui en dépendent. 13 Geo. V, c. 65, s. 301.

309. Si, à l'instruction d'une contestation d'élec- Défalcation tion ayant pour objet de faire déclarer quelqu'un élu, de votes. il est prouvé qu'un candidat s'est rendu coupable, soit personnellement soit par l'intermédiaire d'une autre personne, de corruption, de régalade ou d'abus d'influence à l'égard de quelqu'un qui a voté à l'élection, le jugement doit défalquer du nombre des suffrages qui paraissent avoir été donnés en faveur de ce candidat un vote par chaque personne qui a voté à cette élection et à l'égard de qui, d'après la preuve faite, ce candidat s'est ainsi rendu coupable de corruption, de régalade ou d'abus d'influence. 13 Geo. V, c. 65, s. 302.

310. Si, dans son jugement, une cour, un juge ou un tribunal chargé de connaître des contestations d'élec- Nullité de tion déclare que des manœuvres frauduleuses ont été l'élection au cas de manœuvres frauduleuses. pratiquées par un candidat à une élection ou par un agent, que ce soit ou non au sujet avec l'assentiment de ce candidat, l'élection de celui-ci, s'il a été élu, est nulle, sauf les dispositions de l'article 314. 13 Geo. V, c. 65, s. 303.

311. Si, à l'instruction d'une contestation d'élec- Nullité de tion, il est prouvé que, à l'élection à laquelle la contesta- l'élection au cas d'emploi de certains agents, etc. tion se rapporte, un candidat a personnellement engagé comme brigueur ou agent au sujet de l'élection une personne qu'il savait avoir été, dans les trois années précédentes déclarée coupable de manœuvres frauduleuses, définies comme telles par la présente section, par un tribunal compétent ou dans le jugement d'un juge ou d'un tribunal chargé de connaître de contestations d'élections, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle. 13 Geo. V, c. 65, s. 304.

312. Sauf à l'égard des actes personnels des candi- Effet de manœuvres commises à une élection précédente. dats ou des actes accomplis au su et avec l'assentiment des candidats, les dispositions des articles 309, 310 et 311 ne s'appliquent dans aucun cas aux actes commis dans une élection autre que celle à laquelle la contestation se rapporte. 13 Geo. V, c. 65, s. 305.

Si un candidat est convaincu de corruption ou d'abus d'influence.

313. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, il est prouvé qu'une manœuvre frauduleuse a été pratiquée par un candidat à une élection ou à son su et avec son assentiment, ou si un candidat est convaincu, devant un tribunal compétent, de corruption ou d'abus d'influence, ce candidat doit être tenu pour coupable de manœuvre frauduleuse, son élection, s'il a été élu, est nulle, et il ne peut, durant les trois années qui suivent la date à laquelle il a été déclaré coupable, être élu ni siéger comme membre du conseil municipal, ni voter à l'élection d'un membre de ce conseil, ni remplir aucune charge à la nomination dudit conseil.

Suffisance de la preuve.

314. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, le tribunal décide qu'un candidat à cette élection s'est rendu coupable, par quelque agent, de quelque infraction qui rend son élection nulle, et si le tribunal déclare de plus:

Irresponsabilité du candidat en certains cas.

1° Qu'aucune manœuvre frauduleuse n'a été commise à cette élection par le candidat personnellement, et que les infractions ont été commises contrairement aux ordres et sans l'assentiment ou la connivence de ce candidat;

2° Que ce candidat a pris tous les moyens raisonnables pour empêcher qu'il ne soit commis des manœuvres frauduleuses à cette élection;

3° Que les infractions étaient d'une nature insignifiante, sans importance et minimales;

4° Que sous tous autres rapports, en tant que l'a démontré la preuve, l'élection a été exempte de manœuvres frauduleuses de la part de ce candidat et de ses agents,—

Ce candidat n'est passible d'aucune des peines édictées dans l'article 313, et son élection ne doit pas être déclarée nulle à raison de ces infractions. 13 Geo. V, c. 65, s. 307.

Si un candidat est convaincu d'avoir participé à une supposition de personne, etc.

315. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, un candidat ou quelque autre personne sont convaincus, d'après le jugement du tribunal ou du juge, d'avoir à cette élection, par eux-mêmes ou par une personne agissant au su et avec l'assentiment de ce candidat, aidé, poussé, incité ou participé à la commission d'une supposition de personne, l'élection, si ce candidat a été élu, doit être déclarée nulle; de plus, ce candidat ou cette personne ne peuvent, durant les trois années

qui suivent la date à laquelle la culpabilité a été déclarée, être élus ni siéger au conseil municipal. 13 Geo. V, c. 65, s. 308.

316. Toute personne, autre qu'un candidat, qui, dans une poursuite où, après notification de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être entendue, a été déclarée coupable de manœuvre frauduleuse ne peut, durant les trois années qui suivent la date à laquelle elle a été déclarée coupable, être élue ni siéger au conseil municipal, ni voter à l'élection d'un membre de ce conseil, ni remplir aucune charge à la nomination dudit conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 309.

Perte des droits civiques des personnes convaincues de manœuvres frauduleuses.

317. Si un des témoins, sur la déposition de qui une personne a perdu ses droits civiques par application de la présente section, est ensuite convaincu de s'être parjuré dans sa déposition, cette personne peut, par motion, demander à la cour qui a déclaré le témoin coupable de parjure, de rendre une ordonnance qui la réhabilite.

Demande de réhabilitation.

La cour doit faire droit à la demande, si elle est convaincue que cette personne a perdu ses droits civiques par suite de ce parjure, et l'incapacité de celle-ci cesse et prend fin en conséquence. 13 Geo. V, c. 65, s. 310.

Réhabilitation.

§ 13.—Des poursuites civiles et pénales

318. Sauf au cas d'infractions punissables par voie sommaire, toute peine ou amende édictée par la présente section est recouvrable, avec les dépens, par toute personne qui en fait la demande par action pour dette devant une cour compétente. 13 Geo. V, c. 65, s. 311, *partie*.

Poursuite civile en recouvrement des amendes.

319. Une telle action ne peut cependant être intentée s'il n'a pas été produit, avec la demande d'assignation, une déclaration sous serment du demandeur, rédigée suivant la formule 31. 13 Geo. V, c. 65, s. 311, *partie*.

Déclaration sous serment requise.

320. Dans une action civile intentée en vertu du présent paragraphe, il suffit que le demandeur allègue dans sa déclaration que le défendeur lui doit la somme d'argent qu'il réclame, décrive l'infraction particulière à raison de laquelle l'action est intentée et allègue que le défendeur a agi contrairement à la présente section. 13 Geo. V, c. 65, s. 314.

Contenu de la déclaration dans les poursuites civiles.

Cauti-
on-
nement pour les
frais.

321. Dans une action civile intentée en vertu du présent paragraphe, le défendeur peut, avant de plaider, obtenir la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie poursuivante, pour garantir le paiement des frais qu'elle occasionnera, ait fourni le cautionnement que le tribunal ou le juge, usant de sa discrétion, croit nécessaire, ou ait déposé au bureau du greffier de la cour la somme que le tribunal ou le juge détermine. 13 Geo. V, c. 65, s. 311, *partie*.

Emprison-
nement à défaut
de paiement.

322. Si le contrevenant ne paie pas, dans le délai fixé par la cour, le montant auquel il a été condamné et qu'il ne soit prescrit aucun emprisonnement dans la disposition de la présente section ou de la charte en vertu de laquelle l'amende a été infligée, le contrevenant doit être incarcéré dans la prison commune du district pour une période de moins de deux ans et il n'en peut sortir avant l'expiration de ce temps à moins que l'amende et les frais ne soient payés. 13 Geo. V, c. 65, s. 311, *partie*.

Poursuite des
infractions
punissables
par voie som-
maire.

323. Quand une infraction prévue par la présente section est punissable par voie sommaire, toute personne qui porte plainte devant un juge des sessions de la paix, magistrat de district ou shérif, ayant juridiction et exerçant ses fonctions dans le district où l'infraction a été commise, peut intenter la poursuite et la mener à jugement.

Procédure à
suivre.

Sauf les dispositions spéciales de la présente section, la procédure prescrite par la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) doit être suivie en pareil cas et, en conséquence, il n'y a pas d'appel de la décision rendue. 13 Geo. V, c. 65, s. 312.

Dénonciation
au bureau de
votation d'une
supposition
de personne.

324. 1. Lorsque quelqu'un est accusé, dans un bureau de votation, de s'être rendu coupable de supposition de personne, le sous-officier-rapporteur de ce bureau peut, et il le doit s'il en est requis au nom d'un candidat, recevoir la dénonciation sous serment de celui qui porte l'accusation. Cette dénonciation peut être rédigée suivant la formule 32.

Détention du
prévenu.

2. Si celui contre qui l'on veut porter l'accusation n'est pas sorti du bureau de votation, le sous-officier-rapporteur peut, soit de son propre mouvement, soit à la demande de quiconque se propose de porter sur-le-champ l'accusation, le détenir ou ordonner qu'il soit détenu jusqu'à ce que la dénonciation soit formulée par écrit.

3. A la réception de la dénonciation, le sous-officier-rapporteur peut, mais pas plus tard que le jour du scrutin, décerner un mandat rédigé suivant la formule 33 et ordonnant d'arrêter l'accusé et de le conduire, pour qu'il réponde à l'accusation et soit ensuite jugé suivant la loi devant le magistrat ou l'un des magistrats qui sont désignés dans le mandat. Émission de mandat d'arrêt.

4. Le magistrat désigné dans le mandat doit être un juge des sessions de la paix, un magistrat de district, un magistrat de police, un recorder, ou un autre fonctionnaire ou tribunal agissant dans son ressort et revêtu du pouvoir d'accomplir seul les actes qui d'ordinaire doivent être accomplis par deux juges de paix ou plus, et ce magistrat doit être le plus proche qu'il y ait dans le district judiciaire. Magistrats ayant juridiction.

5. Les dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'appliquent à toutes les procédures faites en vertu du présent article. Procédures à suivre.

6. Le mandat confère à lui seul, à tout agent de la paix (tel que défini dans le Code criminel) le droit de détenir l'accusé jusqu'à ce qu'il soit conduit devant un magistrat. Droit conféré par le mandat.

7. Si le véritable nom de l'accusé n'est pas connu de l'accusateur, il suffit, dans la dénonciation et dans les autres procédures, de désigner l'accusé, comme étant une personne dont le nom est inconnu mais qui est détenue d'après l'ordre du sous-officier-rapporteur. L'accusé peut aussi être désigné de toute autre manière qui suffise à faire constater son identité. Lorsque, plus tard, le nom de l'accusé devient connu, ce nom doit être énoncé dans tout mandat ou acte de procédure ultérieur. Si le nom de l'accusé n'est pas connu.

8. Tout greffier de bureau de votation est revêtu, pour la mise à exécution des dispositions du présent article, des pouvoirs d'un constable, et tout sous-officier-rapporteur peut nommer les constables spéciaux qu'il juge nécessaires pour les mêmes fins. Ces personnes ont plein pouvoir d'agir comme constables sans avoir à prêter aucun serment. 13 Geo. V, c. 65, s. 313. Constables.

325. Dans toute poursuite, ainsi que dans toute action ou procédure civile, les parties elles-mêmes doivent être admises à témoigner, et elles peuvent y être contraintes de la même manière que tout témoin dans les actions civiles ordinaires, sauf les mêmes exceptions. Compétence des parties à témoigner.

Réserve.

Toutefois, le témoignage d'une partie ne peut être invoqué contre elle ni dans une accusation portée ni dans une poursuite dirigée contre elle sous l'empire de la présente section. 13 Geo. V, c. 65, s. 315.

Obligation de témoigner.

326. Sauf le droit qu'un électeur a de refuser de dire pour qui il a voté dans une élection, nul n'est exempt de répondre aux questions qui, dans une poursuite ou une action ou procédure civile mue devant un tribunal, un juge ou un magistrat, lui sont posées au sujet d'une élection ou au sujet de la conduite d'une personne dans cette élection ou concernant cette élection.

Protection des témoins.

Toutefois, nulle réponse donnée par une personne qui a réclamé le droit d'être exemptée de répondre à raison de quelque privilège, ne peut être invoquée contre elle dans une poursuite ou une action ou procédure civile dirigée contre elle en vertu de la présente section, si le président du tribunal, le juge ou le magistrat a donné au témoin un certificat attestant que celui-ci a réclamé le droit d'être exempté de répondre pour cette raison et qu'il a fait des réponses que le tribunal, le juge ou le magistrat croit complètes et véridiques. 13 Geo. V, c. 65, s. 316.

Frais et dépens.

327. A moins que, pour des raisons spéciales mentionnées dans le jugement, le tribunal, le juge ou le magistrat ne juge à propos d'en ordonner autrement, la partie qui succombe dans toute poursuite, demande ou procédure doit supporter les frais, et, si elle est défenderesse, ces frais sont payables en sus de la peine infligée.

Doubles frais en certains cas.

Toutefois, s'il y a désistement ou abandon de la poursuite, de la demande ou de la procédure, et que le tribunal, le juge ou le magistrat soit d'avis qu'elle a été faite malicieusement, en vue de tracasser et d'ennuyer le défendeur et sans une connaissance raisonnable des faits allégués, le tribunal, le juge ou le magistrat peut, en la rejetant, condamner le demandeur à payer doubles frais à l'autre partie. 13 Geo. V, c. 65, s. 317.

Allégations requises dans les poursuites pour manœuvres frauduleuses.

328. Dans toute poursuite, demande ou procédure faite en justice à raison d'une manœuvre frauduleuse, il suffit d'alléguer que le défendeur, dans l'élection à laquelle ou à l'occasion de laquelle l'infraction aurait été commise, s'est rendu coupable d'une manœuvre frauduleuse, et de désigner celle-ci par le nom qui lui est donné dans la présente section ou de toute autre manière, selon les besoins de la cause.

Dans une telle poursuite, demande ou procédure, le ^{Preuve de la} certificat de l'officier-rapporteur ou l'aveu du défen- ^{tenue de} ^{l'élection et} ^{de la mise en} ^{candidature.} deur est une preuve suffisante de la tenue régulière de l'élection et de la mise en candidature de quiconque est nommé dans ce certificat ou désigné comme candidat dans l'aveu. 13 Geo. V, c. 65, s. 318.

329. 1. Lorsqu'il paraît au tribunal ou au juge ^{Assignation} chargé de connaître d'une contestation d'élection qu'une ^{du délin-} ^{quant au} ^{cours de l'ins-} ^{truction} ^{d'une contes-} ^{tation d'élec-} ^{tion.} personne a enfreint quelque disposition de la présente section, le tribunal ou le juge peut ordonner d'assigner cette personne à comparaître devant lui aux lieu, jour et heure que, dans l'assignation, il fixe pour l'audience.

2. Si, au jour fixé, la personne assignée ne comparaît ^{Si le délin-} ^{quant ne} ^{comparaît} ^{pas.} pas, elle est condamnée, sur la preuve qui a été faite à l'instruction de la contestation d'élection, à l'amende qu'elle a encourue à raison de l'infraction commise et, à défaut de paiement de l'amende, à l'emprisonnement édicté dans l'article 322.

3. Si, au jour fixé, la personne assignée comparaît, le ^{S'il compa-} ^{rait.} tribunal ou le juge, après avoir entendu cette personne ainsi que la preuve qui est faite, rend la décision qu'il appartient.

4. Il ne doit pas être infligé d'amende en vertu du pré- ^{S'il a déjà été} ^{poursuivi-} ^{pour la même} ^{infraction.} sent article, s'il paraît au tribunal ou au juge que le contrevenant a déjà été poursuivi à raison de la même infraction et déclaré coupable ou non coupable.

5. Il ne doit pas non plus être infligé d'amende ni de ^{Preuve de} ^{l'infraction.} peine à raison d'infraction dont la preuve ne repose que sur le témoignage ou l'aveu du contrevenant.

6. Toutes les amendes perçues en vertu du présent ^{Attribution} ^{des amendes.} article appartiennent à la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 319.

330. Toute action ou poursuite intentée en vertu ^{Prescription} ^{des actions.} de la présente section doit l'être, s'il s'agit d'une infraction commise avant l'avis public de l'élection du candidat, dans les trois mois qui suivent la publication de cet avis, et, s'il s'agit d'une infraction commise plus tard, dans les douze mois de sa commission. Après ces délais, l'action ou poursuite n'est plus recevable, à moins que le défendeur ne se soit soustrait à la juridiction du tribunal.

L'action ou poursuite, une fois intentée, doit être ^{Diligence.} poussée et menée à jugement sans retards voulus.

Priorité. Elle a priorité sur les autres causes. 13 Geo. V, c. 65, s. 320.

Intervention
dans les pour-
suites.

331. Au cas de suspension ou de retard à toute phase de la procédure, le tribunal ou le juge qui est saisi de la cause peut permettre à une ou à plusieurs personnes d'intervenir et de mener la procédure à jugement et à exécution; et l'amende et les frais appartiennent alors à l'intervenant, qui doit les faire recouvrer. 13 Geo. V, c. 65, s. 321.

§ 14.—*Des honoraires et des frais d'élection*

Tarif des
frais, etc.

332. Le conseil municipal peut établir, modifier ou remplacer un tarif des honoraires, frais et dépenses à payer aux officiers d'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 322.

§ 15.—*Dispositions diverses*

Défaut de
cens chez les
signataires
des bulletins
de présenta-
tion.

333. Aucune élection ne doit être déclarée nulle à raison d'absence du droit de suffrage chez les signataires d'un bulletin de présentation qu'un officier-rapporteur a admis en vertu des dispositions de la présente section. 13 Geo. V, c. 65, s. 323, *partie*.

Inaccomplis-
sement de
formalités ;
erreurs dans
l'emploi de
formules.

334. Aucune élection ne doit être déclarée nulle à raison de l'inaccomplissement des formalités prescrites par la présente section pour les opérations du scrutin ou le dépouillement des votes ou à raison d'erreur dans l'emploi des formules de la présente loi, s'il paraît au tribunal chargé de connaître de la question, que les opérations électorales ont été conduites conformément aux principes établis par la présente section et que cet inaccomplissement ou cette erreur n'a pas influé sur le résultat de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 323, *partie*.

Inobserva-
tion des dé-
lais.

335. Aucune élection ne doit être déclarée nulle à raison de l'inaccomplissement des prescriptions de la présente section quant aux délais qu'elle fixe, à moins qu'il ne paraisse au tribunal que cet inaccomplissement a pu influer sur le résultat de l'élection. 13 Geo. V, c. 65, s. 324.

SECTION VIII

DES ÉLECTIONS CONTESTÉES

Requête en
annulation
d'élection.

336. Quiconque a qualité pour voter à l'élection du maire ou d'un échevin peut s'adresser par requête à un juge de la Cour supérieure ou à la Cour de circuit

Remp. 162V
C. 36.6.1.

du district, ou à la Cour de circuit de comté, ou à la Cour de magistrat, dans le district ou le comté dans lequel est située, en tout ou partie, la municipalité ou le quartier où a eu lieu l'élection, en terme ou en vacances, pour se plaindre de l'élection d'une personne comme maire ou échevin, à l'élection de laquelle il avait droit de voter, et demander, soit que cette élection soit annulée et qu'ordre soit donné de procéder à une autre élection, soit que cette élection soit annulée et qu'un jugement soit rendu déclarant le requérant ou quelque autre personne dûment élu à la place de celle qui a été proclamée élue.

Cette requête peut invoquer un ou plusieurs des motifs qui suivent: Motifs à l'appui.

1° Que les formalités essentielles n'ont pas été observées à l'élection;

2° Que la personne déclarée élue n'a pas reçu la majorité des votes légaux à cette élection;

3° Qu'elle n'avait pas qualité pour être élue comme maire ou échevin, suivant le cas;

4° Qu'elle s'est rendue coupable d'une manœuvre frauduleuse prohibée par la présente loi, soit personnellement ou par le fait d'un agent, avec ou sans autorité, connaissance ou approbation. 13 Geo. V, c. 65, s. 325.

337. La requête doit exposer sommairement la date, le lieu et les circonstances de tout acte et de toute matière ou chose qui peuvent en justifier les conclusions; et les allégations y formulées doivent être appuyées d'une déposition sous serment à la satisfaction du juge, qui alors fait émettre un bref enjoignant à la personne déclarée élue de comparaître au jour fixé, pour répondre à la requête. Remp. 163.V.C.36.8.1
Contenu de la requête.
Déposition sous serment.

Nulle requête n'est reçue après l'expiration d'une période de trente jours à compter du jour de la votation, ou, s'il n'y a pas eu de votation, après l'expiration de trente jours à compter du jour de la présentation. 13 Geo. V, c. 65, s. 326. Délai de réception de la requête.

338. Le jour du rapport du bref ou dans les trois jours suivants, le contestant donne cautionnement pour les frais, après avis au défendeur, en la manière suivie pour les cautionnements de cette nature donnés en Cour supérieure. Remp. 163.V.C.36.8.1.
Cautionnement à fournir par le contestant.

Les cautions offertes doivent justifier sous serment de leur solvabilité jusqu'à concurrence de cinq cents dollars. Solvabilité des cautions.

Interrogatoire
des cautions.

Elles sont aussi tenues de répondre devant le juge en chambre à toute question que leur pose le défendeur au sujet de leur solvabilité. 13 Geo. V, c. 65, s. 327.

Procédures
après cau-
tionnement
fourni.

339-339f Remp. par
163.V.C.36.4.1.

339. Le cautionnement une fois donné, la cause est continuée, instruite et jugée d'une manière sommaire, et, autant que possible, tant en ce qui concerne le fond que les matières incidentes qui s'y rattachent, elle est assujettie aux règles de procédures prescrites par la section deuxième du chapitre quarante du Code de procédure civile (articles 987 à 991).

Juridiction,
pouvoir et
autorité du
juge ou de la
cour.

Si, d'après la contestation, il devient nécessaire de faire le recensement ou l'examen des bulletins de vote ou d'en disposer autrement, ou de faire l'examen ou de disposer autrement des livres des bureaux de votation qui ont servi à l'élection, et des autres documents qui s'y rattachent, ou d'assigner les personnes qui ont dirigé l'élection ou y ont agi de quelque manière que ce soit, la cour ou le juge, pour des fins ou pour l'une d'elles, a les mêmes juridiction, pouvoir et autorité que ceux attribués à tout juge ou à toute cour dans des cas du même genre par la Loi des élections contestées de Québec (chap. 5).

Si le siège
n'est pas ré-
clamé.

Lors de la contestation d'une élection en vertu de la présente loi, si le siège n'est pas réclamé dans la requête présentée à cet effet pour quelqu'un des candidats, il n'est pas permis au défendeur d'alléguer ni de prouver des faits récriminatoires.

Mode de con-
tester l'élec-
tion.

Aucune élection ne peut être contestée d'une autre manière ni d'après une autre procédure que celles qui viennent d'être indiquées. 13 Geo. V, c. 65, s. 328.

Revision du
jugement.

Remp.
163.V.C.36.4.1.

340. Le jugement rendu sur une requête en vertu de la présente section est sujet à revision devant la Cour du banc du roi siégeant en appel et composée de trois juges; la cause y est entendue comme cause privilégiée, et a priorité sur toutes les autres causes. Le jugement de la Cour d'appel est final. 13 Geo. V, c. 65, s. 329.

Signification
du jugement.

341. Le requérant doit signifier à la municipalité le jugement rendu sur sa requête en en faisant laisser une copie authentique au greffier.

Conséquen-
ces de l'annu-
lation de
l'élection du
défendeur.

Si, par le jugement, l'élection du défendeur est annulée, et qu'un autre candidat est déclaré dûment élu, ce dernier doit être reconnu par le conseil; mais si le jugement ne fait qu'annuler l'élection sans attribuer la charge à une autre personne, le siège du défendeur est

réputé vacant, et les procédures d'une nouvelle élection pour remplir cette vacance doivent être commencées sans délai. 13 Geo. V, c. 65, s. 330.

3417g. 168.V.C.36.12

SECTION IX

DE L'ÉLECTION DU MAIRE PAR LE CONSEIL

342. Lorsqu'il est déclaré par un règlement du conseil municipal que le maire doit être élu par le conseil au lieu de l'être par les électeurs, les échevins présents à la première séance qui suit chaque élection générale, s'ils forment un quorum, doivent nommer maire de la municipalité l'un des échevins ayant les qualités requises pour cette charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 331.

Élection du
maire par le
conseil.

343. Aussitôt que la nomination du maire a été faite, le greffier doit en donner avis à la personne nommée, si elle n'était pas présente à l'assemblée. 13 Geo. V c. 65, s. 332.

Avis à la per-
sonne élue.

344. La vacance dans la charge d'échevin causée par l'élection du maire, doit être remplie de la même manière que toute autre vacance dans la charge d'échevin. 13 Geo. V, c. 65, s. 333.

Vacance
de la charge
d'échevin.

SECTION X

DES SÉANCES DU CONSEIL

345. Le conseil tient ses séances à l'endroit désigné par la charte pour sa première séance, ou, si la charte ne l'indique pas, à celui que désigne le ministre des affaires municipales, jusqu'à ce que le conseil ait fixé, par résolution, un autre endroit dans les limites de la municipalité, qu'il peut changer de la même manière quand il le juge à propos. 13 Geo. V, c. 65, s. 334.

Endroit des
séances.

346. Le conseil doit s'assembler au moins une fois par mois, en séance générale ou ordinaire, pour la transaction des affaires de la municipalité, et tenir ses séances à des jours et heures qu'il détermine par règlement.

Époque des
assemblées
du conseil.

Les membres du conseil doivent recevoir avis de chaque séance générale ou ordinaire, en la manière ci-après prescrite pour les séances spéciales. 13 Geo. V, c. 65, s. 335.

Avis de
séance.

347. Si le jour fixé pour une séance ordinaire se trouve être un jour de fête, la séance est tenue le jour juridique suivant. 13 Geo. V, c. 65, s. 336.

Jours de
fête.

Quorum.

348. La majorité des membres du conseil constitue un quorum pour l'expédition des affaires, excepté lorsqu'il est autrement prescrit spécialement par la présente loi. Le maire est considéré comme l'un des membres du conseil pour former le quorum. 13 Geo. V, c. 65, s. 337.

Publicité des séances.

349. Les séances du conseil sont publiques, mais sur le vote de la majorité des échevins présents, le huis clos peut être ordonné à une séance. 13 Geo. V, c. 65, s. 338.

Convocation des assemblées spéciales par le maire.**Avis de convocation.**

350. Le maire peut convoquer une séance spéciale du conseil lorsqu'il le juge à propos, par ordre verbal ou écrit au greffier de la municipalité. Celui-ci dresse alors un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à cette séance, et en fait signifier ou expédier par la malle, par lettre recommandée, une copie à chaque membre, à son domicile ou à sa place d'affaires, au moins deux jours avant cette séance. Le dépôt, au bureau de poste, d'un avis recommandé, deux jours francs avant la séance, équivaut à une signification de cet avis. 13 Geo. V, c. 65, s. 339.

Refus du maire de faire la convocation.**Convocation par trois membres du conseil.****Ordres du jour des séances spéciales.****Ajournement des séances.**

351. Si le maire refuse de convoquer une séance spéciale quand elle est jugée nécessaire par au moins trois membres du conseil, ces derniers peuvent ordonner la convocation de cette séance en en faisant une demande par écrit, sous leurs signatures, au greffier de la municipalité. Sur réception de cette demande, le greffier dresse un avis de convocation qu'il expédie de la manière indiquée dans l'article 350, pourvu que cette demande spécifie les affaires pour lesquelles la séance est convoquée. 13 Geo. V, c. 65, s. 340.

352. A ces séances spéciales, on ne peut prendre en considération que les affaires spécifiées dans l'avis de convocation. 13 Geo. V, c. 65, s. 341.

353. Si, à une séance spéciale ou générale, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, le conseil peut s'ajourner aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de ces ajournements aux membres présents ou absents; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun de ces ajournements,

sauf si tous les membres du conseil sont alors présents et y consentent. 13 Geo. V, c. 65, s. 342.

354. Deux membres du conseil, à défaut de quorum, peuvent ajourner une séance à une date ultérieure, une demi-heure après constatation du défaut de quorum. Ajournement à défaut de quorum.

Avis spécial de cet ajournement doit être donné, par le greffier, aux membres du conseil absents lors de l'ajournement. Avis de l'ajournement.

L'heure de l'ajournement, le nom des membres du conseil présents, le jour et l'heure où cette séance a été ajournée sont inscrits dans le livre des délibérations du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 343. Mention au livre des minutes.

355. Le maire préside toutes les séances du conseil et peut donner son vote prépondérant dans le cas d'égalité des votes, mais ne peut voter dans aucun autre cas; dans le cas où le maire ou le maire suppléant ne sont pas présents, le conseil choisit un de ses membres pour présider. Présidence des séances.

Le maire suppléant ou le membre du conseil présidant une séance du conseil a le droit de voter, et peut en outre donner un vote prépondérant. 13 Geo. V, c. 65, s. 344. Vote du membre présidant.

356. Aux séances du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises, excepté dans le cas où les règles du conseil ou une disposition de la loi exigent un plus grand nombre de voix concordantes. 13 Geo. V, c. 65, s. 345. Décision des questions.

357. Nul membre d'un conseil ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel. Membres intéressés.

Le conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question, et tel membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé. Décision du conseil à ce sujet.

Le présent article ne s'applique pas à la formation des commissions. 13 Geo. V, c. 65, s. 346. Restriction.

358. Le conseil peut faire et mettre à exécution des règles et règlements pour sa régie interne et pour le maintien de l'ordre durant ses séances. 13 Geo. V, c. 65, s. 347. Règlement pour la gouverne intérieure.

Maintien
de l'ordre
aux séances
du conseil.

359. Le maire maintient l'ordre et le décorum durant les séances du conseil. Il peut arrêter ou faire arrêter quiconque trouble l'ordre du conseil durant les séances et le faire mettre sous garde; et cette personne encourt, pour une telle infraction, une amende n'excédant pas vingt dollars. 13 Geo. V, c. 65, s. 348.

Peines.

Rédaction
des procès-
verbaux.

360. Les procès-verbaux des votes et délibérations du conseil sont dressés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par le greffier de la municipalité, et, après avoir été lus et approuvés à la séance suivante, sont signés par lui et par le maire, ou par le membre qui préside la séance, et ils sont accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner. 13 Geo. V, c. 65, s. 349.

SECTION XI

DES AVIS MUNICIPAUX

Publication
des avis mu-
nicipaux.

361. Sauf dans les cas où il est autrement pourvu, tout avis donné en vertu des dispositions de la présente loi, ou d'après les ordres du conseil, pour des fins municipales, est fait et publié ou signifié conformément aux prescriptions des articles suivants. 13 Geo. V, c. 65, s. 350.

Avis spéciaux
et avis pu-
blics.

362. Tout avis est spécial ou public et doit être par écrit.

L'avis public est publié; l'avis spécial est signifié.

L'avis public doit être rédigé en français et en anglais. 13 Geo. V, c. 65, s. 351.

Attestation
des copies
d'avis.

363. Toute copie d'un avis, qui doit être signifié, publié ou affiché, doit être attestée par la personne qui donne l'avis ou par le greffier du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 352.

Certificat de
publication
ou de signi-
fication.

364. L'original de tout avis est accompagné d'un certificat de publication ou de signification signé par la personne qui l'a publié ou signifié.

Dépôt de
l'avis.

L'original de cet avis et le certificat qui l'accompagne sont déposés, par la personne qui a donné l'avis, au bureau du conseil, pour faire partie des archives municipales. 13 Geo. V, c. 65, s. 353.

Mode de si-
gnification
de l'avis spé-
cial.

365. Sauf le cas où cette signification est faite par la poste, la signification d'un avis spécial se fait en en laissant une copie à celui à qui il est adressé, en per-

sonne, ou à une personne raisonnable, à son domicile ou à sa place d'affaires, même à celle qu'il occupe en société avec une autre. 13 Geo. V, c. 65, s. 354.

366. Tout propriétaire de terrain ou contribuable, domicilié en dehors des limites de la municipalité peut, par un avis spécial déposé au bureau du conseil, se nommer un agent qui le représente pour les fins de la signification des avis municipaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 355.

Agent d'un contribuable absent.

367. L'avis spécial adressé à un propriétaire ou contribuable absent qui s'est nommé un agent résidant dans la municipalité, doit être signifié à cet agent de la même manière qu'à un propriétaire présent.

Signification de l'avis s'il y a un agent.

A défaut de la nomination d'un agent résidant dans la municipalité, la signification de l'avis se fait en en déposant une copie au bureau de poste de la localité, sous enveloppe cachetée et recommandée à l'adresse du propriétaire ou contribuable absent. 13 Geo. V, c. 65, s. 356.

Signification de l'avis à défaut d'agent.

368. A moins que ce propriétaire n'ait fait connaître son adresse par un écrit déposé au bureau du conseil, nul n'est tenu de donner un avis spécial à un propriétaire absent qui n'a pas nommé d'agent. 13 Geo. V, c. 65, s. 357.

Avis à celui qui n'a ni agent ni adresse.

369. La signification de l'avis spécial ne peut être faite que les jours juridiques, entre sept heures du matin et sept heures de l'après-midi. 13 Geo. V, c. 65, s. 358.

Heures où peut être signifié l'avis.

370. Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial sont fermées, ou s'il ne s'y trouve aucune personne raisonnable qui puisse la recevoir, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 359.

Mode de signification si les portes sont fermées, etc.

371. Le délai intermédiaire après un avis spécial court à dater du jour où il a été signifié, ce jour non compris. 13 Geo. V, c. 65, s. 360.

Computation des délais.

372. La publication d'un avis public, donné pour des fins municipales se fait en affichant une copie de cet avis à deux endroits différents de la municipalité, fixés par résolution du conseil.

Affichage de l'avis public.

Idem.

A défaut d'endroits fixés par le conseil, l'avis public est affiché sur la porte principale d'au moins un édifice destiné au culte public ou près de cette porte, s'il y a tel édifice, et à un autre endroit public dans cette municipalité, et à deux autres endroits publics à défaut d'édifice destiné au culte. 13 Geo. V, c. 65, s. 361.

Publication de l'avis dans les journaux.

373. Le conseil peut, néanmoins, décréter par résolution, que la publication de l'avis public aura lieu par l'insertion de l'avis, le nombre de fois qu'il fixe, dans un ou plusieurs journaux français, et dans un ou plusieurs journaux anglais, publiés ou circulant dans la municipalité; et, après telle résolution, l'affichage de l'avis public n'est plus requis. 13 Geo. V, c. 65, s. 362.

Langue de l'avis.

374. Nul avis ne peut être publié en anglais et en français dans un journal rédigé dans une seule de ces deux langues. 13 Geo. V, c. 65, s. 363.

Computation des délais.

375. Sauf les cas autrement prévus, le délai intermédiaire après un avis public court du jour où il a été publié; si l'avis est publié dans un journal, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion dans le journal; s'il est publié dans plusieurs journaux à des jours différents, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion faite dans le journal dans lequel l'avis a été publié en dernier lieu.

Idem.

Dans tous les cas, le jour où l'avis a été publié ne compte pas. 13 Geo. V, c. 65, s. 364.

Effet des avis publics à l'égard des absents.

376. Les avis publics affectent et obligent les propriétaires et les contribuables domiciliés en dehors de la municipalité, de la même manière que ceux qui y ont leur domicile. 13 Geo. V, c. 65, s. 365.

Effet de l'acquiescement au contenu de l'avis.

377. Quiconque a acquiescé au contenu d'un avis, ou en a, de quelque manière, connu suffisamment la teneur ou l'objet, ne peut ensuite se prévaloir de l'insuffisance ou du défaut de cet avis, ou de son défaut de publication ou de signification. 13 Geo. V, c. 65, s. 366.

SECTION XII

DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL.

§ 1.—*Dispositions générales*

Étendue de la juridiction du conseil.

378. Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la municipalité, et en dehors de la municipalité dans les cas particuliers où l'autorité lui en est conférée. 13 Geo. V, c. 65, s. 367.

379. Le conseil en exerçant ses attributions doit accomplir, outre les formalités requises par les dispositions de la loi, toutes celles prescrites par les règlements en vigueur dans la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 368.

Formalités que le conseil doit accomplir.

380. Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passés par le conseil en séance. 13 Geo. V, c. 65, s. 369.

Adoption des règlements, etc.

381. Les procès-verbaux, rôles, résolutions et autres ordonnances du conseil, peuvent être cassés par la Cour supérieure du district dans lequel est située en tout ou en partie la municipalité, pour cause d'illégalité, de la même manière, dans le même délai et avec les mêmes effets qu'un règlement du conseil, et sont sujets à l'application des articles 393 et 421.

Pouvoir de cassation donné à la Cour supérieure.

Le recours spécial donné par le présent article n'exclut pas ni n'affecte l'action en nullité dans les cas où elle peut avoir lieu en vertu de l'article 50 du Code de procédure civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 370.

Dispositions sauvegardées

382. Sauf les cas autrement prévus, les documents, ordres ou procédures du conseil, dont la publication est requise par la loi ou par le conseil lui-même, sont publiés de la manière et aux endroits prescrits pour les avis publics. 13 Geo. V, c. 65, s. 371.

Manière de publier les actes du conseil.

383. Les documents produits au bureau du conseil ou entre les mains de ses officiers sont remis sur récépissé, lorsqu'elles le requièrent, aux personnes qui les ont produits, pourvu toutefois que l'affaire au sujet de laquelle ils ont été produits soit décidée. 13 Geo. V, c. 65, s. 372.

Remise des pièces probantes.

384. Toute signification qui doit être faite au bureau du conseil peut l'être, avec le même effet, hors du bureau du conseil, au greffier en personne. 13 Geo. V, c. 65, s. 373.

Significations au greffier du conseil.

§ 2.—Des règlements du conseil

1.—Adoption, entrée en vigueur et promulgation des règlements

385. Le conseil peut déterminer l'avis qui doit être donné de la présentation des règlements municipaux, et prescrire que ces règlements subissent deux ou trois lectures avant leur passation, à des jours différents ou le même jour. 13 Geo. V, c. 65, s. 374.

Lecture des règlements avant leur adoption.

Signature des
règlements.

386. Pour être authentique, l'original d'un règlement doit être signé par la personne présidant le conseil lors de la passation de ce règlement et par le greffier.

Certificat
de l'approba-
tion des élec-
teurs ou du
lt-gouv. en
conseil.

Si le règlement, pour entrer en vigueur, a dû recevoir l'approbation des électeurs municipaux, ou du lieutenant-gouverneur en conseil, un certificat attestant l'accomplissement de chacune de ces formalités et signé par le maire et le greffier, doit accompagner l'original du règlement, et il en fait partie. 13 Geo. V, c. 65, s. 375.

Registre des
règlements.

387. L'original de tout règlement est enregistré au long dans un livre spécial, intitulé: "Livre des règlements du conseil de la cité (ou ville) de " ; cette entrée est signée par le maire et contresignée par le greffier.

Mention de
l'avis de pu-
blication.

Le greffier doit aussi entrer dans ce livre, à la suite de chaque règlement enregistré, une copie, qu'il certifie, de l'avis de publication de ce règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 376.

Garde des
règlements.

388. Le greffier a la garde des règlements municipaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 377.

Règlements
concernant
plusieurs ob-
jets.

Approbation
par les élec-
teurs ou par
le lt-gouv. en
conseil.

389. Il peut être disposé de plusieurs objets dans un même règlement.

Dans le cas où plusieurs objets, dont il est disposé dans un même règlement, requièrent l'approbation des électeurs municipaux ou du lieutenant-gouverneur en conseil, ou des deux, une seule approbation donnée par les électeurs municipaux ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par les deux, selon qu'il est requis, suffit pour le règlement en entier. 13 Geo. V, c. 65, s. 378.

Entrée en
vigueur des
règlements.

390. Sauf les cas autrement prévus par la loi, les règlements du conseil entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est pas autrement prescrit, quinze jours après le jour où ils ont été publiés. 13 Geo. V, c. 65, s. 379.

Publication
de certains
règlements.

391. Les règlements qui, en vertu de leurs propres dispositions ou de celles de la présente loi, ne doivent, entrer en vigueur qu'à dater d'une certaine époque sont sujets à une publication antérieure d'au moins quinze jours. 13 Geo. V, c. 65, s. 380.

Mode de pu-
blication

392. Les règlements sont publiés après leur passation ou leur approbation définitive dans les cas où ils ont

été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, ^{des règlements.} ou du lieutenant-gouverneur en conseil, ou des deux, par un avis public, sous les signatures du maire et du greffier, publié en la manière ordinaire, dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date où il a été passé, et de l'endroit où il peut en être pris communication.

Si le règlement est revêtu de l'approbation des électeurs municipaux ou de celle du lieutenant-gouverneur ^{Contenu de l'avis.} en conseil, ou des deux, l'avis de publication fait en outre mention de l'accomplissement de chacune de ces formalités et de la date de leur accomplissement.

Le conseil peut de plus publier ses règlements dans un ou plusieurs journaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 381. ^{Publication dans les journaux.}

393. Les règlements sont exécutoires et restent en ^{Durée des règlements.} vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, abrogés, désavoués ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du temps pour lequel ils ont été adoptés. 13 Geo. V, c. 65, s. 382.

394. Les règlements qui, avant d'avoir vigueur et ^{Abrogation, etc., des règlements approuvés par les électeurs.} effet ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, ou de celle du lieutenant-gouverneur en conseil, ou des deux, ne peuvent être modifiés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière. 13 Geo. V, c. 65, s. 383.

395. L'abrogation ou la modification d'un règlement ^{Abrogation, etc., des règlements.} ne peut se faire que par un autre règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 384

396. Les règlements du conseil, lorsqu'ils sont promulgués, sont considérés comme des lois publiques dans ^{Autorité des règlements.} les limites de la municipalité, et en dehors, dans les limites de la juridiction du conseil; et il n'est pas nécessaire de les plaider spécialement. 13 Geo. V, c. 65, s. 385.

397. Une copie de tout règlement dûment adopté ^{Force probante des copies de règlements.} est reçue comme preuve, pourvu qu'elle soit signée et certifiée par le greffier et qu'elle porte le sceau de la municipalité, sans qu'il soit nécessaire de prouver la validité du sceau ni la signature du greffier, sauf le droit de toute personne attaquant le règlement d'en contester l'authenticité par inscription en faux. 13 Geo. V, c. 65, s. 386.

II.—*Peines attachées aux règlements*

Peines pour
infraction aux
règlements.

398. Le conseil peut imposer, par chacun des règlements qu'il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, pour toute et chaque infraction aux règlements, soit une amende avec ou sans les frais, ou un emprisonnement; et, si c'est une amende avec ou sans les frais, il peut ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de l'amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit, cette amende ne doit pas excéder quarante dollars, et cet emprisonnement ne doit pas être pour plus de deux mois; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cesse dès que l'amende, ou l'amende et les frais ont été payés.

Infractions
continues.

Si l'infraction d'un règlement est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

Frais.

Les frais ci-dessus mentionnés comprennent, dans tous les cas, les frais se rattachant à l'exécution du jugement. 13 Geo. V, c. 65, s. 387.

III.—*Approbation des règlements par les propriétaires fonciers*

Règlement
soumis aux
électeurs.

399. Lorsqu'un règlement du conseil doit être approuvé par les électeurs propriétaires fonciers, les procédures de la votation sont celles ci-après indiquées. 13 Geo. V, c. 65, s. 388.

Époque de
la votation.

400. Le conseil ou le maire fixe le jour de l'ouverture d'un bureau pour recevoir les votes. Ce jour ne doit pas être plus rapproché que vingt jours, ni plus éloigné que quarante jours de la date de l'adoption du règlement par le conseil.

Avis.

Quinze jours au moins avant le jour fixé, le greffier donne un avis public convoquant les électeurs propriétaires de biens-fonds à voter et indiquant les jours et l'endroit où les votes seront reçus. Cet avis doit contenir une copie du règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 389.

Président de
la votation.

401. La votation est présidée par le maire avec l'assistance du greffier, et est tenue à la salle municipale publique ou à tout autre endroit fixé par le conseil. Si le maire refuse ou est incapable d'agir, le maire suppléant préside la votation et, à défaut du maire suppléant, la votation est présidée par un échevin choisi par le greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 390.

402. La votation dure deux jours juridiques depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi. 13 Geo. V, c. 65, s. 391. Heures de la votation.

403. Si, à la fin du second jour de votation, le nombre de votes requis par les articles 588, 589 ou 590, selon le cas, n'a pas été enregistré, le président doit ajourner la votation pour la terminer le jour suivant, si demande lui en est faite par écrit par le maire, par un échevin ou par trois propriétaires électeurs municipaux, avant six heures de l'après-midi du même jour. 13 Geo. V, c. 65, s. 392. Ajournement de la votation en certains cas.

404. Le maire ou la personne qui préside peut s'absenter pendant la votation, en se faisant représenter par un membre du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 393. Remplacement du président.

405. Les électeurs votent par "oui" ou par "non"; le mot "oui" signifiant qu'ils approuvent le règlement et le mot "non" qu'ils le désapprouvent. Enregistrement des votes.

Le nom de l'électeur et le vote qu'il donne sont inscrits dans un cahier de votation tenu par le greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 394. Inscription au registre.

406. Nul n'est admis à voter, à moins qu'il n'apparaisse, par le rôle d'évaluation en vigueur ou par la liste des électeurs, s'il y en a une, qu'il est un électeur municipal à titre de propriétaire foncier. Droit de vote.

Il n'est pas nécessaire que ces électeurs aient payé leurs taxes municipales et scolaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 395. Paiement des taxes non requis.

407. A la clôture de la votation, le maire ou la personne qui a présidé, compte les "oui" et les "non"; et, dans les quatre jours suivants, il soumet au conseil le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière imposable de chacun des votants d'après le rôle d'évaluation en vigueur. Compte des votes.

Il est certifié, sous la signature du maire et du greffier, pour l'information du conseil, si la majorité requise, en nombre et en valeur immobilière imposable, approuve ou désapprouve le règlement. Certificat du résultat du vote.

Si le conseil désire examiner les cahiers de votation et le rôle d'évaluation, ces documents doivent être produits sur-le-champ. 13 Geo. V, c. 65, s. 396. Examen du cahier de votation, etc.

408. Sauf les cas autrement réglés, tout règlement qui doit être soumis aux électeurs propriétaires doit, pour avoir effet, être approuvé par au moins la majorité. Conditions de l'approbation du règlement.

rité, en nombre et en valeur immobilière, des électeurs propriétaires qui ont voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 397.

Voix prépondérante du maire.

409. Au cas de partage égal des voix, le maire, qu'il ait ou non présidé la votation, donne sa voix prépondérante. 13 Geo. V, c. 65, s. 398.

Dépôt du cahier de votation, etc.

410. Le cahier de votation, l'état et le certificat du maire et du greffier sont déposés dans les archives du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 399.

iv.—*Contestation et annulation des règlements*

Cassation des règlements par voie de requête.

411. Tout électeur municipal peut, par une requête présentée en son nom à la Cour supérieure ou à un juge de ce tribunal, demander et obtenir pour cause d'illégalité, la cassation de tout règlement du conseil avec dépens contre la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 400.

Cassation de partie d'un règlement.

412. La cassation d'une partie seulement d'un règlement peut être demandée et obtenue de la même manière. 13 Geo. V, c. 65, s. 401.

Articulations de la requête.

413. La requête doit articuler d'une manière claire et précise les moyens invoqués à l'appui de la demande, et être accompagnée d'une copie certifiée du règlement attaqué, si telle copie a pu être obtenue.

Copie du règlement.

Si la copie n'a pu être obtenue.

Si cette copie n'a pu être obtenue, le tribunal ou le juge, sur demande, doit en ordonner la production par le greffier du conseil, et, pour cette fin, ce fonctionnaire est considéré comme un officier du tribunal qui donne l'ordre ou auquel appartient le juge qui donne l'ordre. 13 Geo. V, c. 65, s. 402.

Signification de la requête.

414. La requête est signifiée au bureau du conseil au moins quatre jours avant d'être présentée au tribunal ou au juge. 13 Geo. V, c. 65, s. 403.

Cautionnement pour les frais.

415. Avant la signification de la requête, le requérant donne caution pour les frais en la manière dont sont donnés les cautionnements dans les affaires judiciaires, à défaut de quoi cette requête ne peut être reçue par le tribunal ou le juge. 13 Geo. V, c. 65, s. 404.

Réponse par écrit.

416. Le tribunal ou le juge peut permettre de répondre par écrit à la requête, s'il le juge à propos. 13 Geo. V, c. 65, s. 405.

417. Le tribunal ou le juge procède d'une manière Procédure sommaire à entendre et à juger la contestation. sommaire.
 Selon l'ordre du tribunal ou du juge, la preuve peut Témoignages. être prise verbalement ou par écrit, en tout ou en partie.
 13 Geo. V, c. 65, s. 406.

418. Le tribunal ou le juge peut prononcer par son Jugement. jugement la cassation de tel règlement, en tout ou en partie, ordonner la signification du jugement au bureau du conseil intéressé, et le faire publier en la forme prescrite pour les ordres du conseil ou dans un ou plusieurs journaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 407.

419. Tout règlement, ou toute partie de règlement, Effet de l'annulation. ainsi cassé, cesse d'être en vigueur à compter de la date du jugement. 13 Geo. V, c. 65, s. 408.

420. Le tribunal ou le juge peut condamner l'une ou Dépens. l'autre des parties aux dépens de la contestation; et ces dépens sont recouvrables tant contre les parties en cause que contre leurs cautions.

Quinze jours après la signification du jugement aux Exécution du jugement. cautions il est exécutoire contre elles, quant aux dépens.
 13 Geo. V, c. 65, s. 409.

421. La municipalité est seule responsable des dom- Dommages mages et des actions provenant de la mise en vigueur si le règlement est cassé. d'un règlement ou de partie d'un règlement dont la cassation a été ainsi obtenue. 13 Geo. V, c. 65, s. 410.

422. Le droit de demander la cassation d'un règle- Prescription ment se prescrit par trois mois à compter de son entrée de l'action en cassation. en vigueur. 13 Geo. V, c. 65, s. 411.

v.—Désaveu des règlements

423. Un exemplaire de tout règlement adopté en Transmission vertu de la présente loi ou de la charte doit être trans- des règlements au mis sans retard au lieutenant-gouverneur en conseil, lt-gouv. en conseil. qui peut le désavouer.

Ce droit de désaveu peut être exercé jusqu'à l'expi- Désaveu. ration des trois mois qui suivent la date de la réception des honoraires fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et du jour de cette publication le règlement est nul et de nul effet. 13 Geo. V, c. 65, s. 412.

§ 3.—*Des pouvoirs généraux de réglementation*

Règlements
concernant :
Bon ordre,
etc.;

424. Le conseil peut faire des règlements :

1° Pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, la salubrité, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois du Canada ou de la province, ni incompatibles avec quelque disposition spéciale de la présente loi ou de la charte;

Amende-
ment, etc., de
certains ré-
glements.

2° Pour modifier, remplacer et abroger, en tout ou en partie, les ordonnances ou règlements faits par les conseils municipaux qui ont eu la régie du territoire compris dans la municipalité et qui ont été continués en vigueur dans les limites de ce territoire. 13 Geo. V, c. 65, s. 413.

§ 4.—*De la visite des maisons, etc., et des confiscations*

Règlements
concernant :
Visite des
maisons;

425. Le conseil peut faire des règlements :

1° Pour autoriser les officiers du conseil à visiter et à examiner toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques, pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, et pour obliger les propriétaires ou occupants de ces propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les officiers du conseil ;

Confiscation.

2° Pour autoriser la confiscation de tout article offert en vente, vendu ou livré en contravention avec les règlements faits en vertu de la présente loi ou de la charte. 13 Geo. V, c. 65, s. 414.

§ 5.—*De la protection de la personne et de la propriété*

Règlements
concernant :

426. Le conseil peut faire des règlements :1.—*Construction et inspection des bâtiments, cheminées, etc.*

Bâtiments,
cheminées,
etc.;

1° Pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminée, cheminées ou autres ouvrages n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et murs exté-

rieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que doivent avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée, et appareils de chauffage, et les matériaux dont ils doivent être composés; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues; pour obliger le propriétaire à en soumettre le plan à l'inspecteur des bâtiments ou autre officier et obtenir de celui-ci un certificat constatant l'approbation du plan et autorisant la construction; pour empêcher la construction de bâtiments et ouvrages non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme auxdits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire;

2° Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments ou tout autre officier à démolir toute maison ou bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger; à faire évacuer provisoirement telle maison ou tel bâtiment, si la chose lui paraît nécessaire; à faire achever tout ouvrage de réparation qui lui semble nécessaire pour la sûreté de la construction, et à recouvrer du propriétaire les dépenses encourues à cet effet;

3° Pour réglementer la construction, l'établissement et l'opération de grues, treuils, monte-charges, élévateurs, ascenseurs et autres appareils qui offrent des dangers pour la propriété ou la vie des personnes; pour les faire examiner, à diverses époques, par l'inspecteur des bâtiments ou par tout autre officier, et autoriser cet inspecteur ou cet officier à en prohiber l'usage tant qu'ils ne seront pas construits ou exploités conformément aux règlements;

4° Pour définir les devoirs et pouvoirs d'un inspecteur des bâtiments, et l'autoriser, ainsi que tous autres officiers que le conseil peut nommer dans ce but, à visiter et examiner, dans l'exercice de leurs fonctions, tant l'intérieur que l'extérieur des maisons ou bâtiments, afin d'adopter toute mesure préventive contre le feu ou jugée nécessaire à la sûreté publique;

II.—Appareils fumivores

5° Pour forcer les personnes qui emploient des machines à vapeur, chaudières à vapeur, ou qui exploitent des fabriques, usines ou autres ateliers ou établissements, de les munir d'appareils fumivores et gazivores, de manière à les débarrasser efficacement de tout ce qui peut nuire au public dans leur fonctionnement, et pour imposer une

amende de cent dollars pour infraction à tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe; pour prescrire que, si le délinquant ne paye pas immédiatement cette amende et les frais, il sera condamné à un emprisonnement n'excédant pas deux mois, qui devra cesser si l'amende et les frais sont payés avant l'expiration du terme de l'emprisonnement; et pour imposer une autre amende de cinquante dollars par jour pour chacun des jours où le délinquant continue d'enfreindre le règlement;

III.—*Machines et chaudières*

Machines et chaudières; 6° Pour réglementer l'installation, l'usage et l'emploi des machines et chaudières à vapeur, des générateurs et autres machines électriques, et définir la compétence des personnes chargées de les faire fonctionner, l'examen qu'elles auront à subir et les permis à leur délivrer;

IV.—*Gaz et appareils électriques, etc.*

Électricité; etc.; 7° Pour réglementer l'usage du gaz, de l'électricité et des fils et appareils électriques, ainsi que des autres appareils pour produire la lumière, la chaleur et la force motrice dans la municipalité, et pourvoir à leur inspection;

V.—*Clôtures*

Clôtures; 8° Pour forcer les propriétaires de terrains vacants ou non de la municipalité, ou leurs représentants ou agents, de clore ces terrains, et pour régler le mode de construction des clôtures et la nature et la qualité des matériaux qui seront employés pour clôturer;

Clôtures de fil de fer barbelé; 9° Pour prescrire la manière de construire les clôtures en fil de fer barbelé afin qu'elles n'offrent aucun danger pour les personnes et les animaux; pour prohiber l'emploi du fil de fer barbelé dans la construction des clôtures, dans la municipalité ou dans une partie de la municipalité.

VI.—*Jeux dans les rues*

Jeux dans les rues; 10° Pour réglementer ou empêcher les jeux et les amusements sur les rues, allées, trottoirs ou places publiques;

VII.—*Sautage des mines*

Sautage des mines; 11° Pour réglementer le sautage des mines;

VIII.—*Tir au fusil*

Tir au fusil; 12° Pour empêcher ou réglementer le tir au fusil, au pistolet ou autre arme à feu, ou à air comprimé, ou à tout autre système;

IX.—Chiens

13° Pour assujettir à une licence et astreindre à des Chiens; règlements ceux qui gardent des chiens; pour faire museler les chiens; pour empêcher les chiens d'errer, et pour autoriser la destruction par un mode sommaire des chiens errants;

X.—Chevaux

14° Pour régler la manière dont les chevaux seront Chevaux; laissés arrêtés et seront attachés dans les rues, sur les places publiques et dans les remises ouvertes de la municipalité; pour défendre que les chevaux ne soient conduits plus vite qu'au pas au coin des rues ou sur les ponts publics, et généralement empêcher qu'ils ne soient conduits à une vitesse immodérée dans les rues ou sur les places publiques;

XI.—Fourrières

15° Pour établir des fourrières, dont le conseil aura la Fourrières, surveillance et le contrôle; pour empêcher les chevaux, etc.; mulets, bestiaux, porcs, moutons, volailles, oies et autres animaux d'errer dans les rues, ruelles et places publiques, et pour en autoriser la saisie et la vente, et pour établir un tarif d'amendes pour la mise en fourrière des animaux;

XII.—Police et constables spéciaux

16° Pour pourvoir à l'organisation, à l'équipement, Police, etc.; au maintien et à la discipline d'un corps de police ou de constables, avec pouvoir de réglementer la résidence, la classification, le rang, le service, l'inspection et la distribution des membres dudit corps, et pour prescrire leurs devoirs; pour autoriser le maire, en cas d'urgence, à nommer autant d'officiers de police temporaires qu'il le juge nécessaire, à un salaire fixé par le conseil; pourvu que les officiers de police ainsi nommés ne restent pas en fonction durant plus d'une semaine sans le consentement du conseil; pour pourvoir à la punition, par destitution, ou par amende, ou par emprisonnement, de tout membre du corps de police qui accepte directement ou indirectement une somme d'argent, ou une gratification, ou des liqueurs alcooliques.

a) Les agents de police ou constables d'une municipalité ont pouvoir, autorité et juridiction comme tels Pouvoirs généraux des agents de police. dans les limites de la municipalité, et sur tout le territoire auquel s'étend pour quelque objet la juridiction de la municipalité.

Autorité des agents de police.

b) Les agents de police ou constables d'une municipalité sont des constables ou officiers de paix pour tout le district judiciaire dans lequel est située, en tout ou en partie, la municipalité et ont, pour l'exécution des devoirs qui leur sont imposés, tous les pouvoirs et toute l'autorité conférés aux constables ou officiers de paix par le droit commun.

Pouvoir d'arrêter à vue.

c) Sauf lorsqu'il est autrement prévu, tout agent de police ou constable peut arrêter à vue toute personne contrevenant à un règlement du conseil.

Pouvoir d'entrer dans les tavernes, etc.

d) Tout agent de police ou constable a le droit d'entrer, de jour ou de nuit, dans les tavernes, restaurants, hôtels, magasins ou établissements sous licence pour la vente des liqueurs alcooliques, ainsi que dans tout autre lieu public tombant sous le coup des règlements de la municipalité, pour constater si les lois et règlements qui régissent ces endroits sont observés, et d'arrêter à vue et sans mandat toute personne qu'il peut trouver dans ces endroits violant la loi ou les règlements; et les propriétaires ou occupants de ces tavernes, restaurants, hôtels, magasins ou établissements sont tenus de recevoir et d'admettre tel officier ou constable sous peine d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et d'un emprisonnement de pas plus de trois mois à défaut de paiement.

Peines.

Prisonniers amenés aux postes de police.

e) Tous prisonniers amenés aux postes de police pour commission de quelque infraction sont traduits sans retard devant le tribunal compétent, pour être traités suivant la loi.

Cautionnement des prisonniers.

f) Il est loisible à tout officier de police en charge d'un poste où est amené un prisonnier arrêté à vue, ou avec l'autorisation du magistrat signataire du mandat, s'il est arrêté sur mandat—pourvu que ce soit pour une infraction contre les prescriptions de la présente loi, de la charte ou d'un règlement municipal,—de permettre à ce prisonnier de souscrire une obligation, avec ou sans caution, ou avec dépôt, suivant la gravité de l'infraction, par laquelle il s'engage à comparaître sous deux jours devant le tribunal compétent. A défaut de ce faire, le cautionnement est forfait ou le dépôt confisqué, et le magistrat compétent peut ordonner l'arrestation de l'accusé.

Conditions du cautionnement.

Défense de porter un costume semblable à celui de la police.

g) Aucune personne ne peut porter, et aucune personne, société ou corporation ne peut faire porter un costume ou uniforme semblable à celui des membres du corps de police de la municipalité; et toute personne, société ou corporation qui viole cette disposition est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque infraction.

h) Aucune personne ne peut agir comme constable ou détective spécial dans les limites de la municipalité, sans avoir au préalable obtenu du maire un certificat d'honorabilité, et sans avoir dûment prêté serment comme tel devant le maire ou le greffier du conseil.

Certificat requis pour les constables spéciaux, etc.

i) Un registre de tous les constables et détectives spéciaux doit être tenu par le greffier du conseil, et chacun de ces constables et détectives peut exiger du greffier du conseil un certificat établissant que les formalités prescrites par le présent article ont été remplies.

Registre des constables spéciaux, etc.

j) Ce certificat est une preuve suffisante du droit desdits constables ou détectives spéciaux d'agir comme tels.

Valeur du certificat.

k) Chacun desdits constables ou détectives doit porter un insigne, qui lui est fourni par la municipalité, mais dont il paye le coût;

Insigne;

17° Pour ériger une maison de détention et un ou plusieurs postes pour la garde temporaire de toute personne en état d'arrestation;

Maisons de détention;

XIII.—Feu et brigade de pompiers

18° Pour protéger la vie et les propriétés des habitants, et pour prévenir les dangers du feu;

Protection contre le feu;

19° Pour forcer les propriétaires des bâtiments occupés comme hôtels, théâtres, fabriques, écoles, collèges, couvents, hôpitaux, lieux d'entretien public ou par toute communauté religieuse, et des autres bâtiments que le conseil peut désigner, à les munir d'appareils efficaces de sauvetage en cas d'incendie; pour faire examiner ces bâtiments à diverses époques par l'inspecteur de la municipalité ou tout autre officier, et en prohiber l'usage tant qu'ils ne sont pas ainsi munis d'appareils et n'ont pas été examinés; pour prescrire les exercices que devront faire le personnel, les employés, élèves, ouvriers et apprentis de tels établissements, afin d'en faciliter l'évacuation en cas d'incendie et de prévenir les accidents susceptibles de se produire en pareils cas;

Appareils de sauvetage, etc.;

Exercices de sauvetage.

20° Pour régler la construction, les dimensions et la hauteur des coupe-feu et des cheminées au-dessus des toitures, ou même en certains cas, des coupe-feu et des cheminées des constructions ou maisons environnantes, et déterminer par qui les frais de l'élévation de ces cheminées et coupe-feu doivent être supportés, et dans quel délai ils doivent être élevés ou réparés;

Construction des cheminées, etc.;

21° Pour empêcher les boulangers, potiers, forgerons, brasseurs, fabricants de potasse ou de perlasse ou autres manufacturiers, industriels ou personnes quelconques de construire et d'avoir un four, ou fourneau, à moins qu'il

Fourneaux de boulangerie, etc.;

ne communique à une cheminée de pierre ou de brique et n'ouvre dans la cheminée, qui doit s'élever à trois pieds au moins au-dessus du bâtiment dans ou près duquel le fourneau ou le four est construit;

Enlèvement
des chemi-
nées, etc.;

22° Pour empêcher la construction et ordonner l'enlèvement de cheminées, âtres, foyers, poêles, tuyaux de poêle, fours, chaudières et appareils dangereux;

Réglementa-
tion des
industries;
Dépôts de
cendres;

23° Pour réglementer l'exercice des industries de nature à causer des incendies;

24° Pour prohiber les dépôts de cendres ou l'accumulation de copeaux, déchets ou autres matières combustibles dans les endroits dangereux;

Ramonage
des chemi-
nées, etc.;

25° Pour régler la manière dont les cheminées doivent être ramonées, et à quelles époques de l'année; pour accorder des licences aux ramoneurs que le conseil juge à propos d'employer; pour forcer les propriétaires, locataires ou occupants de maisons dans la municipalité, de laisser ramoner leurs cheminées par les ramoneurs licenciés; pour fixer les taux de ramonage qui doivent être payés, soit au conseil, soit aux ramoneurs licenciés, lesquels taux de ramonage, s'ils sont payés au conseil, sont considérés comme taxes municipales;

Amende
pour refus de
laisser ramo-
ner les che-
minées;

26° Pour imposer une amende de pas moins d'un dollar ni de plus de cinq dollars sur toutes les personnes dont les cheminées ont pris feu après refus de les laisser ramoner; et, lorsqu'une cheminée qui a pris feu est commune à plusieurs maisons ou plusieurs ménages dans une même maison, l'amende ci-dessus peut être imposée en totalité sur chaque maison ou sur chaque ménage, ou être divisée entre eux suivant le degré de négligence de chacun;

Construction
des bâti-
ments en
bois, etc.;

27° Pour fixer les limites dans lesquelles il est défendu de construire, établir ou réparer des bâtiments ou constructions de bois; pour prescrire que tout bâtiment situé dans ces limites qui a été endommagé par le feu, par vétusté ou autrement, dans la proportion de la moitié de sa valeur, doit être démoli et enlevé; pour déterminer la manière d'établir cette proportion, et pour obliger le propriétaire de tout bâtiment ou construction qui a été détruit, ou partiellement détruit, ou mis dans un état dangereux, par le feu ou autrement, de démolir, en tout ou en partie, ledit bâtiment ou construction; et, dans le cas où le propriétaire refuserait ou négligerait de se conformer aux ordres du conseil à cet égard, pour faire démolir ledit bâtiment ou construction aux frais du propriétaire, et pour prélever par privilège le coût des travaux de démolition sur le terrain où se trouve ledit bâtiment ou construction;

28° Pour prescrire les endroits où peuvent être éta-
blis des chantiers à bois de construction et où peuvent être empilés du bois de charpente, du bois de chauffage et autres matières combustibles, et pour obliger toute personne tenant un chantier à bardeaux, lattes ou bois de construction dans les limites de la municipalité, d'enlever ces matériaux, lorsqu'ils sont devenus dangereux pour les bâtiments, constructions ou autres propriétés avoisinantes; Chantiers, etc.;

29° Pour fixer les endroits dans la municipalité où peuvent être érigés les manufactures ou autres établissements employant comme force motrice la vapeur, l'électricité, le gaz ou toute substance inflammable; Manufactures, etc.;

30° Pour réglementer ou défendre l'emmagasinement et l'usage de poudre, poix sèche, résine, pétrole, benzine, naphthe, gazoline, térébentine, fulmicoton, nitroglycérine, ainsi que d'autres matières combustibles ou explosives, dans les limites de la municipalité ou dans un rayon d'un mille en dehors de ces limites; Poudre, etc.;

31° Pour déterminer les précautions à prendre pour la vente de la poudre ou de toute autre matière explosible; Vente de la poudre, etc.;

32° Pour empêcher toute personne d'allumer ou de garder du feu dans un hangar, une porcherie, une grange, un appentis ou autre bâtiment, autrement que dans une cheminée ou dans un poêle de métal; Feu dans les hangars, etc.;

33° Pour empêcher qui que ce soit de transporter du feu sur la voie publique, dans un jardin, une cour ou un champ, autrement que dans un vase de métal; Transport du feu ;

34° Pour contraindre les propriétaires ou les occupants de grange, fenil ou autre édifice contenant des matières combustibles ou inflammables, à en tenir les portes fermées ; Matières combustibles;

35° Pour prescrire la manière dont la chaux vive ou les cendres doivent être gardées ou déposées ; Cendres, etc.;

36° Pour forcer les propriétaires de terrains vacants dans les limites de la municipalité de les tenir libres de toutes broussailles et autres matières ou substances qui pourraient communiquer le feu aux propriétés adjacentes; Terrains non bâtis;

37° Pour réglementer ou défendre l'usage des pétards, torpilles, chandelles romaines, fusées volantes et autres pièces de feu d'artifice ; Pétards, etc.;

38° Pour obliger les propriétaires ou locataires de maisons et de bâtiments d'y placer des appareils pour éteindre le feu, ainsi que des échelles de sûreté; Échelles de sûreté, etc.;

39° Pour organiser, maintenir et réglementer un département des incendies et une brigade de pompiers, et pour les pourvoir de tous les appareils nécessaires, par achat ou louage ; pour pourvoir à la construction Brigade de pompiers, etc.;

de postes de pompiers; pour nommer tous les officiers et employés nécessaires pour éteindre et supprimer les incendies, protéger la propriété contre le feu, et prévenir les accidents par le feu; pour pourvoir à la punition de toute personne qui gêne quelqu'un des membres de la brigade des pompiers dans l'exercice de ses devoirs, ou qui refuse d'obéir aux ordres légaux du chef ou du chef suppléant de la brigade des pompiers, ou qui dérange ou obstrue quelqu'une des boîtes à signaux, ou quelqu'un des fils ou appareils du département des alarmes à incendie, ou qui donne une fausse alarme;

Démolition
des bâtiments
en cas d'in-
cendie;

40° Pour autoriser la démolition de tous bâtiments, maisons et clôtures, lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter le progrès d'un incendie, et pour autoriser le maire, le chef de la brigade des pompiers ou d'autres officiers à exercer ce pouvoir. En l'absence de règlement, le maire peut, dans le cours d'un incendie, exercer ce pouvoir, en donnant une autorisation spéciale;

Ordre aux
incendies ;

41° Pour régler la conduite de toute personne présente à un incendie :

Vols aux in-
cendies :
Incendies
dans une
municipa-
lité voisine;

42° Pour prévenir les vols aux incendies;

43° Pour autoriser le maire, en vertu des dispositions que le conseil édicte, à envoyer des pompes à incendie, des pompiers et des appareils au secours de toute municipalité étrangère, qui est mise en danger par le feu, à la condition toutefois que telle municipalité soit responsable des dépenses ou des dommages en résultant;

Enquêtes sur
les incendies.

44° Pour faire, autoriser ou faire faire, après chaque incendie, dans la municipalité, une enquête sur l'origine et les causes de l'incendie.

Pouvoirs à ce
sujet.

A cette fin, le conseil, ou une commission composée de deux ou plus de ses membres par lui autorisés, peuvent assigner des témoins, les forcer de comparaître et de rendre témoignage, et les examiner sous serment prêté devant un de ses membres. 13 Geo. V, c. 65, s. 415.

§ 6.—*De la santé et de la salubrité publiques*

Règlements
concernant :

427. Le conseil peut faire des règlements:

1.—*Commission d'hygiène et maladies contagieuses et infectieuses*

Commission
d'hygiène;

1° Pour constituer une commission d'hygiène à laquelle le conseil peut attribuer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il juge à propos, et qui doit être composée d'échevins ou d'autres citoyens ayant les qualités requises; pour prendre les moyens de protéger la santé publique; pour adopter des mesures de précaution contre l'intro-

duction des maladies; pour prévenir toute contagion ou infection de ces maladies et en diminuer le danger, et pour définir et régler les pouvoirs, attributions et devoirs des officiers d'hygiène, le tout sans préjudice des dispositions de la Loi d'hygiène publique de Québec (chap. 186);

2° Pour établir et réglementer des hôpitaux et maisons de santé pour les maladies contagieuses, et pour protéger la santé et supprimer les maladies; pour empêcher l'introduction de maladies contagieuses, infectieuses et autres dans la municipalité; pour assurer l'isolement des personnes atteintes de ces maladies et faire observer ces règlements dans les limites de la municipalité; pour réglementer, contrôler ou empêcher le débarquement des personnes, bagages, marchandises ou autres choses se trouvant sur des bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de germes de maladie contagieuse, et pour disposer de ces personnes et choses de manière à protéger la santé publique, et pour empêcher les bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de venir en dedans ou près des limites de la municipalité, le tout sans préjudice des dispositions de la Loi d'hygiène publique de Québec (chap. 186);

3° Pour établir un système complet et efficace de vaccination; pour établir des bureaux à cet effet, y nommer des employés autorisés à faire des visites domiciliaires, avec pouvoir de détruire les linges, vêtements ou autres effets infectés de germes de variole ou autres maladies contagieuses et d'isoler les malades souffrant de telles maladies contagieuses, lorsque ces employés le jugent nécessaire dans l'intérêt de ces malades ou du public en général; pour faire inhumer, dans un bref délai, toute personne qui meurt d'une de ces maladies, et généralement pour faire prendre toutes les mesures que le conseil juge nécessaires pour prévenir ou arrêter les progrès de toute maladie contagieuse ou endémique;

II.—*Inspection et saisie des produits et des denrées*

4° Pour pourvoir à l'inspection de la viande, des volailles, du poisson, du gibier, du beurre, du fromage, du saindoux, des œufs, des légumes, de la farine, du lait, des produits laitiers, des fruits et des autres produits alimentaires; pour pourvoir à la saisie, à la confiscation et à la destruction immédiate de tous les produits de cette nature qui sont gâtés ou malsains; pour défendre qu'il soit apporté dans la municipalité et que quelqu'un garde en sa possession des produits de ce genre gâtés ou malsains, et pour définir les devoirs, pouvoirs et attributions des inspecteurs nommés à cette fin;

Denrées alimentaires;

5° Pour réglementer la construction et l'entretien des locaux où des denrées alimentaires sont préparées, emmagasinées ou vendues.

Lait, laiteries, etc.;

6° Pour faire inspecter le lait et pour prohiber l'usage, la vente et la mise en vente du lait malsain, infecté de germes de maladie ou autrement nuisible à la santé et pour en autoriser la saisie et la confiscation; pour faire inspecter et pour réglementer les laiteries, les étables et les vacheries situées dans les limites de la municipalité d'où provient le lait vendu dans la municipalité; pour exiger la tuberculination des vaches laitières et la pasteurisation du lait; pour faire inspecter et pour réglementer les locaux où l'on vend le lait; pour contraindre les laitiers qui vendent du lait dans la municipalité à employer les procédés de transport et de traitement du lait les plus propres à le protéger contre la contamination et à en assurer la pureté; pour octroyer des permis aux laitiers qui vendent du lait dans la municipalité; pour refuser des permis aux laitiers qui ne se conforment pas à la loi ou aux règlements de la municipalité concernant le lait, ainsi qu'aux règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, et pour suspendre ou annuler ces permis pour infraction à ces lois et règlements, en sus de toute autre pénalité:

III.—*Inspection des glaciers*

Glacières:

7° Pour inspecter et réglementer les glaciers et les établissements frigorifiques et pour octroyer des permis aux vendeurs de glace dans les limites de la municipalité;

IV.—*Salubrité des maisons, etc.*

Habitations, etc.;

8° Pour réglementer les logements, les habitations et les maisons à appartements y compris les dépendances; pour empêcher qu'ils ne soient encombrés et pour exiger qu'ils soient mis et tenus dans les conditions sanitaires voulues;

Approbation des plans;

9° Pour exiger que les plans des constructions mentionnées au paragraphe 8° soient soumis à l'autorité sanitaire pour approbation avant exécution,—un exemplaire desdits plans devant être conservé dans les archives de la municipalité;

Démolition des bâtiments, etc.;

10° Pour pourvoir à la fermeture et à la démolition des bâtiments, dans les limites de la municipalité, qui ne sont plus propres à être habités, et pour recouvrer des propriétaires de tels bâtiments le montant déboursé de ce chef;

V.—*Vidanges, fosses d'aisances, et conditions non hygiéniques*

Enlèvement des déchets etc.;

11° Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil dé-

signe, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détrit^{us}, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire ou occupant ou de celui qui les a déposés;

12° Pour réglementer ou défendre l'usage de tous les ponts, viaducs, tunnels, drains, égouts, privés et fosses d'aisances dans les limites de la municipalité ou dans les parties de la municipalité que le conseil désigne; pour faire nettoyer ou disparaître les privés et fosses d'aisances;

Usage des
égouts, etc.;

13° Pour défendre de jeter ou déposer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détrit^{us} et autres matières ou obstructions nuisibles dans les rues, allées, cours, terrains publics, places publiques, eaux ou cours d'eau municipaux;

Détritus,
etc.;

14° Pour empêcher la contamination des eaux des criques, rivières, étangs, lacs ou cours d'eau municipaux situés dans les limites de la municipalité ou adjacents à celle-ci; pour empêcher que des déchets ou autres matières n'y soient déposés; pour pourvoir au nettoyage et à la purification des eaux, cours d'eau et canaux municipaux, et au drainage et au remplissage des étangs sur les propriétés privées lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt de la santé publique; et pour forcer le propriétaire ou occupant de bâtiments ou terrains d'enlever, des lieux lui appartenant ou occupés par lui, toutes les matières nuisibles que le conseil ou le département de santé juge à propos de faire disparaître, et, dans le cas où il négligerait de se conformer aux ordres reçus, pour autoriser un officier de la municipalité à enlever ou à détruire ces matières, aux frais du propriétaire ou occupant;

Contamina-
tion des
eaux;

15° Pour prescrire que, dans le cas où l'on ne peut trouver le propriétaire d'un terrain et que personne ne représente le propriétaire, ou que le propriétaire ou occupant ou autre intéressé refuse ou néglige de clôturer, nettoyer, égoutter, combler et niveler ledit terrain après en avoir reçu l'ordre d'un employé autorisé du conseil, ou que, faute de moyens, il lui est impossible de le faire, il est loisible au conseil et de sa compétence de faire exécuter ces travaux et de prescrire que la somme dé-

Fermeture
etc., des ter-
rains inoccu-
pés, etc.;

pensée pour leur exécution est une créance privilégiée sur le terrain, recouvrable de la même manière qu'une taxe spéciale;

VI.—Établissements et industries insalubres ou nuisibles

Parcs à bestiaux, etc.;

16° Pour prohiber l'établissement ou réglementer la construction et l'administration des parcs à bestiaux, fabriques de conserves, usines pour faire fondre le suif, chandelleries, entrepôts de peaux crues, usines pour faire brûler ou bouillir les os, fabriques de colle, et généralement toutes les industries où l'on traite les matières animales, ainsi que les usines à gaz, savonneries, teintureries, tanneries, manufactures de saucisses, et autres industries insalubres dans les limites de la municipalité;

Brasseries, etc.;

17° Pour réglementer l'établissement, la construction et l'usage des brasseries, étables, écuries de louage, forges et fonderies dans les limites de la municipalité;

Industries insalubres, etc.;

18° Pour défendre l'exercice d'industries nuisibles ou insalubres dans les limites de la municipalité; pour empêcher la construction ou l'occupation de tous édifices nuisibles dans un lieu ou site quelconque où ils peuvent être dommageables à la propriété avoisinante; et pour déterminer les endroits où certaines industries ou occupations peuvent être permises;

Fabriques de papier, etc., dans une municipalité.

Nonobstant les dispositions du premier aliéna du présent paragraphe 18°, lorsqu'il s'agit de fabriques de pulpe et de papier ou de pulpe ou de papier, le pouvoir de réglementation est limité à l'autorisation ou à la confirmation de l'endroit de l'établissement de ces fabriques, lesquelles restent cependant sujettes au contrôle des lois concernant l'hygiène publique, et nulle personne ne peut empêcher ou limiter l'exploitation de ces fabriques par voie d'injonction ou d'autres procédures légales si ces fabriques ont été ainsi autorisées par règlement du conseil de la municipalité, le recours de toute personne lésée par telle exploitation se limitant, dans ce cas, à une réclamation pour dommages et intérêts.

Injonction non permise.

Ce règlement de la municipalité une fois adopté ne peut être révoqué.

Règlement irrévocable.

Savonneries, etc.;

19° Pour forcer le propriétaire de toute savonnerie, chandellerie, fabrique de saucisse, porcherie et de tout autre établissement ou endroit insalubre ou nuisible de les nettoyer ou de les supprimer;

État sanitaire des écuries;

20° Pour exiger que les endroits où des animaux sont gardés soient tenues en bon état sanitaire, et fixer la distance minimum entre ces endroits et les habitations;

Remp. 168.V.
C. 37.4.1.

VII.—*Animaux atteints de maladies contagieuses*

21° Pour faire isoler jusqu'à guérison ou faire tuer en tout endroit de la municipalité, tout animal atteint de maladie contagieuse, sur certificat d'un médecin vétérinaire ou d'un officier de santé nommé par le conseil;

Animaux atteints de maladies contagieuses;

VIII.—*Bains et cabinets d'aisances publics, etc.*

22° Pour établir et maintenir des bains publics, cabinets d'aisance et lavoirs ;

Bains publics, etc.

IX.—*Égouts, fossés et cours d'eau*

23° Sujet aux dispositions de la Loi de l'hygiène de Québec (chap. 186) pour organiser le système d'égouts de la municipalité; pour construire ou autrement acquérir tout égout public; pour imposer une taxe sur les propriétaires d'immeubles, pour les frais de construction, en tout ou en partie, de tout égout public dans toute rue où ces propriétaires possèdent des immeubles, y compris les raccordements entre cet égout public et les égouts privés de ces propriétaires, et entre cet égout public et l'alignement de la rue s'il n'existe pas encore d'égout privé, et le coût des réparations rendues nécessaires au pavage par suite de la construction des égouts privés; et pour prescrire la manière dont doit être répartie cette taxe, soit en raison de l'étendue de front de ces propriétés ou autrement, ainsi que la manière dont ladite taxe doit être prélevée ;

Égouts, etc.

24° Pour prolonger les égouts collecteurs ou tunnels dans toute municipalité voisine, et pour recouvrer de celle-ci, si elle en fait usage, sa quote-part des frais de leur construction et de leur entretien, suivant la superficie à égoutter et en proportion de l'avantage qu'en retire cette municipalité, le montant de cette quote-part devant être fixé par des estimateurs nommés de la manière suivante: un par le conseil, un par cette municipalité et le troisième par un juge de la Cour supérieure;

Égouts collecteurs, etc.;

25° Pour construire ou acquérir des égouts dans les rues privées et les ruelles, lorsque cette construction ou cette acquisition est dans l'intérêt de la santé publique, sans être tenu de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telles rues ou ruelles à cause de ces travaux;

Construction d'égouts dans les rues privées;

26° Pour fixer l'époque où les égouts privés peuvent être faits; pour prescrire la manière de les construire et les matériaux à employer pour leur construction, la municipalité les construisant elle-même depuis l'alignement

Construction d'égouts privés, etc.;

- ment de la rue jusqu'à l'égout public ; et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires ;
- Soupapes de sûreté, etc. ;** 27° Pour permettre à la municipalité de placer aux endroits où elle le jugera nécessaire, des soupapes de sûreté automatiques pour le drainage de tout terrain, les frais en devant être supportés en la manière déterminée par le conseil, et ces frais devant être recouverts d'après l'état préparé par l'inspecteur de la municipalité ; et pour pourvoir aussi à l'inspection, par la municipalité, de ces soupapes de sûreté ;
- Cours d'eau ;** 28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situé dans la municipalité ou hors de ses limites, selon que le conseil le juge utile, et pour déterminer le temps et la manière de faire ces travaux, ainsi que les habitants de la municipalité par qui ou aux frais de qui ils doivent être exécutés.
- Paiement du coût, etc., de certains égouts.** Dans le cas où des municipalités voisines, locales ou de comté, s'égouttent ou écoulent des eaux dans une cité ou une ville, ou que la cité ou la ville écoule ses eaux ou s'égoutte dans des municipalités locales ou de comté, le conseil de comté de cette municipalité locale ou de comté, ou le bureau des délégués, selon le cas, doit, avec le consentement préalable exprimé par résolution du conseil de cette cité ou de cette ville, la traiter comme une municipalité locale soumise au contrôle du conseil de comté ou du bureau des délégués, conformément aux dispositions du Code municipal applicables au cas ou deux ou plusieurs municipalités locales placées sous leur contrôle sont intéressées.
- Nomination d'un délégué au conseil de comté par la municipalité.** Le conseil de la cité ou de la ville peut alors nommer un délégué pour le représenter au conseil de comté, ou au bureau des délégués, selon le cas, lequel délégué, a, pour les fins des travaux de cours d'eau et de ponts, les pouvoirs et la compétence d'un conseiller de comté ou d'un délégué de comté.
- Demande de la nomination au tribunal, à défaut de nomination par la municipalité.** A défaut du consentement ci-dessus et de la nomination de son délégué dans un délai de quinze jours, après un avis donné par le secrétaire du conseil de comté ou le secrétaire des délégués, la municipalité de comté ou le bureau des délégués peut s'adresser à la Cour de circuit du comté ou du district ou à la Cour de magistrat, par une requête, dont un avis de cinq jours doit être donné à la municipalité de cité ou de ville, pour faire déclarer que le territoire ou une partie du territoire de la municipalité est intéressé dans les travaux de cours d'eau et de ponts, d'après l'écoulement des eaux, et faire nommer par la cour un délégué pour représenter la municipalité

de cité ou de ville au conseil de comté ou au bureau des délégués.

Après ce consentement et cette nomination ou ce jugement, le territoire ainsi déclaré intéressé dans les travaux est traité comme faisant partie de la municipalité de comté et est sous la juridiction, pour les fins de ces travaux, du conseil de comté ou du bureau des délégués, ainsi que des surintendants ou autres officiers qui peuvent être nommés par ces deux autorités, tout comme si ce territoire faisait partie de la municipalité de comté en question.

Le jugement rendu sur la requête est sans appel.

29° Pour prélever, si les travaux doivent être faits aux frais communs des intéressés, sur les propriétaires des terrains situés dans la municipalité et égouttés par un fossé ou un cours d'eau, les sommes requises pour ces travaux, d'après la valeur estimée des terrains ou d'après la longueur du fossé ou du cours d'eau sur ces terrains; et pour régler le mode de percevoir les taxes ainsi imposées;

30° Pour infliger des pénalités à quiconque obstrue, détourne, ou permet d'obstruer ou de détourner les fossés ou cours d'eau, ou refuse de faire ou de laisser faire les travaux ordonnés par l'inspecteur en vertu des règlements;

31° Pour mettre aux frais de la municipalité, pour une période déterminée ou indéterminée, tous les travaux de fossés ou de cours d'eau;

32° Pour obliger les compagnies de chemins de fer à faire et tenir ouverts et en bon état, des fossés, drains, égouts et ponceaux le long et au-dessous de leurs voies, de manière qu'il ne s'accumule pas d'eau sale ou stagnante sur leurs terrains, et que le drainage naturel des propriétés et rues adjacentes ne soit pas entravé dans les limites de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 416; 14 Geo. V, c. 55, s. 1.

§ 7.—De la décence et des bonnes mœurs

428. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour supprimer toute maison de jeu et de débauche;

2° Pour supprimer les maisons de prostitution, mal famées et de rendez-vous;

3° Pour empêcher et restreindre le jeu de cartes, les jeux de dés et autres jeux de hasard, avec ou sans pari, dans tout hôtel, restaurant, taverne ou boutique sous licence ou non, dans la municipalité;

- Attroupe-
ments, etc.;** 4° Pour prohiber, empêcher et supprimer les attroupe-
ments, rixes, troubles, réunions désordonnées et tous
spectacles ou amusements brutaux ou dépravés;
- Cirques, etc.** 5° Pour réglementer les cirques, théâtres, spectacles,
exhibitions et autres représentations publiques, et les
permettre, sur licence, aux conditions jugées conven-
ables, et prohiber toute représentation ou exhibition ten-
dant à compromettre la sûreté publique;
- Placards,
etc. ;** 6° Pour permettre, moyennant le paiement d'une
licence, et réglementer l'affichage de placards;
- Bains, etc.;** 7° Pour réglementer le bain et la natation dans les
eaux comprises dans les limites de la municipalité ou
dans sa juridiction pour les fins de police;
- Protection
des cultes,
etc.;** 8° Pour empêcher qu'aucune congrégation ou réu-
nion pour le culte religieux ne soit troublée dans ses
exercices ; et pour prohiber la distribution, aux portes
des églises, le dimanche, de toutes feuilles volantes ou
circulaires imprimées ;
- Porteurs de
journaux,
etc.;** 9° Pour permettre, à certaines conditions, réglemen-
ter ou empêcher l'emploi des enfants dans les rues et
places publiques, et octroyer des permis aux porteurs
de journaux et les réglementer;
- Mendiants.** 10° Pour réglementer les mendiants. 13 Geo. V,
c. 65, s. 417.

§ 8.—Des voies et places publiques

- Règlements
concernant :
Ouverture et
entretien des
rues;** **429.** Le conseil peut faire des règlements:
- 1° Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues
publiques (chap. 113), pour ordonner l'ouverture de
nouvelles rues, l'élargissement, le prolongement ou le
changement des rues existantes, et pour prescrire le
mode de construction ou d'entretien des rues de la muni-
cipalité, aux frais, en tout ou en partie, de la muni-
cipalité ou des propriétaires de terrains voisins, selon que
le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux condi-
tions qu'il trouve convenables ;
- Pavage des
rues;** 2° Pour paver, macadamiser ou planchier les rues
de la municipalité, en tout ou en partie, et pour en
payer le coût, en tout ou en partie, à même les fonds
généraux de la municipalité, ou au moyen d'une taxe
spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un
rayon déterminé par le conseil;
- Trottoirs;** 3° Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur
une rue, une place, une voie de communication ou un
chemin public, établis dans la municipalité, à faire et
entretenir, en front de leur propriété, ou du côté opposé
de la rue ou du chemin, des trottoirs en bois, en pierre

ou autres matériaux, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement; et pour déterminer la manière de faire et d'entretenir ces trottoirs, et même pour les faire et les entretenir aux frais de la municipalité, ou aux frais des propriétaires riverains ou du côté opposé de la rue, ou des propriétaires d'une partie de la municipalité, au moyen d'une taxe de répartition imposée sur ces propriétaires;

4° Pour ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir, aux frais de la municipalité, des places ou parcs publics, propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité; Places publiques;

5° Pour régler et changer l'alignement et la hauteur ou le niveau des rues, des trottoirs, des places ou parcs publics de la municipalité; pourvu que si quelqu'un en souffre des dommages réels il soit indemnisé à dire d'arbitres. Dans l'appréciation de ces dommages il doit être tenu compte de la plus value donnée à la propriété dont il s'agit par le changement de niveau et les travaux municipaux qui s'y rapportent; et cette plus-value doit servir à compenser pour autant le dommage souffert; Alignement des rues, etc.;

6° Pour donner des noms aux rues, allées et places publiques et pour en changer les noms; Noms des rues, etc.;

7° Pour réglementer le numérotage des maisons et bâtiments, et pour obliger les propriétaires de maisons et autres constructions d'y placer les numéros dans un endroit bien visible; Numérotage des maisons, etc.;

8° Pour fixer l'emplacement des rues sur un terrain que le propriétaire subdivise en lots à bâtir dans les limites de la municipalité; pour prohiber ces subdivisions et emplacements de rues lorsqu'ils ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que ces rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité; Nouvelles rues;

9° Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage des voies pour bicycles sur toute rue, allée ou place publique; Voies pour bicycles;

10° Pour faire tracer des chemins d'hiver à travers tout champ ou enclos, sauf les vergers, jardins ou autres terrains clos de haies vives; Chemins d'hiver;

11° Pour réglementer l'usage des rues, allées, avenues, ponts, ponceaux, terrains publics, places publiques, pavages, trottoirs, traverses, gouttières, eaux et cours d'eau municipaux, et pour empêcher et faire cesser tout empiètement dans les, sur les, et au-dessus des rues, allées, avenues, terrains publics, places publiques et Usage des rues, etc.;

cours d'eau municipaux, et pour empêcher aussi qu'ils ne soient endommagés ou que l'on n'en fasse un mauvais usage;—la municipalité étant responsable du mauvais état de ces rues, allées, avenues, ponts, ponceaux, terrains publics et places publiques, pavages, trottoirs, traverses, gouttières, eaux et cours d'eau municipaux;

Franchises
dans les rues,
etc.;

12° Pour réglementer et contrôler l'exercice par une personne ou corporation quelconque de quelque franchise ou privilège dans les rues ou places publiques de la municipalité, que cette franchise ou ce privilège ait été accordé par la municipalité ou par la Législature, sauf les droits acquis;

Excavations
dans les rues,
etc.;

13° Pour réglementer la manière de pratiquer et de maintenir jusqu'à ce qu'elles soient comblées les ouvertures et excavations dans les rues, allées, terrains publics et places publiques pour les tuyaux à gaz et à eau, conducteurs électriques, sous-voies et conduits et pour d'autres fins, et pour réglementer la construction et l'entretien des égouts, tunnels et drains, et la construction et l'usage de tous ouvrages et conduits au-dessous des rues, allées, trottoirs, terrains publics et places publiques de la municipalité, et pour réglementer et, au besoin, pour défendre la construction et le maintien de trous à charbon, trous d'homme, trappes et autres ouvertures dans les trottoirs, rues et allées, et pour ordonner que toutes les ouvertures de ce genre soient couvertes et entourées de garde-fous;

Pour obliger les personnes ou compagnies qui ont ou qui pourront avoir le droit de faire des excavations dans les rues à déposer, entre les mains du trésorier, un montant suffisant pour garantir que les rues seront remises dans l'état où elles étaient, ou pour permettre à la municipalité de faire elle-même les réparations aux dépens de ces personnes ou compagnies, ou pour empêcher ces excavations et les remplir lorsqu'elles auront été faites contrairement aux règlements;

Pour empêcher toute personne ou compagnie de défaire tout pavage, trottoir, traverse, canal ou égout, ou de faire une excavation, un fossé ou un égout dans une rue ou dans un pavage ou trottoir, sans avoir au préalable donné avis par écrit au greffier de la municipalité et fourni un plan indiquant le lieu précis, ainsi que les dimensions de ladite ouverture, et avoir obtenu la permission dudit greffier, si l'ouvrage n'a pas été déjà autorisé, et, en aucun cas, sans avoir obtenu son approbation relativement au lieu et en la manière que ladite ouverture doit être pratiquée;

Pour empêcher qu'on ne place, sur une rue pavée, des matériaux de construction, goudron, chaux, pierre, brique ou autres objets de nature à détériorer le pavage;

ou pour réglementer la permission de se servir de ces rues pour les fins susdites, et pour exiger le dépôt d'un montant suffisant pour remettre le pavage en bon ordre;

14° Pour faire éloigner des rues tout appentis, écurie ou autre bâtiment construit sur l'alignement ou dans le voisinage immédiat d'une rue ou d'une place publique, et pour déterminer le temps et la manière dont ces constructions seront démolies ou déplacées, et par qui les dépenses en seront supportées; Écuries sur l'alignement des rues, etc.;

15° Pour prescrire la manière de placer, ou défendre de placer, sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, des enseignes, poteaux d'enseignes, auvents, poteaux d'auvents, poteaux de téléphone, de télégraphe et d'électricité, abreuvoirs pour chevaux, râteliers et autres obstructions; Enseigne, etc.;

16° Pour réglementer ou défendre la suspension de fils conducteurs le long de, ou à travers les rues, allées et places publiques; pour exiger que tous les fils conducteurs, dans certaines limites déterminées ou dans toute l'étendue de la municipalité, soient posés de la manière que le conseil décide, au-dessous de la surface des rues ou ailleurs; pour exiger aussi que les poteaux déjà érigés ou les fils conducteurs déjà suspendus soient enlevés et que lesdits fils conducteurs soient placés dans des conduits souterrains ou ailleurs; pour prescrire que tous fils conducteurs, tuyaux et conduits devront être placés dans un endroit commun sous terre ou ailleurs, aux conditions que le conseil jugera à propos d'imposer; Poteaux, etc.

17° Pour réglementer ou défendre l'établissement, la construction et le maintien de ponts et de voies de tramways dans, sous ou sur toute rue, allée ou place publique; Tramways, etc.;

18° Pour réglementer le posage de poteaux ou d'anneaux pour attacher les chevaux, ou pour les prohiber dans toute la municipalité ou dans quelque partie de la municipalité; Poteaux pour attacher les chevaux;

19° Pour prélever, par voie de taxation, sur tous les propriétaires et occupants demeurant sur une rue ou place publique, pourvu que la majorité de ces personnes l'ait demandé par requête, les deniers suffisants pour balayer, arroser et tenir en état de propreté telle rue ou place publique; Nettoyage des rues;

20° Pour prescrire les mesures qu'il juge nécessaires afin de prévenir les accidents en hiver, résultant de l'accumulation de la neige ou de la glace sur les trottoirs et sur les toits des maisons et autres bâtiments, et, dans ce but, déterminer la manière dont les trottoirs et les toits seront entretenus; — toute personne tenue par la loi à l'entretien des trottoirs ou des toits, étant Accidents par la glace, sur les trottoirs;

	responsable envers la municipalité des dommages résultant du défaut de l'exécution de ses obligations à cet égard, et pouvant être appelée en garantie dans toute poursuite intentée contre la municipalité en recouvrement de ces dommages;
Action en garantie;	
Neige dans les rues;	21° Pour défendre l'amoncellement de la neige ou de toute autre chose dans les rues, allées ou places publiques par les personnes, corporations ou sociétés possédant ou exploitant des lignes de tramways le long des rues ou allées ou à travers les places publiques;
Obstructions dans les rues, etc.;	22° Pour faire disparaître toute nuisance ou obstruction sur les trottoirs, rues, allées et terrains publics, et pour empêcher qu'ils ne soient encombrés de voitures, ou d'autres choses;
Trottoirs, etc.;	23° Pour obliger le propriétaire ou occupant de tout immeuble de tenir les trottoirs, le long et en front de son immeuble, libres d'obstructions, et pour pourvoir à l'enlèvement de ces obstructions aux frais du propriétaire ou occupant;
Barrières aux traverses de chemin de fer;	24° Pour obliger toute compagnie de chemins de fer à mettre des barrières avec des gardiens, aux frais de la compagnie, sur chacun des chemins ou rues que traverse tel chemin de fer, dans les limites de la municipalité, et pour imposer une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque jour que telle compagnie refuse et néglige de poser telle barrière, après qu'elle en a été requise;
Amende.	
Obstruction des rues par les chars;	25° Pour empêcher l'obstruction des rues par les locomotives et les wagons de toute compagnie de chemin de fer; pour prescrire les précautions que doivent prendre les conducteurs, mécaniciens ou chauffeurs lorsqu'ils traversent ou sont sur le point de traverser les rues dans la municipalité, et pour imposer, soit à telle compagnie de chemin de fer elle-même, soit aux employés de telle compagnie, une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque infraction aux règlements faits à cet égard;
Amende.	
Allure des chevaux, etc.;	26° Pour réglementer la vitesse des chevaux et autres animaux, bicycles, wagons, locomotives et autres véhicules, dans les limites de la municipalité, et pour obliger les gens à attacher leurs chevaux ou autres animaux attelés ou non, lorsqu'ils les font stationner dans les rues, allées ou places publiques;
Bicycles, etc.;	27° Pour réglementer l'usage des bicycles et des automobiles dans les limites de la municipalité, et les empêcher de circuler sur certaines rues, sujet, en ce qui concerne les automobiles, aux dispositions contenues dans la Loi des véhicules automobiles (chap. 35);
Largeur des roues de voiture, etc.;	28° Pour réglementer et prescrire la largeur des bandes des roues des voitures employées dans la municipi-

palité, et le maximum de poids de toute charge transportée dans les rues, et pour prescrire sur quelles rues les voitures lourdement chargées pourront circuler, et de quelles rues, allées et places publiques elles seront exclues, et pour émettre des licences pour les voitures de tout genre;

29° Pour réglementer ou défendre l'usage de voi- Voitures
tures bruyantes dans les rues et places publiques; bruyantes;

30° Pour réglementer ou défendre l'exhibition, ou le Placards,
port, ou la distribution de bannières, placards, annonces etc.;
et prospectus ou autres articles dans les, près des, ou
sur les rues, allées, trottoirs et places publiques;

31° Pour réglementer ou empêcher le déploiement de Drapeaux.
drapeaux, bannières et enseignes à travers les rues, al- etc.;
lées et places publiques, et pour réglementer, permettre
moyennant un permis, ou défendre la construction et
l'usage de tableaux à affiches et enseignes le long ou
près des rues, allées et places publiques ou sur les lots
vacants ou ailleurs;

32° Pour réglementer la plantation, la culture et la Plantation
conservation des arbres d'ornement dans les rues, squa- d'arbres, etc.
res et parcs de la municipalité; pour forcer tout pro-
priétaire à planter des arbres en face de sa propriété,
sous la direction d'un officier de la municipalité; et pour
autoriser cet officier à faire faire cette plantation et à
en exiger le coût du propriétaire si celui-ci refuse ou né-
glige de se conformer à son ordre. 13 Geo. V, c. 65,
s. 418.

§ 9.—Des plans de la municipalité

430. Le conseil peut faire des règlements pour Plans de la
décréter la confection de plans ou cartes de tout le municipalité.
territoire compris dans la municipalité et sujet à sa
juridiction, avec indication des rues, ruelles et places
publiques, et des dimensions nouvelles que le conseil
de la municipalité entend leur donner; et ces plans ou Confirmation
cartes, une fois confirmés par la Cour supérieure, sur des plans.
requête à cette fin présentée au moins quinze jours après
la publication d'un avis public, deviennent obligatoires
pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés
et pour toute autre personne. 13 Geo. V, c. 65, s. 419.

431. Lorsqu'ils sont terminés, il doit être déposé un Dépôt des
double de chacun de ces plans au bureau du protonotaire plans.
de la Cour supérieure pour le district où est située en
tout ou en partie la municipalité, et un autre double aux
archives de la municipalité, et quand ces plans ont été
confirmés et ratifiés par la cour, le greffier de la muni-
cipalité doit inscrire sur le double de chacun de ces plans,

déposé aux archives de la municipalité, la mention de telle confirmation comme suit: *Confirmé par la Cour supérieure le* . 13 Geo. V, c. 65, s. 420.

Construc-
tions faites
contraire-
ment au plan
homologué.

432. Lorsque l'une des nouvelles rues ou places publiques tracées sur le plan qui s'y rapporte, est ouverte, ou qu'une des rues ou places publiques en existence et désignée sur le plan, est élargie ou prolongée, aucune indemnité ni dommages-intérêts ne peuvent être réclamés ni accordés pour des bâtiments érigés ou des améliorations exécutées postérieurement à la confirmation du plan, par des propriétaires ou d'autres personnes, sur un terrain réservé, soit pour l'ouverture de nouvelles rues ou places publiques, soit pour leur élargissement, prolongement ou agrandissement.

Réserve.

Mais rien dans le présent paragraphe n'enlève à la municipalité le droit d'élargir ou de prolonger, après la confirmation du plan, les rues ou places publiques qui y sont désignées, ou de renoncer à l'ouverture, à l'élargissement et au prolongement de toute rue indiquée sur le plan. Toutefois aucune altération ou modification de ce genre ne peut être exécutée, si elle n'est décrétée par règlement du conseil adoptée à une séance où la majorité de ses membres sont présents, et sur requête signée par la majorité des propriétaires intéressés à ces changements.

Modification
du plan.

Sur requête présentée par la municipalité, et après les mêmes avis que ceux mentionnés dans l'article 430, tout juge de la Cour supérieure peut ordonner que les doubles du plan soient modifiés en conséquence.

13 S. V. C. 65, 442

§ 10.—*De l'approvisionnement de l'eau*

Aqueducs,
etc.

433. Le conseil peut faire des règlements pour pourvoir à l'établissement ou à l'acquisition, à l'entretien, à l'administration et à la réglementation d'aqueducs, de puits publics, citernes ou réservoirs, pour fournir de l'eau à la municipalité, pour installer des bornes-fontaines, des fontaines et des abreuvoirs publics et des appareils pour la filtration et la purification de l'eau.

Approbation
de certains
règlements.

Mais si le coût des travaux prévus par tels règlements s'élève à cinq mille dollars ou plus, ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par la majorité, en nombre et en valeur, des électeurs municipaux, qui ont voté, suivant les formalités prescrites par les articles 399 à 410.

Exception.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux règlements adoptés par un conseil pour se con-

former à une ordonnance du service provincial d'hygiène. 13 Geo. V, c. 65, s. 422.

434. La municipalité peut construire ou acquérir et entretenir, dans ses limites et dans un rayon de trente milles hors de ses limites, l'aqueduc, avec toutes les dépendances et accessoires, dont la construction ou l'acquisition est ordonnée par règlement en vertu de l'article 433; elle peut l'améliorer et en changer le site et construire et entretenir tous bâtiments, machines, réservoirs, bassins et autres ouvrages nécessaires pour la conduite de l'eau. 13 Geo. V, c. 65, s. 423.

Construction
et entretien
d'un aqueduc.

435. Dans ce but, la municipalité peut acquérir et posséder tout terrain, servitude ou usufruit dans les limites de la municipalité ou dans un rayon de trente milles de ses limites; acheter un droit de passage partout où il est nécessaire; payer les dommages causés à tout bâtiment ou terrain par suite des travaux faits pour cet aqueduc; passer des marchés avec toute personne pour la construction de l'aqueduc et administrer ledit aqueduc lorsqu'il est terminé.

Acquisition
de terrains
nécessaires,
etc.;

Pour la construction de l'aqueduc et son entretien dans la suite, l'entrepreneur des travaux, ou les officiers ou employés de la municipalité autorisés par résolution du conseil, ont le droit d'entrer, pendant le jour, sur les terrains situés dans le voisinage de l'aqueduc, et d'y prendre et d'en enlever des arbres, des pierres, de la terre, du sable et du gravier, s'ils en ont besoin pour les travaux de construction ou d'entretien, et de couper et d'enlever les arbres et les racines qui peuvent nuire à l'aqueduc, sauf une juste indemnité convenue entre les parties ou fixée d'après les dispositions de l'article 436. 13 Geo. V, c. 65, s. 424.

Enlèvement
des arbres sur
les terrains
avoisinants.

436. Si, pour les besoins de l'aqueduc ou pour quelque une des fins mentionnées dans les articles précédents, soit en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité, les parties ne peuvent s'entendre sur l'acquisition d'un immeuble ou d'un droit de passage ou d'une servitude sur cet immeuble, cette acquisition peut se faire par voie d'expropriation. 13 Geo. V, c. 65, s. 425.

Expropriation
faute
d'entente.

437. Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur tout terrain ou immeuble, rue ou voie publique ou privée, pour y poser ou réparer les conduites d'eau et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc. 13 Geo. V, c. 65, s. 426.

Réparation
des conduites
d'eau.

Dommages
résultant
d'obstruction
aux travaux.

438. Quiconque empêche un employé ou officier de la municipalité ou une autre personne à son service de faire ces travaux, ou d'exercer les pouvoirs et privilèges conférés ci-dessus, ou les gêne ou les dérange dans l'exercice de ces pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc ou ses appareils ou accessoires, ou entrave ou empêche le fonctionnement de l'aqueduc ou des accessoires ou appareils en dépendant, est responsable, sans préjudice des peines qu'il peut encourir, des dommages que la municipalité subit à raison de ces actes. 13 Geo. V, c. 65, s. 427.

Taxe pour
construction
d'aqueducs,
etc.

439. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de maisons, magasins ou autres bâtiments, une taxe spéciale annuelle du taux qu'il détermine, sur la valeur cotisée de chaque maison, magasin ou bâtiment, y compris le terrain.

Fonds d'a-
mortissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 579. 13 Geo. V, c. 65, s. 428.

Taxe sur les
propriétaires
ne se servant
pas de l'a-
queduc.

440. Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la municipalité ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs maisons, magasins ou bâtiments respectifs. 13 Geo. V, c. 65, s. 429.

Taxe sur les
immeubles en
face desquels
des conduites
d'eau sont
posées.

441. Sur requête, signée par la majorité des propriétaires des immeubles affectés, cette majorité devant être en nombre et en raison du front de leurs immeubles, le conseil a le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe foncière spéciale, payable par versements annuels, pendant une période de temps n'excédant pas vingt ans, avec intérêt sur toute balance restant due au taux de six pour cent par an, sur les immeubles en face desquels des conduites d'eau sont posées par la municipalité, afin de payer le coût de ces conduites. Quelle que soit la dimension d'une conduite d'eau ainsi posée, il ne pourra être prélevé sur les propriétaires riverains plus que la proportion du coût d'une conduite de six pouces de diamètre.

Comment im-
posée.

La taxe autorisée par le présent article est imposée à raison du front desdits immeubles. 13 Geo. V, c. 65, s. 430.

442. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour défendre à tout occupant d'une maison ou bâtiment approvisionné d'eau par l'aqueduc, de fournir cette eau à d'autres, ou de s'en servir autrement que pour son usage, ou de la gaspiller;

Règlements
concernant:
Usage de
l'eau;

2° Pour prescrire les dimensions, la qualité, la force de résistance et l'emplacement des conduites, soupapes, robinets, citernes, cabinets d'aisance, baignoires et autres choses de même nature;

Emplace-
ment, etc.,
des conduites;

3° Pour empêcher que l'eau ne soit contaminée dans l'aqueduc ou les réservoirs, et que l'on ne fraude la municipalité relativement à la quantité d'eau fournie par l'aqueduc;

Propreté de
l'eau, etc.;

4° Pour fixer la taxe de l'eau, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 439, et de celle mentionnée dans l'article 441; pour fournir des compteurs qui sont placés dans les bâtiments ou établissements, afin de mesurer la quantité d'eau qui y est consommée; et pour fixer le prix de l'eau et de la location de ces compteurs;

Tarif de
l'eau, etc.;

5° Pour prescrire que la taxe de l'eau est due et payable par versements, et dans les délais qu'il juge à propos de fixer;

Paiement de
la taxe de
l'eau;

6° Pour prescrire que le taux légal d'intérêt sur les arrérages du prix de l'eau n'est dû qu'à l'expiration desdits délais, respectivement;

Paiement de
l'intérêt sur
les arrérages;

7° Pour pourvoir à toute autre matière ou chose de quelque nature que ce soit, se rattachant à l'aqueduc, qu'il est nécessaire de réglementer ou déterminer pour le bon fonctionnement de l'aqueduc. 13 Geo. V, c. 65, s. 431.

Autres ma-
tières se rat-
tachant à l'a-
queduc.

443. La municipalité peut faire avec les consommateurs des arrangements particuliers pour l'approvisionnement de l'eau, dans les cas spéciaux où l'on considère que la consommation ordinaire est excédée. 13 Geo. V, c. 65, s. 432.

Arrangement
pour l'appro-
visionnement
de l'eau.

444. La taxe spéciale et la taxe d'eau, imposées par les articles 439, 441 et 442, ainsi que toutes les autres sommes dues pour l'eau ou les compteurs, sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites pour les taxes générales. 13 Geo. V, c. 65, s. 433.

Perception
de la taxe.

445. Dès que la municipalité est prête à fournir l'eau à quelque partie de la municipalité qui n'en est pas déjà pourvue, elle en donne avis public; et, après cet avis, toutes les personnes sujettes au paiement de la taxe

Avis par la
municipalité
qu'elle est
prête à four-
nir l'eau.

de l'eau dans cette partie de la municipalité, soit qu'elles consentent ou non à recevoir l'eau, doivent payer la taxe fixée par le tarif. 13 Geo. V, c. 65, s. 434.

Pose des
tuyaux de
distribution.

446. La municipalité pose le tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, et a le droit d'exiger du propriétaire la taxe de l'eau, quand même ce dernier refuse ou néglige de raccorder ce tuyau avec sa maison ou son bâtiment. 13 Geo. V, c. 65, s. 435.

Recours du
locataire
si l'eau n'est
pas distri-
buée.

447. Si un propriétaire refuse ou néglige de faire les ouvrages nécessaires pour la distribution de l'eau dans une maison occupée par un locataire, et que le conseil exige du locataire la taxe de l'eau, celui-ci peut retenir sur le loyer de l'immeuble qu'il occupe le montant de la taxe de l'eau qu'il a payé à la municipalité, à moins qu'il ne soit stipulé autrement dans le bail. 13 Geo. V, c. 65, s. 436.

Tuyaux de
distribution
lorsqu'il y a
plusieurs lo-
cataires dans
la même mai-
son.

448. Lorsqu'une maison ou un autre bâtiment est occupé par deux ou plusieurs locataires, sous-locataires ou familles, la municipalité peut exiger que le propriétaire établisse un tuyau de distribution séparé et distinct pour chacun des locataires, sous-locataires ou familles, occupant des appartements séparés, de telle sorte que la municipalité puisse en tout temps exercer, quant à l'approvisionnement de chaque locataire, sous-locataire ou famille, le contrôle qu'elle possède quant aux maisons occupées par un seul locataire; et si le propriétaire, après avoir été averti par écrit à cette fin par un officier du conseil, refuse ou néglige de se conformer, dans un délai raisonnable, qui ne doit pas excéder quinze jours, aux prescriptions du présent article, il est tenu de payer la taxe de l'eau ainsi fournie auxdits locataires, sous-locataires ou familles; cette obligation de la part du propriétaire dure jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux prescriptions susdites. 13 Geo. V, c. 65, s. 437.

Obligations
du proprié-
taire à ce su-
jet.

Obligations
du proprié-
taire d'un
pâté de mai-
sons.

449. Cette obligation s'applique à tout propriétaire d'un pâté de maisons ou de logements contigus, qui refuse ou néglige de munir chacune de ces maisons ou chacun de ces logements d'un tuyau de distribution distinct et séparé, après qu'il a reçu avis de le faire, comme susdit; cette obligation s'applique également au propriétaire dans tous les cas où le nombre des locataires, sous-locataires ou familles dans une maison est tel qu'il est impossible de donner à chacun d'eux un

tuyau de distribution séparé; et la municipalité a droit, dans ce cas, d'exiger du propriétaire la taxe ordinaire de l'eau pour chacun de ces locataires, sous-locataires ou familles. 13 Geo. V, c. 65, s. 438.

450. Si quelque personne endommage ou laisse en mauvais état une conduite d'eau, une soupape, un robinet, un cabinet d'aisances, une baignoire ou un autre appareil, ou s'en sert ou permet que l'on s'en serve de façon que l'eau soit gaspillée ou consommée mal à propos; ou si elle refuse ou néglige de payer la taxe légalement imposée pour l'eau qui lui est fournie, pendant les trente jours qui suivent la date où cette taxe est devenue due et payable, la municipalité peut intercepter l'eau et en suspendre l'approvisionnement tant que cette personne est en défaut; ce qui, du reste, ne l'exempte pas du paiement de la taxe de l'eau tout comme si l'eau lui avait été fournie sans interruption. 13 Geo. V, c. 65, s. 439.

Arrêt de l'eau à raison du mauvais état des robinets, etc.;

451. Les officiers nommés pour l'administration de l'aqueduc, peuvent entrer dans toute maison ou tout bâtiment quelconque, ou sur toute propriété située dans ou hors de la municipalité, pour s'assurer si l'eau ne se perd pas, et si les règlements relatifs à l'aqueduc sont fidèlement exécutés.

Inspection des appareils de distribution.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de tout tel bâtiment, maison ou propriété, de permettre à ces officiers de faire leur visite ou examen.

Devoir des occupants.

L'eau peut être retirée à toute personne refusant de recevoir les officiers, aussi longtemps que dure ce refus. 13 Geo. V, c. 65, s. 440.

Refus de laisser inspecter.

452. La municipalité n'est pas tenue de garantir la quantité d'eau qui doit être fournie; et nul ne peut refuser, à raison de l'insuffisance de l'eau, de payer la taxe spéciale annuelle et la compensation pour l'usage de l'eau. 13 Geo. V, c. 65, s. 441.

Insuffisance de l'eau.

453. Le conseil peut faire des arrangements spéciaux pour fournir l'eau hors des limites de la municipalité, pourvu que les personnes avec lesquelles se font les arrangements se conforment aux règlements concernant l'administration de l'aqueduc. 13 Geo. V, c. 65, s. 442.

Fourniture de l'eau hors de la municipalité.

454. Le conseil peut, par règlement, transférer ses droits et pouvoirs, relativement à l'approvisionnement de l'eau, à toute corporation, société ou personne qui

Transfert des droits du conseil.

veut s'en charger, pourvu que cette corporation, société ou personne ne prélève pas, pour la consommation de l'eau, des taux plus élevés que ceux approuvés ou fixés par règlement du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 443.

§ 11.—*De l'éclairage*

Éclairage.

455. Le conseil peut faire des règlements pour pourvoir à l'éclairage de la municipalité au moyen du gaz, de l'électricité ou d'une autre lumière, fournis par toute corporation, société ou personne, et peut être partie à tout contrat pour cet objet. 13 Geo. V, c. 65, s. 444.

Système d'éclairage.

456. Le conseil est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour l'établissement et l'administration de systèmes d'éclairage au gaz, à l'électricité ou autre lumière, pour les besoins publics et ceux des particuliers ou corporations désirant éclairer leurs maisons, bâtiments ou établissements. 13 Geo. V, c. 65, s. 445.

Taxe pour établissement du système d'éclairage.

457. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour l'établissement de systèmes d'éclairage et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de maisons, magasins ou autres bâtiments, une taxe spéciale annuelle sur la valeur cotisée de ces maisons, bâtiments ou établissements, y compris le terrain. 13 Geo. V, c. 65, s. 446.

Fonds d'amortissement.

458. Le fonds d'amortissement créé en vertu de l'article 457 est placé et administré comme celui mentionné en l'article 579. 13 Geo. V, c. 65, s. 447.

Règlements concernant :
L'éclairage ;

459. Le conseil peut faire des règlements :

1° Si le système d'éclairage appartient à la municipalité :

Compensation pour la lumière ;

a) Pour fixer, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 457, la compensation pour la lumière et pour la location des compteurs, et pour fournir des compteurs destinés à mesurer la quantité de lumière consommée ;

Usage de la lumière ;

b) Pour empêcher que l'on ne fraude sur la quantité de lumière fournie ;

Protection des appareils ;

c) Pour protéger les fils, tuyaux, lampes, appareils et autres objets servant à la distribution de la lumière ou à l'éclairage ;

2° Pour imposer des peines contre toute personne qui éteint les lampes sans autorisation, si le système d'éclairage appartient à la municipalité ou à d'autres. 13 Geo. V, c. 65, s. 448. Protection des lampes.

460. La taxe spéciale et la compensation imposées en vertu des articles 457 et 459, sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites pour les taxes générales. 13 Geo. V, c. 65, s. 449. Perception de la taxe spéciale.

461. Il est loisible à tout citoyen de se servir ou de refuser de se servir, dans tout bâtiment, maison ou établissement dont il a le contrôle, de la lumière fournie par la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 450. Liberté de se servir de la lumière de la municipalité.

462. Les officiers nommés pour l'administration du système d'éclairage de la municipalité peuvent entrer dans tout bâtiment, maison ou établissement et sur toute propriété, pour s'assurer si les règlements relatifs à l'éclairage sont fidèlement exécutés. Inspection des appareils dans les bâtiments, etc.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de tout tel bâtiment, maison, établissement ou propriété de permettre à ces officiers d'entrer et de faire leur visite ou examen, sous peine d'une amende de vingt dollars au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 13 Geo. V, c. 65, s. 451. Refus de recevoir les inspecteurs. Peines.

463. Les propriétaires ou occupants de maisons, constructions ou terrains dans la municipalité, sont tenus, soit que le système d'éclairage appartienne à la municipalité ou à d'autres, de laisser poser les tuyaux, les fils, les lampes et les poteaux nécessaires à l'éclairage pour les besoins publics sur leurs maisons, constructions ou terrains, sauf le paiement des dommages réels, s'il y en a. 13 Geo. V, c. 65, s. 452. Posage des poteaux, etc.

§ 12.—*Du chauffage et de la force motrice*

464. Le conseil est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour l'établissement et l'administration de systèmes de chauffage et de production d'énergie ou de force motrice au moyen du gaz, de l'électricité ou autrement, pour les besoins publics ou ceux des particuliers ou corporations désirant s'en servir dans leurs maisons, bâtiments ou établissements; et les dispositions du paragraphe onzième de la section douzième de la présente loi (articles 455 à 463) s'appliquent au présent paragraphe. 13 Geo. V, c. 65, s. 453. Établissements de systèmes de chauffage, etc.

§ 13.—*Des chemins de fer urbains*

Règlements
concernant :
Chemins de
fer urbains;

Nombre de
personnes à
transporter;

Wagons;

Usage de lo-
comotives;

Vitesse;
Amendes.

465. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour permettre, aux conditions et avec les restrictions qu'il juge à propos d'imposer, l'établissement de toute voie de chemin de fer urbain dans la municipalité;

2° Pour fixer le nombre de personnes qui peuvent être transportées dans chaque wagon ou véhicule employé par la compagnie qui exploite ce chemin de fer urbain;

3° Pour régler l'état dans lequel ces wagons doivent être tenus;

4° Pour régler l'usage des locomotives et des moteurs à vapeur ou autres, sur tout chemin de fer urbain dans la municipalité;

5° Pour prescrire et réglementer la vitesse des wagons;

6° Pour imposer des amendes, qui ne doivent pas dépasser quatre cents dollars, à toute compagnie exploitant une telle voie ferrée, ou à ses employés, pour chaque violation d'un des règlements faits en vertu du présent article. 13 Geo. V, c. 65, s. 454.

§ 14.—*Des marchés*

Règlements
concernant :
Marchés,
etc.;

Louage des
étaux, etc.;

Vente des
denrées sur
les marchés,
etc.;

Voitures sur
les marchés,
etc.;

466. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour établir, ériger, entretenir, agrandir, changer ou abolir des marchés publics, ou pour permettre qu'il en soit établi moyennant un permis; pour établir, changer, agrandir, diminuer ou abolir toute place de marché, et pour faire servir l'emplacement, en tout ou en partie, d'un marché ou d'une place de marché, à toute fin déterminée par le conseil;

2° Pour réglementer le louage des étaux et autres places qui se trouvent sur les marchés ou sur les places de marchés publics; et pour louer et céder l'usage des étaux privés, aux conditions et moyennant le prix déterminés dans le règlement;

3° Pour régler la vente et l'exposition en vente sur les marchés ou sur les places de marchés publics de toute espèce d'objets ou de denrées, et pour empêcher la vente de certains articles en particulier;

4° Pour prescrire le genre de voitures dans lesquelles les denrées peuvent être exposées en vente sur les marchés ou sur les places de marchés publics, et la manière de les placer; et pour prélever une taxe sur ces voitures et pour déterminer la manière de la percevoir;

5° Pour exiger que les provisions ou denrées achetées et vendues d'ordinaire sur les marchés publics et apportées dans la municipalité pour y être vendues soient transportées aux marchés publics pour y être exposées en vente, et que ces provisions ou denrées ne soient offertes, ou mises en vente, ou vendues, ou achetées dans aucun autre endroit de la municipalité que sur les marchés ou les places de marchés publics; mais le conseil peut autoriser toute personne à vendre, offrir ou mettre en vente, en dehors des limites des marchés, des viandes, légumes et denrées apportés et vendus d'ordinaire sur les marchés publics, en lui octroyant un permis dans ce but, moyennant le paiement de telle somme et à telles conditions qui sont fixées par règlement;

Denrées sur les marchés, etc.;

6° Pour imposer des taxes ou licences sur toute personne qui vend sur les marchés ou sur les places de marchés publics;

Licences;

7° Pour établir et entretenir des pesées publiques et en percevoir le revenu;

Pesées publiques;

8° Pour déterminer et définir les devoirs et les pouvoirs des personnes employées à la surveillance des pesées ou des marchés publics dans toute l'étendue de la municipalité, et conférer à ces officiers le pouvoir d'opérer la confiscation des denrées, articles et produits, en cas de fraude quant à la mesure, au poids ou à la qualité; et régler la manière dont il doit être disposé des objets confisqués;

Devoirs des personnes préposées à la surveillance des pesées;

9° Pour déterminer tout ce qui concerne la régie des marchés publics. 13 Geo. V, c. 65, s. 455.

Régie des marchés.

467. Les clercs de marché ou les personnes autorisées à cet effet, peuvent entrer dans les cours et ruelles, dans le but d'y recouvrer et percevoir les redevances ou taxes de marché dues sur le bétail ou sur les grains, denrées, provisions et autres articles ou objets apportés dans la municipalité pour être vendus ou livrés. 13 Geo. V, c. 65, s. 456.

Pouvoirs des commis de marché, etc.

§ 15.—Des abattoirs

468. Le conseil peut faire des règlements:

Règlements concernant: Abattoirs publics;

1° Pour établir, réglementer et administrer des abattoirs publics, soit en dedans, soit en dehors des limites de la municipalité; pourvu que, dans ce dernier cas, la municipalité obtienne le consentement du conseil de la municipalité où elle veut établir ces abattoirs;

2° Pour réglementer les abattoirs privés, pourvoir à leur inspection ou en prohiber l'établissement dans la municipalité;

Abattoirs privés;

Bêtes à cornes.

3° Pour prescrire la manière dont les bêtes à cornes et autres animaux doivent être conduits dans la municipalité, la route qu'ils doivent suivre, et la manière dont il doit être disposé des bestiaux destinés à l'abatage. 13 Geo. V, c. 65, s. 457.

§ 16.—*Des divers commerces et industries*

Règlements concernant :
Métiers, etc. :

469. Le conseil peut faire des règlements :

Étaux de bouchers, etc. ;

Jeux de billard, etc. ;

Ventes à encan, etc. ;

Prêteurs sur gages, etc. ;

Porteballes, etc. ;

Regrattiers, etc. ;

Bureaux de placement, etc. ;

Cochers, etc. ;

1° Pour réglementer l'exercice des métiers et industries de tout genre non expressément mentionnés dans la présente loi ;

2° Pour octroyer des permis pour l'établissement d'étaux de bouchers et de boucheries, pour l'occupation de places pour la vente, en gros ou en détail, de gibiers, volailles, viandes, poissons, fruits et denrées périssables, hors des marchés, et les réglementer ;

3° Pour permettre moyennant un permis, réglementer ou défendre les jeux de billard, trou-madame, quilles, poule et bagatelle, ainsi que l'établissement de salles de tir ;

4° Pour accorder des permis pour les ventes à l'encan ; pour réglementer ces ventes ; pour accorder des permis aux agents et solliciteurs de clients pour diligences, convois de chemin de fer, bateaux et maisons d'entretien public, et pour les réglementer ;

5° Pour octroyer des permis aux prêteurs sur gages, marchands d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac et les réglementer, et pour obliger toutes ces personnes de tenir des registres de leurs opérations et d'en rendre compte ;

6° Pour octroyer des permis aux porteballes, agents de publications, placiers, colporteurs, vendeurs et crieurs publics faisant affaires dans la municipalité, et les réglementer ;

7° Pour restreindre et régler le commerce des regrattiers et des personnes qui achètent pour les revendre les articles apportés dans la municipalité, et leur imposer des droits et taxes pour exercer tel commerce, par permis ou autrement ;

8° Pour octroyer des permis aux personnes tenant des bureaux de renseignements ou de placements, et à toutes personnes s'occupant de trouver de l'emploi pour d'autres, et les réglementer, et pour forcer ces personnes à tenir des registres et à rendre compte de leurs opérations ;

9° Pour octroyer des permis aux cochers de place, camionneurs, rouliers, commissionnaires et à toutes autres personnes ou corporations, y compris les compagnies de

tramways faisant le service du transport des passagers, des bagages ou des marchandises dans la municipalité, et les réglementer; pour prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemin de fer où ils peuvent stationner, et pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux endroits ainsi prescrits; pour faire un tarif des taux à eux payables pour leurs services; pour les forcer à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux fixés par le tarif, et pour punir quiconque loue, engage ou emploie l'un d'eux et refuse de le payer suivant le tarif; pour les contraindre d'accorder leurs services à quiconque les leur demande aux taux portés dans ce tarif;

Tarif des cochers, etc.;

10° Pour autoriser et réglementer l'octroi de permis aux propriétaires des voitures dont on se sert dans la municipalité pour la livraison de la viande, du pain, du lait, de la glace, des légumes, des épiceries, et autres articles, effets ou marchandises, soit que ces propriétaires résident en dehors ou en dedans de la municipalité, et pour réglementer l'emploi de ces voitures dans la municipalité;

Permis des propriétaires de voitures de livraison, etc.;

11° Pour empêcher toute personne résidant en dehors de la municipalité de faire son commerce ou des affaires dans la municipalité, sans y avoir été autorisée et sans avoir obtenu et pris un numéro pour chacune des voitures employées dans la municipalité pour les besoins de ce commerce ou de ces affaires;

Licences de véhicules de commerce pour étrangers, etc.;

12° Pour empêcher toute personne résidant en dehors de la municipalité de faire son commerce ou des affaires dans la municipalité sans y avoir été autorisée au moyen d'un permis, et sans avoir payé pour tel permis un droit annuel n'exédant pas deux cents dollars;

Licences de commerce pour étrangers;

13° Pour permettre ou prohiber dans toutes les rues ou places publiques, ou dans certaines rues ou places publiques, l'usage, par des musiciens ambulants, d'orgues de barbarie ou autres instruments de musique;

Musiciens ambulants

14° Pour prohiber ou permettre moyennant permis et réglementer la vente d'objets quelconques dans les rues et sur les places publiques;

Vente dans les rues;

15° Pour réglementer la vente des chevaux, et pour imposer une taxe sur les chevaux vendus ou offerts en vente par les commerçants de chevaux dans la municipalité, et pour fixer les droits à payer de ce chef;

Vente des chevaux;

16° Pour assujettir à des règlements les personnes exerçant le métier de passeur, et pour fixer les prix qu'elles peuvent exiger;

Passeurs;

17° Pour réglementer, autoriser par permis ou prohiber le ratissage de la laine, du crin et autre chose de ce genre, ainsi que le ramassage des chiffons;

Ratissage de la laine, etc.;

Vente, etc.,
du pain;

18° Pour pourvoir à l'inspection du pain et en régler la fabrication et la vente; pour prescrire le poids et la qualité du pain et les marques à faire sur le pain, et pourvoir à la saisie et à la confiscation du pain fabriqué contrairement aux règlements;

Vente, etc.,
des denrées;

19° Pour déterminer de quelle manière les denrées et tous autres articles doivent être vendus et livrés, soit à la quantité, au volume ou au poids; et pour obliger toutes personnes à observer dans ces matières les règlements qu'il paraît utile au conseil d'établir;

Saisie pour
poids insuffi-
sant, etc.;

20° Pour autoriser la saisie et la confiscation de toutes marchandises offertes en vente dans la municipalité, qui n'ont pas le poids ou la mesure réglementaire;

Charbon,
etc.

21° Pour prescrire à quels endroits et de quelle manière doivent être pesés et vendus le foin et la paille, et comment doivent être mesurés et vendus le bois à brûler, le charbon et la chaux. 13 Geo. V, c. 65, s. 458.

§ 17.—Des maîtres et des serviteurs

Maîtres et
serviteurs.

470. Le conseil peut faire des règlements pour régler la conduite des apprentis, domestiques, engagés, journaliers et compagnons, majeurs ou mineurs, envers leurs maîtres, et celle des maîtres à l'égard des premiers.

A défaut de
règlements.

A défaut de règlements faits en vertu du présent article, les dispositions de la Loi des maîtres et des serviteurs (chap. 271) sont applicables dans la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 459.

§ 18.—Des cimetières, des inhumations et des causes de décès

Règlements
concernant :
Inhumations;

471. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour réglementer ou prohiber l'inhumation des morts dans les limites de la municipalité;

Enlèvement
des cadavres;

2° Pour réglementer et déterminer la manière dont les cadavres peuvent être exhumés;

Cimetières;

3° Pour réglementer et contrôler l'établissement de cimetières;

Exhuma-
tions, etc.;

4° Pour faire enlever les cadavres inhumés contrairement à la loi, et pour fermer tout cimetière et en faire enlever les cadavres qui y ont été inhumés;

Rapports sur
les cimetières;

5° Pour contraindre les personnes qui ont le contrôle de tout cimetière dans la municipalité, ou hors de la municipalité quand il sert à l'inhumation des restes des personnes mortes dans la municipalité, à délivrer au conseil des rapports annuels indiquant le nombre total des personnes qui, se trouvant dans la municipalité au

moment de leur décès, ont été inhumées dans tel cimetière durant l'année;

6° Pour exiger que, dans tous les cas de décès arrivés dans la municipalité, un certificat soit déposé au bureau du conseil, et que ce certificat soit fait suivant la forme et de la manière qui sont déterminées par le conseil, et aussi pour adopter toutes autres mesures propres à lui faire obtenir des états exacts concernant la mortalité et les causes des décès; Certificats de décès;

7° Pour autoriser le médecin officier d'hygiène, ou tout autre officier autorisé par le conseil, quand il n'est pas produit un certificat de décès ou lorsque le certificat n'indique pas la cause du décès, à faire les enquêtes qu'il croit nécessaires, afin d'établir aussi précisément que possible la cause du décès et les autres particularités que peut exiger la protection de la santé publique; Enquête, si aucun certificat de décès n'est produit;

8° Pour empêcher le transport des cadavres en dehors de la municipalité, sans un permis spécial du médecin officier d'hygiène, ou de tout autre officier autorisé par le conseil, sans préjudice des lois concernant les enquêtes par le coroner et l'examen des cadavres. 13 Geo. V, c. 65, s. 460. Transport de cadavres.

§ 19.—Des nuisances

472. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la supprimer, ainsi que pour imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister des nuisances; Règlements concernant : Nuisances;

2° Pour déclarer que l'émission d'étincelles, d'escarbilles, de suie ou de fumée provenant des cheminées et d'autres sources, dans les limites de la municipalité, est une nuisance, et pour prescrire des mesures propres à l'empêcher; Escarbilles, etc.;

3° Pour réglementer ou prohiber l'usage de cloches, carillons, sifflets et autres choses faisant du bruit, ainsi que l'usage des cloches et des sifflets des locomotives et bateaux à vapeur, l'écoulement de la vapeur, et l'émission de la fumée, des escarbilles et des étincelles. 13 Geo. V, c. 65, s. 461. Cloches, etc

§ 20.—Des indemnités, secours et récompenses

473. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour indemniser les personnes dont les propriétés ont été détruites ou endommagées, en tout ou en partie, par des émeutiers ou par des personnes réunies en attroupements tumultueux, dans les limites de la municipalité. Règlements concernant : Indemnité dans les cas d'émeute;

Taxe à ce
sujet.

Le conseil est autorisé à prélever, en sus de toute autre taxe, sur les biens imposables de la municipalité, le montant de deniers que la municipalité peut être tenue de payer pour dommages faits aux propriétés par des émeutiers ou des personnes réunies en attrouplements tumultueux.

Recouvre-
ment des
dommages;

A défaut de la part du conseil de payer dans les six mois ces dommages, à dire d'arbitres, la municipalité peut être poursuivie devant tout tribunal compétent, en recouvrement des dommages causés;

Aide aux
blessés;

2° Pour assister tout individu qui a reçu des blessures ou contracté des maladies à un incendie;

Récompense
des actions
méritoires;

3° Pour accorder des récompenses, en argent ou de toute autre nature, à quiconque fait une action méritoire dans un incendie, ou sauve, ou essaye de sauver quelqu'un en danger de se noyer ou exposé à un autre danger grave ;

Secours aux
familles des
sauveteurs;

4° Pour pourvoir aux besoins de la famille de toute personne qui périt dans un incendie, en sauvant ou en essayant de sauver quelqu'un d'un danger grave;

Aide aux
pauvres;

5° Pour soutenir et assister les pauvres résidant dans la municipalité, et qui, à raison d'infirmité, d'âge ou d'autre cause, sont incapables de gagner leur vie;

Institutions
charitables;

6° Pour établir et administrer des maisons de refuge et autres établissements pour le soulagement des nécessiteux; et pour subventionner les hôpitaux ou les institutions charitables établis dans la municipalité ou ailleurs, dans la province;

Primes pour
arrestations;

7° Pour offrir et donner des primes pour parvenir à la découverte et à l'arrestation des criminels;

Pension des
officiers mu-
nicipaux;

8° Pour aider à l'établissement et au maintien, en accordant des subventions, aux conditions stipulées dans le règlement, d'un fonds de pension de retraite pour les officiers et employés de la municipalité;

Aide à la co-
lonisation,
etc.

9° Pour aider, par tous les moyens jugés convenables, à la colonisation dans la province, à l'agriculture, à l'horticulture, aux arts et aux sciences dans la municipalité, ou dans le territoire de la société d'agriculture dans lequel la municipalité est située. 13 Geo. V, c. 65, s. 462.

§ 21.—*De l'aide à la construction, à l'amélioration et à l'entretien d'entreprises ou travaux publics étrangers à la municipalité*

Règlements
concernant :
Aide aux ou-
vrages pu-
blics, etc.;

474. Le conseil peut faire des règlements:

1° Pour aider, au moyen de deniers donnés ou prêtés, à la construction, aux réparations ou à l'entretien d'un chemin conduisant à la municipalité, d'un pont ou d'un

ouvrage public, sous la direction de la corporation d'une municipalité;

2° Pour acquérir, conjointement avec la corporation municipale du comté dans laquelle la municipalité est située, aussi bien qu'avec toute autre municipalité de ce comté, des machines, des concasseurs de pierre, rouleaux et engins pour être employés à l'amélioration des rues, chemins et routes de ce comté et des cités et villes qui s'y trouvent; pour faire des arrangements avec les cités et villes, les villages et les diverses municipalités rurales situées dans ce comté, en vue de leur en permettre l'usage pour leurs rues, chemins et routes, et pour fixer le prix et les conditions auxquels l'usage en sera accordé, ou pour leur en accorder l'usage gratuitement;

Achat de concasseurs de pierre, etc.;

3° Pour aider à l'ouverture et à l'amélioration des chemins de colonisation indiqués par le lieutenant-gouverneur en conseil comme chemins de colonisation de seconde ou de troisième classe, dans lesquels chemins la municipalité a été déclarée intéressée, en vertu de quelque loi concernant les chemins de colonisation;

Aide aux chemins de colonisation;

4° Pour aider à la construction des ponts, chaussées, jetées, quais, glissoirs, chemins macadamisés ou pavés, chemins de fer ou autres ouvrages publics, situés en tout ou en partie dans la municipalité ou dans les environs, entrepris et construits par des compagnies constituées en corporation, ou par le gouvernement provincial, ou par une personne quelconque:

Aide à l'établissement de ponts, etc.;

a) En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie formée pour cet objet;

b) En donnant ou en prêtant de l'argent ou autre valeur, ou en donnant la jouissance ou la propriété de tout immeuble à telle compagnie ou au gouvernement provincial ou à telle personne;

c) En garantissant, par endossement ou autrement, toute somme d'argent empruntée par telle compagnie ou par telle personne;

d) En exemptant du paiement de taxes, cotisations et impôts municipaux les compagnies de chemins de fer ayant une gare dans les limites de la municipalité, conformément aux dispositions de la Loi des exemptions de taxes municipales (chap. 117);

5° Pour souscrire ou posséder des actions dans toute compagnie formée pour construire des lignes de télégraphe ou de téléphone;

Lignes télégraphiques, etc.;

6° Pour aider, en fournissant de l'argent, à la construction de ponts construits avec l'aide du gouvernement provincial et d'après les plans approuvés par le département des travaux publics et du travail ou par

Construction de ponts, etc.;

celui de la colonisation, des mines et des pêcheries, soit dans la municipalité, soit dans toute autre municipalité;
 Entretien de 7° Pour aider, de la même manière, à l'entretien de ponts, etc. tels ponts dans l'avenir. 13 Geo. V, c. 65, s. 463.

Approbation de certains règlements, en certains cas. 475. Tout règlement passé en vertu des paragraphes 4° et 5° de l'article 474, doit, avant d'avoir vigueur et effet, avoir été approuvé par les électeurs municipaux propriétaires fonciers et par le lieutenant-gouverneur en conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 464.

Condition de l'aide. 476. Les règlements faits en vertu de l'article 474, peuvent déterminer les conditions auxquelles l'aide ou la souscription d'actions sont autorisées. 13 Geo. V, c. 65, s. 465.

§ 22.—*Des bibliothèques publiques gratuites, etc.*

Établissement de bibliothèques publiques. 477. Le conseil peut faire des règlements pour établir et maintenir dans la municipalité des bibliothèques publiques gratuites, associations de bibliothèques, instituts d'artisans, salles de lecture et musées publics pour des fins historiques, littéraires, artistiques ou scientifiques; ou pour aider à l'établissement et au maintien de ces institutions dans la municipalité ou dans les municipalités adjacentes, aux conditions imposées par la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 466.

§ 23.—*Des recensements*

Recensement. 478. Le conseil peut faire des règlements pour prendre un recensement des habitants de la municipalité, dans le but de constater leur nombre, et d'obtenir des statistiques concernant leur condition sociale et économique. 13 Geo. V, c. 65, s. 467.

§ 24.—*Des finances municipales*

Provenance des revenus. 479. Les revenus de la municipalité consistent dans les taxes et licences que la présente loi et la charte l'autorisent à imposer, dans les revenus des biens appartenant à la municipalité et dans les autres deniers qui lui sont payés en vertu de la loi ou des règlements. 13 Geo. V, c. 65, s. 468.

Fonds général. 480. Tous les deniers non spécialement appropriés font partie du fonds général de la municipalité.

Surplus. Sauf le cas de l'article 12 de la Loi des dettes et emprunts municipaux (chap. 111), lorsque la municipalité a perçu une somme plus élevée qu'il n'était nécessaire

pour accomplir les fins auxquelles cette somme était destinée, le surplus appartient à la municipalité et est versé dans le fonds général. 13 Geo. V, c. 65, s. 469.

481. Les deniers faisant partie du fonds général de la municipalité peuvent être employés à toutes les fins qui sont du ressort du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 470.

Emploi du
fonds gé-
néral.

482. Le conseil peut faire les règlements qu'il juge opportuns pour l'administration des finances de la municipalité, et déterminer par qui et sujets à quelles formalités doivent être faits les paiements à même les fonds de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 471.

Règlements
concernant
les finances.

483. Tous droits, licences, amendes, revenus et taxes de quelque nature que ce soit, dus ou appartenant à la municipalité, sont payés au trésorier et reçus par lui seulement, ou par les officiers qu'il désigne à cette fin; et aucun autre officier n'a droit, sous quelque prétexte que ce soit, de les recevoir à moins d'y avoir été spécialement autorisé par le conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 472.

Paiement des
sommes dues
à la munici-
palité.

484. L'année financière de la municipalité commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, et les taxes et cotisations annuelles sont dues aux dates que le conseil détermine. 13 Geo. V, c. 65, s. 473.

Année finan-
cière.

§ 25.—Des rôles d'évaluation

485. Il est du devoir des estimateurs de faire, chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la municipalité, suivant leur valeur réelle.

Évaluation
annuelle.

Le conseil peut, par résolution, dispenser les estimateurs de faire un rôle d'évaluation des biens imposables plus souvent que tous les trois ans; et, dans ce cas, le conseil doit reviser lui-même ce rôle tous les ans, ou le faire reviser par les estimateurs, selon qu'il le juge nécessaire, avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation.

Confection
et revision
du rôle

Les estimateurs font pareillement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens, et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte.

Valeur annu-
elle entrée au
rôle.

Ils entrent aussi sur le rôle les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux. 13 Geo. V, c. 65, s. 474.

Inscription
des locataires.

Autres mentions.

486. Les estimateurs entrent dans le rôle tous les autres renseignements demandés par le conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 475.

Base de l'évaluation.

487. Lorsque le loyer convenu pour une propriété n'en représente pas la valeur annuelle, les estimateurs portent au rôle la valeur annuelle véritable, qui seule sert de base à l'imposition de la taxe sur les locataires et occupants. 13 Geo. V, c. 65, s. 476.

Valeur réelle des biens impossibles.

488. La valeur réelle des biens-fonds impossibles dans la municipalité comprend la valeur des terrains et celle des constructions, usines et machineries et leurs accessoires qui y sont érigés, et celle de toutes les améliorations qui ont été faites. 13 Geo. V, c. 65, s. 477.

État de la valeur des biens-fonds de cîes de chemins de fer.

489. Les compagnies de chemins de fer qui possèdent des biens-fonds dans la municipalité doivent transmettre au bureau du conseil, au mois de mai de chaque année, un état désignant la valeur réelle de leurs propriétés immobilières, dans la municipalité, autres que le chemin, et aussi la valeur réelle du terrain occupé par le chemin, estimée d'après la valeur moyenne des terrains avoisinants sans égard aux terrassements ni aux rails et ponts servant aux chemins.

État communiqué aux estimateurs, etc.

Cet état doit être communiqué à temps aux estimateurs par le greffier. Néanmoins, les estimateurs peuvent fixer une autre valeur que celle mentionnée dans l'état, et, dans ce cas, ils doivent en transmettre un avis au bureau principal de la compagnie dans la province. 13 Geo. V, c. 65, s. 478.

Immeubles possédés par indivis, etc.

490. Quand les estimateurs évaluent un immeuble possédé par indivis ou dont le partage n'est pas enregistré au bureau d'enregistrement, il leur est permis de l'inscrire sous le nom d'un des copropriétaires, ou comme appartenant à la succession d'un tel, selon le cas; et les cohéritiers, s'il s'agit d'une succession, ou le copropriétaire, ainsi nommés, suivant le cas, sont tenus de payer la taxe, sauf leur recours contre toute autre personne sujette à ce paiement. 13 Geo. V, c. 65, s. 479.

Propriétaires inconnus.

491. Si le propriétaire d'un terrain est inconnu, les estimateurs écrivent le mot "*inconnu*" dans la colonne des noms des propriétaires, en regard de la désignation de ce terrain. 13 Geo. V, c. 65, s. 480.

492. Toute personne imposable à raison de son emploi, profession ou genre d'affaires, et tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bien ou objet imposable, sont tenus de répondre correctement aux questions qui leur sont faites à ce sujet par les estimateurs et de donner tous les renseignements possibles et nécessaires.

Renseignements à fournir par les personnes imposables.

Si ces personnes refusent de répondre aux questions qui leur sont faites, ou si elles donnent sciemment des réponses inexactes, elles sont passibles d'une amende n'excédant pas vingt dollars et de pas moins de huit dollars, ou d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 13 Geo. V, c. 65, s. 481.

Réponses incorrectes, etc.

493. Le rôle d'évaluation est signé par au moins deux des estimateurs qui l'ont dressé ou fait dresser, et par le greffier ou toute autre personne qu'ils ont employée comme secrétaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 482.

Signature du rôle.

494. Les estimateurs déposent au bureau du conseil le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection, et avis public de ce dépôt est donné par le greffier dans les deux jours suivants.

Dépôt du rôle et avis.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt. 13 Geo. V, c. 65, s. 483.

Contenu de l'avis.

495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au conseil, en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste. 13 Geo. V, c. 65, s. 484.

Appel au conseil.

496. Le conseil, à sa première séance générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Audition de la plainte.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité, le conseil maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste. 13 Geo. V, c. 65, s. 485.

Décision du conseil.

497. Dans tous les cas, il est du devoir du conseil de procéder, dans cette séance qu'il ajourne autant

Revision et homologation.

tion du
rôle.

de fois qu'il est nécessaire, à la revision et à l'homologation du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Corrections.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 486.

Entrée en vi-
gueur du rôle.

498. Après avoir jugé les plaintes déposées, le conseil déclare le rôle homologué; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle. 13 Geo. V, c. 65, s. 487.

Omissions au
rôle.

499. S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle préparé par les estimateurs, le conseil peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Homologa-
tion dans ce
cas.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation, et être entendu devant le conseil lors de l'homologation. 13 Geo. V, c. 65, s. 488.

Réduction de
l'estimation.

500. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière subit une diminution de valeur considérable, soit par incendie, démolition ou toute autre cause, le conseil peut, sur requête du propriétaire, réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle. 13 Geo. V, c. 65, s. 489.

Inobserva-
tion des dé-
lais.

501. Le défaut de la part des estimateurs ou du conseil d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle, en dehors de ce temps. 13 Geo. V, c. 65, s. 490.

Mutation de
propriété.

502. Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le conseil, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau. 13 Geo. V, c. 65, s. 491.

Cassation du
rôle.

503. Lorsque le rôle d'évaluation est cassé, l'ancien rôle redevient en vigueur et sert jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau. 13 Geo. V, c. 65, s. 492.

Appel:

504. Il y a droit d'appel à la Cour de circuit de comté ou de district ou à la Cour de magistrat:

Des décisions
du conseil;

1° De toute décision rendue par le conseil en vertu des articles 496, 497, 499, 500 et 502, dans les trente

jours à compter de cette décision, soit que le conseil l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles;

2° Du refus ou de la négligence du conseil de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu de l'article 495, ou une requête produite en vertu des articles 500 ou 502, dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance. 13 Geo. V, c. 65, s. 493.

De la négligence du conseil.

505. L'appel est porté au tribunal par simple avis signifié par un huissier au greffier de la municipalité personnellement ou à son domicile. 13 Geo. V, c. 65, s. 494.

Avis d'appel.

506. Un double de cet avis, avec le rapport de la signification qui en a été faite, doit être produit au greffe de la cour dans les cinq jours qui suivent la signification. 13 Geo. V, c. 65, s. 495.

Production de l'avis et du rapport de la signification.

507. Dans les dix jours qui suivent la signification, tous les documents concernant l'affaire doivent être produits au greffe de la cour, à dix heures de l'avant-midi, par le greffier de la municipalité, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt dollars, laquelle peut être imposée par la cour séance tenante. 13 Geo. V, c. 65, s. 496.

Production des documents.

508. Lorsque les dix jours mentionnés dans l'article 507 sont expirés, la cause doit être mise, par le greffier de la cour sur le rôle pour preuve et audition, et peut être entendue le cinquième jour juridique après cette inscription, ou tout autre jour fixé par le juge. 13 Geo. V, c. 65, s. 497.

Inscription et audition.

509. Cet appel a priorité sur les autres causes. 13 Geo. V, c. 65, s. 498.

Priorité de l'appel.

510. Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont l'appel est porté, l'annuler ou la modifier, ou rendre telle décision que le conseil aurait dû rendre originairement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours. 13 Geo. V, c. 65, s. 499.

Décision du tribunal.

511. La décision ne peut être infirmée que dans le cas où une injustice réelle a été commise, et nullement à cause d'une variante ou d'une irrégularité de peu d'importance. 13 Geo. V, c. 65, s. 500.

Causes d'infirmation de la décision.

Frais.

Signification
du jugement.Remise des
documents.Si l'appel
n'est pas
poursuivi
avec dili-
gence.Appel à la
Cour du banc
du roi.Mode de
l'appel.Mention au
rôle de la par-
tie non con-
testée de la
taxe, en cas
d'appel.Taxes exigi-
bles en ce cas.

512. La cour, en se prononçant sur l'appel, peut condamner l'une ou l'autre partie aux frais; et, si la décision dont il y a appel est modifiée, elle peut ordonner que son jugement soit signifié à la municipalité, et ce jugement est final et exécutoire. Après le prononcé du jugement sur l'appel, tous les documents originaux transmis par la municipalité, en conséquence de l'appel, sont remis à cette dernière. 13 Geo. V, c. 65, s. 501.

513. Tout appelant qui néglige de poursuivre l'appel d'une manière effective est censé l'avoir abandonné, et la cour, sur la demande de l'intimé, peut déclarer périmés tous les droits et réclamations fondés sur cet appel, avec dépens en faveur de l'intimé, et ordonner la transmission du dossier à la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 502.

514. Lorsque la taxe foncière basée sur l'évaluation municipale en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel de la décision finale de toute cour à la Cour du banc du roi, dont le jugement est final.

Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions des recorders ou des Cours de recorder, en vertu des articles 9 à 16 de la Loi des cours de recorder (chap. 106), en y faisant les changements nécessaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 503.

515. Lorsqu'un appel concernant une évaluation a été instituée en vertu de l'article 504, et que la décision du tribunal sur cet appel n'a pas encore été rendue lors de la confection d'un rôle de perception de taxes basé sur le rôle d'évaluation, le trésorier de la municipalité établit le montant de la taxe payable par l'appelant sur la partie non contestée de l'évaluation, et il en fait une entrée sous sa signature, en marge du rôle, vis-à-vis du nom de l'appelant.

Le montant de taxes ainsi établi devient payable comme si aucun appel n'avait été institué, mais sans préjudice du droit de l'appelant pour la partie de l'évaluation sous contestation. 13 Geo. V, c. 65, s. 504.

§ 26.—Des taxes et des permis

1.—Dispositions générales

Prélèvement
additionnel.

516. Le conseil peut, chaque fois qu'il le juge convenable, ordonner, par résolution, au trésorier ou à tout autre officier, d'ajouter au montant des taxes recouvrables sur des biens imposables dans la municipalité une

somme n'excédant pas dix pour cent pour couvrir les pertes, frais et mauvaises dettes. 13 Geo. V, c. 65, s. 505.

517. Les taxes portent intérêt, à raison de six pour cent par an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet.

Intérêt sur les taxes.

Sauf les dispositions de l'article 572, il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise des taxes ni des intérêts sur ces taxes. 13 Geo. V, c. 65, s. 506.

Remise des taxes et des intérêts.

518. Les taxes municipales et leurs intérêts constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement. 13 Geo. V, c. 65, s. 507.

Privilège attaché aux taxes et intérêts.

519. Les arrérages de taxes municipales se prescrivent par trois ans. 13 Geo. V, c. 65, s. 508.

Prescription des taxes.

II.—Biens non imposables

520. 1. Sont des biens non imposables:

Biens non imposables.

a) Les terrains appartenant à Sa Majesté ou tenus en fidéicommis pour le service de Sa Majesté;

b) Les propriétés du gouvernement fédéral, celles du gouvernement provincial et celles de la municipalité;

c) Celles appartenant à des fabriques ou à des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation, ou occupées par ces fabriques, institutions ou corporations, pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et non possédées par elles uniquement pour en retirer un revenu;

d) Les biens possédés et employés pour le culte public, les évêchés, les presbytères, maisons curiales et cimetières et leurs dépendances;

Les presbytères et maisons curiales ci-dessus mentionnés comprennent toute maison occupée comme résidence par le prêtre ou le ministre en charge d'une église quelconque, que cette maison soit la propriété de la fabrique ou de l'institution ou corporation religieuse, propriétaire de l'église, ou qu'elle soit occupée par le prêtre ou ministre en qualité de locataire, pourvu qu'un seul presbytère, maison curiale ou résidence pour chaque église bénéficie de l'exemption accordée par le présent article;

Presbytères et maisons curiales.

e) Les immeubles employés pour des bibliothèques ouvertes gratuitement au public;

f) Toutes maisons d'éducation qui ne reçoivent aucune subvention de la municipalité où elles sont si-

tuées ainsi que leurs dépendances et les terrains sur lesquels elles sont érigées.

Application
de l'exemption.

2. Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, des immeubles appartenant à Sa Majesté, ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières générales et spéciales.

Restriction de
l'exemption.

3. Les propriétaires et occupants des immeubles mentionnés dans les paragraphes *c, d, e* et *f* du paragraphe 1 du présent article sont néanmoins tenus aux frais des travaux d'entretien sur les rues situées en face de ces biens dans les municipalités où ces rues ne sont pas à la charge et aux frais de la municipalité, en tout ou en partie, conformément aux dispositions de la présente loi. Ces immeubles sont cependant imposables pour l'éclairage public, pour l'achat et l'entretien des appareils destinés à combattre les incendies et pour la consommation de l'eau.

Application
de l'exemption.

Ils sont aussi imposables pour l'ouverture et l'entretien des rues quand ces travaux sont à la charge et aux frais de la municipalité en tout ou en partie, pourvu que les travaux d'ouverture ou d'entretien sur les rues dépendant de ces immeubles soient assumés par la municipalité.

Restriction
de l'exemption.

Pour les fins du présent paragraphe 3, la valeur réelle seu e du terrain est considérée, nonobstant les dispositions de l'article 488, pour établir la taxe imposable sur les immeubles mentionnés dans les paragraphes *c, d, e* et *f* du paragraphe 1 du présent article. 13 Geo. V, c. 65, s. 509; 14 Geo. V, c. 56, s. 1.

III.—*Imposition des taxes, etc.*

Taxe annuelle
sur les immeu-
bles.
Taux.

521. Le conseil peut imposer et prélever annuellement, sur tout immeuble dans la municipalité, une taxe n'excédant pas deux pour cent de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation.

Approbation
requis pour
certaines
autres taxes.

Sauf les taxes spéciales qu'il a le pouvoir de prélever en vertu de la présente loi ou d'autres lois spéciales ou générales, lorsque la taxe imposée en vertu du présent article s'élève à deux pour cent de la valeur réelle des immeubles imposables, telle que portée au rôle d'évaluation, le conseil ne peut imposer de nouvelles taxes sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des affaires municipales.

Toute municipalité de cité ou de ville, qui n'est pas régie par les dispositions du présent article, peut, par un règlement de son conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, décréter que ces dispositions s'appliqueront à ladite municipalité. Dispositions applicables décrétées par règlement, etc.

Le ministre des affaires municipales fait publier dans la *Gazette officielle de Québec*, une copie de l'arrêté ministériel approuvant ledit règlement. Publication de l'approbation. 13 Geo. V, c. 65, s. 510; 14 Geo. V, c. 55, s. 2.

522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent. Taxe sur les terres en culture.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle. Amendements au rôle. 13 Geo. V, c. 65, s. 511.

523. Le conseil peut imposer et prélever annuelle- Taxes sur : ment :

1° Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants et exposés en vente dans des magasins, ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tout clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente, une taxe n'excédant pas un pour cent sur la valeur moyenne estimée desdits fonds de marchandises ou autres effets de commerce; Fonds de marchandises, etc.;

2° Sur tout locataire payant loyer dans la municipalité, une taxe n'excédant pas huit centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation. Locataires:

Toute personne occupant une propriété ou partie de propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire, est tenue au paiement de cette taxe. Occupants. 13 Geo. V, c. 65, s. 512.

524. Le conseil peut imposer et prélever une taxe annuelle, qu'il fixe par règlement, sur chaque étalon servant à la reproduction, sur chaque cheval âgé de trois ans et plus, sur chaque taureau servant à la reproduction, sur toute autre bête à cornes de plus de deux ans, sur tout chien et sur toute voiture gardés dans la municipalité. Taxe sur certains animaux, etc. 13 Geo. V, c. 65, s. 513.

Capitation.

525. Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant du sexe masculin âgé de vingt et un ans et plus, qui a résidé dans la municipalité pendant six mois et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu de la présente loi, une taxe annuelle de deux dollars. 13 Geo. V, c. 65, s. 514.

Taxes sur certains commerces, etc.

526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas deux cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent. 13 Geo. V, c. 65, s. 515.

de ceux imposés sur

Imposition et prélèvement des taxes spéciales.

527. Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article 526 peut, à la discrétion du conseil, être imposée et prélevée sous forme de permis, et alors cette taxe est payable annuellement aux dates et conditions et avec les restrictions que le conseil détermine. 13 Geo. V, c. 65, s. 516.

Ann. 17 Geo V. c. 32, s. 2

Imposition d'autres taxes.

528. En sus des taxes mentionnées dans les articles précédents du présent paragraphe 26, le conseil peut aussi imposer les taxes dont le prélèvement est autorisé par d'autres dispositions de la présente loi. 13 Geo. V, c. 65, s. 517.

Mode de paiement des taxes.

529. Toutes taxes imposées en vertu des dispositions qui précèdent sont payables annuellement et à l'époque fixée dans les règlements. 13 Geo. V, c. 65, s. 518.

Description de la propriété imposée.

530. Le numéro du cadastre donné à une propriété immobilière sur le plan officiel et dans le livre de renvoi pour la division territoriale dans laquelle cette propriété est située, est une description suffisante de cette propriété dans les rôles d'évaluation et de perception pour autoriser la municipalité à prélever la contribution sur cette propriété. 13 Geo. V, c. 65, s. 519.

531. Tant que la subdivision d'une propriété n'a pas été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où cette propriété est située, les estimateurs peuvent l'évaluer comme un seul immeuble, sans tenir compte de la subdivision, et il est loisible à la municipalité de prélever la taxe sur la totalité ou sur les parties de cette propriété; si, au contraire, la subdivision a été enregistrée, il est du devoir des estimateurs d'évaluer séparément chaque lot subdivisé et la taxe est imposée sur chacun des lots suivant son évaluation. 13 Geo. V, c. 65, s. 520.

évaluation des subdivisions de propriété.

532. La taxe imposée en vertu de l'article 526 est payable pour chaque établissement de commerce et de tout genre d'affaires ou d'occupations, lorsqu'ils sont tenus ou exercés par la même personne, société ou compagnie dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts et séparés. 13 Geo. V, c. 65, s. 521.

Exigibilité de la taxe d'affaires pour chaque établissement de commerce, etc.

533. Quiconque, n'étant pas propriétaire, paye les taxes municipales imposées à raison du terrain qu'il occupe, est subrogé de plein droit aux privilèges de la municipalité, contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer de lui, par action personnelle, le montant qu'il a payé en capital, intérêts et frais. 13 Geo. V, c. 65, s. 522.

Subrogation en faveur de celui qui paie une taxe pour le propriétaire.

534. Les taxes municipales imposées sur un terrain peuvent être réclamées aussi bien du locataire, de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de ce terrain, lors même que tel locataire, occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation. 13 Geo. V, c. 65, s. 523.

Personnes obligées au paiement des taxes.

535. Dans le cas d'une taxe imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société. 13 Geo. V, c. 65, s. 524.

Responsabilité des associés pour la taxe.

536. Le conseil peut adopter les règlements qui sont nécessaires pour assurer la perception de toute taxe spéciale imposée en vertu de la présente loi.

Perception des taxes spéciales.

Cependant la vente par le shérif ou toute autre vente ayant l'effet du décret ne purge pas l'immeuble des taxes et cotisations spéciales non échues imposées sur cet immeuble. 13 Geo. V, c. 65, s. 525.

Effets de la vente par le shérif.

Perception
des taxes sco-
laires.

537. Le conseil doit, à la réquisition des commissaires ou des syndics d'écoles de toute municipalité scolaire située dans les limites de la municipalité, accepter le rôle ou un extrait certifié du rôle des cotisations pour les écoles, présenté par eux, et ordonner au trésorier de faire la perception de ces taxes de la même manière et en même temps que les taxes municipales. 13 Geo. V, c. 65, s. 526.

IV.—*Rôle de perception et perception des taxes*

Rôle général
de percep-
tion.

538. Il est du devoir du trésorier de faire, chaque année, au temps fixé par le conseil, un rôle général de perception comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales, alors imposées, et les mentionnant séparément.

Rôle spécial.

Il fait aussi un rôle spécial de perception chaque fois qu'une taxe spéciale a été imposée après la confection du rôle général, ou chaque fois qu'il en reçoit l'ordre du conseil. Ce rôle spécial n'existe séparément que jusqu'à la date fixée par le conseil pour la préparation du nouveau rôle général, et il doit alors être compris dans le rôle général nouveau que doit préparer le trésorier. 13 Geo. V, c. 65, s. 527.

Perception
des taxes sco-
laires

539. Si le conseil municipal a ordonné, par résolution, la perception des taxes scolaires en même temps et de la même manière que les taxes municipales, le trésorier porte au rôle général de perception le montant de ces taxes, les perçoit et les remet ensuite au secrétaire-trésorier des écoles. Dans ce cas les poursuites en recouvrement des taxes doivent être intentées par la corporation municipale. 13 Geo. V, c. 65, s. 528.

Avis du dépt
du rôle.

540. Le trésorier, après avoir complété le rôle de perception, donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle général de perception ou le rôle spécial, suivant le cas, a été complété et est déposé à son bureau, et requiert toutes les personnes, tenues au paiement des sommes y mentionnées, d'en payer le montant, à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la publication de cet avis. 13 Geo. V, c. 65, s. 529.

Demande de
paiement.

541. A l'expiration du délai de vingt jours, le trésorier doit faire la demande de paiement de toutes les sommes portées au rôle de perception, et non encore perçues, aux personnes obligées de les payer, en leur signifiant ou faisant signifier, en personne ou à leur domicile, un avis spécial à cette fin accompagné d'un état détaillé des sommes qu'elles doivent.

État de
compte.

Jusqu'à ce que l'honoraire pour la signification de cet avis soit fixé par le conseil, le trésorier a droit à vingt-cinq centins pour la signification de cet avis. 13 Geo. V, c. 65, s. 530. Honoraires.

v.—Saisie et vente des meubles pour défaut de paiement

542. Si, après les quinze jours qui suivent la demande faite en vertu de l'article 541, les sommes dues par les personnes inscrites au rôle de perception n'ont pas été payées, le trésorier peut les prélever avec dépens au moyen de la saisie et de la vente des biens meubles saisissables appartenant à ces personnes et qui se trouvent dans la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 531. Saisie et vente des biens meubles.

543. Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le maire, adressé à un huissier et exécuté par cet officier sous son serment d'office, d'après les mêmes règles, et sous les mêmes responsabilités et les mêmes pénalités qu'un bref d'exécution sur les meubles décerné par la Cour de circuit. Mandat de saisie et vente.

Le maire, en donnant et signant tel mandat, n'en court aucune responsabilité personnelle; il agit sous la responsabilité de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 532. Responsabilité.

544. Si le débiteur est absent, ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes des maisons, armoires, coffres ou autres lieux fermés, ou, s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant peut être autorisé, par un ordre du maire ou de tout juge de paix, à en faire l'ouverture par les voies de droit ordinaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique. 13 Geo. V, c. 65, s. 533. Ouverture des portes etc., par force.

545. La vente ne peut être suspendue que par une opposition prise à la Cour de magistrat, à la Cour de circuit du comté ou du district, ou à la Cour supérieure, suivant le montant réclamé, dans les cas où l'opposition à la saisie des meubles est permise par le Code de procédure civile. Cette opposition doit être accompagnée d'un ordre de sursis signé par le juge, le magistrat, le protonotaire ou le greffier de la cour. Elle est rapportable dans les huit jours et est instruite et jugée suivant les règles du Code de procédure civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 534. Suspension de la vente.
Procédure.

VI.—*Poursuites en recouvrement de taxes*

Poursuite en recouvrement des taxes.

546. Le paiement des taxes municipales peut être également réclamé par une action intentée, au nom de la corporation, devant la Cour de magistrat ou la Cour de circuit du comté ou du district ou devant la Cour du recorder, s'il y en a une.

Vente par le shérif, etc., sujette au droit de retrait.

La vente d'un immeuble par le shérif ou autre officier en exécution d'un jugement obtenu sur une telle action, est sujette au droit de retrait, de la même manière et dans le même délai que les ventes faites par le greffier de la municipalité.

Suspension de l'action.

Le défendeur peut obtenir la suspension de l'action si les rôles, règlements, procès-verbaux ou autres actes municipaux sur lesquels elle est fondée sont attaqués en cassation devant la Cour supérieure. Cette suspension est ordonnée par la Cour supérieure saisie de tel litige, dans l'exercice de sa discrétion. 13 Geo. V, c. 65, s. 535.

Appel.

547. Il y a appel à la Cour du banc du roi de la décision finale des poursuites intentées en vertu de l'article 546 si le montant réclamé excède la somme de cinq cents dollars.

Procédure sur l'appel.

Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions des recorders et des Cours de recorder, en vertu des articles 9 à 16 de la Loi des cours de recorder (chap. 106), en y faisant les changements nécessaires. 13 Geo. V, c. 65, s. 536.

VII.—*Vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes*

État des immeubles sur lesquels les taxes n'ont pas été payées.

548. Après l'expiration des six mois qui suivent la date de l'avis du dépôt du rôle de perception, le trésorier doit dresser un état indiquant les immeubles sur lesquels les taxes imposées n'ont pas été payées, en tout ou en partie, soit parce que celui qui les doit ne réside pas dans la municipalité, soit parce que la saisie et la vente des biens meubles n'a pas rapporté suffisamment pour les payer. 13 Geo. V, c. 65, s. 537.

Ordre du conseil de vendre les immeubles pour taxes.

549. Le conseil, après avoir pris connaissance de l'état produit par le trésorier, peut ordonner au greffier de vendre ces immeubles à l'enchère publique, au bureau du conseil ou en tout autre endroit désigné dans l'ordonnance, en la manière ci-après prescrite. 13 Geo. V, c. 65, s. 538.

Avis de la vente et son contenu.

550. Dans les quinze jours de l'ordonnance du conseil, le greffier donne un avis public du jour, de l'heure et de l'endroit où aura lieu la vente à l'enchère. Cet

avis doit contenir une désignation, suivant les prescriptions de l'article 2168 du Code civil, des immeubles dont la vente est ainsi ordonnée, et doit être affiché aux endroits fixés par le conseil pour la publication des avis municipaux.

Si la publication des avis municipaux se fait dans les journaux conformément à l'article 373, le greffier affiche l'avis de vente à deux endroits publics de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 539. Publication des avis.

551. Cet avis doit aussi être publié deux fois en français et en anglais dans la *Gazette officielle de Québec*, et deux fois dans un journal français et un journal anglais publiés, s'il en est, dans le district. La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration des quinze jours qui suivent la date de la dernière insertion dans la *Gazette officielle de Québec*. Publication de l'avis.

Dès la première publication de l'avis, le greffier doit, par lettre recommandée, en transmettre immédiatement une copie au registrateur de la division d'enregistrement où se trouve l'immeuble annoncé en vente, et il est du devoir du registrateur d'informer les intéressés en la manière prescrite au Code civil. Avis au registrateur.

Le défaut de donner l'avis au registrateur n'annule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable des dommages en résultant. Défaut de donner l'avis.

Lorsqu'il n'est pas procédé à la vente de l'immeuble mentionné dans la liste et l'avis ci-dessus, le greffier chargé de telle vente doit, par lettre recommandée, donner un avis au registrateur l'informant de ce fait. 13 Geo. V, c. 65, s. 540. Si la vente n'a pas lieu.

552. Au temps fixé pour la vente, le greffier, par lui-même ou par une autre personne, vend au plus haut enchérisseur les immeubles décrits dans les avis et sur lesquels il est encore dû des taxes, après avoir fait connaître le montant des deniers à prélever sur chacun de ces immeubles, y compris la part des frais encourus pour la vente en proportion du montant de la dette. Les immeubles sont offerts en vente et vendus séparément, dans l'ordre où ils sont placés dans l'avis. 13 Geo. V, c. 65, s. 541. Vente par le greffier au temps fixé.

553. L'adjudicataire doit payer immédiatement le prix de son adjudication. Paiement du prix de l'adjudication.

À défaut de paiement immédiat, la personne faisant la vente remet sans délai l'immeuble en vente, ou ajourne la vente au lendemain, ou à un autre jour dans la huitaine, en donnant, à haute et intelligible voix, avis Défaut de paiement.

de l'ajournement aux personnes présentes. 13 Geo. V, c. 65, s. 542.

Certificat
d'adjudica-
tion.

554. Sur paiement par l'adjudicataire du montant de son acquisition, le greffier constate les particularités de la vente dans un certificat fait en double, sous sa signature, et en remet un double à l'adjudicataire. 13 Geo. V, c. 65, s. 543.

Effet du cer-
tificat.

555. L'adjudicataire est dès lors saisi de la propriété de l'immeuble adjugé, et peut en prendre possession, sujet au retrait qui peut en être fait dans l'année qui suit, sans pouvoir cependant y enlever le bois ou les constructions pendant ladite année. 13 Geo. V, c. 65, s. 544.

Liste des
immeubles
vendus,
transmise au
régistrateur.

556. Dans les huit jours qui suivent l'adjudication, le greffier transmet au régistrateur une liste des immeubles ainsi vendus pour taxes municipales, avec le nom de l'acquéreur de chacun de ces immeubles. 13 Geo. V, c. 65, s. 545.

Transmission
du produit de
la vente au
protonotaire.

557. Le produit de la vente de chaque immeuble est transmis par le greffier au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, pour qu'il soit distribué suivant la loi.

Radiation de
l'enregistre-
ment des
créances, etc.

Le protonotaire, après la distribution des deniers, est tenu de déposer au bureau d'enregistrement une copie certifiée du jugement de distribution pour la radiation totale ou partielle de l'enregistrement des créances, privilèges ou hypothèques qui ont été payées, en tout ou en partie. 13 Geo. V, c. 65, s. 546.

Défaut de re-
trait dans
l'année.

558. Si, dans l'année qui suit le jour de l'adjudication, l'immeuble adjugé n'a pas été racheté ou retrait d'après les dispositions ci-après, l'adjudicataire en demeure propriétaire irrévocable. 13 Geo. V, c. 65, s. 547.

Droit de l'ac-
quéreur s'il
n'y a pas de
retrait.

559. Tel acquéreur, sur exhibition du certificat d'adjudication, et sur preuve du paiement des taxes municipales et scolaires devenues dues dans l'intervalle à raison du même immeuble, a droit, à l'expiration du délai d'un an, à un acte de vente de la part du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 548.

Acte de ven-
te.

560. L'acte de vente est consenti au nom de la municipalité par le maire ou par le greffier, par acte devant notaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 549.

561. Tous les droits acquis à l'adjudicataire passent à ses héritiers ou ayants cause. 13 Geo. V, c. 65, s. 550. Droits de l'adjudicataire.

562. La vente faite en vertu des dispositions ci-dessus est un titre translatif de la propriété de l'immeuble adjudgé. 13 Geo. V, c. 65, s. 551. Droits conférés par le titre.

563. Elle transfère à l'adjudicataire tous les droits du propriétaire primitif et purge l'immeuble de tout privilège et hypothèque dont il peut être grevé, excepté le droit aux taxes spéciales non échues imposées sur l'immeuble, le droit aux rentes foncières constituées, aux droits seigneuriaux et aux rentes qui leur sont substituées, aux taxes ou cotisations scolaires et aussi le droit des syndics pour le montant de toute cotisation imposée sur cet immeuble pour défrayer les dépenses de construction ou de réparation d'église, sacristie, presbytère ou cimetière. Mais les arrérages de rentes et les taxes et cotisations ci-dessus mentionnés, échus avant la vente, sont purgés par la vente, à moins qu'il ne soit produit au bureau du conseil, au moins huit jours avant la vente, un état certifié de ces arrérages, taxes ou cotisations. Effets de la vente quant à certains droits.

L'enregistrement de l'acte de vente opère la radiation de l'enregistrement des privilèges et des hypothèques enregistrés sur l'immeuble et qui sont éteints par la vente. 13 Geo. V, c. 65, s. 552. Effet de l'enregistrement de l'acte de vente.

VIII.—*Rachat des immeubles vendus pour taxes*

564. L'immeuble vendu pour taxes peut être racheté par le propriétaire ou ses représentants légaux, en tout temps durant l'année qui suit la date de l'adjudication, sur paiement à l'adjudicataire du prix de vente, y compris le coût du certificat d'adjudication, avec intérêt à raison de dix pour cent par an, une fraction de l'année étant comptée pour l'année entière. 13 Geo. V, c. 65, s. 553. Retrait.

565. Le propriétaire a alors le droit d'obtenir de l'adjudicataire, mais à ses propres frais, un acte devant notaire constatant le remboursement des deniers et le rachat de l'immeuble. Droit du propriétaire à un acte constatant le rachat.

L'enregistrement d'une copie authentique de cet acte lui fait recouvrer le droit de propriété qu'il avait dans l'immeuble au moment de la vente, sujet aux dettes privilégiées et hypothécaires qui grevaient l'immeuble à cette même date, moins ce qui en a été payé par la distribution des deniers prélevés en vertu de la vente. 13 Geo. V, c. 65, s. 554. Effet de l'enregistrement de cet acte.

Rachat par
une autre
personne.

566. Toute personne, autorisée ou non, peut racheter ou retirer l'immeuble de la même manière, mais au nom et pour le profit seulement de celui qui en était propriétaire au temps de l'adjudication. 13 Geo. V, c. 65, s. 555.

Privilège de
l'acheteur.

567. La personne qui opère ainsi le rachat acquiert le droit de se faire rembourser, par le propriétaire, de la somme qu'elle a payée, avec intérêt au taux de huit pour cent. L'acte de rachat, après son enregistrement, lui assure sur l'immeuble, pour le remboursement de ses deniers, un privilège qui prend rang après les taxes municipales, nonobstant les dispositions de l'article 2009 du Code civil. 13 Geo. V, c. 65, s. 556.

IX.—*De l'achat par la municipalité des immeubles vendus pour taxes*

Achat par
la municipa-
lité, des im-
meubles ven-
dus pour
taxes.

568. Lorsque des immeubles situés dans une cité ou une ville sont mis en vente pour taxes municipales ou scolaires, la municipalité peut enchérir et acquérir ces immeubles par l'entremise du maire ou d'une autre personne, sur autorisation du conseil, sans être tenue de payer immédiatement le montant de l'adjudication. La municipalité peut aussi enchérir et acquérir ces immeubles à toute vente du shérif ou à toute autre vente ayant l'effet d'une vente du shérif.

Limitation de
l'enchère.

L'enchère de la municipalité ne doit cependant, en aucun cas, dépasser le montant des taxes, en capital, intérêt et frais, plus un montant suffisant pour satisfaire à toute dette privilégiée d'un rang antérieur ou égal à celui des taxes municipales. 13 Geo. V, c. 65, s. 557; 15 Geo. V, c. 59, s. 1.

Imposition
de ces immeu-
bles.

569. La cité ou la ville fait inscrire, en son nom, ces immeubles ainsi achetés sur les rôles d'évaluation et de perception et sur les rôles de répartition spéciale, et les impose comme tout autre immeuble sujet aux taxes; et ces immeubles restent sujets aux taxes municipales et scolaires comme tout autre immeuble et sont de même imposés.

Ce que com-
prend le prix
de rachat au
cas de retrait.

Si le droit de retrait est exercé, le prix de rachat doit comprendre, en sus du montant payé par la municipalité pour cet immeuble et de l'intérêt de dix pour cent sur ce montant, la somme des taxes municipales et scolaires générales ou spéciales imposées sur cet immeuble depuis la date de l'adjudication jusqu'à la date du rachat, ou les versements dus sur ces taxes si elles sont payables par versements, ainsi que les sommes d'argent dues à la municipalité pour taxes qui n'ont pas été payées par la distribution des deniers prélevés en vertu de la vente.

Après le rachat, les versements non échus des taxes spéciales continuent à grever l'immeuble racheté, et le propriétaire en est responsable. 13 Geo. V, c. 65, s. 558. Versements non échus.

570. Si le retrait n'est pas exercé dans l'année de l'adjudication, le greffier, le shérif, le protonotaire ou le syndic, suivant le cas, dresse et signe un acte de vente en faveur de la municipalité et le fait enregistrer. 13 Geo. V, c. 65, s. 559; 15 Geo. V, c. 59, s. 2. Si le retrait n'est pas exercé.

571. Ces immeubles ainsi acquis par la municipalité et qui n'ont pas été rachetés, doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrète par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé. Le ministre des affaires municipales peut cependant prolonger ce délai, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes. 13 Geo. V, c. 65, s. 560. Vente des immeubles acquis par la municipalité.

§ 27.—De l'exemption de taxes

572. Le conseil peut, par une résolution, faire remise du paiement des taxes municipales aux personnes pauvres de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 561. Exemption de taxes.

§ 28.—Des emprunts

573. La corporation peut emprunter des sommes d'argent pour faire des améliorations dans la municipalité, et généralement pour toutes les fins de sa compétence. 13 Geo. V, c. 65, s. 562. Pouvoir d'emprunter.

574. Sauf les cas prévus par l'article 597 et les autres cas spécialement réglés par une loi, tout emprunt doit être préalablement autorisé par un règlement du conseil, approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil, en la manière et suivant les formalités ci-après prescrites. 13 Geo. V, c. 65, s. 563. Règlements d'emprunt et leur approbation.

575. Le règlement décrétant un emprunt doit spécifier le montant de l'emprunt et les fins auxquelles la somme à emprunter doit être employée. Contenu des règlements.

S'il s'agit de payer une dette, le règlement doit énoncer le nom du créancier, la cause de l'obligation, la date où elle a été encourue et celle de l'échéance. Dans le cas de dette.

S'il s'agit de travaux à exécuter, le règlement doit les décrire et en mentionner l'estimation, ou référer au règlement qui les a ordonnés. 13 Geo. V, c. 65, s. 564. Dans le cas de travaux.

Mode de
rembourse-
ment.
Terme de
rembourse-
ment.

576. Le règlement doit aussi spécifier le mode de remboursement et le terme d'échéance de l'emprunt.

A moins d'une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil, obtenue avant la passation du règlement par le conseil, le terme de remboursement ne peut excéder la période de temps fixée par l'article 2 de la Loi des dettes et emprunts municipaux (chap. 111).

Terme maxi-
mum.

Dans les cas non prévus par ledit article 2, le terme maximum est de dix ans ; mais le ministre des affaires municipales peut autoriser un plus long terme, qui cependant ne doit pas excéder trente ans, s'il lui est démontré que l'emprunt est destiné à payer le coût de travaux permanents. 13 Geo. V, c. 65, s. 565.

Taux de l'in-
térêt.

577. Le taux de l'intérêt ne peut excéder six pour cent par année.

Si l'emprunt
est fait par
émission d'o-
bligations.

Lorsque le règlement autorise un emprunt par émission d'obligations, le ministre des affaires municipales peut permettre à la municipalité d'emprunter à un taux d'intérêt moins élevé que celui fixé dans le règlement, s'il lui est démontré que ce changement est avantageux pour la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 566.

Intérêt et
fonds d'a-
mortisse-
ment.

578. Le règlement qui décrète un emprunt doit aussi pourvoir, conformément aux règles qui suivent, au paiement des intérêts et à la formation d'un fonds d'amortissement.

Ce que com-
prend le fonds
d'amortisse-
ment.

Le fonds d'amortissement peut être formé, soit au moyen d'une taxe spéciale imposée par le règlement et prélevée annuellement, pendant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables de la municipalité ou sur les immeubles des propriétaires ou occupants tenus au paiement de l'emprunt, soit en affectant annuellement à cette fin une portion des revenus généraux de la municipalité. Dans l'un et l'autre cas, la somme versée chaque année au fonds d'amortissement doit être suffisante pour former, avec les intérêts composés qu'elle produit au taux de trois et demi pour cent par année, le capital qui doit être remboursé à l'échéance.

Prélèvement
du montant
nécessaire au
paiement des
intérêts.

Le montant nécessaire au paiement des intérêts peut de même être distrait des revenus généraux, ou prélevé annuellement au moyen d'une taxe spéciale imposée, par le règlement, sur tous les immeubles imposables de la municipalité ou des propriétaires ou occupants tenus au paiement de l'emprunt.

Taxe spéciale
en certains
cas.

Néanmoins, la municipalité ne peut employer au paiement des intérêts et à la formation de fonds d'a-

mortissement, plus de la moitié de ses revenus ordinaires provenant des taxes générales qu'elle a le droit d'imposer en vertu des articles 521 et suivants, et l'excédent qui lui est nécessaire pour ces fins doit être prélevé au moyen d'une taxe spéciale sur les immeubles 13 Geo. V, c. 65, s. 567.

579. Si l'emprunt est remboursable par paiements annuels ou semestriels ou par annuités, les deniers affectés à l'amortissement sont employés chaque année au remboursement d'une portion du capital de l'emprunt. Lorsque l'emprunt est remboursable autrement que par paiements annuels ou semestriels, ou par annuités, ces deniers doivent être déposés ou placés conformément aux dispositions des articles 33 et suivants de la Loi des dettes et emprunts municipaux (chap. 111).

Emploi ou dépôt des deniers affectés au fonds d'amortissement.

Quand il est obligatoire de déposer un fonds d'amortissement au bureau du trésorier de la province et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le contrôleur du revenu de la province, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur d'obligations, contribuable, ou toute autre personne intéressée, peut, par une poursuite judiciaire, contraindre la municipalité à faire le dépôt, et lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la municipalité, les dispositions de la présente loi concernant l'exécution des jugements contre les corporations municipales et contenues aux articles 628 à 641, sont applicables. 13 Geo. V, c. 65, s. 568.

Poursuite pour obliger de faire le dépôt.

580. Sauf les cas prévus à l'article 597, la municipalité peut faire des emprunts sous forme d'émission d'obligations, signées par le maire et par le greffier et portant le sceau de la corporation.

Émission d'obligations.

Ces obligations peuvent être nominatives, à ordre ou au porteur. Elles sont payables aux dates fixées dans le règlement, et portent intérêt payable semi-annuellement aux dates aussi fixées dans le règlement.

Forme des obligations.

Les obligations au porteur sont transmissibles par simple livraison.

Transfert par livraison.

Les obligations nominatives et les obligations à ordre sont transmissibles par endossement. Après leur endossement par le titulaire, sans désignation de bénéficiaire, elles deviennent payables au porteur et peuvent être transférées par simple livraison.

Id., par endossement, etc.

Si les obligations sont payables au porteur ou détenteur enregistré, elles sont transmissibles par simple livraison tant qu'elles n'ont pas été enregistrées au nom du porteur ou détenteur. Après leur enregistrement au nom d'une personne désignée, elles peuvent être transférées au moyen d'un nouvel enregistrement.

Transfert des obligations payables au détenteur enregistré.

Effet du
transfert.

Le transfert effectué suivant les dispositions ci-dessus transmet la propriété du titre à l'acquéreur, et lui donne le droit d'intenter une action sur ce titre, en son nom. 13 Geo. V, c. 65, s. 569.

Contenu des
obligations.

581. L'obligation doit mentionner:

- 1° Le nom de la municipalité qui l'émet;
- 2° Le règlement en vertu duquel elle est émise;
- 3° Le montant pour lequel elle est émise;
- 4° Le taux de l'intérêt annuel;
- 5° Le temps et le lieu du paiement, tant des intérêts que du capital;
- 6° La date de son émission. 13 Geo. V, c. 65, s. 570.

Coupons.

582. Il peut être annexé à chaque obligation des coupons, dont chacun constitue le titre de créance d'un terme d'intérêt. Ces coupons sont payables au porteur, à l'échéance de l'intérêt qui y est mentionné, et portent un numéro d'ordre ainsi que le numéro de l'obligation à laquelle ils sont attachés.

Signature des
coupons.

Ils sont signés par le maire et par le greffier; mais un fac-similé des signatures de ces officiers, imprimé, lithographié ou gravé sur les coupons, suffit.

Remise des
coupons.

Sur paiement de l'intérêt, les coupons sont remis au trésorier, et la possession d'un coupon par cet officier constitue la preuve du paiement de l'intérêt qui y est mentionné.

Dispositions
applicables
décrétées par
règlement,
etc.

Toute municipalité de cité ou de ville, qui n'est pas régie par les dispositions du présent article, peut, par un règlement de son conseil, décréter que ces dispositions s'appliquent à ladite municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 571; 14 Geo. V, c. 55, s. 3.

Garantie des
obligations.

583. Le principal et les intérêts des obligations sont garantis par le fonds général de la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 572.

Mode de rem-
boursement
de l'emprunt.

584. Le conseil peut décréter dans le règlement, que l'emprunt sera remboursé par paiements annuels ou semestriels comprenant une fraction du capital, les intérêts étant représentés par des coupons, ou par annuités comprenant à la fois les intérêts et une fraction du capital et représentées par des titres ou obligations à échéance annuelle ou semestrielle.

Contenu du
règlement.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, le règlement doit contenir un tableau des paiements ou des annuités, indiquant le montant payable à chaque échéance, le nombre d'obligations rachetables annuellement ou par semestre, et le montant de chacune d'elles.

Mode de rem-
boursement

S'il résulte des dispositions du règlement que l'emprunt est remboursable en entier à une date détermi-

née, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande du conseil formulée par résolution et sans l'approbation des électeurs, peut permettre à la corporation de contracter un emprunt remboursable par paiements annuels ou semestriels ou par annuités, conformément aux dispositions du présent article.

Cette autorisation du lieutenant gouverneur en conseil peut être donnée, soit avant la publication de l'avis de demande de soumissions mentionné en l'article 585, soit après l'adjudication, avec le consentement de la personne dont la soumission a été acceptée. 13 Geo. V, c. 65, s. 573.

585. La corporation doit vendre par voie d'adjudication les obligations qu'elle est autorisée à émettre, sur soumissions écrites, après un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* quinze jours au moins avant la date fixée pour l'examen des soumissions, à une séance publique du conseil de la municipalité ou de l'un des comités.

Cet avis fait connaître le montant, le terme et le mode de remboursement de l'emprunt, le taux de l'intérêt, et le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'adjudication, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée leur sont remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre est acceptée lui est remis après l'exécution du contrat.

Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Cependant, une soumission qui ne contient pas cette mention peut être acceptée par le conseil si elle lui paraît être la plus avantageuse, pourvu que, dans ce cas, l'acceptation du conseil soit approuvée par le ministre des affaires municipales.

Le ministre des affaires municipales peut cependant autoriser la corporation à vendre ses obligations de gré à gré, sans l'accomplissement des formalités prescrites par le présent article, aux conditions qu'il juge à propos d'imposer. 13 Geo. V, c. 65, s. 574.

586. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour avoir force et vigueur, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le mari ayant qualité d'électeur par les immeubles de sa femme a le droit de voter sur les règlements d'emprunt. 13 Geo. V, c. 65, s. 575.

Approbation
des électeurs.

587. Le règlement doit être soumis à l'approbation des électeurs conformément aux articles 399 à 410, dans les quarante jours de sa passation par le conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 576.

Nombre de
votes re-
quis.

588. 1. Sauf les cas prévus aux articles 589 et 590, pour qu'un règlement soit approuvé par les électeurs, il faut que le nombre de votes donnés sur le règlement atteigne au moins les chiffres suivants:

a) Un vingtième du nombre des propriétaires d'immeubles imposables qui sont électeurs municipaux, si ce nombre est de deux mille ou plus dans la municipalité;

b) Huit centièmes, si le nombre des propriétaires d'immeubles imposables qui sont électeurs municipaux est de mille ou plus, mais n'atteint pas deux mille;

c) Un huitième, si le nombre des propriétaires d'immeubles imposables qui sont électeurs municipaux est au-dessous de mille.

Majorité en
nombre et en
valeur.

2. En outre, le règlement doit être approuvé par la majorité, en nombre et en valeur immobilière, de ceux qui ont voté. 13 Geo. V, c. 65, s. 577.

Si le montant
des emprunts
égale vingt
pour cent de
l'évaluation.

589. 1. Lorsque le montant des emprunts contracté par la municipalité, y compris l'emprunt projeté, égale vingt pour cent de la valeur de la propriété immobilière imposable de la municipalité, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, aucun nouvel emprunt ne peut être contracté, ni aucune dette subséquente être encourue qui aurait, sur les revenus de la municipalité, le même effet qu'un emprunt, à moins que le règlement n'ait fait l'objet d'un vote:

a) D'au moins un dixième du nombre total des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, si ce nombre est de deux mille ou plus dans la municipalité;

b) D'au moins un huitième, si le nombre des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables est de mille ou plus, mais n'atteint pas deux mille;

c) D'au moins un cinquième, si le nombre des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables est au-dessous de mille.

Majorité en
nombre et en
valeur.

2. En outre, le règlement doit avoir été approuvé par une majorité d'au moins les deux tiers, en nombre et en valeur immobilières, de ceux qui ont voté.

Immeubles
non imposés.

3. Les immeubles temporairement exemptés de taxes doivent être considérés comme immeubles imposables, pour établir le chiffre équivalant à vingt pour cent de la valeur de la propriété immobilière imposable, pour les fins du présent article. 13 Geo. V, c. 65, s. 578.

Ann.
168.V.2.3 4.4.4

Ann. 168.V
c. 3 4.3.5.

590. 1. Lorsque les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à la formation de fonds d'amortissement, égalent la moitié des revenus généraux provenant des taxes imposées en vertu des articles 521 et suivants, la municipalité ne peut contracter aucun emprunt sub-séquent, à moins que le règlement qui l'autorise n'ait fait l'objet d'un vote:

Ann 149.V.C. 14. 6.6

Si la moitié des taxes générales est déjà employée au paiement des emprunts.

a) D'au moins un dixième du nombre total des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, si ce nombre est de deux mille ou plus dans la municipalité;

b) D'au moins un huitième, si le nombre des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables est de mille ou plus, mais n'atteint pas deux mille;

c) D'au moins un cinquième, si le nombre d'électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables est au-dessous de mille.

2. En outre, le règlement doit être approuvé par la majorité, en nombre et en valeur immobilière, de ceux qui ont voté.

Majorité en nombre et en valeur.

3. Il est de plus nécessaire que le règlement pourvoie au paiement des intérêts et à la formation d'un fonds d'amortissement par l'imposition d'une taxe spéciale sur les immeubles, prélevable annuellement pendant le terme de l'emprunt. 13 Geo. V, c. 65, s. 579.

Imposition d'une taxe spéciale.

591. Lorsque l'emprunt est contracté pour des travaux dont le coût doit être supporté par les propriétaires d'immeubles d'une partie seulement de la municipalité, la taxe à prélever chaque année, pendant le terme de l'emprunt, n'est imposée que sur les propriétaires intéressés; mais elle doit être suffisante pour payer les intérêts chaque année et constituer le capital remboursable à l'échéance des obligations. Dans ce cas, les propriétaires obligés, qui sont électeurs municipaux, ont seuls le droit de voter pour l'approbation ou la désapprobation du règlement, et le règlement est censé approuvé s'il l'a été par la majorité en nombre et en valeur desdits propriétaires électeurs obligés. 13 Geo. V, c. 65, s. 580.

Taxe sur certains propriétaires, en certains cas.

Leur droit de vote.

592. Après qu'un règlement d'emprunt a été approuvé par les électeurs, le greffier transmet au ministre des affaires municipales, pour qu'il les soumette au lieutenant-gouverneur en conseil, les pièces et documents suivants:

Transmission de certains documents au lt-gouv. en conseil.

1° Copie certifiée du règlement;

2° Copie de la résolution du conseil à l'effet d'adopter le règlement;

3° Copie de la résolution du conseil ou de l'ordonnance du maire fixant les jours de votation;

4° Copie de l'avis public convoquant les électeurs propriétaires d'immeubles imposables à voter;

5° Certificat de publication de l'avis de convocation et du règlement;

6° Copie du certificat du président du bureau de votation constatant le résultat du vote;

7° Copie du certificat soumis au conseil par le maire et le greffier en vertu de l'article 407;

8° Certificat du greffier indiquant le nombre total des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables;

9° Copie du certificat du directeur du Service provincial d'hygiène approuvant les plans des travaux, lorsque cette approbation est requise;

10° État certifié par le trésorier, rédigé suivant la formule 34, indiquant: a) la valeur totale de la propriété immobilière imposable dans la municipalité; b) le montant des dettes de la municipalité; c) le montant des taxes générales perçues pendant la dernière année fiscale; d) les emprunts et les émissions d'obligations et le montant encore dû sur chacun d'eux; e) la somme affectée annuellement au paiement des intérêts et aux fonds d'amortissement, en spécifiant les montants prélevés par taxes spéciales et ceux qui proviennent des revenus généraux.

Remise des honoraires.

Le greffier doit en même temps faire remise au ministre des affaires municipales des honoraires fixés par le tarif pour examen et prise en considération du règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 581.

Production de documents.

593. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil ou du greffier tous les documents et les renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer de l'utilité du règlement ou de l'une quelconque de ses dispositions. 13 Geo. V, c. 65, s. 582.

Preuve requise avant l'approbation.

594. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas approuver un règlement d'emprunt tant qu'il n'a pas reçu la preuve que toutes les formalités prescrites pour la passation de ce règlement ont été accomplies. 13 Geo. V, c. 65, s. 583.

Modification des règlements d'emprunt.

595. Nonobstant les dispositions de l'article 394, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier un règlement d'emprunt, à la demande formulée par simple résolution du conseil qui a passé le règlement et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des électeurs pro-

priétaires, pourvu que les modifications ne changent pas l'objet de l'emprunt, qu'elles n'augmentent ni le montant de l'emprunt ni le taux de l'intérêt, et qu'elles ne prolongent ni n'abrègent le terme de remboursement. 13 Geo. V, c. 65, s. 584.

596. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux règlements qui décrètent l'émission d'obligations pour payer une dette par la livraison des obligations aux créanciers, ou pour accorder de l'aide dans les cas permis. 13 Geo. V, c. 65, s. 585.

Application
de ce para-
graphe.

597. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la municipalité peut, en attendant la perception des taxes générales et spéciales et du prix de l'eau, contracter des emprunts par billets, pour une période de temps n'excédant pas l'exercice financier alors en cours, sur simple résolution du conseil et sans être tenue d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants ainsi empruntés ne doivent cependant excéder, en aucun temps, le quart des recettes ordinaires de l'année précédente. 13 Geo. V, c. 65, s. 586.

Emprunts
temporaires
par billets.

§ 29.—De l'expropriation

598. Le conseil peut s'approprier tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude nécessaire à l'exécution des travaux qu'il a ordonnés dans les limites de ses attributions, en se conformant aux dispositions suivantes. 13 Geo. V, c. 65, s. 587.

Droit d'ex-
propriation.

599. Le conseil peut aussi s'approprier, en tout ou en partie, en se conformant aux dispositions de la présente loi relatives à l'expropriation, les chemins macadamisés ou empierrés dans la municipalité, appartenant à une ou à plusieurs compagnies. 13 Geo. V, c. 65, s. 588.

Chemins ma-
cadamisés.

600. Le conseil ne peut prendre, par voie d'expropriation, les propriétés suivantes:

Défense d'ex-
proprier cer-
taines pro-
priétés.

1° Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage;

2° Celles occupées par le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial;

3° Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemins de fer, des fabriques ou des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation;

4° Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs dépendances. 13 Geo. V, c. 65, s. 589.

Défense d'en-
dommager un
canal, etc.

601. Le conseil ne peut non plus, sans le consentement du propriétaire, nuire, en aucune manière, à un canal ou à une chaussée de moulin ou de manufacture, ni détourner le cours de l'eau alimentant un canal, un moulin ou une manufacture. 13 Geo. V, c. 65, s. 590.

Indemnité
fixée par con-
vention.

602. L'indemnité à payer pour tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude, sujet à expropriation, peut être fixée et arrêtée par convention entre le conseil et le propriétaire.

Qui peut
faire telle
convention.

Peuvent faire une telle convention: dans le cas de substitution, le grevé; dans le cas d'usufruit, l'usufruitier; dans le cas d'interdiction, le curateur; dans le cas de minorité, le tuteur; dans le cas de biens propres appartenant à une femme commune ou séparée de biens, la femme autorisée par son mari, ou s'il est absent ou interdit, ou refuse, autorisée par le juge. 13 Geo. V, c. 65, s. 591.

Question sou-
mise à la
Commission
des services
publics de
Québec.

603. A défaut d'entente entre les parties, la valeur de l'immeuble en question, de même que tout ce qui entre en compensation de la valeur de cet immeuble, est estimé par la Commission des services publics de Québec. 13 Geo. V, c. 65, s. 592.

Commission
substituée à
l'arbitrage.

604. Lorsque, en vertu des dispositions de la chartre ou de quelque règlement, il y a lieu de procéder par arbitrage, la Commission des services publics de Québec est substituée à tel arbitrage et l'une ou l'autre des parties peut s'adresser à ladite commission relativement à la question à résoudre. 13 Geo. V, c. 65, s. 593.

Commission
des services
publics pro-
cède après
avis.

605. La Commission des services publics de Québec procède aux temps et lieux fixés par elle et dont elle a donné un avis spécial d'au moins six jours aux parties intéressées.

Enquête et
décision
finale.

Elle entend les parties et leurs témoins sous serment et, après avoir examiné l'immeuble si elle le juge à propos, elle donne sa décision par ordonnance comme dans toute autre matière qui lui est soumise. Cette décision est finale et sans appel. 13 Geo. V, c. 65, s. 594; 14 Geo. V, c. 57, s. 1.

Contenu de la
décision.

606. Dans toute décision rendue par elle, la Commission des services publics de Québec désigne le lot dont l'immeuble pris fait partie, indique le propriétaire de cet immeuble, ainsi que le règlement ou l'ordre du

conseil en vertu duquel cet immeuble est pris, et fixe le montant de l'indemnité, si elle en accorde une, sinon elle en constate le refus. 13 Geo. V, c. 65, s. 595.

607. Sur le paiement ou l'offre légale du montant de l'indemnité convenue ou accordée, ou sur le dépôt fait en vertu de l'article 609, la municipalité a droit de prendre possession de l'immeuble. Prise de possession par la municipalité.

Si quelqu'un résiste ou s'oppose à la prise de possession, un juge de la Cour supérieure peut, sur preuve de la décision de la Commission des services publics de Québec et du paiement, ou de l'offre, ou du dépôt, selon le cas, adresser son mandat à un huissier ou au shérif pour mettre la municipalité en possession de l'immeuble et faire cesser toute résistance ou opposition, ce que l'huissier ou le shérif fait en prenant avec lui l'assistance suffisante. 13 Geo. V, c. 65, s. 596. Cas de résistance.

608. 1. Ce mandat peut aussi être accordé par le juge avant telle décision de la Commission des services publics de Québec, ou avant l'arrangement, sur un affidavit satisfaisant portant que la possession immédiate du terrain, ou le pouvoir de faire la chose mentionnée dans l'avis ci-après mentionné, est nécessaire pour la confection de quelque partie des travaux ordonnés par le conseil dans les limites de ses attributions, et que la municipalité est prête à commencer immédiatement. Émission d'un mandat pour la prise de possession préalable.

2. Le juge ne doit accorder ce mandat que si un avis de dix jours du temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite a été signifié au propriétaire du terrain, ou à la personne ayant droit d'en passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans l'immeuble faisant l'objet de l'expropriation, ou qui peut être exposée à souffrir des dommages par suite de l'exécution des travaux. Avis au propriétaire, etc.

3. Le juge ne doit accorder ce mandat à moins que la municipalité ne donne cautionnement à sa satisfaction, en déposant dans une banque qu'il désigne, au nom du greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité et de tel propriétaire ou de telle personne conjointement, une somme plus forte que celle à laquelle il estime l'indemnité probable. Cautionnement.

Les frais de requête et d'audition devant le juge sont payés par la municipalité à tout événement. Frais

4. La requête, le mandat de possession et tous autres documents se rapportant à telle procédure incidente sont déposées dans les archives de la Cour supérieure du district, et un registre spécial de telle procédure est tenue par le protonotaire. Dépôt des documents.

Rembourse-
ment des de-
niers dépo-
sés.

5. Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient ne doit être remboursée ou payée soit à la municipalité, soit au propriétaire ou à la personne intéressée, sans un ordre du juge qui est autorisé à l'émettre, rendu conformément aux termes de la décision de la Commission des services publics de Québec ou de l'arrangement à l'amiable entre les parties. 13 Geo. V, c. 65, s. 597.

Ratification
de titre.

609. Si le propriétaire exproprié est inconnu, ou si le conseil, par crainte de réclamation ou pour toute autre cause, juge à propos d'en agir ainsi, il dépose le montant de l'indemnité avec les intérêts pour six mois, au bureau du protonotaire du district, avec une copie de l'acte d'arrangement ou de la décision de la Commission des services publics de Québec; et des procédures sont instituées pour la ratification de tel acte ou de telle décision, en suivant les mêmes formalités et avec les mêmes effets que dans les demandes ordinaires en ratification de titre. 13 Geo. V, c. 65, s. 598.

SECTION XIII

DU RECOUVREMENT DES AMENDES

Recouvre-
ment des
amendes.

610. Les amendes imposées par les règlements du conseil ou par les dispositions de la présente loi ou de la charte, sont recouvrables devant le magistrat de district dans le district duquel elles ont été encourues, ou devant un juge de paix résidant dans la municipalité, s'il y en a un, sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine dans le district. 13 Geo. V, c. 65, s. 599.

Cumul des
poursuites.

611. Toutes les amendes encourues par une même personne peuvent être comprises dans la même poursuite. 13 Geo. V, c. 65, s. 600.

Prescription.

612. Toute poursuite en recouvrement de ces amendes doit être commencée dans les six mois après le jour où elles ont été encourues, sous peine de déchéance. 13 Geo. V, c. 65, s. 601.

Exercice du
droit d'ac-
tion.

613. Cette poursuite peut être intentée par toute personne majeure en son nom particulier, ou par la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 602.

Attribution
des amendes.

614. Les amendes recouvrées en vertu des règlements du conseil ou des dispositions de la présente loi ou de la charte, appartiennent, à moins qu'il n'en soit

autrement prescrit, pour une moitié au poursuivant, et pour l'autre moitié à la municipalité.

Si la poursuite a été intentée par la municipalité, l'amende lui appartient en entier.

Si l'amende est due par la municipalité, elle appartient en entier au poursuivant. 13 Geo. V, c. 65, s. 603.

615. A défaut du paiement de l'amende infligée par le tribunal et des frais, immédiatement après le prononcé du jugement, la personne condamnée peut être emprisonnée, sauf dans les cas où il est autrement prescrit, pour un temps n'excédant pas trente jours; l'emprisonnement cesse néanmoins sur paiement de la somme due.

Emprisonnement à défaut de paiement

Cet emprisonnement décharge la personne qui le subit de son obligation de satisfaire au jugement prononcé contre elle. 13 Geo. V, c. 65, s. 604.

Effet de l'emprisonnement.

616. Le demandeur ou le plaignant qui a été débouté avec dépens de sa plainte est passible d'emprisonnement à défaut de paiement des frais, de la manière prescrite en l'article 615, sauf dans les cas où il est autrement prescrit. 13 Geo. V, c. 65, s. 605.

Si la plainte est renvoyée.

617. Les poursuites intentées devant le magistrat de district ou un juge de paix, en vertu de l'article 610, sont entendues et décidées par lui, d'après les règles contenues dans la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165), sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les dispositions de la présente loi. 13 Geo. V, c. 65, s. 606.

Procédure à suivre.

618. Le juge de paix qui a signé le bref d'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et la décision de la cause. Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre juge de paix ayant juridiction dans le district. 13 Geo. V, c. 65, s. 607.

Audition.

619. Les rapports de signification par les huissiers sont faits sous leur serment d'office. 13 Geo. V, c. 65, s. 608.

Rapports de signification.

620. Le juge de paix ou le greffier prend des notes des parties importantes de la preuve, mais les dépositions ne sont prises à la sténographie que si les deux parties y consentent.

Notes des témoignages.

Signature des votes. Ces notes, signées par le juge de paix siégeant, font partie du dossier. 13 Geo. V, c. 65, s. 609.

Exécution du jugement. **621.** Le jugement du tribunal est exécutoire immédiatement après qu'il a été rendu. 13 Geo. V, c. 65, s. 610.

SECTION XIV

DES POURSUITES CONTRE LA MUNICIPALITÉ

§ 1.—*Des avis d'actions et des diverses procédures*

Dommmages résultant d'accidents. **622.** 1. Si une personne prétend s'être infligé, par suite d'un accident, des blessures corporelles, pour lesquelles elle se propose de réclamer de la municipalité des dommages-intérêts, elle doit, dans les trente jours de la date de tel accident, donner ou faire donner un avis écrit au greffier de la municipalité de son intention d'intenter une poursuite, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où elle demeure, faute de quoi la municipalité n'est pas tenue à des dommages-intérêts à raison de tel accident, nonobstant toute disposition de la loi à ce contraire.

Dommmages à la propriété. 2. Dans le cas de réclamation pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, un avis semblable doit aussi être donné au greffier de la municipalité dans les trente jours, faute de quoi la municipalité n'est pas tenue de payer des dommages-intérêts, nonobstant toute disposition de la loi.

Délai requis. 3. Aucune telle action ne peut être intentée avant l'expiration de quinze jours de la date de la signification de cet avis.

Défaut d'avis non préjudiciable en certains cas. 4. Le défaut de donner l'avis ci-dessus ne prive pas cependant la personne victime d'un accident de son droit d'action, si elle prouve qu'elle a été empêchée de donner cet avis pour des raisons jugées suffisantes par le juge ou par le tribunal.

Prescription des actions. 5. Aucune action en réclamation de dommages n'est recevable à moins qu'elle ne soit intentée dans les six mois qui suivent le jour où l'accident est arrivé, ou le jour où le droit d'action a pris naissance.

Recours de la municipalité. 6. La municipalité a un recours en garantie contre toute personne dont la faute ou la négligence a été la cause de l'accident et des dommages qui en résultent. 13 Geo. V, c. 65, s. 611.

Prescription des actions en dommages. **623.** Toute action, poursuite ou réclamation contre la municipalité ou l'un de ses officiers ou employés, pour dommages résultant de délits, de quasi-délits ou d'illé-

galités, est prescrite par six mois à partir du jour où le droit d'action a pris naissance, nonobstant toute disposition de la loi à ce contraire. 13 Geo. V, c. 65, s. 612.

624. Toute personne qui, par des excavations ou des obstructions dans une rue, qui ne sont pas autorisées par la loi ni par les règlements de la municipalité, rend cette rue dangereuse pour la circulation, ou qui, par négligence dans la manière de pratiquer les excavations ou de faire des obstructions qui ont été autorisées, ou par défaut de les entourer de garde-fous et d'y placer des lumières, rend cette rue insuffisante ou dangereuse pour la circulation, est responsable des dommages résultant de cette obstruction ou négligence, excepté des dommages provenant de la négligence de la personne même qui les a soufferts; et aucune action ne peut être maintenue contre la municipalité pour ces dommages, à moins que cette personne n'ait été mise en cause, si la municipalité le requiert du demandeur et lui indique les nom, résidence et qualité de cette personne. 13 Geo. V, c. 65, s. 613.

Dommages causés par des obstructions dans les rues.

625. Dans le cas où un jugement est rendu contre les défendeurs en vertu de l'article 624, l'exécution ne peut d'abord être prise que contre le défendeur en faute, et la municipalité n'est tenue de prendre des mesures pour payer le jugement, y compris les frais d'exécution contre le défendeur, qu'après que le bref d'exécution a été rapporté sans avoir été acquitté, ou dans le cas d'opposition ou contestation de la saisie pour d'autres raisons que des matières de forme.

Exécution du jugement.

Si la municipalité paye le jugement, elle devient subrogée dans les droits du demandeur, peut en exiger le paiement de l'autre défendeur et a droit de prendre une exécution contre ce dernier et d'adopter les autres procédures auxquelles peuvent avoir recours les créanciers en faveur de qui un jugement est rendu. 13 Geo. V, c. 65, s. 614.

Recours de la municipalité si elle a payé.

626. La signification d'une action ou poursuite intentée contre la municipalité est faite au greffier ou secrétaire-trésorier, soit à son bureau, soit à son domicile. 13 Geo. V, c. 65, s. 615.

Signification des actions à la municipalité.

627. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun jugement rendu contre la municipalité comportant seulement une condamnation pécuniaire n'est exécutoire avant l'expiration de trente jours après sa date. 13 Geo. V, c. 65, s. 616.

Délais de l'exécution des jugements.

§ 2.—*De l'exécution des jugements rendus contre la municipalité*

Païement sur signification.

628. Lorsqu'une copie d'un jugement condamnant la municipalité au paiement d'une somme de deniers a été signifiée au bureau du conseil, le trésorier doit aussitôt, sur autorisation du conseil ou du maire, en acquitter le montant à même les fonds qui sont à sa disposition, selon les règlements faits en vertu de l'article 482. 13 Geo. V, c. 65, s. 617.

Prélèvement à défaut de fonds.

629. S'il n'y a pas de fonds ou si ceux qui sont à la disposition du trésorier sont insuffisants, le conseil doit, aussitôt après la signification du jugement, ordonner par résolution au trésorier de prélever, sur les biens imposables de la municipalité, une somme suffisante pour le mettre en état d'en acquitter le montant, avec intérêts et frais. 13 Geo. V, c. 65, s. 618.

Délai pour prélever les fonds.

630. Le tribunal qui a rendu le jugement peut, sur requête présentée en terme ou en vacances, accorder au conseil tout délai qu'il croit nécessaire pour lui donner le temps de prélever le montant requis. 13 Geo. V, c. 65, s. 619.

Émission d'un bref d'exécution.

631. S'il n'a pas été satisfait au jugement dans les deux mois après la signification qui en a été faite au bureau du conseil, ou à l'expiration du délai accordé par le tribunal ou convenu entre les parties, la personne qui l'a obtenu peut, sur production du rapport de la signification, faire émettre par le tribunal, un bref d'exécution contre la municipalité, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais. 13 Geo. V, c. 65, s. 620.

Forme et contenu du bref.

632. Ce bref est attesté et signé par le greffier ou par le protonotaire, scellé du sceau du tribunal et adressé au shérif du district où est située la municipalité, auquel il enjoint entre autres choses :

1° De prélever de la municipalité, avec toute la diligence possible, le montant de la dette, des intérêts et des frais tant du jugement que de la saisie-exécution;

2° A défaut de paiement immédiat par la corporation :

a) De répartir le montant des deniers recouvrables sur tous les biens imposables de la municipalité, en proportion de la valeur portée au rôle d'évaluation, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations et sous les

mêmes pénalités que le feraient le conseil et le greffier, auxquels il est substitué de droit relativement au prélèvement de ces deniers;

b) De dresser, sans délai, un rôle spécial de perception;

c) De publier ce rôle spécial, dans la municipalité, en la manière requise par l'article 540;

d) D'exiger et percevoir les sommes portées au rôle spécial de perception, de la manière et dans les délais prescrits aux articles 540 et 541;

e) A défaut de paiement de ces sommes par les personnes qui y sont obligées, de les prélever avec dépens sur leurs biens meubles, en la manière prescrite par les articles 542 à 545, inclusivement;

f) De vendre les biens-fonds affectés à ces sommes, à défaut de paiement, de la même manière et avec les mêmes effets que s'il agissait en vertu d'un bref d'exécution sur les immeubles émis par la Cour supérieure du district;

3° De faire rapport au tribunal des deniers prélevés et de ses procédures, aussitôt que le montant de la dette, des intérêts et des frais a été perçu, ou, de temps en temps, sur ordre du tribunal. 13 Geo. V, c. 65, s. 621.

633. Il est du devoir du shérif d'exécuter sans délai, ^{Devoir du shérif.} soit par lui-même ou soit par ses officiers, les ordres qui lui sont donnés par ce bref ou par tout autre ordre subséquent décerné par le tribunal. 13 Geo. V, c. 65, s. 622.

634. Le shérif a libre accès aux registres, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres documents déposés ^{Accès du shérif aux archives, etc.} au bureau du conseil, et peut requérir les services des officiers municipaux de ce conseil, sous les mêmes pénalités que si ces services étaient requis par le conseil lui-même. 13 Geo. V, c. 65, s. 623.

635. Le shérif prend possession du rôle d'évaluation et de tous les autres documents qui lui sont nécessaires, ^{Droits et pouvoirs du shérif.} pour l'exécution du jugement et des ordres du tribunal.

Sur refus ou négligence du conseil ou des officiers municipaux de lui remettre ces documents, il est autorisé à en prendre possession. ^{Idem.} 13 Geo. V, c. 65, s. 624.

636. S'il est impossible à l'officier saisissant de se procurer le rôle d'évaluation devant servir de base à la perception des deniers, ou s'il n'y a pas de rôle, le shérif procède, sans délai, à faire l'évaluation des biens imposables; et il est autorisé à baser le rôle spécial de perception. ^{Rôle spécial de perception.}

ception des deniers recouvrables sur cette évaluation comme si elle était le rôle d'évaluation en vigueur.

Frais.

Les frais encourus pour cette évaluation, tels que taxés par le tribunal d'où le bref a été décerné, font partie des frais d'exécution et sont recouvrables contre la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 625.

Taxation des frais, etc.

637. Les honoraires, frais et déboursés du shérif sont taxés par le juge du tribunal d'où a été décerné le bref d'exécution, à sa discrétion. 13 Geo. V, c. 65, s. 626.

Remise des documents.

638. Le shérif remet une copie de son rôle spécial de perception, et tout autre rôle ou document dont il s'est mis en possession, au bureau du conseil, après avoir recouvré le montant entier porté au bref d'exécution, avec intérêts et frais. 13 Geo. V, c. 65, s. 627.

Arrérages.

639. Les arrérages dus en vertu du rôle spécial de perception du shérif appartiennent à la municipalité, et peuvent être recouverts par elle comme toute autre taxe municipale.

Surplus.

Le surplus, s'il y en a entre les mains du shérif, appartient à la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 628.

Ordres de la cour.

640. Le shérif peut obtenir du tribunal tout ordre propre à faciliter et à assurer l'exécution complète du bref qui lui a été adressé. 13 Geo. V, c. 65, s. 629.

Vente des biens de la municipalité.

641. Si la municipalité contre laquelle a été rendu le jugement possède des biens en son propre nom, ces biens peuvent être saisis et exécutés en la manière prescrite au Code de procédure civile.

S'ils sont affectés au paiement de la dette.

Si ces biens sont hypothéqués pour la dette qui fait l'objet du jugement, ils doivent être vendus avant l'émission du bref mentionné en l'article 631. 13 Geo. V, c. 65, s. 630.

SECTION XV

DE LA COUR DU RECORDER

§ 1.—*De l'organisation de la cour*

Établissement d'une Cour du recorder.

642. Le conseil d'une cité ou d'une ville peut, par règlement, établir une cour d'archives dans la municipalité, appelée "Cour du recorder", qui doit être présidée par un recorder nommé en la manière ci-après prescrite.

La cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou à tout autre endroit fixé par le conseil à sa discrétion.

Lieu des séances.

Cette cour a un sceau. 13 Geo. V, c. 65, s. 631.

Sceau.

643. Le recorder est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 632.

Nomination du recorder.

644. Le recorder doit être un avocat d'au moins cinq années de pratique. 13 Geo. V, c. 65, s. 633.

Qualité requise du recorder.

645. L'acceptation de cette charge et l'exercice de ces fonctions ne rendent pas le recorder inhabile à exercer sa profession devant une cour de justice autre que la Cour du recorder, nonobstant toute loi ou tout règlement à ce contraire. 13 Geo. V, c. 65, s. 634.

Droit du recorder d'exercer sa profession.

646. Le traitement du recorder, fixé par résolution du conseil, est payé par la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 635.

Traitement du recorder.

647. Le recorder peut nommer sous son seing un recorder suppléant, lequel doit être un avocat de cinq années de pratique. L'original de telle nomination doit être déposé et enregistré au bureau du greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 636.

Nomination d'un recorder suppléant.

648. La personne ainsi nommée, durant le temps limité dans la commission qui la nomme, ou, s'il n'y a pas de temps limité dans cette commission, à compter de la date de l'enregistrement, comme susdit, jusqu'à l'époque de sa révocation, possède la juridiction et tous les droits, pouvoirs et privilèges, et est tenue de remplir toutes les fonctions du recorder, à l'exclusion, durant cette période, de la personne qui l'a nommée.

Juridiction du recorder suppléant.

La municipalité n'est pas tenue de payer les services rendus par le suppléant, excepté en cas de maladie du recorder ou durant les vacances qui lui sont accordées, lesquelles ne doivent pas excéder trente jours par année. La rémunération à payer audit suppléant pour ses services en tel cas est fixée par le conseil.

Paiement du recorder suppléant.

La Cour du recorder n'est jamais considérée comme ayant été tenue illégalement, et les actes du recorder suppléant comme étant nuls, à raison de ce que l'absence du recorder n'est pas jugée avoir été nécessaire aux termes de la présente loi. 13 Geo. V, c. 65, s. 637.

Validité des actes du recorder suppléant.

649. Au cas de décès du recorder, son suppléant agit à sa place jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil ait nommé un successeur suivant la loi.

Pouvoir du suppléant en cas de décès du recorder.

Nomination d'un recorder suppléant par le conseil. Si le recorder meurt ou démissionne avant de s'être nommé un suppléant, le conseil en nomme un, qui est revêtu de tous les droits, pouvoirs et privilèges du recorder jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil en ait nommé un. 13 Geo. V, c. 65, s. 638.

Nomination du greffier de la cour. **650.** Le greffier de la Cour du recorder est nommé par le conseil durant bon plaisir.
Gardien du sceau. Il a la garde du sceau de la cour. 13 Geo. V, c. 65, s. 639.

Nomination d'un assistant. **651.** Le greffier peut, avec l'autorisation du recorder, par un écrit sous son seing, qui doit être par lui reconnu devant le recorder et inscrit au registre de la cour, nommer une personne compétente comme son assistant, et il peut destituer cette personne et la remplacer par une autre. 13 Geo. V, c. 65, s. 640.

Pouvoirs de l'assistant. **652.** Tant qu'il est en charge, cet assistant remplit toutes les fonctions et est revêtu de tous les pouvoirs imposés et conférés par la présente loi au greffier de la cour. 13 Geo. V, c. 65, s. 641.

Serment du recorder, du greffier et de son assistant. **653.** Aussitôt après leur nomination et avant d'entrer en fonction, le recorder, le recorder suppléant, le greffier et l'assistant-greffier doivent prêter serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge.

Omission de prêter serment. L'omission de leur part de prêter serment dans les dix jours de leur nomination constitue un refus d'acceptation de la charge. 13 Geo. V, c. 65, s. 642.

Devant qui le greffier et son assistant prêtent serment. **654.** Le greffier et son assistant prêtent le serment d'office devant la Cour du recorder, et ce serment est inscrit sur le document qui contient la nomination du greffier et de son assistant. 13 Geo. V, c. 65, s. 643.

Devoirs du greffier. **655.** Le greffier prépare et rédige tous les exploits d'assignation, mandats ou ordonnances quelconques qui sont émis par la cour ou par le recorder.

Qui conduit les causes. Il conduit toutes les causes et poursuites de la compétence ou juridiction de la cour ou du recorder, à l'exception de celles pour lesquelles la municipalité ou les parties en cause jugent à propos de se faire représenter par un avocat de leur choix. 13 Geo. V, c. 65, s. 644.

Huissiers de la cour. **656.** Le recorder, avec l'autorisation du conseil, peut nommer autant d'huissiers de la Cour du recorder qu'il le juge à propos; il peut les révoquer avec la même autorisation.

Ces huissiers ainsi nommés prêtent serment devant le recorder de remplir fidèlement leurs fonctions et sont officiers de cette cour. Leur serment.

Le recorder a aussi le droit de requérir les services des constables de la municipalité dans l'intérêt de la justice. Constables.
13 Geo. V, c. 65, s. 645.

§ 2.—*De la juridiction*

657. Le recorder est d'office juge de paix dans et pour le district dans lequel est située la municipalité et est revêtu de tous les droits et pouvoirs et de toute l'autorité de la Cour du recorder. Juridiction des recorders. 13 Geo. V, c. 65, s. 646.

658. La Cour du recorder a la juridiction d'un recorder et entend et juge sommairement: Juridiction de la cour:

1° Toute action intentée en vertu de quelque règlement ou résolution du conseil pour le recouvrement d'une somme d'argent due à la municipalité à raison de quelque taxe, licence, taxe de l'eau, permis ou location d'étaux de bouchers ou de tout autre étal ou place quelconque dans ou sur les marchés, ou en dehors des marchés; Percption des taxes, etc.

2° Toute action pour la mise à effet d'un règlement ou d'une résolution du conseil; Règlements;

3° Les poursuites pour le recouvrement ou l'imposition de toute pénalité ou amende, résultant de quelque infraction aux dispositions de la présente loi, de la chartre ou de tout règlement ou résolution de la municipalité; Recouvrement des amendes;

4° Les poursuites prévues par les articles 4 à 16 de la Loi de la police et du bon ordre (chap. 168), le recorder ayant tous les pouvoirs conférés par l'article 8 de ladite loi. Personnes débauchées, etc.

659. La Cour du recorder a juridiction concurrente avec la Cour de circuit et la Cour de magistrat, en ce qui concerne les relations entre locateurs et locataires, et elle a, à cette fin, tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires, y compris le pouvoir de faire émettre des brefs d'assignation, d'exécution et de possession, et de fixer et déterminer les frais qui doivent être payés par la partie perdante; pourvu toujours que la compétence de la Cour du recorder soit limitée aux cas où la somme réclamée n'excede pas vingt-cinq dollars et où il s'agit de propriétés occupées à raison d'une considération ou valeur annuelle qui ne dépasse pas la somme de cent dollars et que lesdites propriétés soient situées dans la municipalité; et Juridiction concurrente avec la Cour de circuit, etc., dans certains cas. Restrictions.

pourvu qu'il soit apposé sur toutes procédures devant cette cour les mêmes timbres judiciaires qui devraient être apposés si la procédure était intentée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, selon le cas. 13 Geo. V, c. 65, s. 648.

Bref de possession.

660. Après le jugement ordonnant l'expulsion d'un locataire en vertu de l'article 659, le demandeur peut, après l'expiration des trois jours qui suivent la signification du jugement à ce locataire, obtenir de la Cour du recorder un mandat ou bref de possession, qui est exécuté par un huissier de la Cour supérieure ou de la Cour du recorder, ou par un constable ou un membre du corps de police, chacun desquels est, pour cette fin, revêtu de l'autorité nécessaire. 13 Geo. V, c. 65, s. 649.

§ 3.—*De la procédure*

Séances de la cour.

661. La Cour du recorder peut être tenue tous les jours et aussi souvent que cela est nécessaire, et elle peut fixer, à sa discrétion, le temps auquel doit se faire l'instruction et doit être rendu le jugement dans toute cause de sa compétence, 13 Geo. V, c. 65, s. 650.

Causes spéciales.

662. Il est loisible au recorder de désigner aux parties une chambre où des causes spéciales peuvent être entendues et jugées. 13 Geo. V, c. 65, s. 651.

Articles du C. P. C. applicables.

663. Les articles contenues dans le chapitre LXIII du Code de procédure civile (articles 1253-1283), qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, au recorder et à la Cour du recorder, en matière civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 652.

Enregistrement des procédures.

664. Le greffier entre chaque jour succinctement dans un registre les procédures dans chaque cause ou plainte portée devant la cour.

Mode de les enregistrer.

Il n'est pas nécessaire que le greffier enregistre au long les procédures, jugements et condamnations de la cour, mais il tient un registre où il inscrit le nom du défendeur, la nature de la dette ou de l'infraction, la date et le dispositif du jugement.

Notes des procédures.

Les notes de la procédure écrites au dos de l'assignation ou plainte originale sont considérées comme suffisantes. 13 Geo. V, c. 65, s. 653.

Au nom de qui sont émis les brefs, etc.

665. Toute assignation et tout ordre, bref ou mandat de quelque nature que ce soit, émis par la cour, le

sont au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs; ils portent la signature du recorder, du greffier de la cour ou de l'assistant-greffier. 13 Geo. V, c. 65, s. 654.

666. Dans les cas de procès concernant des personnes arrêtées à vue par un officier ou constable de police pour une infraction aux dispositions contenues dans les articles 4 à 16 de la Loi de la police et du bon ordre (chap. 168), ou dans la présente loi, ou dans la charte, ou dans quelque règlement du conseil, il n'est pas nécessaire de mettre la plainte par écrit; mais une plainte verbale, formulée sous serment devant la Cour du recorder par le constable qui a arrêté le prévenu, est considérée comme une plainte suffisante; toutefois si l'inculpé demande que la plainte soit mise par écrit, la cour enjoint au greffier de le faire. 13 Geo. V, c. 65, s. 655.

Poursuites dans lesquelles il n'est pas nécessaire de mettre la plainte par écrit.
Exception.

667. Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction contre les dispositions de la présente loi, ou de la charte, ou d'un des règlements du conseil, et que cette personne ainsi accusée n'a pas été arrêtée à vue, elle peut être sommée par un bref de comparaître devant la cour pour répondre à la plainte, qui doit être énoncée d'une manière claire et précise dans le bref; ledit bref est signifié au défendeur par un huissier ou un constable; pourvu toujours que, lorsqu'il s'agit d'une infraction punissable d'amende ou d'emprisonnement en vertu de la loi ou d'un règlement, il soit permis de procéder contre le défendeur, soit par un bref, comme susdit, soit par un mandat d'arrestation émis par le recorder sur affidavit reçu devant lui. 13 Geo. V, c. 65, s. 656.

Citation des personnes non arrêtées à vue.
Signification du bref.

668. La signification de toute pièce émise par la Cour du recorder ou par le recorder se fait en remettant une copie ou un double de cette pièce au défendeur ou à l'accusé personnellement, ou à son domicile à une personne raisonnable de sa famille, ou à sa place d'affaires à quelqu'un de son personnel en ayant charge.

Mode de signification.

Dans le cas où telle signification ne peut se faire comme ci-dessus, sur rapport de l'officier chargé de la faire, le recorder peut ordonner qu'elle soit faite de toute autre manière qu'il juge à propos. 13 Geo. V, c. 65, s. 657.

Mode prescrit par le recorder en certains cas.

669. Tout huissier, porteur d'un bref ou d'une pièce requérant signification, émis par ladite cour, doit faire, sous serment d'office, un rapport de ses procédures à l'égard de tel bref ou pièce et ce rapport est une preuve suffisante à toutes fins que de droit. 13 Geo. V, c. 65, s. 658.

Rapport de signification.

Compétence
des huissiers
de la Cour su-
périeure.

670. Des rapports de la signification régulière de tout bref ou pièce, comme susdit, émis par ladite cour, peuvent aussi être faits par tout huissier de la Cour supérieure; et, dans toutes les causes ainsi intentées devant la Cour du recorder, tout tel huissier a d'office plein pouvoir et autorité de remplir les fonctions d'huissier de la Cour du recorder de la même manière que si le recorder l'avait spécialement nommé dans ce but. 13 Geo. V, c. 65, s. 659.

Preuve de la
signification.

671. La signification de toute assignation ou de toute autre pièce dans les cas de poursuite comme susdit, peut se prouver, cour tenante, par l'huissier, le constable ou l'officier de paix qui a fait la signification. 13 Geo. V, c. 65, s. 660.

Preuve
devant la
cour.

672. Dans toute cause intentée à la Cour du recorder pour le recouvrement d'une somme ou l'imposition d'une amende ou pénalité, la preuve peut se faire par présomption légale, par preuve écrite ou par preuve verbale.

Dépositions.

Il n'est pas nécessaire de prendre les dépositions par écrit. 13 Geo. V, c. 65, s. 661.

Maintien du
bon ordre aux
séances.

673. Le président de la cour fait observer le bon ordre durant les séances, et il peut faire expulser toute personne non intéressée, et imposer l'amende ou l'emprisonnement à toute personne qui se rend coupable de mépris de la cour. 13 Geo. V, c. 65, s. 662.

Délai d'assi-
gnation en
matière civile.

674. Dans toute action en matière civile portée devant la cour, même dans le cas de saisie-arrêt avant ou après jugement, il doit y avoir au moins un intervalle de deux jours francs entre la signification du bref d'assignation et le jour de son rapport en cour.

Défaut de
comparaître.

Si la personne ainsi assignée ne comparaît pas dans le délai fixé, défaut peut être enregistré contre elle, et, sur preuve faite, la cour rend jugement.

Plaidoyer, s'il
y a comparu-
tion

Si elle comparaît, elle doit plaider à l'action sous vingt-quatre heures, et son plaidoyer est reçu et enregistré.

Enquête et
audition.

Le jour juridique suivant ou le jour fixé par la cour, les parties procèdent à la preuve et à l'audition au mérite, et jugement est rendu sans retard.

Délai au dé-
fendeur con-
damné.

La cour peut accorder un délai n'excédant pas deux mois au défendeur condamné ou qui confesse jugement. 13 Geo. V, c. 65, s. 663.

675. Dans les poursuites intentées devant la Cour du recorder ou devant le recorder, autres que les actions civiles, les dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'appliquent à la Cour du recorder et au recorder, quant au mode de procédure dans ces poursuites jusqu'à la condamnation ou jugement final, à l'exécution de cette condamnation, de ce jugement ou ordre, et généralement à toutes règles imposées aux magistrats pour ces objets, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et qu'il n'y a pas de dispositions spéciales dans l'espèce. Dispositions applicables dans les actions pénales.

Il n'est pas nécessaire, toutefois, dans ces procédures, de prendre les dépositions des témoins par écrit. Dépositions.

Les diverses formules contenues à la Loi des convictions sommaires de Québec peuvent être changées suivant qu'il est nécessaire pour les rendre applicables à la cour. 13 Geo. V, c. 65, s. 664. Formules.

676. La cour a le pouvoir de forcer les témoins à comparaître dans toute action, poursuite ou plainte pendante devant elle, et à répondre aux questions légales qui leur sont posées, suivant les dispositions du Code de procédure civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 665. Comparution forcée des témoins.

677. Dans toutes les causes, la cour peut user de sa discrétion pour accorder ou refuser les frais, ou pour ordonner au dénonciateur ou plaignant, au demandeur ou au défendeur de payer ses propres frais ou ceux de la partie adverse, et, dans certains cas, des dommages n'excédant pas vingt-cinq dollars, lorsque ces dommages paraissent résulter des faits de la plainte. 13 Geo. V, c. 65, s. 666. Frais et dommages.

678. L'exécution d'un jugement rendu dans toute cause en matière civile, comme susdit, se fait par la saisie et la vente des biens meubles et effets du défendeur. Exécution des jugements.

Aucun bref d'exécution n'est émis avant l'expiration des huit jours qui suivent celui où le jugement a été rendu. 13 Geo. V, c. 65, s. 667. Émission du bref d'exécution.

679. L'huissier chargé du bref d'exécution procède à la saisie et à la vente des biens meubles et effets, de la manière prescrite par le Code de procédure civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 668. Procédures sur exécution par l'huissier.

Bref de saisie-arrêt.

680. La cour peut émettre des brefs de saisie-arrêt avant ou après jugement de la même manière que les autres cours de juridiction civile, et suivre à cet égard les règles et la procédure prescrites par le Code de procédure civile en ce qui regarde l'émission du bref, le rapport et le jugement en matière de saisie-arrêt. 13 Geo. V, c. 65, s. 669.

Allégation du règlement, etc., dans les poursuites.

681. Dans une poursuite, action ou plainte portée devant la Cour du recorder, il n'est pas nécessaire de réciter la loi ou le règlement en vertu duquel la poursuite, action ou plainte est portée; mais il suffit d'énoncer que c'est en vertu de cette loi ou de mentionner la date et le numéro du règlement. 13 Geo. V, c. 65, s. 670.

Tarif des frais.

682. Le recorder, avec l'approbation du conseil, peut établir et fixer le tarif des frais dans toutes les causes de la juridiction et de la compétence de la Cour du recorder, et le changer avec la même approbation. 13 Geo. V, c. 65, s. 671.

Poursuite de copropriétaires, etc.,

683. Tout coassocié dans, copropriétaire ou cooccupant de tout terrain, maison, bâtiment ou autre immeuble dans la municipalité contre lequel il est porté plainte pour violation de quelque règlement du conseil affectant tel coassocié dans, copropriétaire ou occupant de tel terrain, maison, bâtiment ou autre immeuble, de quelque manière que ce soit, à raison de quelque nuisance commise ou existant sur tel terrain ou propriété, ou pour toute autre infraction, peut être poursuivi, seul ou conjointement avec ses coassociés, copropriétaires ou cooccupants, devant la Cour du recorder, selon qu'il est jugé à propos, de même que tout agent de la société ou du copropriétaire ou cooccupant.

Ce que doit mentionner le bref, si des copropriétaires sont poursuivis.

Dans la poursuite, il suffit de mentionner le nom de l'un des coassociés, copropriétaires ou cooccupants ou de tel agent, en y ajoutant les mots "et autres"; et la preuve verbale du titre de propriété et d'occupation, soit individuelle ou conjointe, ou de telle agence est suffisante. 13 Geo. V, c. 65, s. 672.

Au nom de qui sont intentées les poursuites.

684. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, toute action pour le recouvrement d'une amende ou l'imposition d'une pénalité peut être intentée par la municipalité ou par un particulier en son nom personnel. 13 Geo. V, c. 65, s. 673.

685. Le recouvrement de toute amende ou des frais, même ceux postérieurs à la condamnation ou ordre, ou des dommages adjugés par la Cour du recorder, se fait conformément à la loi ou au règlement qui les impose; mais si la loi ou le règlement ne mentionne aucun mode de procédure à cet effet, ce recouvrement se fait par l'emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois, à moins que ladite amende, les frais comme susdit et les dommages ne soient payés avant l'expiration du terme de cet emprisonnement; et les brefs sont émis de la manière précitée. 13 Geo. V, c. 65, s. 674.

Mode de recouvrement des amendes, etc., imposées par la cour.

686. Lorsqu'une amende a été encourue par une corporation, association ou société reconnue par la loi, cette amende et les frais peuvent être prélevés par la saisie et la vente des biens et effets de la corporation, association ou société, en vertu d'un bref d'exécution émis par la cour; la procédure se fait sur ce bref de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matière civile. 13 Geo. V, c. 65, s. 675.

Mode de prélever les amendes encourues par les corporations, etc.

687. Toutes les amendes réclamées et recouvrées devant la Cour du recorder, en vertu de la présente loi ou de la charte, ou d'un règlement du conseil, appartiennent à la municipalité, et font partie de son fonds général. 13 Geo. V, c. 65, s. 676.

Attribution des amendes.

688. Au conseil seul appartient le droit de remettre en tout ou en partie une amende ou partie d'amende appartenant à la municipalité, ainsi que les frais occasionnés pour le recouvrement de cette amende.

Remise des amendes, etc.

Cette remise est faite en vertu d'une résolution adoptée par la majorité du conseil, sur requête qui lui est présentée par la personne tenue de payer cette amende. 13 Geo. V, c. 65, s. 677.

Manière de la faire.

689. Chaque fois que, dans la présente loi ou toute autre loi, ou dans quelque règlement, l'emprisonnement est imposé, cet emprisonnement doit s'entendre comme devant avoir lieu dans la prison commune du district dans lequel est située la municipalité. 13 Geo. V, c. 65, s. 678.

Où a lieu l'emprisonnement.

690. Lorsque, dans une action ou assignation en matière civile ou pénale, il y a quelque variante entre l'allegation et la preuve relativement à la date, aux noms ou prénoms, à l'occupation, à la désignation ou à la résidence de la partie mentionnée en l'action ou assignation,

Amendements à l'action, dans certains cas.

ou relativement à tout autre fait allégué dans cette action ou assignation, la cour peut, en tout temps avant le jugement, sur demande de la partie intéressée, permettre ou ordonner que cette action ou assignation soit amendée, si la chose est nécessaire, et accorder à la partie adverse un délai suffisant pour qu'elle puisse préparer sa défense à l'action ou assignation ainsi amendée, si la partie le requiert pour les besoins de la justice. 13 Geo. V, c. 65, s. 679.

Objections à la forme.

691. Nulle objection à la forme ou basée sur l'omission de quelque formalité n'est admise dans aucune action, poursuite ou procédure devant la Cour du recorder, à moins que le rejet de cette objection ne cause une injustice réelle. 13 Geo. V, c. 65, s. 680.

Effet de l'établissement de la Cour du recorder.

692. Dès que le conseil a, par règlement, établi une Cour de recorder et qu'un recorder a été nommé en la manière prévue par la présente loi, nul magistrat ou juge de paix ne peut, comme tel, connaître des infractions à la présente loi, à la charte ou aux règlements du conseil. 13 Geo. V, c. 65, s. 681.

SECTION XVI

DE LA JURIDICTION DE LA COUR DE RECORDER EN CERTAINS CAS

Règlement concernant la Cour du recorder d'une municipalité contiguë.

693. Le conseil d'une municipalité peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, adopter un règlement pour soumettre son territoire à la juridiction de la Cour du recorder de toute autre municipalité contiguë, dans les limites de laquelle telle Cour du recorder existe. 13 Geo. V, c. 65, s. 682.

Ce que tel règlement doit énoncer.

694. Ce règlement doit énoncer les conditions auxquelles elle est prête à souscrire pour se soumettre ainsi à la juridiction de la Cour du recorder de la municipalité contiguë.

Dépenses à encourir.

Le conseil de telle municipalité est autorisé à pourvoir, dans le règlement, aux dépenses des contributions nécessitées par son adoption. 13 Geo. V, c. 65, s. 683.

Consentement de la municipalité contiguë.

695. Le conseil de la municipalité où telle Cour du recorder existe, s'il concourt dans la teneur du règlement mentionné dans l'article 693, adopte un règlement à cet effet. 13 Geo. V, c. 65, s. 684.

696. Des copies certifiées de ces règlements sont transmises au lieutenant-gouverneur en conseil, accompagnées d'une requête demandant leur approbation, ainsi que l'émission d'une proclamation décrétant leur mise en vigueur. Copies des règlements transmises au lt-gouv. en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil de chacune des deux municipalités tous les documents, actes d'accord ou renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer de l'opportunité ou de l'inopportunité des règlements; et les officiers de chacune des deux municipalités sont tenus de les lui fournir. 13 Geo. V, c. 65, s. 685. Documents qui doivent être produits.

697. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation aux règlements. Discrétion du lt-gouv. en conseil.

2. S'il les approuve, le lieutenant-gouverneur en conseil émet une proclamation décrétant, qu'à compter de la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que trente jours de la date de la proclamation, le territoire de la municipalité y mentionné, contigu à celui de la municipalité dans laquelle une Cour du recorder est déjà établie, est soumis à la juridiction de telle Cour du recorder, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une seule, mais pour ces fins seulement. Proclamation émise si les règlements sont approuvés, etc.

Cette juridiction s'étend aux officiers du tribunal. 13 Juridiction. Geo. V, c. 65, s. 686.

FORMULES

1.—(Articles 62, 70, 113)

Serment d'office

Je, _____, (indiquer la charge) de la cité de _____ (ou ville de _____, selon le cas), jure que je remplirai avec honnêteté et fidélité les devoirs de cette charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité. Ainsi Dieu me soit en aide!

Assermenté devant moi
à _____, ce _____ }
jour de _____ 19 ____ } A. B.

C. D.,
juge de paix.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule A.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule B.

Avis de la préparation et du dépôt de la liste des électeurs

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule C.

Certificat d'entrée en vigueur de la liste des électeurs

Que cette liste n'a pas été examinée par le conseil de cette municipalité, dans les trente jours après le (*date de la publication de l'avis requis par l'article 139*);

4° Qu'ainsi la liste des électeurs ci-dessus est entrée en vigueur le jour du mois de mil neuf cent , étant le trentième jour après le (date de la publication de l'avis requis par l'article 139, ou selon le cas).

Donné sous mon seing à , ce jour de , 19 .

Le greffier,
P. P.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule D.

5.—(Articles 61, 175)

Commission d'un secrétaire d'élection

A E. F., (occupation et résidence)

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour la cité de (ou la ville de , ou le quartier de la cité de ou de la ville de).

je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon secrétaire d'élection pour agir en cette qualité, suivant la loi, à la prochaine élection de cette cité (ou de cette ville, ou de ce quartier), laquelle élection sera par moi ouverte le jour du mois de 19 .

Donné sous mon seing, à , ce jour de 19 .

L'officier-rapporteur,
A. B.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule E.

6.—(Article 176)

Serment du secrétaire d'élection

Je soussigné, E.F., nommé secrétaire d'élection pour la cité de _____ (ou la ville de _____, ou le quartier _____ de la cité de _____, ou de la ville de _____), jure que j'agirai en qualité de secrétaire d'élection, et aussi en qualité d'officier-rapporteur, le cas échéant, fidèlement et conformément à la loi, sans partialité, crainte, faveur ni affection. Ainsi Dieu me soit en aide !

E. F.,
secrétaire d'élection.

Certificat de la prestation du serment du secrétaire d'élection

Je soussigné certifie par les présentes que le jour du mois de _____ 19____, E. F., secrétaire d'élection pour la cité de _____ (ou la ville de _____, ou le quartier _____ de la cité de _____, ou de la ville de _____), a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un secrétaire d'élection, par l'article 176 de la Loi des cités et villes.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

C. D.,
juge de paix.
(ou) A. B.,
officier-rapporteur.

7.—(Articles 61, 179)

Avis de l'officier-rapporteur annonçant l'époque et le lieu fixés pour la présentation des candidats, le jour de l'ouverture du scrutin et la nomination de son secrétaire d'élection

AVIS

Cité de (ou ville de , selon le cas),

Je donne avis aux électeurs de la cité de (ou de la ville de , ou du quartier de la cité de , ou de la ville de), que la présentation des candidats pour les charges de maire et d'échevin pour ladite cité (ou ville, ou suivant le cas), aura lieu à (décrire l'endroit où la présentation des candidats doit avoir lieu), dans la cité de , (ou ville de , selon le cas), le jour du mois de , en l'année mil neuf cent , entre midi et deux heures de l'après-midi, et que, dans le cas où le scrutin deviendrait nécessaire et serait ouvert de la manière prescrite par la loi, ce scrutin sera ouvert le jour du mois d dans l'année mil neuf cent , depuis sept heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi, dans chacun des arrondissements de votation; et que j'ai nommé (nom, occupation et résidence) mon secrétaire d'élection.

Donné sous mon seing, à , ce
jour de 19 .

L'officier-rapporteur,
A. B

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule G.

8.—(Articles 182, 184)

Bulletin de présentation pour l'élection du maire

Nous soussignés, habiles à voter aux élections municipales dans la cité de (ou ville de), nommons par les présentes , no rue , comme candidat à l'élection d'un maire qui doit avoir lieu dans la dite cité (ou ville).

En foi de quoi, nous avons signé, à , ce
jour de 19 .

Prénoms Nom	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par lesdits électeurs en présence de .

(Signature.)

Je, le dit , nommé candidat dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi, j'ai signé, à , ce
jour de 19 .

(Signature.)

Signé par ledit en présence de .

(Signature.)

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule H.

9.—(Articles 182, 184)

Bulletin de présentation pour l'élection d'un échevin

Cité de (ou ville de , selon
le cas) Quartier

Siège no
Nous soussignés, électeurs du quartier de
la cité de (ou ville de),
nommons par les présentes , no
rue , candidat à l'élection qui doit avoir
lieu d'un échevin pour le siège no dudit quartier.

En foi de quoi, nous avons signé, à , ce
jour de 19 .

Prénoms Nom	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par lesdits électeurs en présence de

(Signature.)

Je, ledit , nommé dans le bulletin de
présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi j'ai signé, à , ce jour
de 19 .

(Signature.)

Signé par ledit en présence de .

(Signature.)

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule I.

10.—(Article 187)

Serment d'attestation du bulletin de présentation et du consentement du candidat à la charge de maire

Je, _____, de la cité de _____ (ou ville de _____, selon le cas), jure que je connais _____ et qu'ils sont habiles à voter à l'élection qui doit avoir lieu d'un maire de la cité de _____ (ou ville de _____), et qu'ils ont respectivement signé de leurs signatures, en ma présence, le bulletin de présentation qui précède ; et, de plus, que je connais ledit _____ qui y est nommé comme candidat, et qu'il a signé son consentement à cette présentation en ma présence.

(Signature.)

Assermenté devant moi,
à _____, ce _____ }
jour de _____ 19 _____ }

(Signature.)

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule J.

11.—(Article 187)

Serment d'attestation du bulletin de présentation et du consentement du candidat à la charge d'échevin

Je, _____, de la cité de _____, (ou ville de _____), jure que je connais _____ et qu'ils sont inscrits sur la liste des électeurs en vigueur, pour le quartier _____ de la cité de _____ (ou ville de _____), et qu'ils ont respectivement signé de leurs signatures, en ma présence, le bulletin de présentation qui précède ; et, de plus, que je connais ledit _____ qui y est nommé candidat

et qu'il a signé son consentement à cette présentation en ma présence.

(Signature.)

Assermenté devant moi,
à _____, ce _____, }
jour de _____, 19 _____ . }

(Signature.)

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule K.

12.—(Article 196)

Avis du scrutin

Avis

Cité de _____ (ou ville de _____, selon le cas).

Avis public est par le présent donné que le scrutin est nécessaire pour l'élection maintenant pendante pour la cité de _____ (ou la ville de _____, ou les quartiers _____ de la cité de _____, ou ville de _____), et que ce scrutin sera ouvert en conséquence le _____ ; et, de plus, que les personnes dûment présentées comme candidats à cette élection, et pour lesquelles seulement les votes seront admis, sont:

Élection du maire:

1. JEAN BUREAU, marchand, No _____, rue _____ ;
2. JOSEPH MEUNIER, médecin, No _____, rue _____ ;
3. ANTOINE RICHARD, marchand, No _____, rue _____ ;
4. JOSEPH RICHARD, avocat, No _____, rue _____ ;

Élection des échevins:

Quartier no _____
PAUL ADAMS, marchand, No _____, rue _____ ;
LOUIS BELLIVEAU, avocat, No _____, rue _____ ;
(Et ainsi de suite pour tous les autres quartiers où il y a votation.)

Le relevé du scrutin et la proclamation du candidat
(ou des candidats) élu se feront le _____ ,
à _____ heures du matin, à mon bureau, à _____ .

Ce dont tous les intéressés sont requis de prendre
connaissance et de se conduire en conséquence.

Donné sous mon seing, à _____ , ce _____ jour d
19 _____ .

L'officier-rapporteur,
A. B.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule L.

13.—(Article 196)

Commission du sous-officier-rapporteur

A G. H., (*occupation et résidence*).

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur, je vous
ai nommé et vous nomme par les présentes sous-officier-
rapporteur pour l'arrondissement de votation no
du quartier, _____ , dans la cité de

(ou ville de _____),
pour y recevoir les bulletins des électeurs au scrutin,
suivant la loi, au bureau de votation qui y sera par vous
ouvert et tenu à cette fin; et vous êtes par les présentes
autorisé et requis d'ouvrir et tenir le bureau de votation
à cette élection, pour cet arrondissement de votation,
le _____ jour du mois de
courant (ou prochain), à sept heures du matin, à (*décrire
spécialement l'endroit où la votation doit avoir lieu*), et là,
de tenir ce bureau de votation ouvert durant les heures
fixées par la loi, et d'y recevoir au scrutin, tel que pres-
crit par la loi, les bulletins des électeurs qui voteront
à ce bureau de votation, et, après avoir compté les bul-
letins donnés et accompli les autres devoirs que la loi
vous impose, de me transmettre immédiatement la boîte
du scrutin, scellée de votre sceau et contenant les bulle-
tins de vote, les listes des électeurs et les autres docu-
ments requis par la loi, ainsi que la présente commission.

Donné sous mon seing, à _____ , ce
jour de _____ 19 _____ .

L'officier-rapporteur,
A. B.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule M.

14.—(Article 196)

Serment du sous-officier-rapporteur

Je soussigné, G. H., nommé sous-officier-rapporteur
pour l'arrondissement de votation no du
quartier de la cité de
(ou ville de), jure que j'agirai en qualité
de sous-officier-rapporteur, fidèlement, sans partialité,
crainte, faveur, ni affection. Ainsi Dieu me soit en aide!

G. H.,
sous-officier rapporteur.

Certificat de la prestation du serment d'office d'un sous-officier-rapporteur

Je soussigné, C. D., certifie par les présentes que le
jour du mois d 19 ,
G. H., sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement
de votation no , du quartier
de la cité de (ou de la ville de)
a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en
pareil cas d'un sous-officier-rapporteur par la Loi des
cités et villes.

C. D.,
juge de paix,
(ou) A. B.,
officier-rapporteur.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule N.

15.—(Article 196)

Instructions devant servir de guide aux électeurs sur la manière de voter

L'électeur ne doit voter que pour un seul candidat.
Le votant entrera dans l'un des compartiments et,
avec un crayon qui y sera déposé à cet usage, il fera sur
le bulletin qui lui a été remis une croix vis-à-vis du nom
du candidat en faveur de qui il voudra donner son vote.
Le votant pliera ensuite le bulletin de manière à n'en
laisser voir que le dos et de manière aussi que le talon

puisse être détaché sans déplier le bulletin; puis il remettra le bulletin ainsi plié au sous-officier-rapporteur qui le déposera dans la boîte du scrutin, après avoir détaché le talon. Le votant sortira ensuite immédiatement du bureau de votation.

Si un votant gâte par inadvertance un bulletin de vote, il pourra le remettre à l'officier autorisé qui, après avoir vérifié le fait, lui en donnera un autre.

Si l'électeur vote pour plus d'un candidat ou fait sur le bulletin quelque marque qui puisse le faire reconnaître, son vote sera nul et ne sera pas compté.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule O.

16.—(Article 199)

Commission de greffier de bureau de votation

A I. J., (*occupation et résidence*)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation no du quartier de la cité de (ou ville de), je vous ai nommé et vous nomme par les présentes greffier de bureau de votation pour ledit arrondissement de votation.

Donné sous mon seing, à , ce
jour de , 19 .
Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule P.

17.—(Article 199)

Serment du greffier de bureau de votation

Je soussigné, I. J., nommé greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation no , dans le quartier de la cité de (ou ville de), jure que j'agirai en qualité de greffier du bureau de votation, et aussi en celle de sous-officier-rapporteur, le cas échéant, suivant la loi, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur, ni affection. Ainsi Dieu me soit en aide!

Le greffier du bureau de votation,
I. J.

*Certificat de la prestation du serment du greffier du bureau
de votation*

Je soussigné, C. D., certifie par les présentes que le
jour du mois de 19 , I. J.,
greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de
votation no , du quartier de la cité de
(ou ville de), a prêté et signé
devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un
greffier de bureau de votation par l'article 199 de la Loi
des cités et villes.

C. D.,
juge de paix.
(ou) A. B.,
officier-rapporteur.
(ou) G. H.,
sous-officier-rapporteur.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule Q.

18.—(Article 202)

*Commission du greffier du bureau de votation par un greffier
agissant comme sous-officier-rapporteur*

A , de (résidence et occupation)
Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur
pour l'arrondissement de votation no ,
du quartier de la cité de
(ou ville de), en conséquence
du décès (ou de l'incapacité d'agir, suivant le cas) du
sous-officier-rapporteur pour cet arrondissement de
votation dont j'étais le greffier, je vous ai nommé et
vous nomme par les présentes greffier dudit bureau de
votation.

Donné sous mon seing, à , ce jour de
19 .

I. J.,
greffier du bureau de votation agissant
comme sous-officier-rapporteur.

*Le serment et le certificat de sa prestation seront les
mêmes que dans le cas d'un greffier de bureau de votation
nommé par le sous-officier-rapporteur.*

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule R.

19.—(Article 206)

Bulletin de vote

Élection pour maire de la cité de pour échevin No 1, (ou selon le cas,) (ou ville de, selon le cas).	1	BUREAU (Jean Bureau, cité de (ou ville de) No , rue marchand.)
	2	MEUNIER (Joseph Meunier, cité de (ou ville de) No , rue médecin.)
	3	RICHARD (Antoine Richard, cité de (ou ville de) No , rue marchand.)
	4	RICHARD (Joseph Richard, cité de (ou ville de) No , rue avocat.)



TALON

No

Ici doivent être apposées les initiales du sous-officier-rapporteur.

Le nom de l'imprimeur est imprimé ici

Le papier du bulletin sera perforé par une ligne de points à l'endroit de la ligne de points noirs, afin qu'on le puisse facilement détacher du talon.

Les noms des candidats sont inscrits dans le bulletin comme dans le bulletin de présentation.

Il n'y a pas de marge à la gauche du bulletin.

L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule S.

20.—(Article 216)

Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat

Je soussigné, G. H., agent de (ou électeur représentant, suivant le cas) J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendante pour , jure que je garderai le secret sur les noms des candidats pour lesquels tout votant au bureau de votation de l'arrondissement de votation no , dans la cité de

(ou la ville de , pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection. Ainsi Dieu me soit en aide!

G. H.

Assermenté devant moi à
d , ce 19 jour }
.

A. B.,
sous-officier-rapporteur
(ou) C. P.,
juge de paix.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule T.

21.—(Article 218)

Serment d'un sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent qui désire voter

Je, G. H., de , sous-officier-rapporteur, (ou greffier du bureau de votation, ou agent de J. K., l'un des candidats) à l'élection qui a maintenant lieu

pour la cité de (ou la ville de ,
 ou le quartier de la cité de ,
 ou de la ville de , jure:
 Que j'ai réellement droit de voter à l'élection d'un
 maire pour la cité de (ou la ville de
 , ou d'un échevin pour le quartier
 de la cité de , ou selon le cas);

Que je n'ai pas déjà voté à cette élection dans la
 municipalité pour l'élection du maire, ni dans le quartier
 pour l'élection d'un échevin;

Que je n'ai rien reçu et qu'il ne m'a été rien promis, ni
 directement ni indirectement, soit pour m'engager à
 voter ou à m'abstenir de voter à cette élection, soit pour
 perte de temps, frais de voyage, louage de voiture ou
 aucun autre service s'y rattachant;

Que je n'ai, ni directement, ni indirectement, rien
 payé ou promis à qui que ce soit pour l'engager à voter
 ou à s'abstenir de voter à cette élection. Ainsi Dieu
 me soit en aide!

G. H.

Assermenté devant moi à }
 , ce jour
 de , 19 . }

A. B.,
 officier-rapporteur.
 (ou) C. D.,
 juge de paix.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule U.

23.—(Article 230)

Serment par un électeur qui reçoit un bulletin de vote après qu'un autre a voté sous son nom

Vous jurez que vous êtes (*nom*), de (*tel que sur la liste des électeurs*), dont le nom est inscrit sur la liste des électeurs qui vous est actuellement montrée. Ainsi Dieu vous soit en aide!
13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule W.

24.—(Article 231)

Serment d'un électeur qui ne peut marquer le bulletin de vote

Vous jurez que vous ne savez pas lire et ne pouvez comprendre le bulletin de vote de manière à le marquer (*ou que vous êtes incapable, pour cause de cécité ou d'autre infirmité corporelle, selon le cas, de voter*) sans aide. Ainsi Dieu vous soit en aide!
13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule X.

25.—(Article 244)

Serment du sous-officier-rapporteur après la clôture du scrutin

Je soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation no , dans le quartier de la cité de (ou la ville de , jure qu'au meilleur de mes connaissance et croyance, le cahier de votation tenu pour cet arrondissement de votation sous ma surveillance, a été tenu d'une manière exacte, et que le nombre total des votes inscrits dans le cahier de votation est de ; et qu'au meilleur de mes connaissance et croyance, il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation de cet arrondissement de votation tel que

ces votes ont été reçus à ce bureau de votation; que j'ai fidèlement compté les votes donnés pour chaque candidat, de la manière prescrite par la loi; que j'ai rempli tous les devoirs que la loi m'impose, et que le procès-verbal, les paquets de bulletins de vote et les autres documents que la loi m'oblige de transmettre à l'officier-rapporteur, ont été fidèlement et véridiquement préparés et déposés dans la boîte de scrutin, comme le sera ce serment, afin que ladite boîte de scrutin, préalablement scellée de mon sceau, soit transmise à l'officier-rapporteur aux termes de la loi.

Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

Assermenté et signé devant moi, }
à , ce jour }
de 19 . }

X. Y.,
juge de paix,
(ou) A. B.,
officier-rapporteur,
(ou) I. J.,
greffier du bureau de votation.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule Y.

27.—(Article 244)

Relevé du vote après que les bulletins ont été comptés

ARRONDISSEMENT DE VOTATION NO

QUARTIER

Cité de (ou ville de)

Nombre de bulletins reçus de l'officier-rapporteur.....		
Nombre de bulletins déposés pour.....		
“ “		
“ “		
“ “		
“ “		
“ “		
“ gâtés.....		
“ rejetés.....		
“ non employés et renvoyés.....		
Totaux.....		

Je certifie que le relevé ci-dessus est exact.

Donné sous mon seing à , ce jour de ,
19 .Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule AA.

28.—(Article 244)

Certificat à donner aux candidats, etc.

Je soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation no , dans le quartier de la cité de (ou ville de , par le présent certifie qu'à l'élection, tenue ce jour, d'un maire pour la cité de (ou ville de), (ou d'un échevin pour le quartier de la cité de , ou de la ville de), les candidats ci-dessous mentionnés ont reçu le nombre de votes inscrits en regard de leurs noms respectifs, savoir :

NOMS DES CANDIDATS	NOMBRE DES VOTES

et aussi que bulletins ont été réjetés.

Donné sous mon seing à , ce jour de 19 .

Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

29.—(Article 244)

Serment du messenger envoyé pour recueillir les boîtes de scrutin

Je, J. B., de _____, messenger nommé par A. B., officier-rapporteur pour la cité de _____ (ou la ville de _____), jure que les différentes boîtes de scrutin au nombre de _____, maintenant remises par moi à tel officier-rapporteur, m'ont été remises par les différents sous-officiers-rapporteurs à l'élection actuelle pour cette cité ou cette ville (ou par _____ ici insérer les noms des sous-officiers-rapporteurs qui ont remis ces boîtes); qu'elles n'ont pas été ouvertes par moi ni par qui que ce soit, et qu'elles sont dans le même état qu'elles étaient lorsqu'elles sont venues en ma possession. (S'il y a été fait quelques changements, le déposant modifiera sa déposition en exposant tous les faits.)

J. B.

Attesté sous serment, et signé	}
devant moi à _____, ce	
jour de _____ 19 .	

X. Y.,
juge de paix,
(ou) A. B.,
officier-rapporteur,
(ou) G. H.,
sous-officier-rapporteur.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule CC.

— —

30.—(Article 268)

Certificat d'élection

1.—S'IL S'AGIT DE L'ÉLECTION DU MAIRE

Je certifie, par les présentes, que le maire élu pour la cité de (ou la ville de), comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est C. D., etc., (*nom, etc., comme dans le bulletin de présentation*).

Donné sous mon seing à , ce jour de 19 .

L'officier-rapporteur,
A. B.

2.—S'IL S'AGIT DE L'ÉLECTION D'UN ÉCHEVIN

Je certifie, par les présentes, que l'échevin élu pour le siège no du quartier de la cité de (ou ville de), comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est F. G., etc., (*nom, etc., comme dans le bulletin de présentation*).

Donné sous mon seing à , ce jour de 19 .

L'officier-rapporteur,
A.B.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule DD.

31.—(Article 319)

Affidavit

CANADA,
Province de Québec,
District d

}

COUR

vs

demandeur;

défendeur.

Je, M. N., demandeur en cette cause, après serment prêté, déclare que, dans la présente poursuite, je n'agis pas collusoirement avec le défendeur, et que je ne poursuis pas en vue d'empêcher qu'une autre personne n'intente l'action, ni en vue de retarder ou de faire échouer celle-ci, ou de soustraire le défendeur au paiement de l'amende, en tout ou en partie, ou de lui procurer quelque avantage; mais que j'intente cette poursuite ou action, de bonne foi, la croyant consciencieusement bien fondée, et dans le but d'exiger et de recouvrer le paiement de l'amende avec toute la diligence possible.

Assermenté devant moi
à , ce jour de
19 . }

M. N.

P. S.,
juge de paix.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule EE.

32.—(Article 324)

Dénonciation de supposition de personne

CANADA,
Province de Québec,
District de . }

La dénonciation de A. B., de , reçue ce jour de , en l'année mil neuf cent , par le soussigné, sous-officier-rapporteur à un bureau de votation dans le quartier de la cité de (ou ville de), pour une élection municipale qui s'y tient.

Ledit dénonciateur dit qu'il croit que T. U. (ou qu'une personne dont le nom lui est inconnu, mais qui est maintenant détenue audit bureau de votation d'après l'ordre du sous-officier-rapporteur, ou selon le cas), a, ce jour, audit bureau de votation, commis l'infraction qualifiée "supposition de personne", en (décrire l'infraction).

A. B.

Reçue, signée et attestée sous serment devant moi audit bureau de votation, les jour et an ci-dessus mentionnés. }

Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule FF.

33.—(Article 324)

Mandat d'arrestation d'une personne accusée de supposition de personne

CANADA,
Province de Québec,
District de

}

A tous constables et autres agents de la paix dans le district de

Attendu que, par-devant le soussigné, sous-officier-rapporteur à un bureau de votation dans le quartier de la cité de (ou ville de)

, pour une élection municipale qui s'y tient, T. U., (ou, si tel est le cas, mentionner que le délinquant est une personne inconnue, etc., comme dans la dénonciation) de , a, ce jour, été accusé sous serment d'avoir commis l'infraction qualifiée "supposition de personne" aujourd'hui même et audit bureau de votation, en (décrire l'infraction).

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement ledit T. U., (ou selon le cas) et de le conduire devant , pour qu'il réponde à ladite accusation et soit ultérieurement traité suivant la loi.

Donné sous mon seing, en vertu de la Loi des cités et villes, à , ce jour d 19 . }

Le sous-officier-rapporteur,
G. H.

13 Geo. V, c. 65, s. 687, formule GG.

FORMULE 34—(Article 592)

État transmis au ministre des affaires municipales avec un règlement d'emprunt

Cité (ou ville) de.

1. Valeur totale des immeubles imposables d'après le rôle d'évaluation. \$
 2. Montant des dettes de la municipalité. \$
 3. Taxes générales perçues pendant la dernière année fiscale (Taxes imposées en vertu des articles 521 et suivants)..... \$
 4. Emprunts :

Montants	Objets	Date de l'emprunt ou de l'émission	Échéance	Taux de l'intérêt	Montant nécessaire pour inté- rêts et fonds d'a- mortisse- ment pen- dant l'an- née en cours	Montants prélevés par taxe spéciale pour inté- rêts et fonds d'a- mortisse- ment	Montants tirés des revenus gé- néraux pour inté- rêts et fonds d'a- mortisse- ment	Montants rembour- sés aux prêteurs ou por- teurs d'o- bligations	Fonds d'amor- tisse- ment accu- mulé	Balance due sur l'em- prunt
105	\$ 20,000	Emprunt par obliga- tions—Voirie.								
118	5,000	Obligations émises en paiement du prix d'un terrain pour hôtel de ville.								

Je soussigné certifie que l'état ci-dessus est exact.

Date

Trésorier de la cité (ou de la ville) de